TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 214 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 18 FÉVRIER 1981

A Milan

Les Brigades rouges revendiquent l'assassinat du directeur d'un hôpital

LIRE PAGE 40



Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

2,60 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 L ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 fr. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Reagan le Salvador et l'Europe

Il peut paraître surprenant que le premier grand sujet de conversation entre les Européens et le nouveau gouvernement de M. Reagan ne soit pas la relance de la tension Est-Ouest ou la hausse du dollar, mais la situation au Salvador, l'un des plus petits États de l'Amérique latine. Sans doute M. Eagleburger, sous-secrétaire d'État pour les affaires politiques, entend-il évoquer, au cours de la tournée qui a débuté lundi à Bonn, se poursuit ce mardi à Paris et à Bruxelles et plus tard à La Haye et à Londres, les problèmes de la bombe à neutrons et l'effort européen en matière de défense. Mais c'est à propos de l'Amérique centrale que, pour le moment, les États-Unis veulent montrer leur « muscle ».

M. Reagan n'a pas tardé à traduire dans les faits son intention, largement exprimée bien avant l'ouverture de sa campagne électorale, de remettre de l'ordre dans son arrière-cour. La révocation brutale de l'ancien ambassadeur américain au Salvador, qui ne faisait pas mystère de ses convictions libérales, la suspension de l'aide au Nicaragua, accusé de faire transiter sur son territoire les armes destinées à la rébellion salvadorienne, pourraient n'être qu'un début. Dans l'immédiat, l'objectif est d'aider la junte au pouvoir au Salvador à remporter une victoire définitive sur la guérilla.

Et la première mission de M. Eagleburger est de couper les liens de sympathie tissés depuis longtemps par les opposants du Salvador avec plusieurs pays européens.

Son succès n'est pas garanti. Les partis européens membres de l'Internationale socialiste ont fourni une aide importante aux sandinistes du Nicaragua, plus récemment aux partisans de réformes au Salvador. C'est le cas notamment de la République fédérale. Le S.P.D. s'est montré particulièrement actif en Amérique centrale par le biais de la Fondation Ebert, même si le chancelier Schmidt est obligé, en cette matière comme en bien d'autres, de prendre ses distances vis-à-vis de son parti.

Le gouvernement français est moins soumis à ces pressions « idéologiques », mais il ne semble pas disposé, jusqu'à plus ample informé, à modifier sous la pression de Washington sa politique traditionnelle ni à encourager une déstabilisation dont les effets pourraient être fâcheux pour la situation dans ses départements d'Amérique. A l'ambassadeur du Salvador qui lui remettait ses lettres de créance, à la fin de janvier, M. Giscard d'Estaing avait dit souhaiter pour ce pays « une solution permettant de restaurer la paix sociale par la promotion des libertés démocratiques, le respect de la personne humaine et un programme de réformes de structures ». Il ne saurait donc être question de soutenir un régime dur ni de renoncer aux relations cordiales entretenues avec le Nicaragua sandiniste, où M. Stirn s'est rendu en novembre, et qui reçoit une aide humanitaire de Paris.

Cela dit, il faudra sans doute faire la part du feu, ce que fait le Nicaragua lui-même en recommandant à ses amis de la guérilla salvadorienne de s'orienter vers une solution politique d'autant plus nécessaire aujourd'hui que leur « offensive finale » a tourné court. Le moins qu'on puisse dire est que les Européens n'ont aucune raison d'y faire objection.

(Lire nos informations page 40.)

Au Zimbabwe

M. NKOMO A OBTENU LE DÉSARMEMENT DE SES ANCIENS PARTISANS

(Lire page 6.)

L'évolution des pays de l'Est

• POLOGNE : la grève des étudiants prend de l'ampleur

• HONGRIE : la semaine de cinq jours sera appliquée dans les grandes entreprises

Exploitant l'effet psychologique suscité par son entrée en fonctions, le premier ministre polonais, le général Jaruzelski, dont Moscou accueille avec faveur les premières initiatives, a repris la négociation sur la loi syndicale, l'accès de Solidarité aux moyens d'information et la question de l'enregistrement de Solidarité rurale, à laquelle la Cour suprême a suggéré de se constituer en organisation professionnelle.

C'est le 18 février que doivent être définies les modalités de l'attribution d'un temps d'antenne aux organisations syndicales, *prévue par l'accord de principe du 30 janvier. Les dirigeants de* Solidarité semblent faire fond sur les déclarations apaisantes du nouveau premier ministre.

La grève des étudiants gagne en revanche à Cracovie, Olsztyn, Czestochowa, Opole et Varsovie. Le ministre de l'enseignement supérieur fait preuve d'une intransigeance qui réduit les limites d'un accord possible.

En Hongrie, le ministre du travail a annoncé l'introduction de la semaine de cinq jours à partir de juillet dans les grandes entreprises (voir page 3).

De notre correspondant

Varsovie. — La première semaine du gouvernement de M. Jaruzelski menace de s'achever sur une grève générale de l'université polonaise. Déjà relayée par les facultés de Poznan et l'académie de médecine de Varsovie, la grève des dix mille étudiants de Lodz entamée il y a vingt-sept jours s'étend en effet dangereusement.

Les étudiants de Cracovie se sont joints au mouvement lundi 16 février et ce mardi devait marquer un tournant avec la proclamation de la grève dans les facultés d'Olsztyn, de l'état de préparation à la grève dans celles de Czestochowa, Opole et Szczecin et l'organisation d'un vote à l'université de Varsovie sur une proposition d'arrêt des cours à partir de mercredi.

Cette montée de la tension s'explique par le blocage depuis dimanche des négociations commencées il y a quinze jours à Lodz par le ministre de l'enseignement supérieur, M. Gorski. Cahotantes et confuses, elles avaient semblé devoir aboutir à un accord après que le ministre eut promis la reconnaissance officielle de l'organisation indépendante des étudiants, la N.Z.S., créée dans la foulée des accords de Gdansk. Ce problème étant réglé, ainsi qu'une série d'autres purement corporatistes, des compromis se dessinaient sur les revendications plus politiques, comme la suppression des cours obligatoires de russe et de « sciences politiques ».

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

Tension en Grande-Bretagne

Le gouvernement de Mme Thatcher tente d'éviter le développement du conflit des mineurs gallois

Les vingt-six mille mineurs gallois ont décidé, le 16 février, de cesser le travail, dès mardi matin 17 février, pour protester contre le plan de fermeture des puits de charbon qui entraînerait le licenciement de trente mille personnes. De leur côté, les vingt mille mineurs écossais se sont prononcés pour la grève à partir du 23 février. Le syndicat des deux cent trente mille mineurs britanniques pourrait dès lors donner, le 19 février, un mot d'ordre de grève nationale, à laquelle se joindraient les ouvriers *métallurgistes, les dockers, les camionneurs et les cheminots.*

Face à ce danger — il rappelle la grande grève de 1974, qui a entraîné la chute de M. Heath — le gouvernement de Mme Thatcher a décidé, contrairement à sa doctrine, d'intervenir *dans le conflit. Le ministre de l'énergie, le président des charbon*nages et les dirigeants syndicaux doivent se rencontrer lundi.

De notre correspondant

Londres. — Sans attendre la décision de leur syndicat, les mineurs du Pays de Galles se sont mis en grève, le 17 février, pour protester contre la décision du Bureau national des charbonnages (N.C.B.) de fermer, sur une période de deux ans, entre vingt et cinquante puits, ce qui entraînera la perte de dizaines de milliers d'emplois. M. Gormley, président du Syndicat des mineurs (NUM), a regretté que les organisations syndicales galloises se soient engagées dans une grève non autorisée, avant la réunion, prévue pour jeudi 19 février, de l'exécutif national du NUM qui, très probablement, donnera officiellement le mot d'ordre de grève nationale. Anticipant cette décision, les syndicats d'Écosse et du Kent ont annoncé qu'ils se mettraient en grève le 23 février.

Malgré le danger d'une extension du mouvement aux dockers, aux métallurgistes, aux camionneurs et aux cheminots, la rencontre attendue entre M. Howell, ministre de l'énergie, Sir Derek Ezra, président du N.C.B., et les représentants des syndicats, n'aura lieu que lundi. Ce délai est critiqué par un certain nombre de députés travaillistes et conservateurs. Cependant, le gouvernement estime qu'aucune comparaison n'est possible avec la grande grève nationale de 1974, qui se termina par un succès des mineurs et provoqua le départ du pouvoir de M. Heath, après sa défaite aux élections générales.

Les milieux officiels soulignent que les stocks de charbon sont à leur plus haut niveau, notamment *dans les centrales thermiques*, en mesure d'assurer sans difficulté la fourniture d'électricité pendant plus de deux mois. En outre, la nouvelle législation sur les syndicats donne au gouvernement les moyens de limiter les piquets de grève et même d'interdire les piquets volants, ce qui doit lui permettre d'éviter une extension du conflit. Enfin le gouvernement spécule sur le chômage qui doit, selon lui, freiner l'ardeur militante.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 37.)

POINT

La musique priorité culturelle ?

Le général de Gaulle s'ennuyait beaucoup lorsque les devoirs de sa charge l'obligeaient à accompagner des hôtes de marque à l'Opéra. Les choses ont bien changé avec l'arrivée de personnalités qui ont bénéficié de la prodigieuse expansion musicale de l'après-guerre ; il n'est pas rare de voir à l'Opéra et à l'Orchestre de Paris M. Giscard d'Estaing ou M. Raymond Barre (comme ce lundi soir à la première du Bal masqué). *Le président de la République n'a-t-il pas dit que* « la musique est un espace symétrique de celui dans lequel nous vivons, un espace libérateur et protecteur » ?

Le budget de la musique a presque triplé en sept ans, sur la lancée de grands ministres qui avaient nom André Malraux et Jacques Duhamel. Un rapport du Conseil économique et social attire cependant l'attention sur l'essoufflement de cette politique, qui, malgré « le développement d'une très forte demande, l'essor remarquable de l'enseignement musical, les progrès notables de la pratique », *est marquée par* « la réduction de l'aide de l'État aux orchestres subventionnés, aux festivals, aux théâtres lyriques. A la crise de l'emploi parmi les musiciens s'ajoute enfin une situation préoccupante de la création ».

L'Opéra de Paris lui-même semble être entré dans une zone de tempête (certains spectateurs de la première du Bal masqué *ont réclamé* « Liebermann, Liebermann ! »). *Ce n'est cependant pas sur l'Opéra et l'IRCAM, lui aussi contesté, mais sur un développement harmonieux de l'ensemble des forces du pays que doit être exercée une politique musicale pour la France, dont M. Giscard d'Estaing a justement demandé qu'elle soit* « active, cohérente et populaire », *et revête une* « véritable priorité dans l'affectation de nos moyens », *selon le ministre de la culture, M. Lecat.*

(Lire en page 17 l'article de Jacques Lonchampt.)

LE PAPE JEAN-PAUL II A MANILLE

(Lire page 4.)

JEUNESSE ET POLITIQUE

La parole coupée

L'interruption, lundi 16 février, du débat sur les jeunes organisé par Antenne 2 et Europe 1 suscite des réactions, pour la plupart hostiles, sauf de la C.G.T. dont les militants sont à l'origine de l'arrêt de l'émission, et de « l'Humanité » qui titre en première page : « Antenne 2 et Europe 1 censurent la jeunesse. » Mme Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine, parle de « fascisme ».

M. Georges Séguy a expliqué, mardi 17, au cours d'une conférence de presse, les événements de la veille en déclarant que « la jeunesse ne pouvait admettre que l'organisation syndicale la plus représentative soit exclue de l'émission ».

par BRUNO FRAPPAT

C'est le temps de la crise et des provocations. C'est le temps malsain où les débats deviennent des polémiques, les démonstrations des slogans, les « luttes » des actions de commando. Le temps malsain de la parole truquée, tronquée, de la communication impossible ou interdite. Le temps où les maladresses sont moins pardonnables qu'à l'ordinaire.

Temps des adultes qui *s'étripent* au nom de l'avenir devant des jeunes éberlués, indifférents, inquiets, malheureux ou rigolards. L'échec retentissant de « l'audition *publique* » organisée à grands sons de trompe, lundi 16 février, par *Antenne 2* et *Europe 1* illustre, comme aurait pu le faire le plus cruel des dessinateurs de *Charlie Hebdo*, la dérision dramatique des rapports sociaux ou tout simplement humains. Faut-il en rire ou en pleurer ?

A l'origine un constat exact et *une bonne idée. Les jeunes sont* au centre de la crise, victimes du premier rang. L'avenir est leur affaire, mais ce sont les adultes qui portent la responsabilité du présent et s'affirment prêts à changer le monde. Pour le bien, naturellement, de ceux qu'on n'ose plus appeler des générations « montantes » et qui sont plutôt des générations stagnantes. La bonne idée que de sélectionner trente de ces jeunes — heureux et malheureux, vindicatifs ou insérés — et de les opposer à des « responsables » *devant les caméras de la télé*vision ! La piètre idée que de les réunir en public, exposant ainsi leur débat à devenir — chose rare ! — un meeting télévisé en direct.

Maladresses et provocations. Inviter sept adultes (dont un ministre, un recteur et un patron) à répondre à ces jeunes, et ne pas prévoir, pour s'opposer aux représentants du « pouvoir » — au sens large, — d'opposant proche du P.C. ou de la C.G.T., c'était assurément s'attirer les foudres d'organisations dont on *ne peut pas dire qu'elles ne* comptent pas dans la vie des jeunes et dans le fonctionnement de la société. C'était les inciter à démontrer qu'il fallait — en dépit de tout — compter avec elles. Donner d'emblée la parole à un représentant du patronat, qui commença par citer... Disraeli, face à des jeunes qui s'en souciaient comme d'une guigne, *c'était placer la confrontation au* niveau des hostilités et non du dialogue. Les cégétistes qui emplissaient la salle saisirent la perche qu'ils attendaient.

Provocations. La liste s'en allonge jour après jour. Du bulldozer de Vitry contre un foyer d'immigrés, à l'interruption du débat radiotélévisé de lundi, en passant par la délation de Montigny-lès-Cormeilles, chaque jour apporte son aliment à l'anticommunisme.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

En campagne

Après le passage du bulldozer de Vitry et la dénonciation d'un fumeur immigré à Montigny-les-Cormeilles, nous avions encore des hésitations. Mais cette fois, après les attaques contre les maires de Villeurbanne et de Rouen, et l'irruption d'un commando cégétiste en direct à la télévision, le doute n'est plus permis : la direction du parti communiste vient de commencer sérieusement la campagne électorale de son candidat, M. Valéry Giscard d'Estaing.

HENRI MONTANT.

LE BICENTENAIRE DE RENÉ-THÉOPHILE LAENNEC

L'avènement de la médecine moderne

La France célèbre à partir du mardi 17 février, date anniversaire de sa naissance, le bicentenaire de René-Théophile Laennec, qui fut le fondateur de toute la clinique moderne et dont l'œuvre rayonne encore aujourd'hui, dans le monde entier. Au cours d'une cérémonie à l'Académie nationale de médecine consacrée, ce mardi 17 février, à la mémoire de Laennec, le président de la République doit prononcer un important discours sur l'état de la médecine et son avenir.

« Il ne m'arrivera jamais de donner ce que je pense, ce que je suppose, mon point de vue, ma théorie, pour ce qui constitue réellement la science, pour ce que l'on sait. »

Ces paroles, par lesquelles le docteur René-Théophile Laennec termina, en décembre 1822, sa leçon inaugurale au Collège de France, constituaient pour la médecine mondiale l'épitaphe de trente siècles d'empirisme et d'une obscurantisme appuyé sur des théories où l'imagination le disputait au ridicule ou au néfaste.

*Elles marquaient surtout l'avène*ment de toute la médecine contemporaine, et les débuts de la méthode dite anatomo-clinique, où l'on reconnaissait enfin, à l'origine des maladies, non quelque malédiction diabolique ou quelque pourriture confuse des humeurs, mais la lésion d'un organe précis, lésion reliée dès lors aux signes cliniques dont elle était la cause.

La rigueur devant l'observation objective, systématique et raisonnée des faits, l'humilité, érigée en règle morale absolue, qui interdisaient à Laennec toute *interprétation doctri*naire ou subjective de ses constats cliniques, tels étaient les principes fondamentaux, et pour l'époque révolutionnaires, de son œuvre, ceux-là *mêmes qui devaient inspirer*, plus tard, Louis Pasteur et Claude Bernard.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(Lire page 14.)

Le Monde

idées

AVOIR VINGT ANS

Lundi soir, le magazine radiotélévisé « Question de temps », interrompu par le chahut que l'on sait, était consacré à la question : *« Avoir vingt ans, pour quoi faire ? »*. Jean Loupias répond : pour se préparer à être chômeur, sauf *si* l'on décide de se battre. A. Trillard, dans la même veine, assure que c'est aux jeunes de trouver en eux des raisons d'espérer et d'agir. Benoit Marbot est d'accord avec lui en ce sens que les adultes d'aujourd'hui n'ont rien à proposer à la jeunesse, sinon des mots dans lesquels ils ont totalement perdu foi. Mais c'est pour appeler à l'espérance et à la révolte. Plus modestement, Emmanuelle, lycéenne, estime qu'il faut d'abord se rendre compte, prendre conscience, savoir, et non pas, comme tant le font, se boucher les yeux.

Le crépuscule des pieux

par BENOIT MARBOT (*)

« HELAS ! c'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le reste du monde à la température normale. Quand la jeunesse se refroidit, le reste du monde claque des dents. » Bernanos n'avait pas tort de nous annoncer la prochaine ère glaciaire du monde. Hélas ! nous ne l'avons pas cru, nous n'avons cru personne, et d'ailleurs nous ne croyons plus en rien...

En rien, nous ? Quoi ? Que dis-je ? Vous ! Vous, nos pères, nos mères, nos maîtres, nos « savants », nos gouverneurs ! C'est vous qui ne croyez plus en rien, derrière votre logorrhée intarissable — car vous ne croyez plus au pouvoir des mots, mais, hypocrites, vous ne cessez de les craindre. Appelez donc un pauvre, un pauvre ! Un vieux, un vieux ! Un sourd, un sourd ! Soyez tranquilles, vous n'en perdrez pas pour autant la virginité de votre politesse, de votre morale.

Votre morale ? Parlons-en ! Vous censurez ceux qui font l'amour, vous reniflez ceux qui font la guerre et vous taisez le reste. Vous êtes résignés, modérés, parcimonieux, lâches. Oui, lâches : vous n'osez même pas tenir votre désespoir à deux mains, vous vous asseyez dessus — il est vrai que, à force de consommer n'importe quoi, vous avez le cul lourd, n'est-ce pas ? Vous êtes décidément trop bêtes, pas plus futés qu'un bison guignol, vous qui jetez les petits kilowatts-heures par les fenêtres — *oh ! que c'est vilain !* Vous méritez la fessée, quelques bons coups de matraque sur ce qui vous reste d'espérance. Vous êtes d'accord ; vous êtes toujours d'accord dès qu'il y va de vos sous.

Un gros ministre ubuesque, le premier paraît-il, dont la laideur suinte de la graisse des bien-assis, ces bien-pensants, ne cesse de vous répéter que vous ne comprendrez jamais rien à rien, qu'on gouverne, roule et pense pour vous, et que vous n'avez qu'à vous soumettre. Soumis, mais vous l'êtes déjà depuis longtemps ! Et vous n'avez cessé d'essayer de nous soumettre à notre tour, pour réduire les éventuelles inégalités.

Un bouffon se nourrit de votre lâcheté, vous traite de racistes, de chauvins, de pantins, d'incapables — et vous en riez ! Trop drôle, en effet : les cocus de l'histoire, les dindons de la farce, comme on dit, ce n'est pas vous, c'est nous ! Car il est aussi vrai que vous n'avez plus rien à craindre. Ce monde lézardé, vous le laisserez pourrir entre nos mains et vous partirez avant, en douce... à moins que ce ne soit le contraire : du haut de votre tour d'ivoire, vous nous enverrez non plus sur le bas des routes où, par milliers, nous errons à la recherche d'une pitoyable pitance, ni même au compte-gouttes (car vous comptez tout) à la fourrière ou à l'échafaud, mais à l'abattoir collectif — carrément !

Nous croyons en tout

Lorsqu'une génération en fuite n'a pas su résoudre les questions qui vont se poser, par sa faute, et désormais d'une façon insoluble sans que le sang coule, à la génération qui lui succède, elle la sacrifie proprement. Elle lui dit : allez sauvegarder l'indépendance de ces pauvres nègres, envoyez-nous leur uranium, et surtout ne revenez pas en profiter ! Mais le plus drôle n'est pas là ; le plus drôle est que vous choisirez nos guides parmi vos clowns humiliants : un Louis-Philippe de pacotille, ou un vieux cow-boy qui, lorsqu'il n'amusa plus personne, éleva du bétail pour apprendre à dresser les hommes.

Votre médiocrité est infinie. Vous allez jusqu'à inventer des « partis », vous prenez le vôtre, et vous vous crêpez le chignon, vous vous chamaillez, vous vous asticotez, vous vous taquinez — sacrés farceurs ! C'est amusant, ça passe le temps, ça évite de penser à autre chose. « *Nous courons sans souci dans le précipice, après que nous avons mis quelque chose devant pour nous empêcher de le voir* », disait Pascal dans ses immortelles *Pensées*. Voulez-vous vous taire, petits chenapans, vous aller faire rater la fête ! Qui a osé dire que l'éducation est le reflet de l'importance accordée aux générations futures ? Moi ! Vous ? Sortez !

Mes chers petits, n'écoutez pas ces gens qui nous accusent dans les écrits d'autrefois et d'aujourd'hui. Allez donc vous abrutir de chiffres et de certitudes, et non de pensées et de craintes, vous apprendrez à compter vos sous, — les nôtres, en fait, mais c'est pareil, sur l'honneur ! Calculez bêtement avant de... chut, au fond ! Regardez la télévision : on s'occupe de vous pour le reste. Comprenez bien que dans cette pagaille tonitruante où celui qui est à la barre, paraît-il (car on ne l'a jamais vu, pas à celle des témoins en tout cas), ne peut que « naviguer à vue », nous ne saurions être responsables de rien. Que l'on suicide, assassine, pose des bombes, que le chômage, l'inflation et la délinquance galopent ensemble, tout ça c'est pas nous, holà ! C'est de la faute des Arabes, des Chypriotes, des Japonais, des immigrés, de ces petits voyous auxquels il faut vite couper la tête, dès fois qu'il leur viendrait à l'idée de réfléchir. Vous êtes d'accord ? Vous êtes encore d'accord.

Mais non ! Non, nous ne sommes pas d'accord, nous ! La tête, avouez-le, c'est vous qui l'avez perdue ! Vous ne croyez plus en rien. Nous, nous croyons en tout. Oui, en tout ! Nous croyons en l'amour, la mort, la vie ! Ne riez pas : il viendra bien un jour où nous les balancerons, vos capitalismes et vos marxismes, tous vos matérialismes pourris ; vous verrez la violence de notre immense espérance crever votre petit confort, vos économies d'énergie, votre trouille infâme ! Il est faux de dire que l'homme ne travaille que pour produire, ne produit que pour consommer, et consomme pour jouir. C'est faux et avilissant. Mais je vois déjà poindre le jour, l'aurore écarlate où chaque peuple retrouvera son identité culturelle, ses valeurs spirituelles propres que vous avez souillées avec tant de turpitude. Regardez déjà les Afghans, les Iraniens, les Polonais, les Salvadoriens, les Bretons, les Corses, les Antillais et les autres... Ah oui, les minorités régionales, dites-vous dédaigneusement — n'avez-vous jamais songé qu'avec des minorités régionales culturelles nous pourrions construire une majorité universelle humaine ? Minorités pas si minables, les minables, c'est vous ! Avec leurs pétoires de fortune et leurs slogans naïfs, ils crient plus fort leur foi que vous ne geignez votre bassesse avec vos machines à sous, vos machines de guerre et votre baratin d'humanistes corrupteurs et corrompus. Oui, parfaitement, leur foi ! mais vous ne savez même plus ce que c'est.

Des mots, dites-vous ? Vous n'achèterez pas ces mots-là, vous pouvez donc les craindre, car ils apporteront au monde une nouvelle jeunesse. Nous vous laisserons plantés là dans l'histoire comme des pieux en adoration devant leurs ternes chimères. Au pieu, les pieux ! Place à l'espérance, à la révolte ! Nous vaincrons, j'en suis sûr, non parce que nous sommes les plus forts mais parce que, voyez-vous, nous, nous avons la foi. Nous commençons à nous lever aux quatre coins du monde, là où l'on souffre, torture, persécute, exécute, meurt de faim, là où vous étalez votre fange vernie, vos remèdes dérisoires. Vous n'avez jamais cessé de ramper pour éviter les coups et nous, demain, nous serons debout, debout contre le mensonge et la mort ! Eh bien oui, Bernanos avait raison : « *L'esprit d'enfance va juger le monde.* » Aujourd'hui, c'est un enfant qui vous le dit.

(*) Dix-neuf ans, élève de khâgne au lycée Jules-Ferry.

« J'HABITE RUE SAINT-DENIS »

Une lycéenne parisienne, Emmanuelle Enxerian, nous écrit :

Vos récents articles au sujet des jeunes d'aujourd'hui m'ont intéressée. C'est pourquoi j'ai voulu apporter ma pierre en vous livrant mes sentiments suscités par vos articles.

Je prie humblement tous ceux qui me liront de ne pas me juger. Ma démarche est simple : je veux toucher les jeunes de ma génération et, si possible, réfléchir ensemble à notre avenir.

J'habite rue Saint-Denis, dans l'arrondissement qui, paraît-il, rapporte le plus à l'Etat, de jour comme de nuit ! « *Quelle honte d'habiter un quartier pareil !* » Tel est le genre de remarques acidulées que l'on me lance.

J'avoue avoir souvent été peinée et humiliée par ces sarcasmes ; mais, peu à peu, je me suis rendue compte que j'étais en fait une privilégiée : je peux, en effet, voir de ma fenêtre une certaine réalité de la vie. J'ai l'impression de voir le vrai visage de la société : ce sont les filles de joie, ce sont ces gosses qui, pour gagner un peu d'argent de poche, vont leur chercher des croissants ; ce sont enfin ces hommes au regard vide qui ont violé mes illusions sur l'humanité !... Mais, ce qui m'importe le plus, c'est le devenir de ces enfants. Je sais, la misère est une noble cause à défendre, surtout avec des paroles, surtout lorsque l'on a dix-sept ans.

Non, ce n'est pas de la pitié car je sais pertinemment que « *riches ou pauvres, nous sommes à la même table* », qu'ils n'hésiteront pas à me marcher dessus si leurs intérêts sont derrière moi.

C'est vrai, nous sommes les adultes de demain : mais comment avoir de l'espoir si l'on sait que l'on drogue ceux du bas du panier, d'autant plus facilement qu'ils veulent oublier leur misère et s'oublier !

Se rendre compte, prendre conscience, savoir... je crois que, aujourd'hui, c'est difficile : les gens ferment les yeux, détournent leurs regards, et prétendent ne pas savoir alors que les moyens de communication abondent. Tout près de nous, des scientifiques s'acharnent à *fabriquer* des sous-hommes sans savoir, semble-t-il, qu'ils existent déjà !

Saurons-nous tirer les bonnes conclusions ?

Saurons-nous réagir devant le contrecoup du progrès ?

Mais la plus importante question est celle-ci : voulons-nous être des êtres humains ou des bêtes ?

C'est, je crois, à nous de décider sans retard !

Voilà donc ce que je voulais dire.

« Tu seras un chômeur, mon fils »

par JEAN LOUPIAS (*)

NOUS ne pourrons pas dire que nous n'aurons pas été avertis. De tous les horizons, les augures se lèvent et nous assènent leurs prévisions alarmistes.

Les médecins et leurs remèdes tardant à venir, il y a pour chacun urgence à évaluer le risque encouru et à préparer son autodéfense. Car il en est du chômage comme de bien des maladies. Rien ne prouve qu'il soit héréditaire, mais il existe des prédispositions. Un terrain, diraient les scientifiques. Et le mal peut frapper à tous les âges de la vie.

En pastichant modestement Kipling, il est possible de dresser un tableau, hélas non exhaustif, des failles de la personnalité, des replis de l'âme, des vices rédhibitoires, qui rendent l'homme *au travail* plus vulnérable aux atteintes de la maladie. Sans parler de tous les « manques de chance »...

« Si tu n'as ni le privilège de l'argent ni celui de la caste ; si tu n'as que tes mains, si tu n'as que ta tête ; si la réussite de ta vie t'est plus chère que la réussite tout court ; si tu privilégies l'homme dans son essence à son rôle dans l'économie ; si l'aventure te séduit plus qu'un beau plan de carrière ; si tu aimes ton métier au point de n'en pas vouloir changer ; si le pays où tu as tes racines est aussi celui où tu veux travailler ; si, avec les années, tes cheveux ont blanchi, mais si tu es encore trop jeune pour être ministre ou président des Etats-Unis ; si, à défaut de diplômes, tu n'as que l'expérience et même si, en prime, tu y joins la conscience... tu seras chômeur un jour, mon fils. »

Pas de temps à perdre

Ils sont certes nombreux ceux qui vont se reconnaître aujourd'hui dans ces quelques traits ou y pressentir l'homme qu'ils seront demain. Qu'ils sachent qu'il n'y a pas de temps à perdre : ils doivent agir vite et se fabriquer, à défaut d'armes, une armure *suffisamment* sûre et durable *pour* traverser l'épreuve qui les attend, sans y laisser une part importante d'eux-mêmes.

Et la *solidarité* impose à ceux qui l'ont déjà subie de les informer des moyens de résister que l'expérience leur a appris.

Au plan d'une défense que l'on pourrait qualifier de passive, il importe que ceux qui sont menacés cultivent les disciplines qui enrichissent l'esprit et la découverte sous toutes ses formes. Ils doivent rechercher en eux les talents cachés que la vie moderne tend à occulter par l'agitation qu'elle engendre. Le voyage autour de sa chambre n'est pas d'une pratique surannée...

Il importe aussi d'assurer ses amarres pour n'avoir pas à les retrouver, en se sentant solidaire d'autrui. Sur ce plan, la défense devient moins passive. Toutes les activités bénévoles, à caractère social ou humanitaire, maintiendront ce contact avec la cité, indispensable à l'épanouissement individuel, que le chômage supprime. L'homme, ne l'oublions pas, est un animal social.

Mais, pour vaincre le mal, en le prévenant, il faut aller plus loin encore. Et privilégier l'action « qui sauve et qui délivre », en se plaçant sur le terrain des luttes. Un système est en cause, qui fournit la preuve éclatante de sa faillite. Un autre doit le remplacer à l'échelle de la nation et à celle du monde. Là où éclosent les fleurs vénéneuses de l'égoïsme et de l'immobilisme, il faudra bien faire germer un jour la graine salvatrice de la fraternité et du mouvement libérateur, sous peine de voir l'homme, éternel apprenti sorcier, devenir le jouet ou l'esclave des créations de son propre cerveau. Alors l'exemple deviendra contagion.

Que l'on se garde surtout de laisser le champ libre aux seuls prophètes et faiseurs de prospective patentés qui, tels des oiseaux de malheur, continueront d'annoncer des lendemains qui déchantent pour installer au cœur des craintifs la certitude que ce serait pire si l'on tentait de renverser le cours des choses.

C'est pourquoi, je te le dis : *« Si tu décides de te battre et de n'abandonner jamais ; si tu cultives l'espérance, en toi et autour de toi ; alors, malgré ta peur d'aujourd'hui et le chômage peut-être demain, tu resteras un homme mon fils. »*

(*) Expert comptable.

Réplique à... Philippe LIZOP

« A vous de trouver l'espoir »

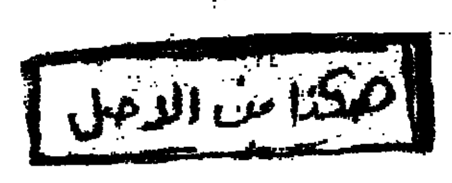
Répliquant à Philippe Lizop (« Rendez-moi l'espoir », le Monde *du 7 novembre 1980), M. A. Trillard, directeur de société, nous adresse un long article dont voici la conclusion :*

LE monde est injuste, l'avenir angoissant, les perspectives désespérantes. Sans doute. Mais vous adressez des reproches aux adultes, aux hommes politiques, comme s'il s'agissait de vos parents qui, au lieu de prendre soin de vous, auraient failli à leurs devoirs. Espérez-vous les culpabiliser ? Espérez-vous ainsi les mobiliser ? Je vais être brutal, car les réalités de l'âge d'homme sont brutales et vous êtes à l'âge d'homme. Dans le monde politique et industriel, ne vous attendez surtout pas à trouver de nouveaux parents. Vous êtes seul. Avec l'appui de votre famille et de quelques amis. Personne d'autre ne se soucie vraiment de vous, de votre destin individuel. Pour le reste, vous êtes, comme moi, un électeur, un agent économique, vous gonflez les statistiques. Alors, inutile d'admonester ces « messieurs ». Il est illusoire d'exiger d'eux l'espoir comme un dû, alors que, loin de tracer de grands axes, ils ont bien du mal à guider leurs pas et à feindre un équilibre jamais trouvé, dans le pandémonium qui, à juste titre, vous effraie.

Est-ce à dire qu'il ne faut rien faire ? Bien au contraire. A vous de regarder la réalité en face sans acrimonie, à vous d'en comprendre les mécanismes. Il faut vous rendre fort pour vous-même et pour ceux que vous voulez aider. La réalité n'a pas les couleurs de l'enfance. Si vous voulez jamais y apporter une minuscule touche de couleur, encore faut-il choisir votre couleur et un mode opératoire.

« Laissez-moi être naïf et rendez-moi l'espoir. » Vous savez bien que personne ne peut vous rendre le jouet de vos illusions enfantines. Vous avez bénéficié d'une éducation supérieure, vous n'avez plus le droit malheureusement d'être naïf. A vous de trouver l'espoir, aussi dérisoire soit-il. A tout le moins, agissez comme si vous aviez espoir. Dans les circonstances les plus dramatiques, les hommes ont trouvé des raisons d'espérer et d'agir. Quelles étaient les chances d'un enfant de huit ans dans un puits de mine en 1850 ? Que pouvait attendre de la vie un fils de serf en 1650 ? Quelle énergie animait les populations de Castres, d'Albi ou de Florence dans les années 1350, au plus fort de la peste noire ? Bien sûr, la vision de plus grands maux ne suffit pas à rendre confiant et heureux. Mais vous avez vingt-quatre ans. Agissez. Pour vous. Pour les autres. Tout « manager » américain a été entraîné à considérer qu'il y a non pas des problèmes, mais des « opportunités ». Méthode volontariste, simpliste, mais qui permet d'agir, d'avoir prise sur l'avenir. L'action dissipe l'angoisse. Certes, répéter qu'il fait beau ne suffit pas pour qu'il fasse beau. Mais il faut se faire violence pour fuir la passivité morose et récriminatoire. Agissez, surtout s'il y a peu d'espoir.

Enfin, je suis sûr que, à bien regarder la France actuelle, vous trouverez, en dépit de ses imperfections et en faisant preuve d'indulgence, quelques motifs de dire sincèrement à des Français du présent ou du passé : « Merci, messieurs. »



Le Monde

étranger

EUROPE

Pologne

La grève des étudiants prend de l'ampleur

(Suite de la première page.)

Mais, comme elles l'avaient fait en septembre dernier avec Solidarité, les autorités ont demandé au dernier moment une modification des statuts du N.Z.S., qui n'exprimeraient pas avec suffisamment de force le respect par le nouveau mouvement étudiant des principes constitutionnels. Il s'agit évidemment là à nouveau des questions du rôle dirigeant du parti et du caractère socialiste de la société polonaise. Les dirigeants étudiants ont proposé, suivant une formule admise pour le syndicat ouvrier par les autorités et la Cour suprême, d'adjoindre les annexes nécessaires à leurs statuts, mais cette proposition a été jugée « *injurieuse pour la Constitution* ».

Tard dans la nuit, une délégation de grévistes de Lodz est arrivée à Varsovie afin de demander audience au premier ministre et de tenter de lever ce qu'il faut encore espérer être un malentendu. Une réponse devait leur être donnée dans la matinée de ce mardi, mais il reste peu de temps pour éviter que cette affaire ne donne lieu à un mouvement de protestation peu contrôlable et qui prendrait très vite un caractère politique — à quelques jours de l'anniversaire des manifestations de mars 1968, qui se soldèrent par une épuration de l'Université.

Le manque d'esprit de conciliation dont a fait preuve dans une négociation d'une importance secondaire le ministre de l'enseignement supérieur est d'autant plus surprenant qu'une relative détente s'amorce parallèlement entre le pouvoir et Solidarité. Les discussions sur la nouvelle loi syndicale ont été reprises dans un bon climat samedi dernier. Lundi soir, une nouvelle délégation gouvernementale est arrivée à Rzezow, où se trouve M. Walesa, pour négocier avec les paysans de Solidarité rurale. Jeudi, enfin, des pourparlers doivent s'ouvrir sur les conditions pratiques de l'accès de Solidarité aux mass media.

Sur ces trois dossiers, le marchandage s'annonce très serré, mais le dialogue est maintenant ouvert, ou va s'ouvrir, sur les problèmes les plus difficiles de l'heure. Ce changement de climat politique a été d'ailleurs illustré par la publication lundi dans le quotidien à grand tirage de la capitale *Zycie Warszawy* d'une interview du parte-parole de Solidarité, M. Karol Modzelewski.

Ferme sur les positions du syndicat, M. Modzelewski a souligné que la réalisation des accords de Gdansk était « *largement insatisfaisante* », notamment pour ce qui est de l'information et de la nouvelle loi syndicale. Mais le porte-parole de Solidarité a déclaré dans le même temps que les « *principes* » formulés par le premier ministre, ainsi que la composition de son gouvernement, créaient « *une véritable chance de sortir de la situation dangereuse de ces dernières semaines* ». « *Le seul rôle auquel Solidarité aspire*, a encore dit M. Modzelewski, *est celui d'un partenaire social reconnu et respecté* ». Car cette reconnaissance est « *le seul moyen de trouver une issue à la crise* ».

BERNARD GUETTA.

La presse soviétique passe sous silence les offres de négociation avec les syndicats

Au lendemain de la visite à Prague de M. Kania, chef du parti polonais, on apprenait l'arrivée dans la capitale tchécoslovaque de M. Karski, ministre polonais du commerce extérieur. La presse de Prague, comme celle de Moscou, loue à présent la décision du nouveau gouvernement polonais de « travailler de façon déterminée », *mais continue de critiquer l'activité de certains groupes au sein du syndicat Solidarité.*

De notre correspondant

Moscou. — Les premiers commentaires soviétiques publiés, lundi 16 février par les *Izvestia* et ce mardi par la *Pravda*, confirment que les dirigeants soviétiques ont plutôt bien accueilli les décisions du huitième plénum du comité central du Parti ouvrier unifié de Pologne et la nomination du général Jaruzelski à la tête du gouvernement polonais. « *La crise était allée trop loin, les gens étaient trop fatigués, la tension constante provoquée par l'escalade des grèves et par la désorganisation de la vie économique, le besoin de normalisation étaient trop fort*, écrivent les Izvestia. *C'est pourquoi un appel décisif au calme, à l'ordre et au travail créateur devait être lancé, ne pouvait pas ne pas être lancé (...). Cet appel a été dicté par les intérêts supérieurs de la Pologne populaire.* »

Pour le journal du gouvernement, « *les idées et les aspirations* » des « *forces saines* » de la Pologne ont trouvé leur « *incarnation profonde et convaincante dans les décisions du huitième plénum du POUP et dans une large discussion à la Diète polonaise* ». Même appréciation dans la *Pravda*, qui reste cependant plus vague lorsqu'elle affirme : « *Les efforts entrepris par le POUP et le gouvernement de Varsovie trouvent le soutien de la classe ouvrière et de larges couches de travailleurs.* »

Cependant, l'approbation de la politique proposée par le général Jaruzelski est ambiguë. La presse soviétique met uniquement l'accent sur l'aspect « fermeté », et passe entièrement sous silence les offres de négociation. De plus, les attaques se poursuivent contre Solidarité, indiquant ainsi indirectement aux dirigeants polonais que le syndicat indépendant s'est disqualifié comme interlocuteur valable. La *Pravda* reconnaît certes qu' « *une grande partie des travailleurs* [polonais] *a adhéré au nouveau syndicat* », mais elle affirme que le parti communiste est la « *seule force capable de sortir le pays de la crise* ».

Mettant en cause le Comité d'autodéfense sociale (KOR) et quelques dirigeants de Solidarité, les *Izvestia* reprennent les accusations habituelles d'aventurisme et concluent : « *Les travailleurs polonais sont de plus en plus convaincus que la politicaillerie n'a rien de commun avec la défense de leurs intérêts.* »

Retour au calme, rétablissement de l'ordre et critiques contre « *certains dirigeants* » de Solidarité : la ligne de conduite tracée par les Soviétiques n'est pas nouvelle, mais le Kremlin fait clairement comprendre que c'est la seule politique possible : « *Toutes les tentatives de dresser de nouveaux obstacles sur la voie de la stabilisation*, écrivent les *Izvestia*, *se heurteraient à une riposte décisive, avant tout de la part des communistes.* »

DANIEL VERNET.

Yougoslavie

Amnesty International demande l'arrêt des poursuites contre plusieurs intellectuels croates

La section française d'Amnesty International a lancé récemment un appel aux autorités yougoslaves pour demander l'arrêt des poursuites engagées contre l'historien croate Franjo Tudjman, cinquante-neuf ans, qui doit passer en jugement ce 17 février, pour avoir accordé des interviews publiées à l'étranger, et qui risque jusqu'à dix ans de prison pour « *propagande hostile* ».

Les charges retenues contre le Dr Tudjman sont fondées sur trois interviews accordées entre 197? et 1980 à des journalistes d'Europe occidentale, ainsi que sur une quatrième donnée à un étudiant serbe, M. Vladimir Markovic. A la suite de la publication de cette interview dans un journal d'émigrés en R.F.A., en 1979, M. Markovic a été inculpé de diffusion de « *fausse information* », et interné à l'hôpital psychiatrique de la prison de Belgrade.

Amnesty International a également demandé au gouvernement yougoslave d'arrêter les poursuites engagées contre l'écrivain et journaliste Vlado Gotovac, cinquante ans, poursuivi lui aussi pour avoir accordé des interviews à des journalistes étrangers, et contre l'étudiant en droit Dobroslav Paraga, vingt ans, arrêté en novembre dernier après avoir signé une pétition demandant une amnistie des prisonniers politiques.

A Belgrade, les autorités ont rejeté, comme « *juridiquement et politiquement inacceptables* », trois pétitions émanant d'une centaine d'intellectuels contestataires yougoslaves réclamant une réforme du code pénal et une amnistie en faveur des détenus politiques.

Qualifiant les signataires d'« *ennemis politiques* » liés aux « *milieux réactionnaires de l'étranger* », l'agence Tanyoug les accuse de vouloir encourager « *l'anarchie, le terrorisme, l'espionnage, les sabotages et les actions organisées contre les intérêts de la Yougoslavie* ». L'agence précise que, en novembre dernier, le nombre des prisonniers politiques s'élevait à cent soixante-douze. Entre juillet 1977 et novembre 1980, cent soixante-deux personnes ont été inculpées de « *propagande hostile* », ajoute-t-elle.

Espagne

Les Basques ont suivi massivement les consignes de grève

José Arregui a été inhumé dans son village natal

Bilbao (A.F.P.). — Sans tenir compte, comme l'y invitait, dimanche, le gouverneur du Pays basque espagnol, M. Marcelino Oreja, du fait que Ryan était « innocent » tandis qu'Arregui « ne l'était pas », le peuple basque, autonomiste dans son immense majorité, a manifesté massivement sa colère après la mort d'un des siens aux mains d'une police dont l'impopularité remonte à l'époque franquiste. La dépouille mortelle de José Arregui a été inhumée, lundi, dans le cimetière de son village natal, Sizurquil, à 30 kilomètres au sud de Saint-Sébastien.

Les usines plongées dans un silence impressionnant, les rues désertées par les transports en commun, les rideaux de fer des magasins baissés : le Pays basque espagnol semblait ne vivre lundi que par l'activité des groupes de quelques centaines ou milliers de manifestants qui s'étaient chargés d' « animer » les rues de la plupart des localités par leurs slogans hostiles à la police et au gouvernement. Le Pays basque a, en effet, suivi massivement la grève générale convoquée pour protester contre la mort de José Arregui, après neuf jours d'interrogatoire policier.

La grève a été totale dans les provinces d'Alava, de Biscaye et du Guipuzcoa, tandis qu'en Navarre de 80 % à 90 % des travailleurs ont cessé leur travail. Quelques affrontements violents se sont produits entre manifestants et policiers dans diverses villes, notamment à Bilbao, où des barricades ont été dressées. Les travailleurs des usines et les employés des banques et de divers organismes ont, conformément aux mots d'ordre syndicaux, tenu des assemblées sur leurs lieux de travail.

« Ce mort appartient au peuple... »

Sizurquil (Pays basque espagnol) (A.F.P.). — « Ce mort appartient au peuple » : *c'est en scandant ces mots qu'une foule de plus de dix mille personnes a imposé, lundi 16 février à Sizurquil au Pays basque espagnol, la réouverture du cercueil de José Arregui pour pouvoir contempler une dernière fois le visage de celui qualifié ici de* « martyr de l'indépendance mort sous la torture ».

La coalition indépendantiste basque Herri Batasuna a fait des obsèques de son militant présumé une cérémonie militaire où n'ont manqué ni les hymnes martiaux ni les épées dressées.

Le cercueil d'Arregui avait été placé au milieu de la place de son village natal, face à une petite église, dans un modeste quartier industriel aux maisons basses et aux ruelles étroites. Le cercueil, scellé, était recouvert du drapeau basque avec l'emblème de l'organisation séparatiste ETA militaire, une hache (symbole de la force) qu'entoure un serpent (symbole de la ruse).

Venues de toute la région, des milliers de personnes remplissaient la place et les rues avoisinantes. Un lourd silence régnait quand soudain une voix cria : « *Ce mort appartient au peuple, qu'on ouvre le cercueil.* » Ces mots furent repris par la foule et le cercueil fut rouvert.

Tous ont alors défilé devant le cercueil et pu voir les hématomes sur le visage grisâtre du mort, qui reposait sur un coussinet ensanglanté. Quand sont arrivés les six frères d'Arregui, sympathisants du parti nationaliste basque (autonomiste modéré), la foule a crié : « *José appartient au peuple, il n'est pas à vous !* » Ils prirent néanmoins position derrière le cercueil que des amis politiques du mort ont porté sur leurs épaules jusqu'au chœur de l'église.

> **LE RAPPORT D'AUTOPSIE FAIT ÉTAT DE VIOLENCES PHYSIQUES**
>
> Madrid (A.F.P.) — *La présence d'hématomes, contusions et hémorragies sur le cadavre de José Arregui démontre que ce dernier a fait l'objet de violences physiques, déclare le rapport officiel d'autopsie publié lundi 6 février à Madrid.*
>
> *La mort d'Arregui, vendredi à la prison madrilène de Carabanchel après neuf jours d'interrogatoire policier, est due, selon le rapport, à un arrêt de la respiration consécutif à une broncho-pneumonie accompagnée d'un œdème pulmonaire et d'un épanchement de la plèvre. Le rapport ne se prononce pas sur les brûlures visibles sur la plante des pieds du cadavre.*

Un millier de personnes seulement sont entrées dans l'église. Les huit prêtres qui ont concélébré la messe en basque avaient réclamé un silence, qui a été scrupuleusement respecté. L'un prêtres a exprimé l'espoir que « *le sang de Jose serve la paix et non la haine entre frères.* » Dehors, une banderole proclamait : « *Que ton sang serve la révolution !* »

Sur la place, la foule, poings levés, scandait « *Gora ETA militarra* » (« *Vive l'ETA militaire* ») et « *Il n'y aura pas de paix sans amnistie* ». A la fin de la cérémonie religieuse, elle a entonné l'hymne du *Gudari* (Combattant basque), repris tout au long des 4 kilomètres qui séparent l'église du petit cimetière entouré d'un muret blanc. Un groupe de danseurs basques dressèrent leurs épées pour former une haie au-dessus du cercueil et interprétèrent une danse guerrière devant le caveau familial au son du *txalaparta*, sorte de tam-tam traditionnel basque.

Le cercueil a ensuite été ouvert une nouvelle fois tandis que la foule entonnait des hymnes militaires basques. C'est aux cris de « *Vive l'ETA militaire* » et « *Policiers assassins* » qu'il a finalement été introduit dans le caveau familial, où Arregui reposera aux côtés de son père.

● *Cent quatorze militants séparatistes basques* font la grève de la faim dans la prison de Carabanchel à Madrid pour protester contre la mort de José Arregui. Selon le directeur de la prison 79 des grévistes appartiennent à la branche militaire de l'ETA, 16 à l'ETA politico-militaire et 19 aux commandos autonomes. — *(A.F.P.)*

● *Le parti E.I.A.*, majoritaire dans la coalition indépendantiste basque Euzkadiko Ezkerra (proche de l'ETA politico-militaire) *demandera un cessez-le-feu aux* deux branches de l'organisation séparatiste ETA. Cette résolution, qui a été approuvée lundi 16 février au cours d'une assemblée générale de ce parti, a pour but de « *rendre plus faciles les négociations entre les forces politiques basques* ». Pour E.I.A., la négociation est la seule solution aux problèmes du Pays basque, Mais il critique la politique des partis promoteurs du Front pour la paix (le parti nationaliste basque, le parti socialiste basque et le parti communiste), qui « *ne sert qu'à couvrir la politique répressive du ministère de l'intérieur* ». — *(A.F.P.)*

● *M. Giscard d'Estaing* a eu lundi 16 février, en fin d'après-midi, un entretien téléphonique avec le roi Juan Carlos, indique-t-on à l'Elysée. Cet entretien, ajoute-t-on, a porté sur la situation politique et les relations entre les deux pays.

Hongrie

La semaine de cinq jours sera appliquée cet été dans les grandes entreprises

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — La Hongrie introduira, à partir du mois de juillet prochain, la semaine de cinq jours dans les grandes entreprises du pays travaillant en trois équipes par jour, a annoncé M. Ferenc Trethon, ministre du travail. Dans les autres usines et dans les bureaux, la mesure sera appliquée au cours de l'année prochaine.

A l'heure actuelle, un samedi sur deux est chômé en Hongrie et la durée du travail hebdomadaire est de quarante-quatre heures. Mais le pays connaît, comme la plupart des autres pays de l'Est, les « *samedis communistes* » : il s'agit de samedis en principe libres mais travaillés et non payés, consacrés à des « *travaux spéciaux* », tels que la participation à une campagne de solidarité internationale ou la construction de jardins d'enfants.

Au fur et à mesure de l'entrée en vigueur de la semaine de cinq jours, la durée du travail hebdomadaire sera réduite à quarante-deux heures, d'abord, puis à quarante heures. Le principe du passage à la semaine de cinq jours avait été décidé dès le mois de décembre dernier, mais le communiqué publié à l'époque à ce sujet prévoyait sa mise en application à partir du 1er janvier 1982.

La présente décision s'insère parfaitement dans la stratégie prudente et souple adoptée par les dirigeants de Budapest face à la crise polonaise, dont les Hongrois craignent l'impact plus que leurs autres « frères socialistes ». Incontestablement, les *Hongrois bénéficient*, sur le plan des libertés individuelles, aussi bien que sur celui du bien-être matériel, d'une situation que les populations des autres pays communistes peuvent leur envier. Depuis le début de la crise polonaise, les responsables des syndicats ont, à plusieurs reprises, rappelé qu'il existe, en Hongrie, une action syndicale réelle et que les syndicats ne se considèrent pas uniquement comme des « courroies de transmission » du parti. Ils disposent, assure-t-on aux interlocuteurs occidentaux, chiffres à l'appui, d'un droit de veto sur toutes les décisions importantes des entreprises, lesquelles, depuis la réforme économique de 1968, jouissent d'une autonomie de gestion réelle. Selon les indications officielles, ce droit de veto a été exercé 281 fois et a entraîné une modification des mesures prises dans 245 cas.

Au dernier congrès des syndicats hongrois en décembre, la volonté d'adapter l'action syndicale à la défense des intérêts des travailleurs a été évoquée dans la quasi-totalité des interventions. M. Sandor Gaspar, secrétaire général du conseil central des syndicats hongrois, n'a cependant pas oublié de remarquer que « *l'indépendance du syndicat par rapport au parti est impraticable* », et que « *le mouvement syndical fait partie du pouvoir* ».

L'attitude à l'égard du droit de grève reste cependant ambiguë. M. Gaspar a reconnu que des arrêts de travail se sont produits en Hongrie, tout en ajoutant dans une interview à l'organe du parti, *Nepszabadszag*, que « *la Constitution hongroise ne reconnaît pas le droit de grève, mais la grève n'est pas interdite non plus* ».

Le moment a été sans aucun doute bien choisi pour annoncer aux travailleurs hongrois l'introduction partielle de la semaine de cinq jours : une nouvelle vague de hausses de prix est devenue effective à partir du 1er février, et la décision peut contribuer à désamorcer un éventuel mouvement de mécontentement. Des augmentations sensibles des prix à la consommation, en *1979, n'avaient* provoqué aucune réaction populaire grâce à une campagne d'information intense. Cette fois-ci, la situation est encore plus difficile, car l'heure est à l'austérité. — *(Intérim.)*

AMÉRIQUES

Guatemala

TRENTE-DEUX MORTS EN VINGT-QUATRE HEURES

Guatemala (A.F.P., U.P.I., Reuter). — Au moins trente-deux personnes ont été tuées au Guatemala au cours des dernières vingt-quatre heures, victimes de la violence politique, apprend-on dans la capitale le mardi 17 février. Dans ce bilan, on compte neuf guérilleros et cinq soldats tués au cours d'un affrontement armé à San-Antonio-Huista, près de la frontière mexicaine.

Les cadavres de quatorze jeunes gens, achevés d'une balle dans la nuque, ont été découverts près d'Ipala, dans la province de Chiquimula, à 200 kilomètres de la capitale. Tous avaient été torturés par un commando d'extrême droite.

Enfin, selon un communiqué officiel, deux personnalités membres de l'opposition démocrate-chrétienne ont été arrêtées samedi 14 février à l'issue d'un affrontement avec une patrouille de police. De source démocrate-chrétienne, on précise que les forces de l'ordre ont tenté d'assassiner le leader de cette formation, M. Vinicio Cerezo.

El Salvador

AFFRONTEMENTS ENTRE L'ARMÉE ET DES GROUPES DE GUÉRILLA DANS PLUSIEURS RÉGIONS DE L'INTÉRIEUR.

Des combats entre les forces armées et des groupes rebelles ont eu lieu ces dernières quarante-huit heures. Les affrontements les plus sérieux ont été signalés dans la région de San-Vicente, où les groupes révolutionnaires auraient opposé une très vive résistance aux unités de l'armée appuyées par des avions et des hélicoptères. D'autres combats ont eu lieu dans la région de San-Miguel, dans les départements de Morazan et de Chalatenango, ces deux derniers proches de la frontière avec le Honduras.

Un communiqué de l'armée salvadorienne a annoncé mardi la découverte d'une importante cache d'armes dans une résidence appartenant à l'Eglise dans la banlieue de la capitale. La hiérarchie catholique s'est abstenue de tout commentaire.

On apprend enfin que les huit dirigeants universitaires arrêtés le 7 février ont été déférés lundi devant un juge d'instruction militaire.

Parmi ces dirigeants universitaires, membres du conseil supérieur de l'Université nationale du Salvador, se trouvent MM. Miguel Parada (recteur par intérim) et Ricardo Calderon (secrétaire général). Les huit universitaires déférés lundi devant le juge avaient été arrêtés en même temps que treize autres membres du conseil superieur, alors qu'ils tenaient une réunion dans un collège. — *(A.F.P., Reuter.)*

Jamaïque

● L'ANCIEN PREMIER MINISTRE JAMAIQUAIN, M. Michael Manley, qui avait offert *sa démission du poste* de leader du parti national populaire, en raison de la sévère défaite de cette formation aux élections du 30 octobre dernier (*le Monde* du 1er novembre), a été triomphalement réélu à la tête du P.N.P., lundi 16 février. Ce scrutin est considéré comme un succès des modérés du parti. — *(U.P.I.)*

DIPLOMATIE

Le prince héritier Harald de Norvège s'est entretenu avec M. Barre avant d'être reçu par M. Giscard d'Estaing

Le président Giscard d'Estaing reçoit, mercredi 18 février, à déjeuner, le prince héritier Harald de Norvège et son épouse, la princesse Sonja. Lundi, le prince Harald a été reçu à Matignon par M. Raymond Barre. Le premier ministre, apprend-on dans son entourage, a souhaité un accroissement de la coopération franco-norvégienne dans le domaine des hydrocarbures. La Norvège assure déjà la fourniture de 8 % du gaz importé par la France et cette quantité pourrait augmenter ultérieurement. Les interlocuteurs sont tombés d'accord pour constater que les échanges commerciaux et industriels entre les deux pays étaient encore insuffisants et qu'il fallait les développer.

Telle est bien l'intention des autorités norvégiennes qui ont organisé à cet effet, à Paris, un symposium de trois jours pour renforcer la coopération dans les domaines de l'industrie, des transports maritimes et du commerce (*le Monde* du 17 février). La délégation venue en France compte des industriels et armateurs de renom, de même que M. Johanson, le ministre du pétrole, invité en France par le ministre de l'industrie, M. Giraud avec lequel il aura des entretiens.

La présidence de cette délégation a été confiée au prince héritier Harald pour bien marquer le vif intérêt et l'importance que l'on accorde, à Oslo, aux liens avec la France. Le fils du roi Olav V, qui aura quarante-quatre ans le 21 février, n'exerce aucune fonction officielle sauf celle de représentant à vie du roi, ou de régent en son absence de Norvège.

Volonté de réactivation des liens économiques

Les relations franco-norvégiennes ont toujours été bonnes, mais après le refus de la population norvégienne de voir son pays entrer au Marché commun, elles ne se développèrent en fait que dans le domaine des prospectives et de l'exploitation pétrolières. Les visites de MM. Giraud, Barre et François-Poncet l'an dernier à Oslo donnèrent une certaine impulsion qui s'est traduite par cette volonté de réactivation des liens économiques et commerciaux. La présence à Paris du prince Harald et de la princesse Sonja témoigne de la volonté d'Oslo de donner une certaine solennité à cette relance.

A.-M. B.

M. REAGAN A DÉCIDÉ D'APPUYER LA PROPOSITION FRANÇAISE SUR LA SÉCURITÉ EN EUROPE

Madrid (*A.F.P.*). — Le président américain, M. Reagan, « *a décidé d'accorder son plein appui à la proposition française concernant la tenue d'une conférence sur les aspects militaires de la sécurité en Europe* », a annoncé lundi lundi 16 février, à Madrid, le chef de la délégation américaine à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), M. Kampelman. « *Nous soutenons cette proposition, car elle offre la possibilité d'une négociation sérieuse et productive en vue de promouvoir la sécurité en Europe* », a-t-il ajouté.

Cinq autres pays ont déposé des propositions sur ce thème : la Pologne (dont le texte résume les thèses soviétiques), la Finlande, la Roumanie, la Yougoslave et la Suède, mais seul le texte français a été jugé « *sérieux* » par les Etats-Unis et l'Europe occidentale. Les « *mesures de renforcement de la confiance* » préconisées par la France, a dit M. Kampelman, sont « *militairement significatives et vérifiables* » et s'appliquent à toute l'Europe « *de l'Atlantique à l'Oural* ». La proposition française, a-t-il souligné, est la seule qui réunisse les « *conditions préalables* » minimales et suffisantes pour la convocation d'une conférence.

LE CAIRE A RATIFIÉ LE TRAITÉ DE NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

Le Parlement égyptien a ratifié, lundi 16 février, le traité de non-prolifération nucléaire de le gouvernement du Caire avait signé le 1er juillet 1968.

Le vote permettra au président Sadate d'entreprendre « *des contacts urgents en vue de la construction de huit centrales nucléaires à usage industriel* » et de se soumettre aux contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne.

Paris et Le Caire ont signé, le 12 février, un protocole d'accord en vue de la construction de deux centrales nucléaires. Le Caire envisage la construction de trois centrales américaines.

La ratification égyptienne porte à soixante-neuf le nombre des Etats non dotés d'armes nucléaires ayant ratifié le traité de non-prolifération.

● *La République démocratique et populaire du Yémen (Sud-Yémen)* a dénoncé l'attentat commis lundi matin 16 février contre son ambassade à Paris (*le Monde* du 17 février), comme « *le fait des agents de l'impérialisme et du sionisme* ». L'ambassadeur de France à Aden a été convoqué au ministère des affaires étrangères où on lui a remis une note demandant l'ouverture d'une enquête et l'arrestation des auteurs de l'attentat.

Le Monde
publiera demain

● IDÉES : Les gaullistes et l'élection présidentielle, par l'amiral Flohic, Jacques de Montalais, le général Binoche, Jean-Louis Beaumont et Jacques Dauer.

● « LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES » : Rencontres avec l'acteur Robert De Niro et le cinéaste Martin Scorsese ; Sur les scènes et les écrans allemands.

ASIE

LE VOYAGE DU PAPE EN EXTRÊME-ORIENT

L'escale de Jean-Paul II à Karachi s'est déroulée normalement malgré l'explosion d'un engin à l'aéroport

Karachi (A.F.P.). — Le périple de Jean-Paul II en Asie a commencé par une nouvelle alarmante qui a fait craindre pour la sécurité du pape. Vingt minutes environ avant que l'avion pontifical atterrisse à Karachi (Pakistan), c'est-à-dire vers 13 heures G.M.T., un engin explosif a provoqué la mort d'une personne et trois autres ont été blessées à l'aéroport où l'avion du pape devait se poser.

L'engin a explosé dans une cage d'escalier desservant une galerie réservée aux personnalités et au corps diplomatique. L'un des blessés est un inspecteur de police affecté au contre-espionnage. La victime principale a été éventrée par l'explosion.

La réception du pape par les autorités civiles et religieuses a toutefois pu se dérouler dans des conditions normales. Dès sa descente de l'avion, le pape a reçu l'accolade du président de la République islamique du Pakistan, le général Zia Ul Haq, avant même d'avoir pu s'agenouiller pour baiser le sol, selon son habitude.

La messe, célébrée au stade national de la capitale, a réuni plusieurs centaines de milliers de fidèles enthousiastes. Dans son discours, le pape a affirmé que le but « purement pastoral » de son voyage était de rappeler que l'« homme ne vit pas seulement de pain ». « Je pense surtout au dialogue et à la confiance qui se sont établis entre l'Eglise catholique et l'islam (...). Je prie pour que cette compréhension et cette confiance réciproques entre chrétiens et musulmans et entre toutes les religions se poursuivent et s'approfondissent et pour que nous trouvions d'autres moyens encore meilleurs pour collaborer davantage. »

Collier de fleurs et musique pop à Manille

De nos envoyés spéciaux

Manille. — « *Salamat sa Puong Maykapal !* » C'est par ces mots en tagalog qui signifient « *Grâce à Dieu !* » que Jean-Paul II a salué le peuple des Philippines quelques minutes après son arrivée à l'aéroport de Manille, à 7 h. 57 (heure locale), ce mardi 17 février.

Accueilli par le président Ferdinand Marcos et son épouse Imelda, par le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, par le nonce apostolique, Mgr Bruno Torpigliani, par des évêques, ministres et membres du corps diplomatique, le pape a répondu aux paroles de bienvenue prononcées par le président Marcos. Celui-ci avait cité quelques vers d'un poème composé par Karol Wojtyla, avant d'insister sur le rôle spirituel des chrétiens dans une « *société permissive où la moralité est en baisse* ». Et de conclure par cette phrase significative : « *L'Eglise est un pouvoir spirituel.* »

En réponse, Jean-Paul II a souligné la nature « *religieuse et pastorale* » de sa visite, effectuée, a-t-il dit, « *sur l'invitation du cardinal Sin* », comme pour se démarquer du régime politique. C'est la béatification de Lorenzo Ruiz, martyr philippin exécuté à Nagasaki au dix-septième siècle avec quinze compagnons chrétiens, qui constitue la « *principale raison* » du voyage pontifical. Exceptionnellement, la cérémonie de béatification aura lieu non à Rome, comme c'est la tradition, mais dans une église locale. Le pape a terminé son discours en affirmant « *son respect et son estime pour l'Asie tout entière* » et en saluant les membres des autres Eglises chrétiennes ainsi que les fidèles des autres religions.

Puis le pape s'est rendu à la première cérémonie de la journée dans son « popemobile » — véritable char de carnaval avec un énorme fauteuil en vanerie d'Akaba — sur lequel il se tenait debout au côté du cardinal Sin afin de saluer la nombreuse foule bigarrée qui se pressait sur le parcours. Il est arrivé vers 9 h. 30 à Baclaran, sanctuaire marial dédié à Notre-Dame-du-Secours Perpétuel.

Six mille religieuses appartenant à quatre-vingt-dix ordres religieux différents attendaient Jean-Paul II dans la vaste église moderne construite en 1953. Parmi elles, on reconnaissait Mère Térésa de Calcutta. A l'arrivée du pape, portant un collier de fleurs jaunes, de jeunes religieuses ont envahi le chœur et l'autel en poussant des cris dignes du meilleur festival pop. Mgr Marcinkus, garde du corps du pape, ne savait plus où donner de la tête.

Dans son discours aux religieuses, le pape a surtout insisté sur leur vocation spirituelle. « *Je vous assure*, leur a-t-il dit, *que la transformation du monde et l'établissement du Royaume du Christ, de justice et de paix ne peuvent se réaliser que par la grâce et l'amour de Dieu. Seul l'amour peut transformer les cœurs et sans l'amour il ne peut y avoir de véritable réforme des structures de la société. La seule violence qui contribue à la construction du Royaume du Christ est le sacrifice et le service nés de l'amour.* »

Dernière cérémonie de cette première matinée : la messe à la cathédrale de Manille. Dans son homélie adressée particulièrement aux religieux, Jean-Paul II a fait allusion, pour la première fois, au problème de l'injustice. Ayant reconnu que l'Eglise « *ne saurait être indifférente à l'injustice* », et qu'elle « *doit promouvoir des valeurs humaines* », le pape a aussitôt cité un des passages les plus restrictifs de son discours de Puebla : « *Vous êtes des prêtres et des religieux, vous n'êtes pas des dirigeants sociaux ou politiques ou les représentants d'un pouvoir temporel. Nous nous trompons si nous pensons servir l'Evangile en « diluant » notre charisme par un intérêt exagéré pour le vaste domaine des problèmes temporels.* »

Dénoncer le communisme

Après avoir laissé les autorités ecclésiastiques se préoccuper seules des préparatifs de la visite pontificale — Mme Marcos épouse du président ayant même fait savoir que l'Etat ne verserait pas un centavos pour une visite « *purement pastorale* » — les autorités civiles auxquelles l'Eglise a fini par faire appel ont mis les bouchées doubles en débloquant les fonds nécessaires.

Mais en contrepartie l'Etat entend en tirer le maximum de profit. C'est ainsi qu'on pouvait lire à la une d'un des journaux contrôlés par le pouvoir : « *Le pape Jean-Paul II arrive en réponse à l'appel que la nation tout entière lui a lancé pour qu'il dénonce la montée du communisme.* »

D'autres sont loin de manifester leur enthousiasme. C'est le cas notamment de nombre de prêtres et de religieuses engagés socialement et politiquement, certains acceptant même l'analyse marxiste, voire la violence. Ils critiquent, bien sûr, le gouvernement mais surtout la hiérarchie de l'Eglise, l'accusant de ne chercher à montrer au pape que des aspects positifs ou acceptables de la réalité.

Pour ces prêtres et ces religieuses qui œuvrent en milieu ouvrier parmi les paysans ou les détenus politiques, l'Eglise a failli à sa mission : depuis l'instauration de la loi martiale en 1972, levée plus formellement que réellement en janvier, l'Eglise est la seule institution légale à pouvoir dénoncer les excès du régime dont l'impopularité est manifeste dès que l'on parle avec ceux qu'on appelle volontiers les « petites gens ».

Entre ces différents courants, le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, navigue avec prudence. C'est lui qui a organisé le programme du voyage pontifical en négociant avec le gouvernement. Ces dernières années, il a fait preuve d'une « *fermeté souriante* » à l'égard du régime, aiguillonné par le courant progressiste de son Eglise et conscient qu'une sécession risquait de se produire si la hiérarchie restait insensible au bouillonnement de la base. Certes, le cardinal a écarté les suggestions du pouvoir pour la visite pontificale (entre autres une parade fluviale avec des statues de saints), pour faire toucher du doigt à Jean-Paul II les problèmes sociaux qui se posent aux Philippines : « *Le pape n'est pas un touriste* », dit-il.

Sans être un touriste, Jean-Paul II verra-t-il autre chose que des façades ? Le bidonville de Tondo, par exemple, sur l'itinéraire pontifical, a été rendu méconnaissable — les maisons repeintes, les taudis cachés par des palissades de bois peintes en vert, les terrains vagues transformés en pelouses...

Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises. Non que l'on craigne vraiment un attentat contre le pape — comme cela avait été le cas lors de la visite de Paul VI en 1970 (1) — mais parce qu'on s'attend que les opposants tirent profit de l'événement mondial que constitue la visite du pape aux Philippines pour faire parler d'eux.

Des manifestations comme celles qui ont eu lieu déjà vendredi et dimanche derniers, organisées par trente-deux mouvements d'opposition regroupés en une « assemblée populaire pour la visite du pape » auxquelles participent des prêtres et des religieuses, doivent être organisées pendant tout le séjour du pape. Plus grave, il n'est pas impossible que le mouvement du 6 avril, responsable des attentats à la bombe de l'été dernier, n'entende réaffirmer son existence.

En province, en outre, on a noté une tension accrue sur les fronts des guérillas musulmanes et maoïstes. De nouveaux incidents ne sont pas à exclure, estime-t-on dans les milieux proches de la « New People's Army » (N.P.A). Et sur le plan politique, la rumeur circule à Manille que M. Aquino, principale personnalité d'opposition, actuellement aux Etats-Unis, pourrait revenir aux Philippines bien qu'il risque d'y être arrêté. « Unido », le mouvement d'opposition démocratique unie, a annoncé son retour imminent dans un communiqué du 12 février. Selon l'entourage de l'ancien sénateur, aucune décision n'a encore été prise. Le cardinal Sin aurait d'ailleurs fortement déconseillé à M. Aquino de revenir pendant la visite du pape.

L'activité des multinationales

Entre ces deux extrêmes enfin — entre le régime et les autorités ecclésiastiques d'un côté et les révolutionnaires politiques ou religieux de l'autre — se trouvent des chrétiens engagés, mais modérés. C'est le cas des membres du Secrétariat national d'action sociale (NASSA), organisme créé par l'épiscopat, mais considéré aujourd'hui par beaucoup d'évêques, comme trop engagé politiquement.

« *Nous ne faisons pas de politique partisane*, explique un des dirigeants du NASSA, *mais nous développons une formation politique selon le modèle de la « conscientisation » latino-américaine. Evidemment cela ne plaît pas aux évêques conservateurs* (2) *et, fait significatif, ceux qui ont organisé le voyage du pape ne nous ont pas demandé de renseignements sur la situation sociale du pays.* »

Pour ce dirigeant, la menace la plus grave qui pèse sur la population des Philippines ainsi que la plus grande cause de misère n'est pas politique, mais économique. « *La source des inégalités*, dit-il, *vient de la domination des capitalistes étrangers et surtout des multinationales qui investissent dans notre pays et exploitent notre main-d'œuvre avec la bénédiction du régime de Marcos. Le pire, c'est que l'Eglise ne semble pas voir ce danger. Peut-on espérer que Jean-Paul II dénoncera cette nouvelle forme de colonisation ?* »

Le dirigeant du NASSA répond à sa propre question en montrant l'édition spéciale de *l'Osservatore Romano* consacrée au voyage du pape aux Philippines. Sur une demi-page, se trouve un placard publicitaire de la Banque centrale des Philippines où on lit un appel lancé aux hommes d'affaires étrangers rédigé ainsi : « *Pesez les avantages : une main-d'œuvre bon marché ; le coût de la vie est le plus bas de la région ; les impôts moins chers ; le rapatriement des profits garanti.* »

ALAIN WOODROW et PHILIPPE PONS.

(1) Un déséquilibré armé d'un couteau avait tenté d'approcher Paul VI lors du voyage du pape également à Manille.

(2) Selon notre interlocuteur, sur la centaine d'évêques, de quinze à vingt sont engagés socialement et opposés au régime actuel ; de dix à quinze donnent leur appui publiquement au président Marcos et les autres forment une majorité silencieuse entre les deux.

Inde

A L'APPEL DE Mme GANDHI

Plus d'un million de paysans se sont rassemblés à New-Delhi

De notre correspondant

New-Delhi. — Organisé le jour de l'ouverture de la session budgétaire du Parlement, par le parti du premier ministre, un rassemblement géant a eu lieu lundi 16 février à New-Delhi. La capitale indienne a été investie par plus d'un million de paysans venus des quatre coins du pays, mais surtout de l'Haryana, du Punjab et du Bihar. Ce rassemblement a permis au Congrès (I) de prouver, sinon le soutien dont bénéficierait, selon lui, la politique agricole du gouvernement, du moins son aptitude à organiser d'impressionnantes manifestations populaires destinées à témoigner de l'emprise que Mme Gandhi continue d'exercer sur les masses.

Pour ce faire, le parti gouvernemental n'avait ménagé ni ses efforts ni ses deniers (la presse a cité le chiffre de 100 millions de roupies), sans oublier l'utilisation — vivement dénoncée par l'opposition — de la machine officielle, pour assurer le succès de cette démonstration. Une centaine de trains spéciaux, des milliers de bus et de camions avaient été mobilisés pour acheminer les participants vers la capitale, où quelque vingt-cinq camps de toile avaient été dressés pour les accueillir. Le service d'ordre était assuré par vingt mille policiers.

Résultat immédiat, la capitale a été sérieusement perturbée : majorité des écoles fermées, circulation détournée, transports en commun affectés, congés « forcés » pour de nombreux employés, sans oublier les trois jours « secs » supplémentaires décrétés par de prudentes autorités.

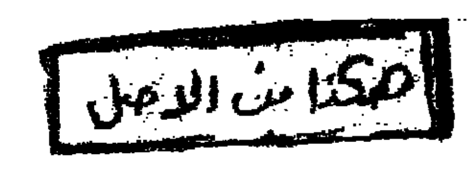
L'opposition, tout en exprimant sa solidarité avec les revendications de paysans victimes, selon elle, de la politique gouvernementale, et tout en réclamant une rémunération satisfaisante pour les produits agricoles, a qualifié cette « extravagance » de « *sommet de l'hypocrisie* » et surtout vivement dénoncé ce « *détournement de fonds publics* » au profit d'une manifestation partisane. Huit partis d'opposition ont d'ailleur boycotté l'ouverture de la session parlementaire en signe de protestation.

Pour le Congrès (I), il s'agissait de démontrer d'une manière éclatante que Mme Gandhi n'avait nullement perdu le soutien de la paysannerie, ainsi que l'agitation qui s'était produite récemment dans plusieurs régions du pays avait pu le laisser penser.

Pour y remédier le nouveau plan quinquennal (1980-1985) qui doit être examiné par le Parlement a pour objectif de lancer une attaque frontale contre la pauvreté dans les campagnes, un effort particulier étant prévu en faveur des soixante-quinze millions de paysans les plus démunis.

S'adressant aux milliers de paysans rassemblés à New-Delhi, Mme Gandhi eut le courage d'expliquer que la situation actuelle ne permettait pas de satisfaire toutes leurs revendications, surtout celles qui émanaient des couches les plus favorisées. Qualifiant le rassemblement de « national », elle s'est élevée contre la division du pays entre villes et campagnes. Dissipant les espoirs de ceux qui s'attendaient qu'elle annonce à cette occasion l'entrée en politique de son fils Rajiv, elle a dit que ce rassemblement était essentiellement destiné « *à montrer au monde que l'Inde était unie et que personne ne pouvait la diviser* ».

PATRICK FRANCÈS



La Corée du Nord au-delà du décor

II. — L'État-usine

De notre envoyé spécial PHILIPPE PONS

Après avoir décrit le régime politique de la Corée du Nord, caractérisé par le culte de la personnalité et l'encadrement de la population (« le Monde » du 17 février), notre envoyé spécial à Pyongyang traite de l'économie.

Pyongyang. — Même les efforts des athlètes du cirque de Pyongyang, dont les numéros au demeurant sont extraordinaires, ont *une signification politique* : les acrobates en mineurs ou le funambule - électricien symbolisent la *« lutte gigantesque du peuple pour la construction du socialisme »*. La radio cite les prouesses des travailleurs méritants : la Corée populaire est un pays où l'on travaille moins qu'on ne livre un *« combat de vitesse »* pour la production. L'homme s'y attaque à tout : même au climat lorsqu'il lutte sur le *«front du froid »*.

Cette mobilisation incessante de la population par une sorte d'État-usine, dont le Parti du travail (deux millions de membres) véhicule les slogans, vise à maintenir constamment un *« esprit pionnier »*. Elle est d'autant plus vigoureuse que, depuis la fin des années 60, les deux Corées se sont lancées dans une compétition à outrance : chacune entendant *« prouver »* que son système est plus efficace que celui de l'autre et, partant, légitimer son régime. Une compétition de part et d'autre du 38e parallèle qui n'est sans doute pas étrangère aux résultats économiques obtenus au Nord comme au Sud.

Pour certains économistes, la Corée divisée est un laboratoire sans pareil pour analyser le fonctionnement de deux modèles de développement, *« capitaliste »* et *« socialiste »*. En 1953, le pays est détruit par la guerre, et partant l'une et l'autre d'une situation quasi féodale, les deux Corées se lancent pratiquement en même temps dans la course au développement, mais selon des voies radicalement différentes : le Sud fonde son économie sur l'appel aux capitaux étrangers et les exportations — cette dépendance extrême du marché mondial étant à la fois sa force et sa faiblesse, — tandis que le Nord met l'accent sur l'autosuffisance. Une voie plus austère mais garantissant l'indépendance politique vis-à-vis de ses deux voisins communistes, la Chine et l'U.R.S.S. Vingt-cinq ans après, la tentation est grande de tirer un trait, de faire les *comptes* et de désigner le vainqueur.

Une approche qui a sans doute son mérite dans une perspective idéologique — et d'ailleurs Pyongyang, comme Séoul, ne se fait pas défaut d'énumérer par le menu les faiblesses du système de l'adversaire — mais paraît intellectuellement peu satisfaisante : il est vain de comparer des produits nationaux dans lesquels les exportations ont un rôle radicalement différent, ce qui conduit à analyser les endettements dans des *perspectives tout autres ou* de mettre en parallèle des revenus par habitant, alors qu'au Nord existe une prise en charge complète de l'individu par l'État et qu'au Sud elle est pratiquement inexistante. Pour fixer les idées, donnons néanmoins quelques chiffres : selon les calculs faits à Séoul — et donc à manier avec prudence — avec une population au Sud de 37,6 millions et de 17,4 millions au Nord, le P.N.B. dans le premier cas s'élève à à 61 millions de dollars et à 12,5 millions dans le second. Les exportations pour Sud se chiffrant à 15 milliards de dollars et celles du Nord à 1,15 milliard. L'endettement extérieur étant de 25 milliards de dollars au Sud et de 2 milliards au Nord.

« Savoir, morale, santé »

Si ces chiffres indiquent des ordres de grandeur vraisemblables (Pyongyang ne donne pas de statistiques sur ces sujets), ceux concernant le revenu par habitant le sont beaucoup moins : 1 620 dollars au Sud et 719 au Nord. *Dans son message de nouvel an*, le président Kim Il-sung a annoncé pour sa part qu'en 1979 le revenu par habitant s'élevait à 1 920 dollars. Bien que les Occidentaux soient sceptiques, les Coréens nous affirment qu'ils ont utilisé pour leur calcul les normes internationales, mais en tenant compte des prestations gratuites de l'État. *« On peut estimer que celles-ci reviennent à doubler le revenu individuel mensuel »*, nous dit-on. Les experts américains estiment que le revenu par habitant de la R.P.D.C. s'élève à 1 300 dollars, mais que le Nord a surpassé le Sud pour la consommation d'énergie par habitant, ainsi que pour la production de céréales et d'acier.

Quoi qu'il en soit de ces controverses *chiffrées, deux réalités* frappent en arrivant à Pyongyang D'abord, la R.P.D.C. paraît s'être dotée d'une économie infiniment plus solide qu'on ne le pense en général, obnubilé par ses impayés vis-à-vis des pays occidentaux. Un second facteur de surprise est qu'une idéologie quelque peu hallucinante pour un Occidental contribue néanmoins à *faire fonctionner* le pays de manière économiquement satisfaisante.

Tout le système, nous dit-on, repose sur l' *« idéologie de djoutche »* énoncé par le *« grand leader »* qui insiste sur l'identité nationale, la mobilisation des *masses* et le *principe* de ne *« compter que sur ses propres forces »*. La *« clairvoyance »* du *« vénéré leader »* a fait le reste. A en croire nos interlocuteurs, ce dernier est omniprésent, veillant à tout par d'innombrables *« visites de direction sur place »*, dont il est tenu une comptabilité minutieuse et que rappellent d'ailleurs dans la moindre usine des plaques *rouges aux caractères en or*, apposées sur les machines.

M. Kim Il-sung est aussi apparemment omniscient puisqu'il peut aussi bien donner des directives pour la construction d'une cimenterie que pour l'accroissement du rendement d'un élevage de poulets ou la formation des gestionnaires. Sans mettre en doute les facultés assurément *étonnantes du président, on peut* néanmoins noter que l'essor économique de la Corée populaire repose aussi sur d'autres facteurs.

Bénéficiant certes au départ de ressources en matières premières, la R.P.D.C. a surtout mis l'accent sur son *« capital le plus précieux : l'homme »*. *« Savoir, morale, santé »* sont les mots d'ordre du régime. Dans le domaine sanitaire, la politique de médecine gratuite a porté ses fruits puisque, en un quart de siècle, la vie des Coréens du Nord a été allongée, nous dit-on, de trente-cinq ans : l'espérance de vie étant pour les femmes de soixante-seize ans et pour les hommes de soixante-dix ans, la R.P.D.C. se situerait donc parmi les pays où l'on vit le plus vieux. Le taux de croissance démographique n'est pas *révélé* mais *« 70 % de la population a moins de quarante ans »*. Un système de jardins d'enfants et de crèches sans doute le plus perfectionné du monde permet, en outre, une mobilisation intense de la main-d'œuvre féminine (48 % du total), qui compense partiellement la pénurie de jeunes travailleurs provoquée par un service militaire long.

Les facilités pour les achats domestiques à l'usine, un système d'entraide familiale collective concourent en outre à « libérer » la femme pour lui permettre de travailler. A partir du troisième enfant, elle ne fait que six heures de présence mais est payée comme si elle travaillait huit heures. Beaucoup, apparemment, continuent à travailler après l'âge de la retraite (cinquante-cinq ans), cumulant pensions et salaire, comme ces femmes cantonniers qui ramassent les feuilles mortes dans les rues.

Avec onze ans d'enseignement gratuit et obligatoire, la R.P.D.C. qui compte étendre ce système jusqu'à l'université, a atteint un niveau d'éducation remarquable : 8,6 millions de petits Coréens, du jardin d'enfants à la fin du secondaire, sont ainsi éduqués aux frais de l'État. La volonté d'indépendance de Pyongyang à l'égard de ses deux voisins communistes a en outre conduit à la création d'un nombre important de collèges techniques.

Des bases économiques solides

Reste la *« morale »*, c'est-à-dire en fait *« une conscience politique correcte »*, comme dernier facteur, mais non des moindres, de la mobilisation des forces du pays. L'éducation professionnelle mais surtout politique *« se poursuit toute la vie pour qu'on se pénètre de la ligne juste du parti »*. Personne n'échappe à un enrôlement dans une organisation de masse (association des pionniers, des femmes, de la jeunesse socialiste, etc.). Aux journées de huit heures s'ajoutent deux à trois heures par semaine d'enseignement politique dispensé sur les lieux de travail (usine ou coopérative). Ce qui tend à faire de la R.P.D.C. une forteresse idéologique.

Le rôle du parti est primordial, à tous les niveaux de la machine productive, dans la prise de décision. Pour la formation et le recyclage des gestionnaires a été créé d'ailleurs un institut économique : les élèves doivent être recommandés par le comité local du parti puis être désignés *par le comité central*. Tant à l'usine que dans les coopératives, existe une apparente autonomie par le jeu du va-et-vient de propositions entre l'unité de production et l'organisme de contrôle dont elle dépend — la coopérative disposant en outre de fonds propres destinés à certains investissements. Mais c'est toujours le comité local du parti qui *décide, après consultation de* l'assemblée des travailleurs.

Aux stimulants idéologiques s'ajoutent les encouragements matériels : le système des primes existe à l'usine comme dans les coopératives. Cette jeune ouvrière d'une usine textile de Wonsan, qui a accéléré sa cadence dans la couture des ourlets de manches (trois cents par jour) peut accroître de 30 wons un salaire *mensuel qui s'élève à 95 wons*. *« Le style de travail et de vie révolutionnaire s'est implanté solidement dans toute la société grâce au mot d'ordre : un pour tous, tous pour un »*, déclarait M. Kim Il-sung lors du sixième congrès. Selon les experts japonais de la Corée du Nord, la mobilisation n'est pas aussi satisfaisante que l'affirment les autorités. Faible productivité et lenteur des cadences semblent le point commun des usines que nous avons visitées. La *« lutte contre le gaspillage »*, la nécessité d'une *« discipline du travail »* accrue, le relèvement des normes ainsi que le *« renforcement de la direction du parti »* sont constamment rappelés. Ce sont, entre autres, les objectifs du mouvement pour les *« trois grandes révolutions »* — idéologique, technique et culturelle — lancé en 1974. Des *« escouades de vitesse »*, composées de membres du parti, d'étudiants, de professeurs et de techniciens, sont envoyées dans les usines et les fermes coopératives pour aider les cadres *« à se défaire des restes de conservatisme et d'empirisme »*.

Tant les problèmes qualificatifs que quantitatifs de la main-d'œuvre conduisent à accélérer le processus de mécanisation dans l'agriculture et d'automation de la production industrielle. Cette modernisation nécessaire de l'économie pour entamer une nouvelle phase de développement est résumée par trois mots d'ordre : *« auto-suffisance, modernisation et scientification »* (la Corée populaire n'est pas avare en néologismes : celui-ci signifie un rejet de l'empirisme et une introduction rapide de la technologie). Cette modernisation de l'appareil productif — qui n'est pas sans rappeler les quatres modernisations en Chine — est, avec l'effort pour améliorer l'extraction des matières premières et développer les exportations et la consommation, le grand axe du plan septennal en cours (1978-1984).

Après une période de flottement en 1976 et 1977, cette dernière année ayant été consacrée, selon l'expression officielle, à des *« rajustements »*, la R.P.D.C. paraît, selon les experts japonais, en bonne voie pour atteindre les objectifs fixés. Elle dispose désormais de bases solides pour se lancer dans une nouvelle phase de son développement.

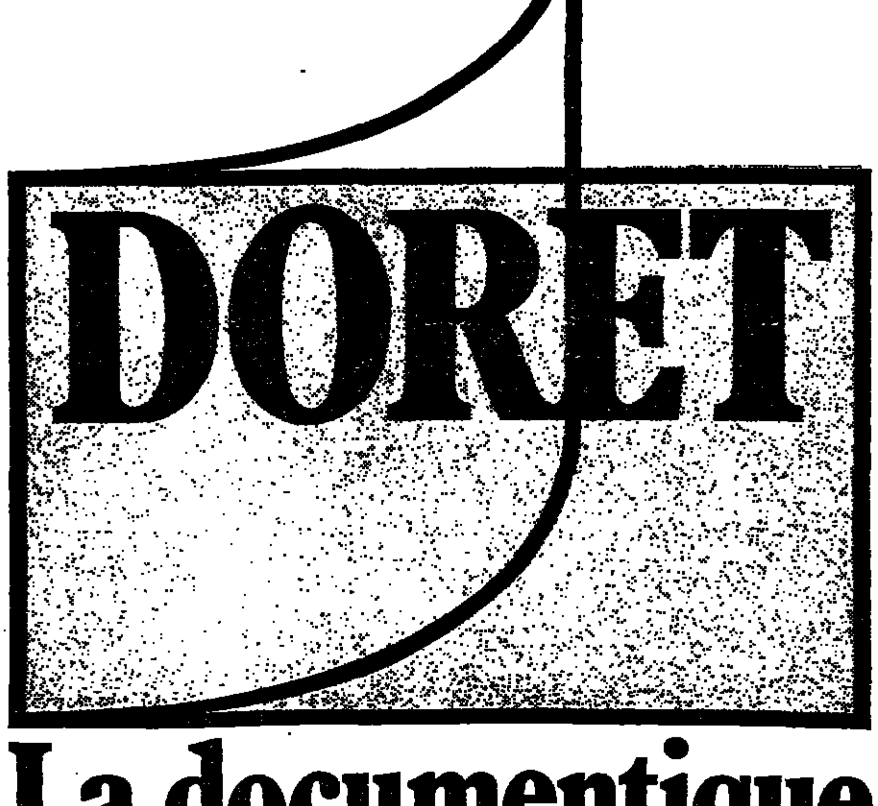
Si, incontestablement, l'ossature économique du pays existe (la R.P.D.C. produit 98 % de ses machines et 70 % de ses matières premières), la modernisation nécessaire de son appareil productif implique une utilisation accrue des technologies étrangères. Ce qui pose au moins deux problèmes : d'abord celui du développement de ses contacts avec un Occident quelque peu échaudé par le non-respect de ses engagements financiers, ensuite la question de son indépendance vis-à-vis de ses deux grands voisins communistes.

Prochain article :

DE L'ISOLEMENT
A L'OUVERTURE







AFRIQUE

Zimbabwe

M. Nkomo a obtenu le désarmement de ses anciens partisans

La tension s'est relâchée, lundi 16 février, dans la région de Bulawayo, théâtre de sanglants affrontements, la semaine dernière, entre des éléments de la ZANLA, ancienne guérilla de M. Mugabe, et de la ZIPRA, ancienne guérilla de M. Nkomo. Ce dernier est, en effet, parvenu à négocier le désarmement et l'évacuation des soldats de la ZIPRA stationnés au camp d'Entumbane, à proximité de la deuxième ville du Zimbabwe, que la ZANLA avait, pour sa part, évacuée la veille (*le Monde* du 17 février). Les combattants de la ZIPRA auraient été néanmoins autorisés à conserver une partie de leur matériel de guerre.

Entre-temps, l'agence mozambicaine de presse A.I.M. a annoncé la condamnation à mort de quatre membres d'un mouvement interdit, Libre Afrique, ainsi que la condamnation à de lourdes peines de prison de vingt-sept autres personnes accusées de « terrorisme » et d'assassinats

Samedi, le président Machel avait déclaré que plusieurs militaires, notamment des officiers, avaient été arrêtés et seraient traduits devant un tribunal militaire à la suite du raid sud-africain du 30 janvier contre des locaux occupés par des dirigeants du Congrès national africain (*le Monde* du 3 février). Ils sont accusés de « trahison » et de « corruption ».

Enfin, les dirigeants des six Etats de la « ligne de front » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) et un représentant du Nigéria se réunissent ce mardi à Luzaka. Ce sommet, le premier depuis juin 1980, pourrait être consacré à l'impasse de la négociation dans le conflit namibien. — (*A.F.P., Reuter.*)

Après Bulawayo

Les combats autour des camps de la région de Bulawayo ont fait plus de trois cents victimes, non seulement dans les rangs de la ZIPRA et de la ZANLA mais aussi parmi les civils soupçonnés de sympathiser avec l'une des deux factions opposées. A la demande du premier ministre, M. Mugabe, des unités de l'ancienne armée rhodésienne sont intervenues, parfois brutalement, pour séparer les combattants. Une fois le cessez-le-feu établi, M. Mugabe a obtenu de ses anciens partisans qu'ils déposent leurs armes et s'éloignent du secteur. M. Nkomo, ministre sans portefeuille, a eu plus de mal à imposer une solution identique à ses anciens partisans, qui lui reprochent d'avoir cédé trop de terrain ces derniers mois face à M. Mugabe.

La première conséquence de cette crise, la plus grave depuis l'accession du Zimbabwe à l'indépendance, en avril 1980, a été de jeter de nouveaux doutes sur l'amalgame entre les anciennes guérillas (ZIPRA et ZANLA) et des unités de l'ancienne armée rhodésienne au sein des nouvelles forces armées du Zimbabwe. Sur les douze bataillons déjà intégrés (douze mille hommes environ), trois seulement ont participé à des affrontements qui ont eu pour principal théâtre des camps, tel celui d'Emtubane, le plus touché, où environ vingt-cinq mille anciens guérilleros (trois quarts de ZANLA et le reste ZIPRA) attendaient encore leur intégration dans la nouvelle armée. Réuni lundi à Salisbury, le haut commandement conjoint devra se prononcer, dans un avenir proche, sur ce type d'intégration et sur son rythme (trois bataillons à former chaque mois jusqu'en août pour atteindre l'effectif global de trente-trois mille soldats).

La crise a également souligné l'autorité déclinante de M. Nkomo à la tête de la ZAPU, dont la ZIPRA était l'aile armée. Plusieurs lieutenants du vieux chef nationaliste lui reprochent d'avoir fait trop de concessions à M. Mugabe. Contrôlant moins d'un quart des sièges au Parlement, M. Nkomo est, en effet, de plus en plus contraint de louvoyer entre la majorité, détenue par la ZANU de M. Mugabe, et ses partisans déçus.

Enfin, les combats de Bulawayo, même s'ils ont reflété avant tout la lutte pour le pouvoir de deux mouvements, ne peuvent que contribuer à accentuer le clivage entre la minorité des Ndébélés (20 % de la population), dont le suffrages vont à M. Nkomo, et la majorité des Shonas, qui ont voté pour M. Mugabe. A la longue, une atmosphère de guerre civile larvée ne pourrait que décourager l'afflux de capitaux privés étrangers, qu'accélérer les départs de Blancs, qui quittent déjà le pays au rythme mensuel de mille cinq cents en moyenne, et retarder d'autant le relèvement d'une économie qui s'était pourtant bien amorcé l'an dernier.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Tchad

LE COLONEL KADHAFI TENTE D'APAISER LES CRAINTES SOUDANAISES

Selon l'agence libyenne Jana, le colonel Kadhafi a prodigué, lundi 16 février, des assurances au Soudan, selon lesquelles ce pays n'a rien à redouter des forces libyennes en dépit de leur intervention au Tchad. L'agence précise que le président Kadhafi a apaisé les craintes soudanaises en « mettant l'accent sur le fait que les forces libyennes défendront le Soudan contre toute attaque étrangère sans jamais l'agresser ».

De Lagos, on apprend que le général Wushishi, commandant en chef adjoint de l'armée fédérale, a annoncé à Maïduguri, ville du nord du Nigéria, que des troupes nigérianes stationnent désormais dans les villes frontières du bassin du lac Tchad. Le général a justifié ce renforcement des effectifs par des raisons de sécurité. De récents affrontements ont opposé dans la région des villageois nigérians et des hommes armés venus du Tchad.

A Yaoundé, où il était attendu mardi pour une visite officielle de cinq jours au Cameroun, M. Sekou Touré, président de la Guinée, devait s'entretenir avec M. Ahidjo, chef de l'Etat du Cameroun, de la mise sur pied de la force neutre interafricaine chargée d'assurer le maintien de la paix au Tchad. En effet, la Guinée est partie prenante dans la constitution de cette force avec le Bénin, le Congo et le Togo et, déjà en 1979, M. Sekou Touré avait proposé d'envoyer des unités pour participer à la force africaine qui devait se rendre à N'Djamena. Pour des raisons logistiques, le contingent guinéen n'avait pu alors se joindre aux cinq cent cinquante soldats congolais qui, après la reprise des combats le 21 mars 1980, devaient être évacués. — (A.F.P., A.P.)

PROCHE-ORIENT

Liban

La dégradation de la situation est lente, mais inexorable

Beyrouth. — La situation se dégrade lentement mais sûrement au Liban. Sans que les troubles atteignent une ampleur de nature à ramener ce pays au premier plan de l'actualité — il faut beaucoup de morts pour valoir à Beyrouth ce triste privilège — les incidents paraissent suffisamment significatifs et leur contexte politique menaçant pour que les Libanais soient gagnés par l'inquiétude, malgré leur accoutumance à toutes les formes de violence.

L'affaire Mohayssen, du nom du diplomate jordanien enlevé il y a plus d'une semaine et toujours introuvable, est sans doute l'élément le plus grave de la tension en cours puisqu'elle se traduit, pour le gouvernement libanais, par des menaces syriennes, certes indirectes, mais tout à fait transparentes. La section prosyrienne du parti Baas au Liban a en effet publié mercredi un violent réquisitoire contre les autorités de Beyrouth axé sur la personne du ministre des affaires étrangères, M. Fouad Boutros, mais en réalité adressé tout autant au président de la République, M. Elias Sarkis, et à l'armée. Il leur est reproché de donner du crédit à la thèse de la responsabilité de Damas dans ce rapt, et de prétendre une fois de plus établir un plan de sécurité en vue d'un déploiement de l'armée libanaise à la place de la FAD (ce à quoi la Syrie s'oppose).

Le Baas pro-syrien somme le chef du gouvernement, M. Wazzane, qui est musulman sunnite, de « *suivre le courant national (...) ou de démissionner* ».

M. Wazzane a reçu en même temps un avertissement similaire de la part du Rassemblement islamique, auquel il appartient, et du Front de sauvegarde du Sud, qui, après avoir constaté que le pays est soumis « *aux hésitations, à l'effritement, à l'autoritarisme et à la partialité* », demande au gouvernement au pouvoir (c'est-à-dire au chef de l'Etat) « *de revenir dans le droit chemin avant qu'il ne soit trop tard* ». Le Mouvement national (progressiste pro-palestinien) avait été le premier à attaquer le chef de l'Etat et le gouvernement ; et il récidive presque quotidiennement.

De notre correspondant

Dans le camp opposé, celui du Front libanais (chrétien), on se montre satisfait, sans pour autant pavoiser. M. Béchir Gemayel, chef des forces libanaises, qui était encore tout récemment le principal pourfendeur de la « mollesse » de M. Sarkis, l'a rencontré à quatre reprises. Ainsi le président de la République voit s'ajouter à l'accusation d'indécision, dont il a toujours été l'objet, celle de partialité en faveur du camp chrétien, et ce à la suite essentiellement de son discours au sommet islamique de Taef où il avait parlé sans ménagements des problèmes que pose au Liban la résistance palestinienne. Il avait alors bénéficié d'une tolérance tacite de la Syrie, elle-même ces temps-ci relativement en froid avec l'O.L.P. Mais si la Syrie se mettait à son tour de la partie et s'il se voyait privé d'un gouvernement qu'il a mis cinq mois à former, le président Sarkis se rapprocherait un peu plus de l'impasse totale et l'Etat libanais de la paralysie.

Un champ clos

On est d'ailleurs à ce point conscient à Beyrouth de la difficulté de former des gouvernements que, paradoxalement, ceux-ci battent tous les records de longévité depuis 1976, c'est-à-dire depuis que le pays est en état de crise permanente. La situation apparaît d'autant plus critique que le Liban, au dire du président Sarkis lui-même, analysant les répercussions de l'affaire Mohayssen, voit son « crédit international » s'effriter. Les Libanais ont en tout cas le sentiment très net qu'un éventuel rebondissement de leur crise susciterait peu d'intérêt dans le monde. Ils ont l'impression que leur pays est devenu un champ clos syro-palestino-israélien avec des ramifications arabes tournant autour de la Syrie et de l'O.L.P. plutôt qu'autour du Liban, et dont les batailles aériennes syro-israéliennes sont la manifestation la plus spectaculaire. Le Sud est un foyer de violences oubliées, mais néanmoins purulent.

Sur le terrain, c'est cependant un regain de tension à Beyrouth qui paraît le plus susceptible d'accentuer la dégradation de la situation. En plus des rituels combats de nuit dans les ruines du centre ville qui n'émeuvent plus personne, et de toutes sortes de règlements de comptes et d'attentats (une bombe a été désamorcée *in extremis* à l'aéroport, vendredi), on y assiste depuis deux mois à une recrudescence de troubles à l'un des deux points de passage intersecteurs, le carrefour Sodeco, qui est d'ailleurs quasiment fermé depuis le début de ce mois. Pratiquement, il ne reste plus qu'un point de jonction entre les deux secteurs, comme pendant la guerre de 1975-1976.

On note enfin que M. Bechir Gemayel a institué l'entraînement militaire dans les écoles du secteur chrétien en vue d'étoffer ses milices, rebaptisées Forces libanaises, avec pour objectif annoncé de les doter d'un corps de réservistes de dix-sept mille jeunes gens. A quoi le Mouvement national a répondu par une menace de mobilisation similaire dans son secteur, encore qu'il en paraît bien moins capable.

Tout cela aurait pu ne constituer que les éléments supplémentaires d'un pourrissement dans la violence en cours depuis des années. L'approche du terme du mandat présidentiel de M. Elias Sarkis, le 23 septembre 1982, confère à la situation la touche dramatique du compte à rebours. La question, de plus en plus actuelle à mesure que l'on se rapproche de l'échéance, n'est pas tant de savoir qui succédera à M. Sarkis mais si quelqu'un lui succédera. Et sinon, si le Liban éclatera, et de quelles violences sera précédé et accompagné son éclatement ?

LUCIEN GEORGE.

● *L'association « Partage avec les enfants du tiers-monde »* (B.P. 11, 60203 Compiègne Cedex, tél. (4) 440-46-94) lance un « *appel urgent* » pour secourir les enfants du Liban. L'association réclame en particulier des parrains pour des enfants orphelins de père et des dons pour les enfants handicapés physiques et mentaux.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

● LE PRINCE NORODOM SIHANOUK a annoncé son intention de se rendre en France, en juin, et d'y séjourner jusqu'en mars 1982. Dans un message adressé, lundi 16 février, à l'A.F.P., l'ancien chef de l'Etat khmer ajoute qu'il compte y inviter le premier ministre khmer rouge, M. Khieu Samphan, pour une seconde série de négociations, en novembre, « *dans une auberge près de chez moi, à Mougins* ». Le prince, qui avait annoncé que les premiers contacts avec les Khmers rouges auraient lieu avant la fin du mois, à Pyongyang (*le Monde* du 17 février), possède, en effet, une villa sur la Côte d'Azur.

Chili

● DEMANDE D'HABEAS CORPUS. — L'organisation chilienne des droits de l'homme a déposé, lundi 16 février, une demande d'*habeas corpus* en faveur de Mme Maria Eugenia Kachale, l'interprète qui accompagnait M. Blondeau, dirigeant de la fédération C.G.T., des mineurs arrêtés à Santiago et expulsé du Chili dimanche (*le Monde* des 15-16 et 17 février). Mme Kachale avait été arrêtée alors qu'elle s'apprêtait à quitter le pays en même temps que M. Blondeau. Depuis, on est sans nouvelle de l'interprète, de nationalité chilienne qui vivait en exil, à Vienne. — (*Reuter.*)

● LA MEDIATION DU PAPE DANS L'AFFAIRE DU CANAL DU BEAGLE. — Le général Pinochet a confirmé vendredi 13 février que le Chili avait accepté l'offre de médiation du pape dans le contentieux qui l'oppose à l'Argentine à propos du canal de Beagle (*le Monde* daté 11-12 janvier) « *bien qu'il ne soit pas très satisfait* » des propositions faites par Jean-Paul-II le 12 décembre dernier. Le président chilien, qui venait d'effectuer une visite de trois jours dans le sud du pays, au voisinage de la zone du litige, a ajouté : « *Je suis sûr que le pape agira dans un esprit d'équité et de justice, et que sa proposition a été longuement méditée* ». L'Argentine n'a pas encore fait connaître sa réponse. — (*A.F.P.*)

Cuba

● LA PRISE D'OTAGES A L'AMBASSADE EQUATORIENNE A LA HAVANE. — Une mission équatorienne, présidée par le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Cornelio Marchan, est arrivée lundi 16 février à La Havane. Elle a aussitôt entamé des pourparlers avec le gouvernement cubain à propos de la situation des diplomates retenus en otages à l'ambassade d'Equateur par une trentaine de Cubains armés qui demandent à pouvoir bénéficier de l'asile politique dans ce pays (*le Monde* des 15-16 et 17 février). La situation apparaissait toujours bloquée mardi 17, les autorités de La Havane ayant confirmé leur refus absolu de céder aux pressions. De sévères mesures de sécurité ont été prises pour renforcer la garde des ambassades dans la capitale cubaine. — (*A.F.P.*)

Irlande du Nord

● VINGT ANS DE PRISON POUR UN MEURTRIER DE L'IRA. — M. John Bradley, membre de l'IRA provisoire, a été condamné lundi 16 février à vingt ans de prison pour le meurtre de Thomas Niedermayer, consul honoraire de R.F.A. à Belfast, assassiné en 1973 après avoir été enlevé. L'accusé avait reconnu les faits.

D'autre part, six des sept détenus de la prison de Maze qui avaient, le 18 décembre dernier, mis fin à un jeûne volontaire de cinquante-trois jours destiné à obtenir le statut de prisonniers politiques ont recommencé dimanche à faire la « grève de l'hygiène » dans les cellules propres où ils avaient été transférés après un séjour à l'hôpital. Une nouvelle grève de la faim est d'autre part envisagée à partir du 1er mars. — (*A.F.P., Reuter.*)

Népal

● DEUX PERSONNES AU MOINS ONT ETE TUEES et onze autres blessées au cours d'une manifestation d'étudiants la semaine dernière à Dengla, à l'est de Katmandou. La police a ouvert le feu contre des étudiants qui protestaient contre l'attitude du chef du centre des examens. — (*A.F.P.*)

Nicaragua

● LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME VA REPRENDRE SES ACTIVITES. — Le gouvernement nicaraguayen a autorisé, samedi 14 février, la commission nationale permanente des droits de l'homme à reprendre ses activités, récemment suspendues (*le Monde* du 14 février). Le ministre de la justice, M. Tito Castillo, a cependant indiqué que les autorités poursuivraient leur enquête sur les activités du coordonnateur de la commission, M. José Esteban Gonzalez, à qui il est notamment reproché d'avoir déclaré que le gouvernement sandiniste usait de méthodes de répression comparables à celles utilisées dans le passé par le régime de Somoza. — (*Reuter.*)

République fédérale d'Allemagne

● APRES LES DECLARATIONS DE M. HONECKER. — Le gouvernement de Bonn ne reprendra les négociations avec celui de Berlin-Est sur les relations inter-allemandes que lorsque les dirigeants de la R.D.A. auront modifié « *la réglementation draconienne* » qu'ils ont fixée l'automne dernier pour les visiteurs occidentaux en Allemagne de l'Est, a-t-on appris lundi 16 février dans la capitale de l'Allemagne fédérale. Cette mise au point fait suite aux propos tenus dimanche par M. Honecker, chef de l'Etat et du parti communiste est-allemands, qui avait déclaré que son pays était prêt à améliorer ses relations avec la R.F.A. (*le Monde* du 17 février) sous réserve que celles-ci soient fondées sur « *les réalités pratiques* ». — (*A.F.P.*)

Sénégal

● MESSAGE DE M. GISCARD D'ESTAING AU PRESIDENT ABDOU DIOUF : M. Kirsch, conseiller technique à la présidence de la République, chargé des affaires africaines, a remis lundi 16 février à M. Diouf, président de la République du Sénégal, un message de M. Giscard d'Estaing, dont la teneur n'a pas été révélée. Au cours d'une visite de trois jours, M. Kirsch devait se rendre à Saint-Louis pour visiter le site du futur barrage de Diama, qui doit être construit dans le cadre du programme de l'organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal auquel participe la France. — (*A.F.P.*)

Iran

Une quarantaine d'intellectuels dénoncent les « deux factions au pouvoir »

Une quarantaine d'intellectuels iraniens ont lancé le lundi 16 février une violente attaque contre leurs dirigeants qui, selon eux, « *ont violé à plusieurs reprises les droits individuels et sociaux du peuple* » et ont « *bloqué la voie du mouvement révolutionnaire populaire* » depuis le renversement du chah.

Dans un tract adressé « *aux Iraniens* » et remis aux organes de presse à Téhéran, trente-huit personnalités — des écrivains, universitaires, juristes et journalistes connus en Iran et qui s'opposèrent au régime du chah — accusent d'« *inaptitude* » les « *deux factions au pouvoir* » : le parti républicain islamique, qui appuie le gouvernement, et les partisans du président Bani Sadr. Les signataires reprochent aux autorités de « *monopoliser le pouvoir* » et d'en exclure les masses, de « *restreindre les libertés individuelles et sociales* », de « *réprimer les partis d'opposition (...) et les journaux libres* », d'« *attaquer les conseils d'ouvriers et d'employés* », d'« *abolir les garanties judiciaires* », de « *priver les femmes de leurs droits sociaux et individuels* » et d'« *aggraver leur exploitation* ». Ils accusent encore les dirigeants de « *remplir les prisons* », de « *réprimer les nationalités* », de « *fermer les universités* » et de « *conduire le pays à la banqueroute* ».

Parmi les trente-huit signataires figurent le poète Ahmed Shamloo et l'auteur dramatique Gholan-Hossein Sa'edi, qui avaient été persécutés sous le régime du chah.

Les partisans du chef de l'Etat, M. Bani Sadr, sont pourchassés par la police, soutient de son côté le quotidien *Inquilab Islami*. Le journal rapporte que plusieurs personnes ont été arrêtées pour avoir brandi le portrait du président et acclamé celui-ci lors d'un discours prononcé à Touiserkan (au sud-ouest de Téhéran) par l'ayatollah Rafsandjani, le président du Parlement. Quatre des manifestants ont été condamnés à des coups de fouet pour avoir « *troublé l'ordre public* ».

Un éminent membre du clergé — l'ayatollah Seyed Abdullah Chirazi — a pris la défense de M. Bani Sadr, et a violemment attaqué les dirigeants iraniens, qualifiés par lui d'« *anti-islamiques* » et de « *contre-révolutionnaires* », dans une interview publiée par l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*.

On apprend enfin, de source kurde à Téhéran, que les rebelles kurdes ont abandonné la ville de Mahabad, après avoir subi les assauts des forces gouvernementales pendant plus de deux semaines. — (*A.F.P., Reuter.*)

CORRESPONDANCE

L'acquisition de territoires par la force

Nous avons reçu de M. Paul Giniewski la lettre suivante :

Les cinq quotidiens paraissant au Koweït ont publié simultanément une interview de M. Latif Nassajef Jassem. Le ministre irakien de l'information y a déclaré que son pays considérait les lignes atteintes par l'armée irakienne en Iran comme ses « *frontières définitives* », et qu'elle « *ne s'en retirerait pas, dût-elle demeurer sur place pendant dix ans* ».

Cette déclaration reprend des prises de position irakiennes antérieures, selon lesquelles l'Irak se propose de conserver les territoires iraniens conquis par la force.

Un parallèle s'impose avec le conflit arabo-israélien.

A plusieurs reprises, le gouvernement français a condamné, à propos de la présence israélienne en Cisjordanie, le caractère inadmissible de l'acquisition de territoires par la force.

Ne serait-il pas juste et équilibré que le gouvernement français réagisse à la déclaration du ministre irakien en affirmant que l'acquisition de territoires iraniens par la force est inadmissible aussi ?

D'autant que les gouvernements israéliens successifs ont, eux, déclaré qu'ils étaient prêts à négocier leurs frontières avec leurs voisins.

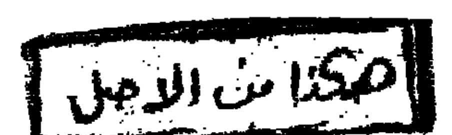
Ce qui est inadmissible, c'est de peser l'Irak et Israël de deux poids et de deux mesures différents.

Jordanie

● *Vers une détente avec la Syrie.* — Une délégation jordanienne dirigée par un ancien ministre M. Mohammed El Farhan devait se rendre le mardi 17 février à Damas, où elle sera reçue avec de grands égards à la frontière par le ministre syrien de l'intérieur, le général Nasseredine Nasser. Ce développement paraît donner crédit aux informations selon lesquelles M. Mohayssen serait encore en vie et détenu en Syrie. Si cela était exact et s'il devait être relâché (il ne le serait vraisemblablement qu'au Liban) Amman libérerait en échange un colonel syrien qui, à la tête d'un commando de dix hommes, a été arrêté en Jordanie alors qu'il avait pour mission, selon les autorités royales, d'assassiner le premier ministre M. Modar Barane. — (*Corresp.*)







NASHUA
LE GRAND PACTE

LE GRAND PACTE NASHUA.
Une étude de vos besoins.
Une gamme complète de copieurs.
Quatre modalités de financement et de location.
La garantie d'un service total.

Plus de 18.000 entreprises l'ont déjà signé.

Ils sont dirigeants de grandes, moyennes ou petites entreprises. Ils sont avocats, notaires, architectes, artisans, chefs de service administratifs. Ils travaillent dans le secteur public et le secteur privé. Ils sont plus de 18.000.

Oui, ils sont plus de 18.000 à avoir déjà signé avec Nashua. Parce que le Grand Pacte Nashua leur propose une étude approfondie de leurs besoins, une gamme complète de copieurs, des modalités de financement et de location, la garantie d'un service total.

En 1981, ils seront encore plus nombreux. Dans toute la France. Et vous serez l'un d'eux.

Alors, à vous de signer.

Pour en savoir plus sur le Grand Pacte Nashua, découpez et renvoyez ce bon à Nashua France S.A. 70 av. du Général de Gaulle - Créteil Echat 652 - 94022 Créteil Cedex. Tél. : 377.11.10

NOM ______ ADRESSE ______

FONCTION ______

SOCIETE ______ TÉL. : ______

Md-A-81

NASHUA. POUR PHOTOCOPIER EN PAIX.

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Pons : « Le courant en faveur de M. Chirac grossit »

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., recevant la presse lundi 16 février a rendu compte du voyage qu'il venait d'effectuer dans une dizaine de villes où il a réuni les responsables régionaux du R.P.R. ainsi que les parlementaires du mouvement. Il a assuré que « *l'impact de la candidature de M. Jacques Chirac allait au-delà des prévisions les plus optimistes* ».

D'après M. Pons, les cadres et les militants R.P.R. sont satisfaits que la campagne du maire de Paris démarre rapidement, et il en a conclu : « *le courant en faveur de M. Chirac grossit.* »

Le secrétariat de campagne de M. Chirac (7, rue de Tilsitt, Paris-17e) indique que M. Jacques Boyon, député R.P.R. de l'Ain, ancien conseiller référendaire à la Cour des comptes, est chargé des problèmes financiers de la campagne et qu'une souscription nationale pour le soutien de la candidature de M. Jacques Chirac sera lancée à partir du 23 février.

M. Chirac effectue son premier voyage en province en visitant le Limousin. Mercredi 18 février, il se rendra en Corrèze et présidera dans la soirée une réunion publique à Brive. Le lendemain il visitera la Creuse et notamment les marchés de Boussac et de Guéret avant de parcourir la Haute-Vienne, en s'arrêtant notamment dans le village martyr d'Oradour-sur-Glane. Il présidera une réunion publique à Limoges dans la soirée.

DEUX DÉPUTÉS FAVORABLES A M. DEBRÉ REJOIGNENT LE MAIRE DE PARIS

MM. Emile Bizet, député de la Manche (app. R.P.R.), et Henry Berger, député R.P.R. de la Côte-d'Or, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, qui appartenaient au comité de soutien de M. Michel Debré, ont décidé de soutenir la candidature de M. Chirac.

Le premier l'a déclaré à FR 3 et le second a adhéré au comité, jeudi à Dijon, en faveur du maire de Paris. M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., en annonçant ces décisions, a indiqué que d'autres parlementaires ayant pris position pour le député de la Réunion, lui auraient téléphoné pour lui dire qu'« *ils considéraient que M. Debré se trouvait dans une voie sans issue et qu'ils allaient annoncer eux-mêmes dans les prochains jours qu'ils se rapprochaient de M. Jacques Chirac* ».

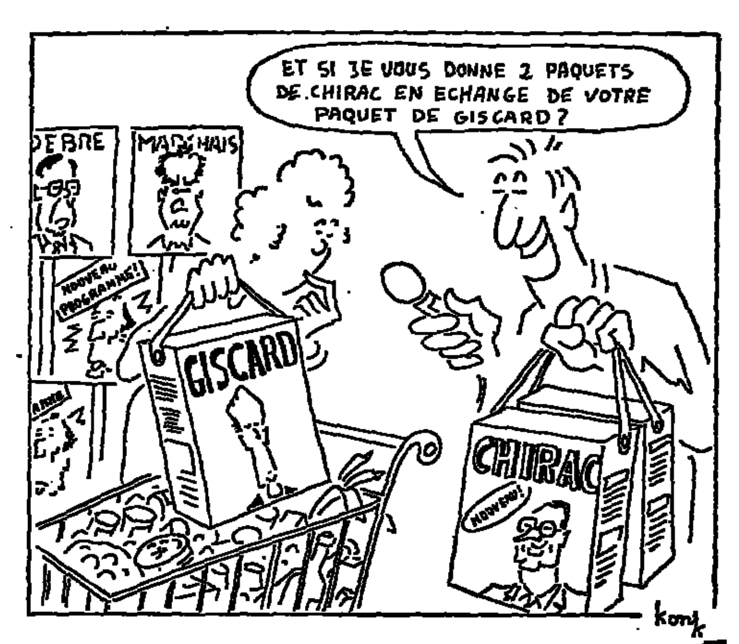
M. DEBRÉ : la politique familiale actuelle est une « politique de rustines ».

M. Michel Debré a développé ses propositions sur la politique familiale, lundi 16 février, devant le club Femmes 81. « *La diminution du nombre des jeunes et des actifs*, a-t-il déclaré, *aggravera les conditions de vie en limitant la générosité des lois sociales, non seulement l'aide aux personnes âgées et aux malades, mais aussi à la famille.* »

La politique menée actuellement de ce point de vue lui paraît être une « *politique de rustines* ». M. Debré estime qu'il faut encourager le travail des femmes et aider, dans le même temps, les mères de famille. Selon lui, un revenu égal à une fois et demi le SMIC pourrait notamment être assuré aux mères de trois enfants.

● *En Haute-Savoie*, le général André Devigny (en retraite), compagnon de la Libération, a donné sa démission de la présidence du comité départemental du R.P.R. pour apporter son soutien à M. Michel Debré.

● *Pour l'élection cantonale de Lille-Centre* dont le premier tour est fixé au 8 mars et qui est destinée à pourvoir au remplacement de Norbert Ségard, décédé, le R.P.R. apportera son soutien à Mme Denise Ségard, épouse du défunt, si celle-ci fait acte de candidature (Mme Ségard n'a pas encore fait connaître officiellement sa décision (*le Monde* du 14 février). De son côté, le comité du R.P.R. de la première circonscription du Nord — dont Norbert Ségard avait été le député — a confirmé, dimanche 15 février, « *son désir de voir le R.P.R. présenter un candidat* ». Le P.S. devrait être représenté dans ce scrutin législatif par Mme Denise Cacheux, adjointe au maire de Lille, membre suppléant du comité directeur de son parti. — *(Corresp.)*



(Dessin de KONK.)

M. PAPON APPELLE AU « RÉALISME » LES CANDIDATS QUI PROPOSENT DES ALLÉGEMENTS D'IMPOTS

M. Maurice Papon, ministre du budget, a déclaré, lundi 16 février, à Nantes, à propos des candidats à l'élection présidentielle qui ont inscrit à leur programme un allégement des impôts : « *On nous propose des exonérations ou suppressions d'impôts. Rien de plus simple et de plus séduisant.*

« *Où prendre l'argent ?* s'est-il interrogé. *Pas sur les dépenses de fonctionnement, alors que tout recrutement est déjà suspendu, pas sur les dépenses d'équipement déjà amputées. Sur les dépenses militaires ? Mais nul n'ose les contester. Alors sur la dette publique sur laquelle il n'y a aucune prise autre que de réduire les déficits budgétaires, ce que nous faisons ? Il faut être réaliste si l'on veut être responsable* », a conclu M. Papon.

● *Le tribunal de grande instance de Paris*, qui avait été saisi par les propriétaires de l'appartement loué en décembre 1979 au comité de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle, a jugé en référé, lundi 16 février, que ledit comité devra quitter les lieux avant le 1er juin prochain. Le bail ayant prévu que ces locaux, situés 11, rue Bernouilli, à Paris-8e, devraient être « *occupés bourgeoisement* » et un huissier ayant constaté que ceux-ci sont en réalité devenus « *le siège d'un bureau politique avec les risques que cet usage comporte pour les voisins* », le tribunal a estimé que la clause résolutoire du contrat est acquise aux propriétaires.

La Thora permet-elle de voter le jour de la Pâque juive ?

L'hebdomadaire *Tribune juive*, que dirige le rabbin Grunewald, se demande, dans sa dernière livraison, s'il y a incompatibilité entre les prescriptions de la religion juive et le devoir électoral lorsque, comme ce sera le cas le 26 avril pour le premier tour de l'élection présidentielle, la date du scrutin coïncide avec le huitième jour de la Pâque juive (*Pessa'h*).

Le Consistoire central, après M. Charles Hernu (*le Monde* du 3 et du 4 février), avait déjà attiré l'attention du ministre de l'intérieur sur le problème que soulève cette coïncidence.

Tribune juive, déclare notamment : « *S'il est vrai que l'électeur n'est pas invité, au moment de voter, à accomplir un geste rituellement interdit, comme par exemple d'écrire, de signer ou d'oblitérer, et s'il n'apparaît pas que ces opérations, dès lors qu'elles sont le fait des responsables du bureau de vote, puissent lui être imputées, qu'en est-il, si le préposé du bureau de vote, celui-là même qui va parapher sa carte d'électeur, est lui-même juif et, qu'en conséquence, c'est un électeur juif fidèle aux prescriptions de la Thora qui provoque l'infidélité rituelle de l'assesseur juif du bureau de vote ? La situation risque d'être d'autant plus embarrassante quand l'électeur juif reconnaîtra dans l'assesseur l'un de ses coreligionnaires.* »

La coïncidence Pessa'h-élection, conclut *Tribune juive*, interdira à tout juif pratiquant d'être membre actif d'un bureau de vote, et le contraindra à retirer de son portefeuille, la veille du jour où il votera la carte d'identité et la carte électorale nécessaires au vote. *Le portefeuille*, en effet, parce qu'il contient de l'argent, ne peut être manié ce jour de fête.

DÉFENSE

La société Dassault attribue le retard du Mirage-2000 aux difficultés de mise au point du radar et du réacteur

Président-directeur général du groupe privé Dassault-Breguet, M. Benno-Claude Vallières a attribué le retard constaté dans le programme du nouvel avion de combat Mirage-2000 aux difficultés rencontrées par l'association Thomson-C.S.F.-Electronique Marcel Dassault à mettre au point le radar, et à celles de la SNECMA à concevoir le réacteur M-53 destiné à la propulsion de cet appareil.

M. Vallières a mis en cause ses partenaires industriels, lors d'une réunion de presse, lundi 16 février, à Paris, en réponse à des questions de journalistes.

Après avoir noté que « *le Mirage-2000 est un bon avion qui répond aux clauses techniques* », M. Vallières a observé, au nom de sa société : « *En ce qui nous concerne, il n'y a aucun retard.* » Il a ajouté : « *Si retard il y a, c'est dû à des difficultés de mise au point du radar, mais ce retard est rattrapable par la suite, si on nous le demande. Le nouveau radar est en retard parce que sa mise au point demande plus de temps que ce que les industriels, Thomson-C.S.F. et Electronique Marcel Dassault, ont prévu ou espéré.* »

Le président de Dassault-Breguet a estimé, d'autre part, que « *les réacteurs, en France, ne sont pas au même niveau de puissance ou de consommation que les réacteurs américains* ». Selon lui, le M-53 du Mirage-2000, qui développe 9 tonnes au décollage, perd progressivement de sa poussée et atteint 8,5 tonnes. La SNECMA a promis une version, dite P-2, de ce moteur qui développera 9,7 tonnes. « *Nous rattrapons les performances*, a expliqué M. Vallières, *en dessinant des avions aérodynamiques, qui soient le plus fins possible, qui offrent une traînée la plus faible et qui soient le plus léger possible.* »

A plusieurs reprises (*le Monde* des 15, 21 octobre et 21-22 décembre 1980), les rapporteurs du budget militaire à la commission de la défense à l'Assemblée nationale et le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Guy Fleury, ont évalué à un an, voire à dix-huit mois, le retard du programme Mirage-2000 par rapport aux travaux initiaux de la loi de programmation.

Le Mirage-4000

Un Mirage-2000, équipé du radar RDM (radar Doppler multifonctions), apparaîtra après 1983 de manière qu'une escadre opérationnelle soit prête à partir de 1984 à Dijon. Le RDM aura essentiellement des fonctions air-air de combat aérien en altitude, avec des capacités air-sol limitées à 36 kilomètres de portée pour la basse altitude.

Ultérieurement, après 1985, le radar RDM cédera la place au radar RDI (radar Doppler à impulsions) plus perfectionné, dont la détection à basse altitude portera à 90 kilomètres environ, avec des capacités d'évitement d'obstacle et d'élimination des échos fixes.

M. Vallières a, du reste, émis le vœu pour l'avenir que l'industrie aéronautique française « *pousse plus loin* » sa technologie, notamment dans les domaines de l'électronique (avec « *un radar plus sophistiqué* ») et de la propulsion (avec « *un réacteur moderne, plus léger et de faible consommation* »). Dans le domaine de la cellule, a-t-il expliqué, « *nous avons une certaine avance* ».

Le président de Dassault-Breguet a, enfin, été interrogé sur le sort réservé à la version biréacteur, dénommée Mirage-4000, du nouvel avion de combat. Un prototype de cet appareil effectue actuellement ses essais en vol.

« *C'est le meilleur avion qu'on ait jamais fait*, a répondu M. Vallières, *et je ne pense pas qu'il y ait, aujourd'hui, un appareil comparable dans le monde occidental. On le fera voler prochainement avec certains armements pour qualifier l'avion avec certains emports de charge sous le fuselage et sous la voilure.* »

A propos des acheteurs éventuels du Mirage-4000, le président de Dassault-Breguet s'est contenté d'indiquer : « *On a demandé à des clients potentiels de participer au financement des prototypes et de l'industrialisation que nous ne pouvons assurer seuls. On s'impose toujours par la qualité. C'est pourquoi, je suis optimiste.* »

Imbroglio

On peut s'en douter : les propos du dirigeant de Dassault n'ont guère été appréciés de ses partenaires industriels, tels Thomson-C.S.F. et la SNECMA, où l'on note que ce n'est pas la première fois que le retard du Mirage-2000 est imputé aux difficultés de mise au point du radar et du réacteur. Tant à Thomson-C.S.F. qu'à la SNECMA, on conteste naturellement cette version des faits, et l'on s'étonne même que le constructeur de la cellule prenne l'initiative de décrier ainsi sa production vis-à-vis de l'acheteur.

La clientèle pourrait, en effet, arguer de cette explication pour s'enquérir auprès d'autres fournisseurs éventuels, et la concurrence étrangère, toujours à l'affût de bévues, ne manquera pas d'en tirer profit.

Dans les deux sociétés impliquées, on serait plutôt tenté d'imputer la responsabilité des aléas techniques aux hésitations passées de l'état-major de l'armée de l'air française, lesquelles seraient cause du retard aujourd'hui constaté. D'abord, ce n'est qu'en avril 1976 qu'a été officiellement notifié à Thomson-C.S.F. le contrat de réalisation du radar R.D.I. (qui devrait être prêt en 1985), parce que les aviateurs français, sceptiques au départ, ont mis une dizaine d'années à en mesurer les avantages. Ensuite, si la poussée du réacteur M-53 a été limitée antérieurement à 9 tonnes, c'est en raison du choix primitif de l'état-major en faveur d'un avion bimoteur (l'A.C.F. ou, plus anciennement encore, le RAGEL) qui nécessitait alors moins de poussée pour chaque réacteur et que le gouvernement a préféré annuler à cause du coût du projet initialement retenu.

Mais quelle que soit la valeur des justifications avancées par les uns ou par les autres, il n'en demeure pas moins que l'industrie française est dans une bien curieuse situation en matière d'aviation de combat.

60 milliards de francs

Si le retard du Mirage-2000 ne peut être rattrapé, il lui faudra continuer de proposer son Mirage F-1 à l'exportation, tout en laissant miroiter la perspective d'un modèle plus élaboré, le Mirage-4000, qui ne sera pas prêt avant la deuxième moitié de la décennie en cours. Bref, et même si chacun des trois avions en cause appartient à des gammes de prix différentes, l'apparition sur le marché du Mirage-2000 menace de suspendre les ventes du Mirage F-1 et, dans le même temps, l'annonce d'un prochain Mirage-4000 peut inciter la clientèle à se détourner du Mirage-2000.

Cet imbroglio, on le doit au fait que l'armée de l'air française — client national et comptable de son budget limité — a dû opter pour le Mirage-2000, tandis que l'Etat et les industriels ont aussi besoin de soutenir à l'exportation les chances d'une version biréacteur pour ne pas abandonner les marchés étrangers aux Américains ou aux Soviétiques.

D'où, du même coup, cet acharnement de la société Dassault à découvrir hors de France des sources plausibles de financement pour achever son Mirage-4000, puisqu'il est entendu que les crédits publics ne peuvent, à la fois, subventionner l'un et l'autre des avions du groupe privé.

L'enjeu est de taille, et il n'est pas à la portée de n'importe quel bailleur de fonds, fût-ce un pays producteur de pétrole : non compris les dépenses de mise au point des prototypes et du système d'armes adapté, une flotte de quelque trois cents Mirage-4000 en ligne nécessiterait un investissement de près de 60 milliards de francs.

Une mission a été confiée par les services du premier ministre au général Maurice Saint-Cricq, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air, pour apprécier dans quelle mesure certains pays arabes sont censés s'intéresser ou non au Mirage-4000. L'Irak, d'une part, avec son propre financement, mais la Jordanie, le Pakistan ou le Maroc, de l'autre, si l'Arabie Saoudite acceptait de leur faire crédit, figurent au rang de ces acquéreurs en puissance dont il s'agit de tester les intentions réelles.

JACQUES ISNARD.





Le coût et le financement de la campagne présidentielle

II. — D'où vient l'argent ?

par JEAN-YVES LHOMEAU

Une campagne présidentielle coûte, aux candidats qui ont l'ambition de l'emporter, plusieurs milliards de centimes (« le Monde » du 17 février). Selon qu'ils disposent d'une organisation militante plus ou moins importante, la note sera plus ou moins lourde à payer. Il faut donc des revenus substantiels : cotisations exceptionnelles, souscriptions publiques, dons de chefs d'entreprise « mécènes », sans compter les réserves que se constituent les partis politiques pour faire face aux échéances électorales nationales.

Economie ou pas, les campagnes électorales nationales obligent les grandes formations politiques à vivre au-dessus de leurs moyens ordinaires. Comment font-elles face à ces débauches d'argent ? Tous les trésoriers, sans exception, répondent « souscriptions nationales » et « appels au peuple ». Le R.P.R. compte en tirer 10 à 12 millions de francs. *Chez M. Debré, on affirme avoir* reçu, dès la mi-janvier, soixante-treize mille abonnements à la « lettre » du candidat, ce qui, pour un montant de 7,3 millions de francs, couvrait les dépenses déjà engagées à cette époque. Le P.C.F. puise ses 30 millions de francs, assure son trésorier, dans les poches de ses militants et sympathisants. L'objectif, élevé, est « réaliste », dit-il, compte tenu des structures du P.C.F. Quarante mille militants sont directement liés aux opérations financières du parti, dont vingt-huit mille trésoriers de cellule et trois mille trésoriers de section.

Pourtant, l'organisation militante la plus sophistiquée ne permet pas de faire rentrer des fonds aussi facilement que le disent les responsables d'appareils. L'argent vole vers la victoire, ou du moins l'espoir de victoire. Que les militants soient désabusés, démobilisés, et toute opération financière assise sur leur bonne volonté devient aléatoire. Le P.S. a éprouvé d'énormes difficultés à rassembler le minimum d'abonnements nécessaires au lancement de son journal quotidien. Le P.C.F. non plus ne roule pas sur l'or militant. Il suffit pour s'en convaincre de lire les appels pressants adressés par la direction à ses fédérations. Ainsi celle de la Charente a reçu, fin novembre 1980, une note fixant ses objectifs financiers de campagne et les objectifs intermédiaires qu'elle était censée atteindre pour le 21 décembre, date du soixantième anniversaire du parti. Au 21 décembre, cette fédération devait avoir versé 30 400 F au comité central. Le 15 novembre, ce dernier n'avait reçu *que 4 300 F.*

Les organisations de masse peuvent compter sur les réserves accumulées en vue de financer partiellement leurs campagnes électorales. Ainsi le R.P.R. revendique-t-il, pour 1980, deux cent cinquante mille cotisations d'adhérents à 100 francs, soit 25 millions de francs. Les petits eux, calculent au plus juste. Le Mouvement des radicaux de gauche table sur 500 000 francs versés exceptionnellement par ses parlementaires, conseillers généraux, conseillers municipaux de grandes villes et sur une somme équivalente due au bon cœur des militants. Le reste, c'est-à-dire la souscription publique, n'est, souligne-t-on au M.R.G., qu'un *« habillage »* destiné à dissimuler le « mécénat », en clair les contributions patronales.

Seul le parti communiste ne peut pas y prétendre. Cette appréciation doit cependant être nuancée dans la mesure où les apports publicitaires à la presse communiste — faibles en ce qui concerne *l'Humanité*, mais qui permettent parfois d'équilibrer les budgets de publications locales exceptionnelles — manifestent que certaines sociétés commerciales ne sont pas indifférentes aux activités du P.C.F. Le parti dispose, en outre, de ses propres sociétés commerciales qui prennent en charge certains secteurs de ses activités, tel celui de l'édition. Il a mis en place, comme les autres grandes formations politiques, des sociétés d'étude qui assurent la liaison entre les collectivités qu'il influence — les municipalités par exemple — et les sociétés industrielles qui recherchent des marchés.

Pris en charge

A l'exception du candidat communiste, tous les autres ont recours au « mécénat » patronal qui représente, selon que l'on est proche ou non du pouvoir, *une part plus ou moins importante* des fonds disponibles en période électorale. Le sujet reste tabou, mais on en parle tout de même à demi-mots. *« Nous avons eu des problèmes avec le patronat,* dit M. Charles Pasqua pour le compte du R.P.R. *Mais la situation s'est débloquée. Le patronat n'aime pas mettre tous ses œufs dans le même panier. »*

Toutes les formations s'efforcent de minimiser ce type de contribution. Il est probable que le C.N.P.F. *ne participe que* modérément, en tant que tel, au financement direct des campagnes. Ce financement s'effectue par l'intermédiaire d'entreprises « amies ». *« De petits chèques,* dit un responsable de la campagne R.P.R. des législatives. *Cinquante mille francs tout au plus. Mais il vaut mieux en avoir trois cents comme cela qu'un gros chèque d'une multinationale. »*

Le responsable financier de la précédente campagne présidentielle de M. Mitterrand a expliqué à André Campana, qui en fait état dans son livre sur *l'Argent secret* (1), que le plus gros versement d'un syndicat patronal, en 1974, a été de 250 000 francs. *« Sur les cinquante ou soixante branches du C.N.P.F., trois seulement nous ont donné quelque chose,* dit-il. *L'une ce chèque de 250 000 francs, et les deux autres autour de 60 000 francs. »*

Les dons individuels représentent, sans aucun doute, une part plus importante. Il faut faire un sort à la méthode des *versements directs, « dessous la table ».* Les chefs d'entreprise aident plus « légalement » et exigent des factures afin d'être en règle avec le fisc. Pour assurer leurs déplacements, à moindres frais, MM. Michel Debré et Jacques Chirac ont recours aux mêmes « jets », les « avions Marcel Dassault » et M. Michel Crépeau se fera prêter un appareil, à hélices celui-là, pour un mois. Une grande société a également fait cadeau de deux magnétoscopes au M.R.G.

La méthode la plus couramment utilisée est celle de la « prise en charge ». On achète, par exemple, les billets d'avion qui serviront au candidat pour ses déplacements sur les lignes régulières. M. Crépeau a bénéficié de ce type d'aide. Un chef d'entreprise peut aussi régler tout ou partie de la facture d'un imprimeur, lequel donnera peut-être un « coup de main » au candidat qui a sa préférence en consentant des prix de faveur.

La « spontanéité » de ces financements n'est probablement pas suffisante puisque l'on démarche, à domicile, les patrons susceptibles de payer. A l'automne dernier, le directeur général d'une importante société spécialisée dans la communication, a ainsi reçu la visite d'un homme qui s'est présenté comme un ami de M. Victor Chapot, grand argentier des campagnes de M. Valéry Giscard d'Estaing. Combien ? De 50 à 1 million de francs. Comment ? Une société d'étude française facturera des services ou bien l'argent transitera par la filiale suisse, italienne ou arabe, de la société de communication. *Le directeur général* sollicité, qui a travaillé dans les milieux de la publicité et du marketing pendant une dizaine d'années, n'avait, curieusement, jamais entendu parler de la société d'étude en question, bien qu'elle eût, selon son interlocuteur, pignon sur les Champs-Elysées. Le solliciteur nie avoir effectué cette démarche restée, précise le directeur général, sans résultat. M. Chapot ne donnera pas son avis. Il est trop occupé pour répondre au téléphone.

M. Paul Buffet-Beauregard, ancien P.-D. G. de l'Electro*nique appliquée*, dont le secteur armement a été racheté, depuis, par la Thomson C.S.F., affirme que M. Chapot l'a contacté personnellement peu après le deuxième tour de l'élection présidentielle de 1974, afin de lui demander une contribution de 50 000 francs. Refus de l'intéressé. Coïncidence ? Les ennuis de la société et de M. Buffet-Beauregard *lui-même ont aussitôt* commencé.

A l'inverse, il arrive que les candidats refusent des dons qu'ils jugent compromettants. M. Jérôme Monod, ancien secrétaire général du R.P.R., qui contrôlait étroitement les rentrées d'argent avant les élections législatives de 1978, assure qu'il a systématiquement écarté tous les financements qui n'étaient pas passés, dès la première démarche, par son intermédiaire. Un responsable de la campagne présidentielle de M. Jacques Chaban-Delmas indique qu'il possède encore des chèques qu'il n'a pas fait enregistrer par les banques, car il soupçonnait une *« volonté de manipulation »* chez les généreux donateurs.

Ces affaires d'argent suscitent des réactions de pudeur bien compréhensibles. Il en va ainsi lorsque l'on évoque les « fonds secrets » du gouvernement, 82 millions de francs pour 1981, inscrits sur une ligne budgétaire à l'intitulé — « dépenses diverses » — aussi mystérieux que la destination de cette somme. Qu'en fait-on ? *« Je considère que cela relève du secret professionnel »,* répond un homme qui a détenu un temps les clés des coffres de Matignon. Comment s'étonner, dès lors, que l'opposition accuse le pouvoir d'utiliser ces fonds à des fins électorales et au profit des caisses des partis qui sont *proches de lui ?*

Réactions de pudeur, aussi, de la part de tous les candidats et de leurs entourages. L'argent crée un sentiment de malaise lorsqu'on manipule beaucoup. Il est d'usage de s'en défendre en prétendant qu'il fait défaut. M. Mitterrand affirme que les frais qu'entraîne sa campagne de marketing sont limités à trois millions de francs, alors qu'ils dépasseront probablement le double de cette somme. A l'inverse, l'argent est parfois considéré comme un signe de bonne santé. Les amis de M. Debré ne font aucune difficulté pour livrer le détail du budget de 20 millions de francs que leur favori entend consacrer à sa campagne. Vingt millions, pour un candidat auquel les sondages n'accordent qu'une place modeste, cela fait sérieux.

Ces méthodes de financement, lorsqu'elles ne vont pas au-delà de la « prise en charge » ou de la transaction par l'intermédiaire de bureaux d'études ne sont choquantes que dans la mesure où les formations proches du pouvoir *en bénéficient plus aisément* que celles de l'opposition. Il faut bien les utiliser, dit-on, ici et là, puisqu'il n'existe aucun financement public des frais les plus lourds engagés par les candidats malgré les projets annoncés dès juillet 1974 par M. Giscard d'Estaing : *« Il ne s'agit pas seulement de contrôle, il s'agit de s'assurer la ressource : à partir du moment où la ressource n'existe pas, cela prouve qu'elle vient d'ailleurs. Il est donc souhaitable que (...) les partis politiques et les grandes élections soient assurés d'un financement normal. »* Peut-être le chef de l'État s'est-il rallié, toutes réflexions faites, à la position exprimée par Georges Pompidou : *« Les ressources des partis politiques ne sont pas ce que l'on croit. Elles sont peu claires en général, pour des raisons très variées et pas forcément immorales. Je veux bien qu'on les contrôle, cela ne changera pas grand-chose* (2). »

En revanche, les dépenses sont plus aisément contrôlables. Elles s'étalent sur les murs de France lors de chaque campagne, comme le remarque Mme Marie-France Garaud, qui juge « indécente » cette débauche d'affichage et d'argent. Le jugement a du poids *lorsque l'on songe que, de l'avis* des spécialistes, une excellente campagne de marketing ne peut guère faire évoluer que 1,5 % de l'électorat. Le rapport efficacité-prix ne vaut pas la peine d'engager de telles sommes, estime un ancien responsable de la campagne de M. Jacques Chaban-Delmas.

Cet homme, tirant les leçons des batailles passées, pense aujourd'hui que l'on peut mener, au premier tour, un combat à l'économie essentiellement axé sur la télévision gratuite, quitte à dépenser beaucoup entre les deux *tours puisque* l'issue *d'une* élection présidentielle peut se jouer sur une marge infime d'indécis. Des milliards pour quelques milliers de voix capitales : il faut bien, alors, les risquer.

FIN

(1) André Campana, *l'Argent secret*, Arthaud, éditeur.

(2) Conférence de presse du 23 septembre 1971.

Le Monde

société

L'INTERVENTION DE MILITANTS DU P.C. ET DE LA C.G.T. AU COURS DE L'ÉMISSION SUR LES JEUNES

La frustration des jeunes invités

Le débat, à Antenne 2, démarrait vigoureusement : *« Pourquoi, monsieur l'Oréal,* avait demandé un des trente jeunes à M. François Dalle, P.D.-G. de l'Oréal, en l'interrompant, *ne vous sentez-vous pas responsable du chômage ? Vous qui payez vos ouvrières 3 000 francs par mois ? N'est-ce pas vous qui faites des bénéfices considérables ? »* Beaucoup d'autres questions sans complaisance avaient été préparées par ces trente jeunes. Evelyne, *« vingt berges »*, qui avait fait *« 800 kilomètres à l'aller et 800 au retour »* pour venir de sa ferme familiale *« des P.A. »* (Pyrénées-Atlantiques) en avait *« pas mal en travers du gosier »*. *« On avait discuté avant, ensemble,* expliquait-elle, *on est tous dans une m... pas possible, il y avait des tas de questions à poser, pour une fois qu'on pouvait les interpeller. »*

Le chômage, l'agriculture, *« ce pétrole vert qui perd sa chlorophylle »* — les filles célibataires rejetées de droite et de gauche, le racisme, cette *« chose atroce »*, et cette allocation logement qu'elles voudraient tant obtenir pour quitter les parents : autant de sujets qu'elle voulait aborder avec la *« mère Pelletier »* : *« Elle en connaît un bout, mais j'en connais pas mal »*, expliquait Evelyne, qui avait changé pour ce soir-là son jean habituel pour une jolie robe rouge. Michel, vingt-quatre ans, ouvrier textile inscrit à la C.F.D.T., voulait parler du chômage et des syndicats, — *« Les sujets,* dit-il, *que souhaitaient aborder les militants C.G.T. »* — tout comme Gérard, ouvrier à Nancy, souhaitait évoquer *« les boîtes d'intérim »* qui pendant sept mois l'ont payé *« 3 046 francs par mois pour deux cents huit heures de travail »*.

Frustré, Jean-François, dix-neuf ans, l'était aussi qui, avec trois amis de son école de commerce, veut créer en août prochain une entreprise de reproduction de documents au Havre : *« Il faut,* dit-il, *prendre la vie à pleins bras et oser être heureux. »*

Autant d'espoirs déçus par l'intervention de la C.G.T. Un quart d'heure après le début de l'émission, en effet, des tracts étaient lancés des fauteuils d'orchestre, malgré le service d'ordre imposant : *« Contre les bâtons et les bâillons, nous crions vive la liberté »*, pouvait-on lire alors sur une banderole de la C.G.T. qui était déployée par ces militants qui entendaient protester contre l'absence sur le plateau, parmi les personnalités présentes, d'un représentant de leur organisation.

Les responsables de l'émission affirmèrent alors bien haut *« leur conception de la liberté d'expression »*, faisant donner immédiatement, comme s'ils l'avaient pressenti, un programme de remplacement. C'est sans grande conviction que Jean-Pierre Elkabbach proposera aux perturbateurs de leur accorder cinq minutes d'antenne. Les cris continueront, couverts par une musique disco assez inattendue. M. Elkabbach mettait fin alors à l'émission. *« Sabotage »*, concluait de façon lapidaire une des jeunes dont l'avis était partagé par presque tous, à l'exception d'un militant du P.C.F. invité à l'émission (1), qui avait rencontré l'après-midi M. Charles Fiterman, membre du secrétariat.

« C'était une occasion unique, proclamait Mme Pelletier, *de laisser la politique au vestiaire et de parler vrai. C'est ce genre de manifestation qui distingue la démocratie du fascisme. »* M. Edmond Maire n'était pas loin qui comparait *« le petit bulldozer du Palace »* au *« grand bulldozer de Vitry. »* Il ajoutait, moins polémique : *« Le plus grave, c'est l'éloignement des jeunes vis-à-vis de la politique, qu'une telle attitude risque de conforter. L'attitude de la C.G.T. va dans le sens de la dépolitisation. »* Les militants de la C.G.T. s'expliquaient par petits groupes, très animés, avec les invités de l'émission. L'un d'entre eux, chômeur depuis deux ans, se justifiait ainsi : *« Ce sont les tripes et le vécu qui nous ont fait dépasser l'attitude qui aurait été convenable. Comprenez-moi ; le P.-D.G. de l'Oréal, « mon patron », est présent sur le plateau ; il m'a licencié il y a deux ans avec quinze membres de la C.G.T. Depuis, je ne trouve pas de travail. »*

Les cameramen d'Antenne 2 interrogeaient entre autres, pour leur prochain journal, un des responsables de la C.G.T., invité cette fois-ci, après le coup de force, à s'exprimer au même titre que les autres : *« La C.G.T. dénonce,* affirmait-il de façon rituelle, *la casse de l'automobile et de la sidérurgie... »*

Deuxième tableau : alors que le personnel du service du Palace ramassait les nombreux tracts de la C.G.T. qui jonchaient le sol, les invités, les vrais, se réfugiaient au *Privilège*, ce sanctuaire situé au rez-de-chaussée de l'établissement. L'atmosphère feutrée était au champagne et aux petits fours ; on se retrouvait entre soi.

Un ami de Bernard Kouchner, médecin de l'association Médecins du monde, un des invités, dénonçait *« le racisme des gens qui ont du travail, face à ceux qui n'en ont pas »*, avant de féliciter Mme Pelletier de son action présente et passée. Mme le ministre s'entretenait à une table avec Josyane, Guadeloupéenne, au chômage depuis huit mois, qui habite Nancy. *« Vous n'auriez pas dû choisir,* lui disait-elle, *le C.A.P. de vendeuse, alors que dans des filières techniques, 95 % retrouvent du travail. Pourquoi ne feriez-vous pas une autre formation ?*

« A l'A.N.P.E., répondit Josyane, *ils dorment : on ne m'a rien proposé.*

» La conjoncture est très difficile, puisque sept cent cinquante mille jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. En 1985, les choses iront mieux, assurait Mme Pelletier.

Bien que Mme Pelletier ait chargé une attachée de presse de transmettre le cas de Josyane à un délégué régional à la condition féminine, la jeune Antillaise, sans illusions, déclarait simplement : *« Mme Pelletier a tellement de problèmes ; il est probable qu'elle mettra ça de côté. »*

Beaucoup écoutaient les nouvelles sur Europe 1, où Etienne Mougeotte, directeur de la rédaction, s'indignait : *« Singulière démocratie qui consiste pour la C.G.T. à prendre la parole non pour la prendre, mais pour empêcher d'autres de la prendre. »* Nathalie, vingt-quatre ans, jeune invitée, créatrice en publicité, se réjouissait : *« En ce moment, la C.G.T. et le P.C. ne font que des bourdes, et c'est bien. »*

NICOLAS BEAU.

(1) Sur les trente invités d'Antenne 2 et d'Europe 1, deux, selon les organisateurs, étaient membres de la Jeunesse communiste, deux de l'UNEF ex-Renouveau (proche du P.C.F.) et deux de la C.G.T. Ces six jeunes gens constituaient 20 % des invités.

DE FAUSSES CARTES D'INVITATION

Les quelque cent cinquante militants de la C.G.T. présents étaient munis d'une carte d'invitation en tous points comparables, apparemment, à celles éditées officiellement : les fausses comme les vraies (14 sur 20 cm.) présentaient deux volets, dont le premier, bordé d'un liséré bleu foncé, comportait les sigles d'Antenne 2 et d'Europe 1. Le papier de ces fausses cartes était pourtant de nature légèrement différente. Les vraies étant imprimées sur papier glacé. Deux cents cartons au total, nous a affirmé un militant de la C.G.T., auraient été imprimés par son organisation.

La qualité même de ces fausses invitations explique que le service d'ordre, pourtant important, n'ait pu empêcher ces cent cinquante militants, très jeunes dans l'ensemble, d'accéder au premier étage de la grande salle du Palace. Le contrôle était nettement plus rigoureux pour les cartes de journalistes, tous suspectés par la direction du service d'ordre d'être des dissimulateurs.

M. SÉGUY : la jeunesse ne pouvait admettre que l'organisation syndicale la plus représentative soit exclue de l'émission.

M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., a notamment déclaré au cours d'une conférence de presse mardi 17 février :

« Supposons que la télévision polonaise ait organisé un débat sur la jeunesse en Pologne duquel elle aurait prétendu écarter le syndicat le plus représentatif des travailleurs polonais, Solidarité. Nous aurions entendu, en France, un concert d'imprécations pour taxer les autorités polonaises de totalitarisme et pour les accuser de vouloir bâillonner les travailleurs, d'attenter à la démocratie, à la liberté d'expression, aux droits de l'homme.

» Mais si cette attitude est le fait de la télévision française contre la centrale syndicale nationale la plus représentative des travailleurs français, les mêmes trouvent la chose normale ; et si la C.G.T. proteste et demande le droit à la parole elle sabote une émission. C'est le comble du cynisme !

» La cause première de l'échec de l'émission réside dans le fait qu'elle a été inspirée par des préoccupations politiques partisanes, avec, comme conception centrale, l'utilisation de la jeunesse pour offrir une tribune essentiellement à un représentant du patronat et à une représentante du pouvoir, à des fins électoralistes évidentes (...).

» La jeunesse a horreur de l'intolérance, des discriminations : elle ne pouvait admettre que l'organisation syndicale la plus représentative soit exclue de cette émission. C'est ce qu'ont exprimé, avec Julien Clerc (1), *les jeunes spécialement invités et le public présent qui ne comprenaient pas — loin s'en faut — que des membres ou des amis de la C.G.T. (...)*

» On m'a demandé ce que j'aurais fait à la place d'Edmond Maire. D'abord, je ne me serais pas laissé piéger au point d'apparaître du côté du pouvoir et du patronat face aux jeunes qui étaient venus pour accuser. En tout cas, je ne serais pas resté sur « le perchoir » en compagnie d'un patron et d'un ministre ; je serais allé ostensiblement prendre place au milieu des jeunes afin qu'il soit évident que je suis bien de leur côté. Je me serais bien gardé de jeter la pierre aux jeunes qui exprimaient leur réprobation.

» En joignant sa voix à celle de la représentante du pouvoir et du porte-parole du C.N.P.F. et à celle des colonisateurs de la télévision pour insulter les jeunes et la C.G.T., Edmond Maire s'est fait récupérer. C'est une position plus qu'inconfortable pour un syndicaliste. »

(1) N.D.L.R. — Si effectivement Julien Clerc a estimé anormale l'absence de responsables du syndicat le plus représentatif des jeunes travailleurs, il a condamné le mode d'intervention de cette organisation.

DES PRÉCÉDENTS

Ce n'est pas la première fois que des militants de la C.G.T. interrompent une émission de télévision ou de radio. Le 27 novembre 1975, au cours de l'émission « le Grand Echiquier », *des ouvriers du Livre étaient intervenus brièvement à propos du conflit, du* Parisien libéré. *Le 12 novembre 1976, des ouvriers du Livre également avaient occupé les studios de R.T.L. et obtenu deux minutes d'antenne pour parler du même conflit.*

Les communistes aussi ont eu recours à ce type d'intervention. Le 21 juillet 1977, une cinquantaine de militants de l'Aérospatiale avaient envahi le studio de TF 1 où Roger Gicquel s'apprêtait à présenter le journal de 20 heures. Ils réclamaient la lecture à l'antenne d'un texte accusant le gouvernement d'être « complice du silence » *qui accompagnait, selon eux, la* « mise à mort » *du Concorde. Roger Gicquel ayant refusé de céder à la pression, l'antenne avait été coupée jusqu'à 20 h. 30.*

Interruption de programme

Nous, devant nos écrans, on était branché sur ce débat depuis deux heures déjà. On était entré au Palace en fin d'après-midi, sur les talons de l'équipe de « C'est la vie ». On y avait rencontré une poignée de jeunes rongeant leur frein, mâchonnant leurs questions, piétinant, impatients, sur la ligne de départ.

Quand on les a retrouvés en début de soirée face à la brochette de personnalités de tous poils, sinon de tous bords, invitées à répondre à leur inquiétude et à leur attente, c'est parti aussi sec. Un créateur d'entreprise barbu de vingt-cinq ans a attaqué au bazooka : être jeune aujourd'hui, c'est être suspect, c'est être l'objet d'une crainte, d'une discrimination. A peine s'est-il rassis que Violaine se dresse : quid de l'égalité entre les hommes et les femmes ? Un jeune agriculteur parle ensuite de dettes à rembourser et de difficultés à s'installer. Vient le tour de Monique, licenciée économique dans les Vosges. Après quoi une mère célibataire prend le relais et le passe à un étudiant d'H.E.C. qui entonne, pour terminer, un couplet sur le thème « l'avenir est à nous ».

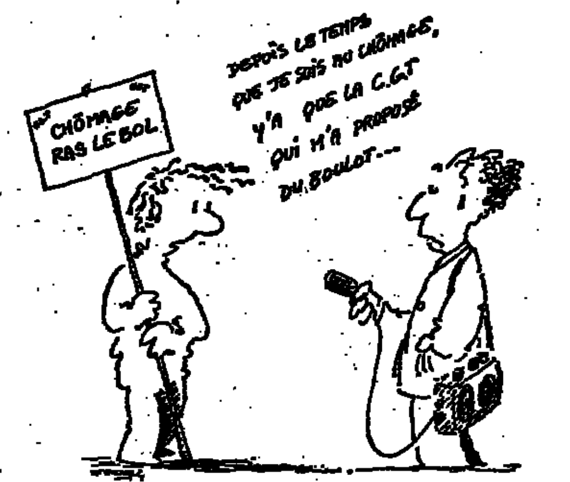
En attendant, la parole est à la défense. Le P.-D.G. de L'Oréal — qui cite Disraeli — s'en empare, on la lui abandonne, la tête ailleurs, étonné par l'ordre et la hiérarchie des interventions, excellentes au demeurant, qu'on vient d'entendre. D'où viennent ces jeunes ? Quel critère a présidé à leur choix ? Que s'est-il passé au Palace pendant qu'on préparait le dîner ? Quels conseils, quelles consignes le meneur de jeu a-t-il donnés à ces procureurs en herbe ? En voilà un justement qui interrompt les ronronnantes généralités alignées par M. L'Oréal : « Et les chômeurs, qu'est-ce que vous leur offrez ? Et les femmes, combien vous les payez ? » Vifs applaudissements dans la salle.

Plutôt content, ça va être animé, Louis Bériot, tout souriant, tente de ramener le calme. Et puis, très vite débordé par les amis de M. Fiterman et les troupes de M. Séguy, il se dresse, bras levés, menaçant : si ça continue, on va interrompre l'émission. Les émissions, rappelle-t-il dans un dernier sursaut de dignité professionnelle, ce sont les journalistes qui les font, pas la C.G.T.

Bon, ça y est. Terminé. Interminable plan fixe sur le lustre du Palace... Musique... Dans quelques instants la suite de notre programme... (1). On restait planté là comme des ânes. On n'osait pas changer de chaîne. On espérait contre tout espoir que ça s'arrangerait, que la raison l'emporterait sur les raisons politiques d'une manifestation prévisible pourtant dans le climat électoral actuel.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Le hasard faisant bien les choses, on a eu droit à un film roumain (au générique non traduit) et à un film polonais pour combler le vide.



(Dessin de CHENEZ.)

Dans la presse parisienne

LE FIGARO : la dictature du prolétariat.

« En interrompant avec une brutalité inouïe un débat où des jeunes de tous horizons devaient prendre librement la parole et exprimer leurs revendications, leurs angoisses et leurs espoirs, le P.C. et la C.G.T. ont franchi les limites du tolérable, ou plutôt de l'intolérable. (...)

» Ce qui révèle de menaces, de chantage, de danger cette tentative de mainmise sur la T.V. ... nous faire réfléchir. Il n'y a ... de société libre possible sans ...té de parole, sans dialogue, ...coute et sans respect des (...)

...re les sourires tout miel ...nesses électorales tout ...orges Marchais, la ...oyer les esprits et ...me rond. L'impi... ...e du prolétariat

...rd'hui de fer-

... MARIN.

...du dia-

... *crier* ...*om* ...*sa*

La parole coupée

(Suite de la première page.)

La droite, pour sa part, s'indigne sans retenue du *« racisme »* et du *« fascisme »* — pour reprendre l'expression de Mme Pelletier — qu'elle peut désormais, exemples à l'appui, reprocher au P.C. Pain bénit pour elle que ces actions *« choc »*, brutales, sans nuances et délibérées. L'épouvantail communiste tient debout tout seul : il n'y a pas besoin de le dresser ou de le peinturlurer. Les militants s'en chargent avec application.

La gauche non communiste, prise de court, s'effraie elle aussi : *« L'appareil du P.C. dérive vers un néo-stalinisme »*, dit M. Hernu (P.S.), qui ajoute : *« Le P.C. est en train de devenir le parti de l'insécurité. »* C'est tout bénéfice pour les communistes qui apparaissent ainsi, tout à la fois comme le parti qui défend une société propre (la drogue), un parti national chauvin (les immigrés), celui qui tolère le moins le chômage (le « débat » de lundi). Le P.C. se dresse, de toute sa force historique et militante, seul contre tous. Il a le monopole du cœur, le monopole du courage face aux « alliés objectifs » qui se rejoignent dans la condamnation de ses méthodes.

L'émission de lundi, au-delà des calculs politiques qui ont occasionné son ratage, met en ...use la liberté d'expression à la ...lévision et les rapports de la ...nesse avec la politique.

...télévision n'a pas, en France, ... du risque calculé. Il ne ...ien d'inviter un commu...n cégétiste à présenter ...vue dans une émis...n avait proclamé à ...ère « exceptionnel ». ...devait être entendue. Mais l'attitude de la C.G.T. fait frémir à bon droit ceux qui estiment qu'aucune organisation n'a le droit de censurer, *de facto*, la parole de l'autre. Lundi, elle a fait pire. Elle a empêché trente jeunes de parler à leurs aînés devant la France. Il sera difficile à la C.G.T. de présenter cela comme une avancée de la liberté d'expression. Il n'existe pas dans notre pays que des jeunes organisés à la parole stéréotypée. Il existe aussi ce frémissement balbutiant, entier, maladroit, émouvant qui commençait de poindre lundi et qu'une pluie de tracts a, symboliquement, enseveli. Rentrez chez vous, chers jeunes des villes et des champs. Laissez faire les grands : on milite pour vous !

Comment, en définitive, ne pas souscrire à la remarque de M. Edmond Maire après le non-débat de lundi ? *« Le plus grave,* disait-il, *c'est l'éloignement des jeunes vis-à-vis de la politique, qu'une telle attitude risque de conforter. L'attitude de la C.G.T. va dans le sens de la dépolitisation. »* Il y aura eu, en tout cas, au moins trente jeunes frustrés. Trente de plus. Frustrés de leur parole, de leur témoignage, de leur réalité vécue. Ce blocage de l'expression, organisé par un appareil politique, est démonstratif de la manière dont on veut que les Français soient ensemble aujourd'hui : courbés, silencieux et hostiles face à une crise qui les dépasse et détériore leur vie de chaque jour. Les jeunes, qui, par définition, n'ont pas les leviers de commande, n'ont pas le pouvoir de prendre la parole. De ce silence organisé autour de leurs difficultés, la C.G.T. n'a pas la responsabilité unique, mais elle vient d'y prendre sa part.

BRUNO FRAPPAT.

Les réactions

M. ELKABBACH : des procédés scandaleux !

M. Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'information d'Antenne 2, nous a déclaré, mardi matin, à propos des incidents intervenus le 16 février sur Antenne 2 :

« L'émission avait été minutieusement préparée, depuis des mois, par des équipes des deux rédactions, mais elle devait aussi laisser place à une certaine improvisation. Nous croyons à la politique du direct, qui donne un caractère vivant et libre à la télévision. Il ne suffit pas de l'admirer dans les télévisions étrangères. Le progrès de la démocratie est de savoir l'accepter chez nous.

» Je suis triste que le débat n'ait pu avoir lieu, car il y avait tout pour réussir un véritable dialogue, dur, sans ménagement ni complaisance. J'ai vu ces jeunes, privés de parole, pleurer après l'émission.

» Au nom du président et des journalistes d'Antenne 2, nous protestons contre ces procédés d'obstruction inqualifiables, inadmissibles et scandaleux. Nous continuerons d'appliquer les principes libéraux d'une information pluraliste et démocratique.

» Nous avons fait un effort pour que les vrais problèmes soient abordés dans des conditions qui excluaient toute censure, tout coup de ciseaux. Du côté du pouvoir personne ne nous a fait la moindre observation. C'est d'un autre côté qu'est venu l'empêchement.

» Ils voudraient faire reculer l'information de plusieurs années. Nous souhaitons pouvoir organiser des débats sans avoir à inviter des représentants des appareils et des organisations. Les appareils et les organisations jouent un rôle capital, personne ne le conteste, mais ils ne représentent pas tout le pays. Ils doivent accepter une certaine forme de libération de la parole, que des gens qui n'ont pas de carte puissent s'exprimer.

» Nous avions choisi Edmond Maire parce qu'il n'est pas dogmatique ni sectaire et que, tout en étant critique, il pouvait faire passer un souffle.

» Cela ne veut pas dire que nous ne donnons pas la parole aux autres. Parmi les jeunes, il y avait deux membres du P.C., deux membres de la C.G.T., deux étudiants de l'UNEF-Renouveau. Nous avons invité M. Fiterman à venir aujourd'hui au journal de 13 heures, et Europe 1 a invité M. Juquin à l'émission d'Ivan Levaï : ils ont refusé. Nous n'acceptons pas de céder à une minorité de blocage, d'étouffement, d'asphyxie. »

● *M. Etienne Mougeotte,* directeur de l'information d'Europe 1, a déclaré mardi matin : *« Singulière conception de la démocratie, en vérité, que celle qui consiste à enlever la parole non pour la prendre mais simplement pour empêcher le débat. C'est d'abord un mauvais coup aux jeunes qui a été porté par la C.G.T. en leur retirant le droit de s'exprimer librement. C'est ensuite un mauvais coup porté aux auditeurs d'Europe 1 et aux téléspectateurs d'Antenne 2, privés injustement d'un débat libre et vivant. C'est un mauvais coup enfin porté à la démocratie, qui ne gagne rien à l'emploi de la force contre la libre parole. »*

● *M. Paul Quilès,* membre du secrétariat national du parti socialiste : *« Il est vain de vouloir organiser des débats sur des sujets brûlants sans y associer toutes les composantes de la vie politique française. L'attitude des perturbateurs n'en est pas moins condamnable. Les vrais problèmes de la jeunesse méritaient autre chose que les récupérations caricaturales des uns et des autres auxquelles nous avons assisté. »*

● *M. Jacques Blanc,* secrétaire général du parti républicain : *« La C.G.T. donne une nouvelle preuve de son intolérance, du terrorisme intellectuel et des violences physiques qu'elle sait mettre en œuvre pour servir les scandaleux desseins du parti de Georges Marchais. »*

Mme PELLETIER : des méthodes fascistes.

Mme Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine, a déclaré : *« Une fois de plus, le parti communiste et la C.G.T. ont fait la preuve de leurs méthodes fascistes en interrompant brutalement le débat. Les familles françaises doivent bien comprendre quel est le choix de société que leur proposent Georges Marchais et ses amis. »*

M. FITERMAN (P.C.F.) : les voleurs crient au voleur.

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du parti communiste, déclare : *« Une fois de plus, ce sont les voleurs qui crient au voleur. En effet, d'une part, notre parti n'était pas représenté à cette émission pour la bonne raison qu'il en avait été exclu par les organisateurs. Et, d'autre part, ce sont les présentateurs eux-mêmes qui ont préféré interrompre l'émission plutôt que de donner la parole à un représentant de la C.G.T., refus qui a soulevé une protestation d'une partie importante des jeunes présents. »*

A propos de M. Edmond Maire, invité de l'émission, M. Fiterman déclare : *« Je suis certain que de nombreux travailleurs à l'écoute attendaient qu'il intervienne pour soutenir le droit à la parole de la C.G.T. Il a préféré se ranger au côté du ministre giscardien pour agresser la C.G.T. et notre parti. »*

● *M. Maurice Ulrich,* président-directeur général d'Antenne 2, nous a déclaré : *« Nous voulions faire quelque chose d'ouvert, d'original, de vivant. L'intolérance et le sectarisme nous en ont empêchés. Le problème est de savoir si ce sont les journalistes qui organisent les émissions ou les partis politiques. C'est un problème de déontologie pour un journaliste, un problème qui devient extrêmement difficile en raison de l'exigence de tous les groupes de participer, et de participer en même temps. Nous faisons en sorte que tout le monde passe, mais pas en même temps. M. Séguy serait venu une autre fois, sur un autre sujet. »*

LES POLÉMIQUES SUR LA DROGUE ET LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Une proposition de loi communiste prévoit une lutte « rigoureuse » contre la toxicomanie

Les députés du groupe communiste à l'Assemblée nationale ont présenté à la presse, lundi 16 février, une proposition de loi pour « *une lutte rigoureuse contre l'usage de la drogue, la suppression du trafic des stupéfiants, l'organisation des soins pour les toxicomanes, ainsi que leur réinsertion sociale* ».

L'exposé des motifs fait ressortir la responsabilité du gouvernement : « *La crise de la société capitaliste et la politique du gouvernement poussent les jeunes sans travail au désespoir et au renoncement.* » « *Le gouvernement préfère un jeune qui se drogue à un jeune qui lutte.* »

Pour ce qui concerne le trafic, le P.C. évoque « *les profits fabuleux qui aboutissent, par des filières les plus diverses, dans les comptes en banque des entreprises les plus respectables d'apparence ou dans les caisses des milieux politiques et financiers organisés en véritable gangstérisme international* ».

La proposition de loi envisage quatre axes : il s'agit d'abord de développer la formation et l'information sur la drogue. Pour ce faire, un institut national de lutte contre la drogue sera créé, qui aura pour charge de faire connaître les dangers de la toxicomanie en organisant des campagnes d'information et des actions de formation.

Les communistes proposent ensuite une organisation des soins et une prévention plus efficace en développant les moyens financiers mis à la disposition des organismes existants, et par la création de nouveaux organismes, notamment des centres de consultations ambulants. Les toxicomanes qui n'auront pas cédé aux tentatives de persuasion prévues par la loi seront placés d'office, avec privation de liberté pour six mois, dans des établissements de désintoxication et de réinsertion pour toxicomanes.

Pour la répression du trafic, les communistes envisagent de sanctionner désormais les trafiquants par la cour d'assises et non plus par les tribunaux correctionnels comme c'est le cas aujourd'hui. Ils souhaitent également un doublement des effectifs de police et de gendarmerie affectés à la lutte contre la toxicomanie. Enfin, au chapitre des initiatives internationales, le gouvernement devra apporter une aide accrue au fonds des Nations unies pour la lutte contre les abus de drogue.

A France-Inter

Le docteur Olievenstein : le P.C. en retard d'une guerre

Le docteur Olievenstein, directeur du Centre Marmottan à Paris, a répondu, mardi 17 février, à France-Inter aux accusations de M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du parti communiste, d'après lequel le médecin serait un « *irresponsable* ». « *Si ma fille ou mon fils se droguaient,* avait ajouté M. Juquin, *je tiendrais le docteur Olievenstein pour responsable* ». (*le Monde* du 17 février).

Haschisch et héroïne

La veille à l'Assemblée nationale où le groupe communiste avait réuni la presse pour présenter une proposition de loi sur la lutte contre la toxicomanie (voir ci-contre), le docteur Olievenstein avait été qualifié de « *menteur* » par M. Guy Ducoloné, député des Hauts-de-Seine qui affirmait que le médecin s'était contredit au cours des dernières années sur la question des drogues « dures » et « douces ». « *Autrefois,* a dit M. Ducoloné, *le docteur Olievenstein ne faisdit aucune distinction.* »

A France-Inter, le docteur Olievenstein a répondu : « *Il ne faut pas confondre en effet une drogue comme le haschisch, qui n'a jamais tué personne, avec l'héroïne qui tue, mais je n'ai jamais été pour la légalisation d'aucune drogue et je serais plutôt pour l'interdiction de toutes les drogues, y compris les toxiques industriels comme le trichloréthylène.* » Puis le docteur Olievenstein a rappelé que des milliers de jeunes étaient des consommateurs occasionnels de haschisch.

« *Si on suit les propositions du P.C., on aboutit à des situations comme à Liverdun, où des dizaines de jeunes ont été interpellés, sont devenus des délinquants, mutilés dans leur avenir professionnel. Ce sont des gamins qu'on met en prison pour des actes qui relèvent plutôt du coup de pied au derrière ou d'une prise en charge thérapeutique.* » « *Les communistes,* a conclu le docteur Olievenstein, *sont toujours en retard d'une guerre. Ils ont été contre la pilule, contre l'avortement, et ils sont à présent contre la lutte antidrogue. Le vrai toxique actuellement en France, c'est l'alcool.* »

A Villeurbanne (Rhône)

UN LYCÉE DANS LA TOURMENTE POLITIQUE

De notre correspondant régional

Lyon. — Un meeting a eu lieu lundi 16 février à la mi-journée aux portes du lycée Pierre-Brosso'ette à Villeurbanne. M. Charles Hernu, député (P.S.), maire de la ville, a prononcé une courte allocution, dans laquelle il a affirmé, applaudi par plusieurs centaines de lycéens, que l'établissement était l'objet d'une « *accusation sans preuves* » (*le Monde* du 16 février). « *Les communistes mêlent leurs cris à ceux de la droite contre nos lycées populaires, que l'on veut dénigrer dans l'esprit public* », a poursuivi M. Hernu. Il a estimé, d'autre part, que les attaques de l'« appareil » du parti communiste l'avaient pris pour cible parce qu'il était « *maire socialiste et fier de l'être, membre du conseil politique de François Mitterrand, candidat à la présidence de la République* ». « *L'appareil du P.C.F.,* poursuit M. Hernu, *dérive vers un néo-stalinisme dont un grand hebdomadaire national vient d'écrire qu'il était policier. Je dis clairement que le parti communiste est en train de devenir le parti de l'insécurité. A partir du moment où chaque famille étrangère est menacée, où chaque famille française peut être victime d'une campagne de dénonciation publique, alors nous ne sommes plus en sécurité.* »

Au-delà des querelles partisanes qui n'ont pas semblé retenir toute l'attention des principaux concernés — les lycéens et les lycéennes, — on pouvait constater aux abords du lycée que l'inquiétude essentielle était relative à la « réputation » de l'établissement. « *Ici, c'est un lycée comme les autres... Nous servons de décor. D'ailleurs personne n'est vraiment venu nous voir... S'il y avait des problèmes de drogue, ce n'est pas dans ce lycée ou dans un autre que cela se passe, mais au dehors...* » Ces quelques positions émises par des élèves s'accompagnent d'une inquiétude réelle sur l'avenir d'un lycée « *assez libéral* » : « *Après ça, tout risque de changer... On va se faire avoir pour notre grève lancée pour obtenir des postes d'enseignants* », ou sur l'avenir personnel des lycéens : « *Au bachot, si je dis que je viens de Brossolette...* »

« Prétexte »

Le proviseur, M. Louis Maudet, « *qui a tout appris en regardant la télévision* », exprime le sentiment que son établissement sert de « prétexte » à une querelle politique. « *Bien sûr,* précise-t-il, *je ne mettrai pas ma main au feu en disant que jamais aucun élève n'a fumé du haschisch. Mais la seule affaire que nous ayons connue remonte à trois ans, à la suite d'une plainte anonyme d'une mère d'élève. L'enquête policière n'a donné aucun résultat.* » Enfin, le responsable de l'établissement nous a indiqué qu'une seule mère d'élève avait annoncé dans la matinée de lundi son intention de retirer son fils de l'établissement.

Une enseignante nous a donné les pourcentages flatteurs des résultats enregistrés au lycée lors du baccalauréat 1980 : de 100 % en terminale A 2 à 63 % en terminale A 4 en passant par 95 % en terminale C (soit deux échecs sur deux classes de mathématiques). Manifestement, il existe un consensus pour banaliser et dédramatiser totalement la situation du lycée Pierre-Brossolette. Au cabinet du recteur de l'académie, M. Maurice Niveau, on indique qu'« *on n'est pas inquiet au sujet de ce lycée* » ; les services de la préfecture du Rhône ont rappelé dans la journée de lundi que pour l'ar ée dernière « *trois cent dix-neuf personnes ont été interpellées dans le cadre d'affaires de drogue et que parmi celles-ci cent trois trafiquants ont été écroués* ».

M. Jacky Chevallier, secrétaire fédéral de la Jeunesse communiste — dont la lettre ouverte a bien été publiée intégralement par *l'Humanité Rhône-Alpes,* contrairement à ce que nous indiquions dans nos éditions du 16 février, — nous a, pour sa part, répondu de la façon la plus ferme à propos d'informations faisant état de l'établissement de « *listes de drogués* » par les membres de son organisation. Il s'agit, selon lui, de « *racontars* » qui visent à « *discréditer la Jeunesse communiste auprès des lycéens* ». « *Nous attendons toujours que M. Hernu s'exprime sur la mort par overdose il y a six jours d'une jeune femme de Villeurbanne,* poursuit M. Chevallier... *Nous voulons tout savoir. Nous souhaitons des réponses claires et précises. En tout cas, je refuse, pour ma part, l'étiquette de délateur ou le qualificatif de néo-stalinien.* »

Selon le proviseur, une douzaine d'ordonnances permettant l'obtention du Palfium ont été retrouvées au domicile de la victime.

CLAUDE RÉGENT.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

P.C. : overdose

Trop, c'est trop ! C'est ce qu'écrivent, en substance, les commentateurs de la presse hebdomadaire. Un bulldozer contre un foyer de travailleurs maliens à Vitry, un quota d'enfants étrangers dans les centres de loisirs et les colonies de vacances à Ivry, une dénonciation de trafic de drogue dans une famille marocaine à Montigny, une demande de fermeture d'un foyer Sonacotra à Dammarie... quatre affaires dans lesquelles le P.C. est au banc des accusés.

Revenant sur ce qui s'est passé à Montigny, Danielle Bleitrach explique dans *REVOLUTION*, hebdomadaire communiste : « *En mettant hors d'état de nuire les dealers, le P.C. défend autant les travailleurs immigrés que les travailleurs français, autant sinon plus, puisque leurs enfants sont devenus une cible de choix pour ce genre de trafic.* » Après avoir rappelé que c'est une immigrée qui a dénoncé une famille immigrée, soupçonnée de trafic, elle affirme : « *C'est parmi les victimes de la crise, ceux qui connaissent la pire exploitation que désormais les pourvoyeurs de morts se répandent, contaminant les jeunes qui deviennent à leur tour des agents. Aux Etats-Unis, pour empêcher la révolte des Noirs, la drogue a été massivement diffusée dans les ghettos. Aujourd'hui dans les cités populaires des grandes villes et singulièrement dans la région parisienne, par les mêmes moyens, on tente d'en finir avec un prolétariat qui se bat, refuse le consensus.* »

La cause est bonne, admet Pierre-Luc Seguillon dans *HEBDO-T.C. - TEMOIGNAGE CHRETIEN*, mais par le procédé. Il écrit : « *Depuis plusieurs années — la vérité commande encore de le rappeler — le P.C.F. se dit préoccupé de ces problèmes. Qu'il en fasse des thèmes privilégiés de son action en temps de campagne électorale n'est pas scandaleux au moment où, de son côté, le pouvoir joue de l'insécurité pour maintenir et renforcer son ordre.*

» *En revanche, la manière qu'a le P.C.F. d'attirer l'attention sur ces problèmes est à nos yeux parfaitement inacceptable. Le moyen choisi, même s'il peut paraître efficace quant à l'écho trouvé, défigure totalement, dans les deux cas [à Vitry et Montigny], la fin poursuivie (...).*

Dans *LES NOUVELLES LITTERAIRES*, Jean-François Kahn reconnaît que « *certes la petite gauche intellectuelle porte une lourde responsabilité pour avoir accepté, par snobisme et démagogie, la banalisation de cette perversion sociale !* » qu'est la drogue. Il conclut : « *Tout se passe comme si le parti communiste, tel un navire démâté dont le capitaine aurait perdu la raison, se laissait flotter au gré des courants les plus pervers au risque d'être emporté dans le tourbillon de la démagogie ! Certes, il reste un parti marxiste. Comme Doriot à ses débuts, en somme...* »

« *La vérité est qu'indépendamment de tout argument politicien, un Etat soucieux de l'avenir du pays dont il a la charge, doit lutter à la fois, et sans relâche, contre tous les fléaux sociaux* », affirme dans *RIVAROL*, Renée Versais avant d'indiquer : « *Il est inadmissible qu'un parti s'arroge le droit d'intervenir lui-même dans une affaire qui relève de la police et de la justice.* »

Pour *ASPECTS DE LA FRANCE*, le « *cynisme* » du P.C. « *laisse pantois* ». « *Décidément,* ajoute l'hebdomadaire royaliste, *le visage du socialisme rappelle de plus en plus la grimace de Dupont-la-Joie.* »

Dominique de Montvalon, dans *le Point*, estime : « *Pour parvenir à ses fins, c'es-à-dire pour atteindre le score de Jacques Duclos en 1969 (21,5 % des suffrages exprimés), Georges Marchais « joue » désormais la France des « beaufs » : peureuse devant l'avenir, spontanément raciste, volontiers délatrice et viscéralement rebelle à toute forme de différence. Au vrai, tout se passe comme si le P.C., sur le chemin de son retour au ghetto politique, avait viré sa cuti : de l'internationalisme ouvrier, son credo de principe, il serait passé, flattant certains réflexes au lieu de les maîtriser, à une sorte de national-populisme. Un mot qui sonne étrangement.* »

Après avoir noté que le P.C. « *a heurté le bon sens par sa prétention au monopole de la vertu* », *l'Economie*, hebdomadaire favorable aux giscardiens, relève : « *L'habile amalgame d'une noble cause, d'un climat propice et d'une intention maligne rend plus redoutable la nouvelle forme d'action adoptée par le P.C. et invite à se méfier de ses prochaines manifestations.* »

Dans *LA VIE*, hebdomadaire chrétien d'actualité, José de Broucker évoque l'indignation face à « *une politique qui se moque des moyens pour arriver à ses fins* » et de l'inquiétude dont le motif réside, explique-t-il, « *dans la primauté que les campagnes accordent à l'ordre moral et à la sécurité sur les libertés* ». Il poursuit : « *Il y a des précédents historiques, en France et ailleurs, à cette manière bien simple de résoudre le difficile problème de l'ordre dans la liberté en supprimant l'un des deux termes, c'est-à-dire le second. C'est la logique du fascisme.* »

Guy Perrimond remarque dans *L'UNITE*, hebdomadaire du P.S. : « *Leur combat ! Il fut un temps, pas si lointain, où le combat, les combats, des militants communistes forçaient le respect. On pouvait être en désaccord avec certaines de leurs analyses ou de leurs pratiques (...), leur persévérance, leur dévouement, leur humanisme allié à un internationalisme affiché et leur sens du concret, sonnaient clair. Leur combat parlait d'utopie, d'un homme qui ne serait plus un loup pour l'homme. Il parlait aussi d'histoire, celle du mouvement ouvrier et véhiculait, protégeait, développait les valeurs forgées tout au long d'un siècle de lutte. La démocratie, la liberté étaient inscrites sur les drapeaux, même si de temps à autre leur signification était oubliée — mais qui peut se targuer d'avoir toujours bonne mémoire ? — la délation n'était pas considérée comme un des beaux-arts ! Leur combat ! Depuis deux ans, les responsables communistes semblent avoir choisi le pire !* »

Ce ne sont ni la délation publique ni la justice populaire qu'on peut reprocher au P.C., estime Arlette Laguiller dans *LUTTE OUVRIERE* (trotskiste) « *mais de prétendre inaugurer une telle politique contre une famille d'ouvriers marocains, alors qu'il n'a jamais pratiqué auparavant un semblant de justice populaire ni de délation nominale et publique contre les ennemis de la classe ouvrière, contre les racistes, par exemple* ».

Comme Jacques Derogy, dans *L'EXPRESS*, qui décrit l'« *opération préméditée par la direction du P.C.* », tant à Vitry qu'à Montigny, Elisabeth Schemla, dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*, raconte comment l'« *opération-délation* » avait été « *soigneusement préparée* ». Dans ce même hebdomadaire, Georges Mamy se demande « *jusqu'où glissera Georges Marchais* ». Il ajoute : « *Récusant globalement la police, la justice et l'Etat, [M. Marchais] renoncerait donc dans les faits — mais sans toutefois l'avouer — à la « voie démocratique », et prétendrait énoncer « sa » loi, jusqu'à vouloir exercer la police du parti sur les mœurs, les collectivités, les autres groupes ? Il paraît que la « vieille gauche » du parti se réjouit de cette évolution. Si quelque chose frappe et épouvante pourtant, c'est bien de mesurer à quel point cette mue régressive sert et réjouit la plus « vieille droite ».* — A. Ch.

Dessin de PLANTU.

M. JEAN-MARIE LE PEN : une menace militaire.

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national (extrême droite), candidat à l'élection présidentielle, qui était lundi 16 février l'invité de France-Inter, a estimé que « *le problème de l'immigration* » comporte « *des implications qui touchent la sécurité publique et la défense nationale* » : « *Il y a en France plusieurs millions d'étrangers en âge de porter les armes,* a-t-il notamment déclaré. *Qu'aurait-on dit, par exemple, en 1938, s'il y avait eu deux ou trois millions de citoyens allemands dans toutes les banlieues de la France ? Il est bien évident que cela eût constitué une menace militaire, et qui peut dire que, demain, les ressortissants de telle ou telle nation ne seront pas, peut-être, des combattants de la guérilla urbaine ?* »

M. Le Pen a, d'autre part, reproché à M. Jacques Chirac de lui avoir « *pris (...) une certaine partie* » de son « *programme économique* » : « *Je me félicite de voir qu'un consensus se fait autour des idées de droite* », a-t-il souligné.

● *Montfermeil : la C.G.T. prend la défense d'un immigré.* — Le syndicat C.G.T. du personnel communal de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) a protesté contre la décision du conseil municipal, à majorité communiste, de refuser d'accorder un logement de fonction à un agent communal d'origine algérienne, travaillant depuis 1952 dans cette ville, et a finalement obtenu l'annulation de la décision municipale. Si la municipalité est revenue sur le principe de son refus, elle n'a pas encore attribué de logement de fonction à l'agent communal algérien.

A Massy (Essonne)

LE P.C. ACCUSE M. GERMON (P.S.) D'APPROUVER LA VIOLENCE RACISTE

A Massy (Essonne), la section locale du P.C. a distribué un tract mettant en cause le maire, M. Claude Germon, membre du secrétariat du P.S., membre de la commission exécutive de la C.G.T., à propos d'une intervention des C.R.S., le 3 février, au foyer Sonacotra Ampère. Quatre-vingt-trois résidents avaient été conduits à la direction départementale de la police à Evry pour contrôle d'identité, et trois d'entre eux, recherchés pour délit, ont, depuis, été expulsés.

Le tract communiste déclare : « *Par sa présence aux côtés des C.R.S., Claude Germon, responsable national du P.S., lieutenant de Mitterrand, maire de Massy, a approuvé la violence raciste, les descentes de C.R.S. et les expulsions.* »

Le P.C. reproche également à M. Germon d'accepter « *depuis des années que les immigrés soient parqués dans de véritables ghettos à Massy* ».

L'union locale C.F.D.T., la section locale du parti socialiste et celle du P.S.U. répondent que « *Claude Germon n'a pas couvert l'intervention policière* », mais qu'il s'est rendu sur place pour « *protester énergiquement contre l'action de la police* ».

Selon ces organisations, « *les élus communistes de Massy, pourtant alertés eux aussi dans les mêmes conditions, ont brillé par leur absence aux heures difficiles où il fallait faire face aux forces de police* ».

ÉDUCATION

A L'UNIVERSITÉ DE CORTE

Deug renforcé ou Deug corse ?

Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) a examiné, le lundi 16 février, les projets d'arrêtés préparés par le ministre des universités, créant un diplôme d'études universitaires générales (DEUG) renforcé (*le Monde* daté 15-16 février). Le CNESER — dont l'avis n'est que consultatif — a repoussé ce texte par 35 voix contre 27 et 4 abstentions.

Le CNESER a, en revanche, approuvé un texte dans lequel il estime que, s'il s'agit de résoudre les problèmes spécifiques de l'université de Corte, il est possible de créer de nouvelles mentions (comme pour le DEUG des instituteurs) à l'intérieur du DEUG général. Ce texte, qui a recueilli 41 voix contre 14 et 3 abstentions, est de nature à susciter la perplexité. On connaît, d'une part, l'intérêt particulier que le ministre des universités porte à la Corse (Mme Saunier-Seïté est, notamment, conseiller municipal de Manso), d'autre part, les difficultés de l'université de Corte.

Créée par un décret de novembre 1975 et dotée d'un statut dérogatoire, d'un conseil d'administration dont la plupart des membres, comme le président, sont nommés par le gouvernement — et non élus — l'université de Corte n'a pas encore de locaux propres. Sa construction, plusieurs fois reportée, doit être achevée pour la rentrée de novembre 1981, date à laquelle l'université de Corte accueillera ses premiers étudiants de première année de premier cycle.

L'organisation des études a été présentée en septembre dernier par M. Pierre Ferrari, recteur de l'académie de Corse, qui participait à la réunion du CNESER du 16 février. Trois filières de premier cycle sont ainsi prévues (sciences, sciences juridiques et économiques, langues étrangères méditerranéennes et anglais) avec un horaire renforcé permettant notamment d'introduire des enseignements nouveaux. Après avoir réussi leur premier cycle (y en aura-t-il un second ?), les étudiants devraient pouvoir s'inscrire dans tous les seconds cycles généraux ou spécifiques, en Corse ou ailleurs. Cette mesure, expliquait alors le recteur, devrait faire de l'université de Corte une « *institution à mi-chemin entre la grande école et l'université classique* ».

Ce projet, spécifiquement corse, ressemble comme un frère jumeau au DEUG renforcé soumis par le ministre au CNESER. S'agit-il, comme semble l'indiquer le vote du CNESER, de résoudre un problème spécifiquement corse ? Ou, plus probablement, d'étendre ce texte, qualifié de « *portée générale* » par le directeur des enseignements supérieurs, à des fins de sélection des étudiants, de mise en place de nouvelles filières d'études courtes.

Les motifs invoqués par le ministère — être admis en second cycle ou entrer directement dans la vie active — sont en tout cas insuffisants. Ils reprennent mot pour mot le texte créant le DEUG en 1973. Il s'agissait déjà de réduire les effectifs de second cycle. On n'y est sans doute pas encore suffisamment parvenu au gré du gouvernement.

CATHERINE ARDITTI.

CARNET

Mariages

— Edith LAUNEY
et
Bernard HEYMANN
ont le plaisir de faire part de leur mariage célébré, le 14 février 1981, à la mairie annexe du onzième arrondissement.
Paris, le 16 février.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de
Lucien BEAURENOT,
proviseur honoraire,
survenu dans sa quatre-vingtième année, à Villeneuve-Saint-Georges, le 14 février 1981.
De la part de sa femme, ses enfants, ses petits-enfants, sa famille et ses amis.

— M. et Mme J.-P. Deler et leurs enfants,
Les familles Bessou, Hanna, Ledoux, Ponsard, Tewaligorski,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Solange BESSOU,
née Ledoux.
Les obsèques auront lieu le mercredi 18 février, à 17 heures, à Tarnos (40220).
50, boulevard Wilson,
33000 Bordeaux.

— Mme Félix Chamla, née Nadine Callon, son épouse,
Martine Roy,
Claudine et Alain Sharp et Didier, ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès brutal de
Félix CHAMLA.
L'inhumation aura lieu le mercredi 18 février, à 11 heures, au cimetière d'Antony.
Cet avis tient lieu de faire-part.
121, rue des Glaises,
92160 Antony.

— M. et Mme Charles Dupont,
Charles-Henri, Caroline et Sophie,
Toute la famille et ses amis,
nous prient d'annoncer le décès de
Mme Jules-Marie DUPONT,
née Marcelle Marie Bouchaud,
survenu au Reynou, le 13 février 1981.
Les obsèques ont eu lieu en l'église du Vigen (Haute-Vienne), suivies de l'inhumation dans la sépulture familiale, à Limoges.
10, boulevard Jean-Mermoz,
92200 Neuilly-sur-Seine.
15, place de la République,
87000 Limoges.

— Mme Hélène Frappat, Laurent, Francis et Sylvain,
M. et Mme René Frappat,
M. et Mme Jean Frappat et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Frappat et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Marie Martin et leurs enfants,
M. et Mme Paul Frappat et leurs enfants,
M. et Mme Bruno Frappat-Libois et leurs enfants,
Mme Benjamin Fabre,
Le docteur et Mme Charles Fabre,
Les familles Fabre et Girard,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jacques FRAPPAT,
survenu le 14 février, à l'âge de quarante-neuf ans.
Les obsèques ont lieu le mercredi 18 février, à 15 heures, à Virieu-sur-Bourbre (Isère).
150, galerie de l'Arlequin,
38100 Grenoble.

— Dieu a rappelé à Lui, le 16 février 1981, dans sa quatre-vingt-onzième année,
Mme Charles GUENEAU,
endormie dans la paix du Seigneur.
De la part de ses enfants :
M. et Mme Jean-Claude Gueneau,
M. et Mme Michel Legrand,
Mme Alain Gueneau,
De ses petits-enfants et de ses cinq arrière-petits-enfants.
La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 19 février, à 10 h. 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, sa paroisse.
Ni fleurs ni couronnes.

— Grenoble, Tours, Feyzin, Le Chambon-sur-Lignon, Paris.
Mme Henri Hollard,
M. et Mme Jean Hollard,
M. et Mme François Hollard,
M. et Mme Daniel Hollard,
M. et Mme Alain Flamant,
M. et Mme Roger Hollard,
M. et Mme Michel Hollard,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles de Leiris, Hollard,
Parents et alliés,
ont la tristesse de faire part de la mort de
Mme Jacques HOLLARD,
née de Leiris,
survenue le 16 février 1981.
La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 20 février, à 10 heures, au temple, rue Hébert, à Grenoble.
15, boulevard du Maréchal-Leclerc,
38100 Grenoble.

— Ruth Neher,
Francis et Françoise Neher et Virginie,
Nathalie Tannenbaum et Nicolas,
André et Jeanne Neher,
ont la douleur de faire part du décès, le 31 janvier 1981, de
Alfred NEHER,
à l'âge de soixante-neuf ans.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
2, place du Roi-George,
56000 Metz.
54, rue Monsieur-le-Prince,
75005 Paris.

— Mme Julien Patissier,
M. et Mme Michel Lefeuvre et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Julien PATISSIER.

— Le personnel de la société Lechner-Patissier
a la douleur de faire part du décès de son président-directeur général honoraire,
M. Julien PATISSIER.
Les obsèques auront lieu le mercredi 18 février, à 16 heures, en l'église Notre-Dame de Vincennes, où l'on se réunira.
6, rue Montgolfier,
93116 Rosny-sous-Bois.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Nous apprenons la mort, le 16 février 1981, à Albinhac (Aveyron), de
Jean PÉLISSIER,
ancien chroniqueur religieux à « la Croix ».

[Né le 20 octobre 1910 à Lacroix-Barrez (Aveyron), Jean Pélissier a fait toute sa carrière à « la Croix ». Entré dans ce journal en 1930, il y resta jusqu'en 1967, date où des troubles cardiaques l'obligèrent à prendre une retraite anticipée.
Il dirigea sans interruption le service des informations religieuses et avait une connaissance approfondie des milieux d'Eglise. Pendant neuf ans, il présida l'Association professionnelle des informateurs religieux. Homme de foi avant tout, il considérait son métier comme un véritable ministère et il a toujours pris la défense des institutions ecclésiales.
Sa retraite fut consacrée à des œuvres de piété et d'assistance et à diverses collaborations avec des journaux catholiques.]

— M. et Mme François Picard,
M. et Mme Pierre Gay, et leur fils Antoine,
M. Thierry Picard,
Sa famille,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Janine PICARD,
survenu à Paris, le 15 février 1981.
Le service religieux sera célébré le jeudi 19 février, en l'église de la Madeleine, à 10 h. 30.
L'inhumation, au cimetière du Montparnasse, aura lieu dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Chemin de Barraux,
Biviers,
38330 Saint-Ismier.

— Nous apprenons le décès, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, du colonel
Jean des ROCHES de CHASSAY,
survenu à Neuilly, le 18 février 1981.

[Sorti de Saumur, officier de cavalerie en 1925, Jean des Roches de Chassay est affecté en 1930 à l'équipe internationale de Concours hippique — ce serait aujourd'hui l'équipe olympique, — il remporte des victoires françaises sur tous les terrains de concours hippique d'Europe. Après la campagne de 1939-1940, où il reçoit la croix de guerre et la croix d'officier de la Légion d'honneur, il participe activement à la Résistance dans le maquis Foch. Quittant l'armée en 1946, il continue une brillante carrière de cavalier de concours hippique, fondant en particulier le jumping. La disparition de son fils aîné, mort pour la France en Algérie, en 1957, le fait se retirer de la compétition, mais il n'en continue pas moins à servir l'équitation française en prenant de nombreuses responsabilités à l'administration des Haras, dans les associations d'élevage de chevaux de selle, et à la Fédération des sports équestres.]

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Marcel ROUYER-MEILLASSOUX,
chef de service honoraire de l'Institut Pasteur,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu le 14 février 1981, dans sa quatre-vingt-troisième année, à Viry-Châtillon (Essonne).
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 février 1981, à 14 heures, en l'église du Cœur-Immaculé-de-Marie, à Suresnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
27, rue de la Bienfaisance,
75008 Paris.

— Mme Bernard Thurneyssen,
Mlle Véronique Thurneyssen,
M. Olivier Thurneyssen,
M. et Mme Philippe Thurneyssen,
Mlle Claire Thurneyssen,
M. Yves Thurneyssen,
M. et Mme Christian Thurneyssen,
M. et Mme Jean Meillon,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard THURNEYSSEN,
croix de guerre 1939-1945,
survenu le 15 février 1981, dans sa cinquante-cinquième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17e, le 19 février, à 10 h. 30.
15, « Vergers de la Sanchère »,
78860 Saint-Nom-la-Bretèche.

Messes anniversaires

— Pour le septième anniversaire du retour à Dieu de
Antoine GIACOMETTI,
une messe sera célébrée, en union avec tous ceux, vivants et morts, qui l'ont connu et aimé, par son fils Louis, le 22 février, à 18 h. 30, en la chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital, Paris-13e.

Anniversaires

— Il y a trois ans,
Anita ESTÈVE
s'en allait pour toujours...
Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

Services religieux

— Un service religieux sera célébré le jeudi 19 février 1981, à 18 heures, au 50, boulevard Auguste-Blanqui, Paris-13e, à l'intention de
Oleg WLADIMIROFF.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université de Paris-IV, vendredi 20 février, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. André Guyaux : « Poétique du fragment. Essai sur les « Illuminations » de Rimbaud ».

PRESSE

Les suites du divorce « Progrès » - « Dauphiné libéré »

• *M. Lignel condamné à verser 26 millions de francs*
• *Le quotidien grenoblois en sérieuse difficulté*

Me Francis Mollet-Vieville, ancien bâtonnier du barreau de Paris, a rendu, le lundi 16 février, son jugement dans le litige financier qui oppose « le Progrès » au « Dauphiné libéré ». La société Delaroche a été condamnée à verser une « provision » de 26 millions de francs au « Dauphiné libéré » avant le 15 juin 1981. Le jugement du tiers arbitre unique — et dont la décision est sans appel — précise que le paiement devra être effectué tous les mois par quarts, à partir du 15 mars prochain, et qu'il constitue une somme susceptible de modifications sous réserve d'expertises.

Cette lourde condamnation ne devrait pourtant pas être suffisante pour régler les très délicates échéances auxquelles le groupe du « Dauphiné libéré » doit faire face. Son passif est, en effet, estimé entre 60 et 100 millions de francs. De plus, un changement de majorité au sein de son actionnariat semble imminent. Un conseil d'administration extraordinaire est prévu, vendredi 20 février, à Grenoble. Il devrait déboucher sur de profondes modifications à la tête du quotidien dauphinois. Ces changements — avec le rôle actif comme intermédiaire créancier du groupe Paribas — seraient entérinés par une assemblée générale des actionnaires, le 27 février.

De nos correspondants

Lyon. — A court terme, *le Dauphiné libéré* a remporté une victoire. L'attribution d'un « dédommagement » de 26 millions de francs, en conclusion provisoire d'un long litige, ne sera pas sans conséquences sur la politique générale de son grand concurrent régional. Cette sentence est la suite logique du jugement prononcé le 23 janvier 1980, qui avait entraîné la résiliation des accords entre les anciens partenaires « *aux torts exclusifs* » du *Progrès*. Une première analyse de la dépêche de l'Agence France Presse, reproduite sans commentaire, mardi 17 février, par les titres dépendant du *Dauphiné libéré*, permet d'attirer l'attention sur la singularité d'un jugement « définitif »... qui s'en remet à une expertise confiée à M. Amédée Manesme. Ce dernier devra conclure avant le 31 décembre 1981.

A Lyon, l'annonce de la condamnation n'a pas autrement surpris ni pris de court l'état-major du *Progrès*. M. Jean-Charles Lignel, P.-D. G. de la société éditrice, remarquait, lundi soir, que *le Dauphiné libéré* réclamait 70 millions de francs, et donc que la sentence aurait pu être « *plus dommageable encore* ». De plus, le dernier jugement rendu évoque le versement d'une « *provision* » sous réserve d'expertises. Une formulation où l'on voit, au *Progrès*, des raisons d'espérer. Car bien des litiges restent à régler, où *le Progrès* est demandeur.

M. Lignel, qui « commence », selon son expression, à chercher de l'argent — alors que tout indique que les milieux bancaires ont déjà été sollicités, — a toujours contesté le fonctionnement des anciennes sociétés de services du groupe commun aux deux sociétés. Une série d'expertises — sur le prix de la ligne photocomposée par la société P.P.H. et sur le partage de recettes publicitaires — diront si *le Progrès* a quelque chance de renverser la tendance. Un comité central d'entreprise s'est tenu jeudi 12 février : peu d'informations *en ont filtré, les deux parties*, syndicats et direction du *Progrès* ayant décidé de jouer la carte de la *discrétion*. Cet embargo respecté confirme la qualité améliorée des rapports internes dans l'entreprise. Car la condamnation de lundi a entraîné des réactions du personnel que l'on pensait inimaginables au lendemain des mouvements de grève de l'été 1980. Ce n'est pas un consensus mais on se rapproche dans l'adversité.

« Laissez-moi trois ans »

« *Dans la maison d'en face* », puisque c'est ainsi que tous les salariés d'un groupe parlent des autres, et ici donc au *Dauphiné libéré*, on ne vit pas au rythme des arbitrages ou des expertises. Les motifs d'inquiétude sont d'un tout autre ordre. On a été au fond ébranlé par la logique gestionnaire de M. Lignel. En privé, tel dirigeant important du *Dauphiné libéré* ne cache plus qu'en fait c'est le P.-D. G. du *Progrès* qui avait raison et que la seule voie est celle d'une gestion rigoureuse. Cette tardive prise de conscience ne sera pourtant pas en mesure d'arrêter un processus de modification de l'équipe dirigeante du *Dauphiné libéré*.

« *Laissez-moi trois ans et je redresse la barre* », lançait il y a quelques jours encore à ses proches collaborateurs M. Louis Richerot, P.-D. G du *Dauphiné libéré*, âgé de quatre-vingt-deux ans. Le patron du « D.L. » tente vainement, semble-t-il, de *surmonter la crise la plus grave* qu'ait traversée son journal. Le groupe du *Dauphiné libéré*, qui comprend six titres et diffuse environ 450 000 exemplaires par jour, perdrait depuis le 1er janvier 1980 6 millions de francs par mois, alors que son tirage a augmenté pendant la même période de plus de 30 000 numéros (1).

L'accumulation des dettes contractées par le quotidien dauphinois devrait amener très rapidement des changements importants au sein de la société. Un conseil d'administration extraordinaire est convoqué le vendredi 20 février ; il sera suivi une semaine plus tard d'une assemblée générale extraordinaire. Le conseil proposera à l'assemblée la transformation des statuts de la société : *actuellement société* anonyme, elle deviendrait société anonyme avec conseil de surveillance et directoire, permettant ainsi à des hommes nouveaux d'accéder à la tête du journal, tout en maintenant à son poste M. Richerot, du moins dans un premier temps.

Propriétaire de la majorité des actions du *Dauphiné libéré*, le P.-D.G. serait disposé dans un premier temps à céder une partie de celles-ci aux banques qui ont épongé la dette du journal, dont le montant est estimé à 80 millions de francs.

Qui achète ? Par quel mécanisme ? Paribas, créancier principal, ne joue pas pour son propre compte, sinon pour récupérer dans les meilleures conditions ses créances. Il a pour cela une grande variété de formules financières, notamment en favorisant une modification de la répartition du capital qui passe par un effacement de M. Louis Richerot. Paribas et la banque Nicolet Lafanechère et de l'Isère, seraient sur le point de rétrocéder les créances qu'elles ont sur *le Dauphiné libéré* à plusieurs industriels de la Haute-Savoie et de l'Isère, dont l'ancien P.-D.G. des supermarchés Carrefour, M. Marcel Fournier, le P.-D.G. des Skis Rossignol, M. Laurent Boix-Vives, le P.-D.G. de la société de travail temporaire R.M.O., M. Marc Braillon, enfin à la famille Cathiard, qui exploite la puissante chaîne de magasins d'alimentation Genty.

L'arrivée de nouveaux partenaires, qui se traduira par une modification de la composition du conseil d'administration, devrait précipiter des décisions rendues indispensables par la situation financière extrêmement préoccupante du journal. *Le Dauphiné libéré* pourrait ainsi être amené à se retirer des zones où il est minoritaire face au *Progrès*, notamment dans l'Ain, la Haute-Loire et la Loire, en dépit de l'opposition de M. Richerot.

Enfin, le bureau parisien des titres *Dauphiné libéré* défendu avec énergie par Mme Line Reix-Richerot, épouse du P.-D. G., qui assume différentes responsabilités dans le groupe, n'a pas réalisé les économies substantielles pourtant réclamées avec insistance par les créanciers bancaires. Des licenciements semblent inévitables.

L'avenir du journal *Loire-Matin* semble également être fortement compromis. Le groupe a pourtant investi des sommes considérables pour imposer ce journal, notamment en installant à Saint-Etienne une imprimerie ultra-moderne, amenée à grands frais et par avion des Etats-Unis. En dépit de toutes les actions promotionnelles et rédactionnelles, le tirage de *Loire-Matin* ne parvient pas à décoller, restant inférieur à 15 000 exemplaires. Quant au *Journal Rhône-Alpes*, il pourrait s'effacer des départements où il est diffusé, notamment l'Isère. Seule l'édition lyonnaise du *Journal Rhône-Alpes*, imprimée sur grand format, à partir du mercredi 18 février, serait conservée, mais pour combien de temps encore ? Le rétrécissement de la zone de diffusion du *Dauphiné libéré* et la disparition de certains titres pourraient entraîner enfin le licenciement de deux cents à trois cents salariés du groupe.

CLAUDE RÉGENT
et CLAUDE FRANCILLON.

(1) Lorsque le *Dauphiné libéré* - *le Progrès* travaillaient ensemble, le premier enregistrait un bénéfice annuel de 16 millions de francs.

Les soubresauts de « Libération »

Abgar, vous connaissez ? Depuis le mois de novembre 1980, les lecteurs du quotidien *Libération* s'informent des étranges soubresauts de cette « *ancienne fielding britannique de Polynésie* » dans leur journal. Abgar est en crise, apprennent-ils jour après jour. Crise larvée, crise ouverte, crise tout court. Abgar, vous l'avez compris, c'est *Libé*...

Le 10 novembre — *déjà*, — une plume anonyme écrivait à son propos : « *On parle de démissions, de séditions, de dissolutions.* » La plume anonyme de service ne croyait pas si bien écrire. Le samedi 21 février, la direction de *Libération* — soit Mme Zina Rouabah, M. Serge July, Mme Blandine Jeanson et M. Jean-Louis Peninou — remettra sa démission, lors d'une assemblée générale de l'équipe du journal (*le Monde* daté 15-16 et 17 février).

Jamais crise n'a sans doute été aussi sérieuse pour le quotidien, né le 22 mai 1973, dont on reconnaît généralement qu'il est l'un des derniers avatars vivants de l'esprit de mai 1968. Si M. July se réfugie dans une courtoisie taisante, et M. Peninou derrière le triple rempart de son sourire, de ses moustaches et de son cigare, certains rédacteurs n'hésitent pas à parler d'une « *crise à l'aveuglette* », dont on ne sait où elle mène, si ce n'est, dans le pire des cas, à l'absence de *Libé* dans les kiosques lundi prochain.

***

Le débat, l'autocritique ou plus simplement la critique des uns par les autres et réciproquement ont l'air bien engagé, sinon forcios, à tel point que des journalistes se plaignent de l'absence de discussions. La direction constate, pour sa part, dans un texte, la dégradation du système autogestionnaire, l'un des principes fondateurs du quotidien, et « *la multiplication des facteurs d'inertie* ». Et personne ne dit vraiment le contraire. Il n'empêche que des oppositions se sont ancrées autour des thèmes de la « professionnalisation » (nécessaire ou pas) du journal, de l'éventuelle hiérarchisation des salaires (1) de « *la question des licenciements* », de l'introduction de la publicité, de la coupure entre les rédacteurs et le secteur fabrication du journal, etc.

De vrais serpents de mer, en somme, mais qui font mal dans une rédaction aux racines soixante-huitardes. Tant pis ! Un rédacteur tranche, sans remords : « *Les idées des années 80 ne sont pas les idées des années 70* » ; un autre, pince-sans-rire : « *Ça va se régler aux prud'hommes.* »

Un journaliste explique : « *Il n'y a pas deux camps en présence — les militants et les professionnels, — mais quatre ou cinq sensibilités. Il y a quatre journaux (les pages culturelles, les pages société, les pages étranger, les pages politiques) dans le même journal. Il y a une micro-conflictualité rampante.* » Et puis, commente un rédacteur, « *les questions affectives et psychologiques, les questions personnelles, jouent énormément* ».

***

Sur l'ensemble de ces raisons s'est glissée une « déprime » temporaire. « *Nous sommes brisés par cette histoire et les conditions de travail (petits salaires, locaux exigus)*, explique quelqu'un. *Personne n'a les idées claires : c'est un moment d'usure pour tout le monde.* » Un moment d'usure et d'attente. La direction constate, en effet, qu'elle ne dispose pas du consensus nécessaire pour diriger et la rédaction d'une unité suffisante pour surmonter ses divisions. Entre ceux qui aspirent à un « *grand journal* » et ceux qui estiment qu'un *Libération* un peu retapé ne serait pas si mal, on entrevoit encore mal les possibilités d'entente.

Les créateurs d'Abgar sont en cas pessimistes. Le 9 février, on pouvait lire dans ce feuilleton d'un genre particulier : « *Les sismologues conviennent que l'ancienne fielding britannique est menacée de disparaître, mais leurs analyses diffèrent. Les uns donnent pour le raz de marée et avançant même une date : le 21 février prochain. D'autres évoquent la possibilité d'un tremblement de terre avant même cette échéance.* » Journalisme ! quand tu nous tiens...

LAURENT GREILSAMER.

(1) Le salaire est fixé à 3 500 F pour chacun des membres du personnel.

SPORTS

SKI NORDIQUE

Yvon Mougel, troisième aux championnats du monde de biathlon

Correspondance

Lahti. — *Vingt-trois nations étaient représentées dans les différentes épreuves des championnats du monde de biathlon (fond plus tir) échelonnées du 11 au 15 février. Le bilan a tourné nettement à l'avantage de la R.D.A., qui s'est adjugé quatre titres sur six (les 10 kilomètres et les relais tant juniors que seniors). Les deux autres titres sont revenus aux Finlandais Ikola et Eloranta. L'U.R.S.S. a enregistré un recul sensible par rapport aux positions établies à Lake-Placid.*

La grande vedette de ces championnats aura été l'Allemand de l'Est Frank Ullrich, un superbe athlète de vingt-trois ans, déjà six fois champion du monde et champion olympique du 10 kilomètres. Il a obtenu son septième titre individuel, samedi 14, d'extrême justesse devant le Finlandais Antila, à une seconde près, et le Français Yvon Mougel, à quatre secondes.

Le biathlète de 13 h. 48 est lâché. Les vingt mille Finlandais présents sous les trois tremplins de saut qui ont contribué à faire de Lahti une sorte de Mecque du ski nordique n'y prêtent pas la moindre attention. Les regards s'accrochent au va-et-vient incessant des concurrents partis de minute en minute, dont certains se postent déjà pour la deuxième fois sur le pas de tir judicieusement placé au milieu du stade pour offrir une vision parfaite du concours.

Le skieur de 13 h. 48, c'est Yvon Mougel, casaque bleue, toque blanche. Un Français. Autrement dit, un biathlète venu d'ailleurs, qui n'a terminé que trente et unième deux jours plus tôt sur 20 kilomètres. Autrement dit encore, quelqu'un qui ne saurait entraver une glorieuse destinée. En l'occurrence, celle d'Erkki Antila. Antila, qui est là, au moment où Mougel s'en va vivre son contre la montre de 10 kilomètres.

La première halte est située entre le deuxième et le troisième kilomètre : premier retour sur le stade après une digression dans la forêt voisine pour une série de cinq tirs en position couchée dans la neige. Huit concurrents seulement tapèrent dans le mille les cinq fois. Yvon Mougel est du lot.

Le fusil rangé dans le dos, le Vosgien repart pour 5 kilomètres de ski à la poursuite de la possible réalisation d'un rêve vieux de dix ans. La deuxième grosse borne du parcours est posée au kilomètre 7,5. Cinq tirs encore, toujours de 50 mètres mais en position debout cette fois. « *Une des grandes subtilités de notre sport consiste à savoir se préparer à la rupture de rythme que représente la séance de tir. Il faut glisser lentement vers son poste pour ralentir les pulsations du cœur.* » A l'instant de vérité, le fusil ne doit pas trembler. Et voici Mougel, la carabine est bloquée contre l'épaule : les coups partent ; les cibles tombent. Clameurs dans le stade. Il passe en tête.

« *Quand j'ai vu le tableau électronique indiquant la situation, j'ai eu envie d'arrêter pour pleurer. Pleurer de joie. Mais je me suis vite ressaisi pour repartir.* » Repartir pour les 2 500 derniers mètres au long desquels Ullrich et Antila glisseront plus vite que lui. « *Qu'importe le métal pourvu qu'on ait la médaille !* », criait son entraîneur de toujours, Daniel Claudon.

LLIBERT TARRAGO.

CHAMPIONNATS DU MONDE DE BIATHLON (LAHTI)

JUNIORS

10 km

1. Goethel (R.D.A.), 34 min. 12 sec. 62 (0 tour pénalité) ; 2. Strand (Norv.), 35 min. 48 sec. 77 (1) ; 3. Eloranta (Finl.), 36 min. 12 sec. 12 (2) ; ... Claudon (Fr.), 38 min. 12 sec. 68 (2) ; etc.

Relais 4 × 7,5 km

1. R.D.A., 1 h. 21 min. 27 sec. (Lindau, Roetsch, Goethel) ; 2. Tchécoslovaquie, 1 h. 23 min. 26 sec. (Capek, Pospichal, Matous) ; 3. U.R.S.S., 1 h. 25 min. 10 sec. (Tretjakov, Zemkov, Buligin) ; 6. France, 1 h. 37 min. 05 sec. (Claudon, Epp, Fischer) ; etc.

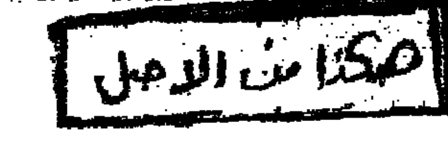
SENIORS

10 km

1. Ullrich (R.D.A.), 33 min. 08 sec. 37 (1 tour pénalité) ; 2. Antila (Finl.), 33 min. 10 sec. 10 (0) ; 3. Mougel (Fr.), 33 min. 12 sec. 51 (0) ; etc.

Relais 4 × 10 km

1. R.D.A., 1 h. 42 min. 27 sec. 58 (Jung, Jacob, Ullrich, Roesch) ; 2. R.F.A., 1 h. 46 min. 30 sec. (Bernreiter, Schweiger, Angerer, Fischer) ; 3. U.R.S.S., 1 h. 46 min. 17 sec. 89 (Alikin, Barnashov, Gavrilov, Aliabiev) ; 8. France, 1 h. 51 min. 22 sec. 71 (Mougel, Favrel, Geourjon, Poirot).



Le Monde

MÉDECINE

LA PRÉVENTION DES CANCERS FÉMININS

Le nombre des cancers du sein, les plus meurtriers et les plus fréquents des cancers féminins, a doublé aux Etats-Unis depuis *vingt ans*.

Les délais d'apparition des tumeurs malignes féminines sont, entre le moment où se déclenche le processus malin et celui où il est cliniquement décelable, exceptionnellement long, puisqu'ils atteignent cinq à vingt ans. *Ce délai de vingt ans, noté pour les cancers* du col de l'utérus et ceux du sein, implique la nécessité de diffuser, le plus largement et le plus rapidement possible, les notions modernes concernant d'une part le dépistage précoce des lésions précancéreuses et d'autre part les *situations ou les traitements* hormonaux *qui* en facilitent l'éclosion.

Le taux de guérison complète d'une lésion maligne du col localisée (que permet de repérer un examen des plus simples) est de 100 %. En revanche, et en dépit de tous les efforts thérapeutiques, le taux de mortalité du même cancer constaté trop tard et déjà envahissant est considérable.

Ces dépistages, comme ceux des tumeurs du sein, sont d'autant plus indispensables chez les femmes dites « à risques » dont on connaît à présent les caractéristiques, rappelées ici par le professeur Mauvais-Jarvis.

***Mais*, au-delà de cette action de dépistage précoce, au stade de lésion précancéreuse ou de cancer strictement localisé, la cancérologie moderne s'engage de plus en plus vers l'étude des facteurs favorisant l'accident qui frappe le matériel génétique de la cellule atteinte, accident qui se transmet à toute sa descendance et conduit à la prolifération maligne.**

Outre le vieillissement, qui multiplie les risques d'erreurs et les défauts de leur réparation au moment des remaniements cellulaires, divers éléments cancérogènes vrais (le tabac, les radiations ionisantes, certains virus notamment) ou « co-cancérogènes qui favorisent le déclenchement du processus malin (l'alcool, l'amiante, le virus de l'hépatite B par exemple) font l'objet d'études exhaustives ou de campagnes d'information à visée préventive.

Dans le cas des cancers féminins, les travaux les plus récents ne cessent de confirmer le rôle essentiel des facteurs hormonaux et, plus spécifiquement, des hormones normalement sécrétées durant la première partie du cycle menstruel, dites œstrogéniques, dont l'action est compensée par celle, antagoniste, de la deuxième moitié du cycle et de la grossesse (progestérone).

Lors d'une réunion organisée récemment à Washington à ce sujet, sur l'initiative de l'Institut national du cancer américain, des propositions communes d'étude et d'action préventive ont été adoptées, afin de juguler l'inquiétant développement des cancers mammaires, et, chez les femmes ménopausées traitées par des doses excessives d'œstrogènes, des cancers utérins.

Le professeur Mauvais-Jarvis, qui participait à cette réunion, en livre ici les conclusions. Elles pourraient conduire à des conceptions nouvelles concernant tant les méthodes contraceptives utilisées aux divers âges de la vie que le traitement systématique, et fort simple au demeurant, de certains déséquilibres hormonaux qui font le lit des cancers mammaires.

L'application de ces mesures de prévention implique qu'une information soit largement diffusée auprès des médecins et des femmes elles-mêmes concernant les mécanismes hormonaux de la reproduction humaine et le maniement des méthodes contraceptives ou des thérapeutiques de la ménopause. **Dr E. L.**

L'urgence d'une large information

par le Pr MAUVAIS-JARVIS (*)

IL *apparaît que la politique* actuelle de santé menée par nos dirigeants tende à s'enrichir — en matière de cancer — d'un effort louable entrepris dans le domaine de la prévention. Toutefois, cette prévention n'est réalisable que dans la mesure où un facteur cancérogène spécifique se révèle comme l'élément déterminant dans la genèse d'un cancer donné, à moins que des lésions précancéreuses puissent être aisément détectées et traitées. Dès lors ces notions établies, encore faut-il disposer des moyens d'information destinés à éduquer la population.

C'est un fait que, chez la femme, trois tissus génitaux se partagent le triste privilège de se cancériser avec une plus grande fréquence que d'autres : *le col de l'utérus, l'endomètre*, c'est-à-dire la muqueuse qui tapisse l'intérieur de l'utérus, *la glande mammaire* surtout.

L'épidémiologie des cancers *fait* apparaître de manière évidente que les facteurs qui prédisposent au cancer du col utérin sont fondamentalement différents de ceux qui déterminent l'apparition des cancers de l'endomètre et du sein. Cela tient au fait — démontré tout récemment — que le cancer du col est tota*lement indépendant de l'action* éventuellement cancérogène de certaines hormones sexuelles, alors que cancers de l'endomètre et du sein sont tous deux hormono-dépendants.

En effet, si l'on examine les facteurs de risque exposant les femmes au cancer du col de l'utérus et du sein, on remarque qu'ils sont rigoureusement opposés. On conçoit donc, aisément, qu'une politique de dépistage qui porterait à la fois sur l'un et l'autre de ces deux cancers obligerait à examiner deux populations dont les statuts socio-éco*nomiques et hormonaux sont* fondamentalement différents. C'est là une raison supplémentaire pour attendre de l'effort en matière de prévention qu'il repose sur des bases plus logiques.

Trois notions fondamentales

Trois notions fondamentales dominent l'évolution et l'épidémiologie du cancer du col de l'utérus.

● PREMIERE NOTION. — Une population dite à « hauts risques » est constituée en grande partie par des femmes ayant eu leurs premiers rapports sexuels à un âge précoce, et ayant présenté des *infections génitales* répétées et mal soignées. En bref, un éventail de population féminine appartenant généralement à un milieu socio-économique défavorisé. Vient s'ajouter un facteur de risque supplémentaire : celui du refus de dépistage ou du moins sa faible acceptation.

● DEUXIEME NOTION. — Le cancer du col utérin a une évolution extrêmement lente qui s'étale sur une vingtaine d'années entre la première exposition à l'agent cancérogène (qu'il soit viral ou traumatique) et le stade du cancer dit « invasif » évident sur le plan clinique. A mi-chemin de cette longue « histoire naturelle », se situe une période prolongée où le cancer demeure limité *(in situ)*, c'est-à-dire qu'il ne franchit pas les barrières *cellulaires* à *l'intérieur* desquelles il est enclos. Toutefois, dès l'apparition de ce stade, les cellules cancéreuses se détachent souvent du col et elles peuvent être recueillies à l'occasion d'une *demande* de frottis vaginaux encore dénommés de dépistage.

● TROISIEME NOTION. — En matière de cancer du col utérin, dépistage et prévention constituent deux actions convergentes. *En effet*, les *frottis* auxquels s'ajoutent d'autres explorations plus approfondies, telles que la colposcopie (*sorte de loupe* qui examine le col à un très fort grossissement), permettent d'obtenir *une guérison de l'ordre de* 100 % de ce cancer *in situ*. Cela grâce à une intervention chirurgicale mineure. En revanche, ce stade dépassé, le cancer « invasif » se grève d'une forte mortalité.

Il faut savoir que l'expérience du dépistage comme arme de prévention a été menée à une très grande échelle dans plusieurs pays, notamment au Canada. Les résultats de cette *campagne ont* été récemment relatés dans le rapport Walton (1), lequel fournit, d'autre part, une étude minutieuse sur la stratégie à adopter en matière de répétition des examens. *On a émis une hypo*thèse selon laquelle un dépistage très précoce — à l'occasion d'un examen prénuptial par exemple (2) — permettrait de faire une économie de soins de l'ordre de 250 millions de francs *contre* 30 millions pour le dépistage seul sans tenir compte des 165 000 années de vie économisées. Gageons qu'à l'occasion des campagnes de dépistage lancées dans ce pays pour sensibiliser l'opinion publique les frottis de dépistage ne seront plus seulement et paradoxalement réservés *aux femmes* provenant des milieux les plus favorisés, à celles qui consultent régulièrement le gynécologue et à celles qui demeurent le moins exposées au cancer.

Certes, cela exige de larges moyens d'investigation, mais avant tout, une remise en question des méthodes d'appréhension du dépistage cytologique, laquelle consisterait d'une part à former plus de cytologistes rompus à la pratique de certains examens ; d'autre part à étendre la pratique des frottis à tous les médecins généralistes, comme *cela se fait couramment* au Canada.

La responsabilité qui incombe aux hormones œstrogènes dans le développement du cancer de l'endomètre apparaît désormais comme *déterminante*. Cette notion s'est récemment dégagée à la suite d'une brusque augmentation de la fréquence de ce cancer (multipliée par dix) chez les femmes ménopausées originaires de certaines régions des Etats-Unis et traitées par de très fortes doses d'œstrogènes. Or ces hormones sécrétées naturellement par l'ovaire engendrent un facteur de multiplication cellulaire qui, à l'état physiologique, est normalement compensé pendant la moitié du cycle menstruel par la progestérone, hormone antagoniste des œstrogènes. Le cancer de l'endomètre est donc, par définition, un cancer œstrogénodépendant.

C'est un cancer qui se développe aussi dans certains cas où la femme sécrète des œstrogènes sans « *compensation* » par la progestérone. Telle est la situation observée dans les cinq ou dix années qui précèdent l'installation de la ménopause *(le Monde* du 8 juin 1977). L'his*toire naturelle du cancer de l'en*domètre est moins longue que celle du col utérin : environ cinq à dix ans. Toutefois, elle procède, là encore, par étapes histologiques successives d'hyperplasie, de dysplasie puis de cancérisation proprement dite.

Contrairement au cancer du col, le cancer de l'endomètre est difficile à dépister par les frottis car les cellules de l'endomètre ne desquament pratiquement pas dans le vagin. Pour les retrouver, il faut recourir à des explorations instrumentales qui ne sont pas à la portée de tous les praticiens.

En revanche, sa prévention est possible. Elle consiste à pallier toutes les carences en sécrétion de progestérone, que celles-ci soient physiologiques, au cours de la période périménopausique par *exemple*, ou *pathologiques*, cela aux différentes étapes de la vie génitale de la femme. Rappelons à cette intention que la contraception sous pilule, lorsqu'elle procède d'un bon équilibre entre œstrogènes et progestérone, constitue une prévention efficace du cancer de l'endomètre.

Quant à ce qui relève de la période post-ménopausique, il semble désormais admis que le cancer de l'endomètre ne se développe qu'en cas d'utilisation inadéquate d'œstrogènes. Cette « inadéquation » découle de l'utilisation isolée de certains œstrogènes sans recours à l'effet « protecteur » de la progestérone ou de ses dérivés de synthèse dotés d'une réelle activité anti-œstrogène. En revanche, une meilleure connaissance de ces arguments permet d'envisager le traitement de la ménopause avec un minimum de risques tout en lui conservant son maximum d'efficacité.

Le sein : un doublement en vingt ans

Le rôle cancérogène des œstrogènes sur la glande mammaire n'est plus à démontrer. On citera pour mémoire les expériences déjà anciennes pratiquées sur la souris par le Français Lacassagne. Ce rôle paraît *pourtant moins évident que pour* l'endomètre. Deux raisons principales tendent à le démontrer. La première qui tient au fait que la période de latence s'écoulant entre la première exposition à l'agent cancérogène et l'apparition d'un cancer cliniquement reconnu est la plus longue de tous les cancers gynécologiques : à savoir entre vingt et vingt-cinq ans. La deuxième réside dans l'adjonction d'une prédisposition génétique qui pourrait être transmise par une anomalie chromosomique. Celle-ci est illustrée par la fréquence d'apparition de cancer du sein chez les femmes dont la mère et la grand-mère ont été atteintes.

Ajoutons encore qu'en dehors des œstrogènes et de la progestérone, dont les actions antago*nistes s'exercent de la même* manière au niveau du sein et de la muqueuse utérine, une troisième hormone, la prolactine, joue un rôle important dans le fonctionnement harmonieux de la glande mammaire. Or cette hormone, qui est essentielle à la lactation, est cancérogène chez la souris. Il n'en est pas de même chez la femme à condition que le sein ait été au préalable « protégé » par une sécrétion ovarienne « adéquate » de progestérone.

Ainsi une première grossesse menée à terme précocément *par rapport aux premières règles* engendre un facteur de protection contre le cancer dans la mesure où elle permet une « différenciation » complète et harmonieuse de toutes les cellules *mammaires. Le profil des femmes* à « hauts risques » est désormais bien connu, comme le rappelle le tableau ci-contre.

Nous avons déjà évoqué l'hypothèse selon laquelle la plupart des facteurs de risques pouvaient être interprétés comme la résultante d'un allongement des périodes de vie génitale au cours desquelles la sécrétion ovarienne de progestérone est insuffisante, voire absente. Cette hypothèse a été reprise aux Etats-Unis par S. Korenman (3).

Cet auteur s'est *intéressé* au devenir des survivants du cataclysme provoqué par les bombes atomiques tombées sur Hiroshima et Nagasaki en 1945. L'irradiation qui suivit fut reconnue alors comme un agent cancérogène supplémentaire. Or, un taux maximum de cancer du sein fut enregistré vingt ans après l'explosion, et ce avec une particulière fréquence chez des fillettes qui — à ce moment précis — avaient entre dix et quatorze ans. C'est précisément là une période de vie génitale féminine caractérisée par le début de la création ovarienne d'œstrogènes et ce sans compensation par la progestérone.

En revanche, aucun accroissement du taux de cancer par rapport à des populations dites « *témoins* » ne *fut observé chez* les fillettes ayant à l'époque moins de dix ans et chez les femmes ayant des cycles normaux (de vingt à quarante ans). Pour Korenman, les œstrogènes seraient cancérogènes pour le sein plus en termes de durée d'exposition que d'intensité. Ainsi du déséquilibre entre sécrétion ovarienne d'œstrogènes et de progestérone, qui est quasi constant aux deux âges extrêmes de la vie génitale féminine (à savoir aux *alentours* de la puberté et avant la ménopause), résulteraient deux périodes de risques encore dénommées « fenêtres œstrogéniques ». Celles-ci peuvent varier d'une femme à l'autre de cinq à vingt années.

A cela il faut ajouter le rôle des facteurs d'environnement qui *altèrent notablement la fonction* ovulatoire des femmes occidentales : en particulier celles vivant dans nos grandes cités industrielles. Les agressions psychologiques de toutes *sortes* que l'on *observe sont à leur tour* responsables de manière indirecte d'un déséquilibre entre œstrogènes et progestrérone au niveau du sein et cela en passant bien souvent par un stade de tumeur bénigne *(le Monde* du 22 novembre 1978). On conçoit dès lors les difficultés que l'on rencontre pour l'élaboration d'une prévention visant soit à améliorer la fonction de reproduction des femmes à risque de cancer, soit à palier le déficit hormonal qui résulte de la détérioration de cette fonction. On ne peut, en effet, juger des effets éventuels d'un tel traitement préventif qu'au bout de vingt ans d'observation. D'autre part, il faut que les populations soient traitées selon des protocoles thérapeutiques bien précis.

Toutefois, une importante réunion vient de se tenir aux Etats-Unis à l'instigation du National Cancer Institute, et ce afin d'évaluer le risque de cancer engendré par l'exposition prolongée de la glande mammaire aux œstrogènes non contrebalancés par la progestérone. Au cours de cette réunion, tous les participants ont décidé d'accorder la plus grande attention à la « *fenêtre d'exposition œstrogénique* » qui s'écoule entre le début du développement mammaire et l'achèvement de la première grossesse. Or cette période tend à s'allonger dans nos sociétés occidentales. Cet allongement résulte, d'une part, de l'abaissement physiologique de l'âge de la puberté, d'autre part, du désir qu'ont actuellement les couples d'avoir leur premier enfant plus tardivement. Faut-il voir là une des raisons du doublement de fréquence de cancer du sein enregistré aux Etats-Unis au cours des vingt dernières années ?

Sur le plan pratique, il faut être rigoureux lorsqu'une thérapeutique hormonale est prescrite à une jeune fille ou à une jeune femme avant sa première grossesse. Ainsi doit-on se méfier de certaines pilules minidosées qui entretiennent un climat d'inflation estrogénique, dont le risque mammaire évident pourrait, *hélas, n'être reconnu que* dix ans plus tard. Dans le même ordre d'idée, le traitement par la progestérone des dysfonctionnements ovariens générateurs de tumeurs bénignes est admis par une grande partie de la communauté médicale internationale. On peut, en outre, prévoir dans un avenir proche que des propositions plus concrètes seront formulées en matière de prévention du cancer du sein. Cet effort exigera que soit fournie au corps médical et aux femmes elles-mêmes une information moderne sur la fonction de reproduction humaine. Sans cette information, l'effort préventif serait illusoire ; est-il nécessaire de rappeler qu'il concerne néanmoins plus d'une femme sur dix ?

(*) Chef du service d'endocrinologie de la reproduction de l'hôpital Necker, professeur à l'université René-Descartes.

(1) R.-J. Walton, *Union médicale canadienne*, 1966.
(2) M.-J. Millot, revue *Epidémie et santé*, 1978.
(3) Professeur de médecine à l'université de Californie.

LES FACTEURS DE HAUTS RISQUES

CANCER DU COL UTERIN	CANCER DU SEIN
Rapports sexuels précoces.	Age tardif de la première grossesse.
Mariage avant vingt ans, et/ou plus de cinq enfants, ou le premier avant vingt ans.	Premières règles précoces.
Infections génitales répétées.	Ménopause tardive.
Partenaires sexuels nombreux.	Histoire familiale de cancer du sein.
Bas niveau socio-économique.	Tumeur bénigne du sein.
	Haut niveau socio-économique.

RÉCEPTEURS ET STRATÉGIE THÉRAPEUTIQUE

Deux problèmes dominent actuellement les aspects hormonaux du cancer du sein.

L'un, qui se veut prospectif, réside dans la volonté d'une *recherche acceptée de politique* de prévention, fondée sur le concept reconnu d'un déséquilibre hormonal. L'autre, tout à *fait récent, participe d'une stratégie thérapeutique* donnée en *fonction de la dépendance* hormonale du cancer du sein reconnu comme tel.

Voici maintenant huit ans que *l'on a mis en évidence* le fait que des protéines « captent » les hormones œstrogènes et la progestérone au cours de l'évolution de certains cancers du sein. Or, ces protéines, dénommées encore « récepteurs », assument la transmission hormonale dans le noyau de la cellule : elles attestent, en *outre, du* degré de différenciation.

Quant aux techniques de détection de ces « récepteurs », elles ne cessent de progresser dans leurs méthodes d'investigation et sont mêmes tenues pour « indispensables » aux cours des interventions pratiquées sur le cancer du sein aux Etats-Unis.

Il semble, en effet, que les cancers qui sont plus sensibles aux thérapeutiques hormonales anti-œstrogènes aient un meilleur pronostic à long terme. En *revanche, les* cancers dits sans « récepteurs » se révèlent de moins bon pronostic, et justifient, quant à eux, l'utilisation de la chimiothérapie. Rappelons, bien sûr, la nécessité préalable d'une *intervention* chirurgicale généralement *associée* à la radiothérapie.

Ces notions impliquent que, dorénavant *et* en aucune circonstance, l'ablation d'un can*cer du sein ne peut* être conduite sans que soit effectué le dosage de ces « récepteurs » qui conditionnent la conduite thérapeuthique ultérieure.

Pr P. M.-J.

VERS LE RENOUVEAU DES PRÉSERVATIFS ?

La *Revue du Praticien* (1) a consacré, le 11 décembre 1980, *un excellent numéro spécial* (réservé au corps médical) à la régulation des naissances. Placé sous la direction du professeur Emile Hervet (hôpital de la Pitié, Paris), il comporte une analyse systématique de tous les modes de régulation des naissances, y compris *la* stérilisation masculine et féminine, l'avortement et les incidences psychologiques des techniques proposées.

Une étude de la situation mondiale par le spécialiste de l'Institut national d'études démographiques qu'est M. H. Léridon évalue à cent cinquante millions le nombre des couples pratiquant une méthode contraceptive dans le monde non socialiste, soit le tiers des couples en âge de procréer.

La stérilisation concerne autant de couples (soixante-dix millions) que la pilule, et soixante-dix millions d'avortements sont pratiqués chaque année...

Pour le professeur Hervet, c'est le renouveau des moyens mécaniques de régulation des naissances (préservatif en tête) qui devrait marquer ces prochaines années, dans l'attente de la découverte d'une méthode idéale de contraception, encore inexistante, et devant le recul des moyens hormonaux (pilule).

(1) Editions J.-B. Baillière, 10, rue Thénard, 75005 Paris. Prix : 8,50 F. Franco : 9,50 F.

Le bicentenaire de René-Théophile Laennec

(Suite de la première page.)

Des principes qui marquaient le tournant le plus décisif de toute l'histoire de la médecine, et son entrée dans un champ de la pensée dont elle avait été jusqu'alors totalement et indûment exclue : celui de la connaissance objective.

Né à Quimper le 17 février 1781, élevé par son oncle Guillaume, recteur de l'université de Nantes, le jeune médecin qu'était Laennec « monta » à Paris en 1801. Un Paris médical sur lequel régnait à l'époque une doctrine absurde mais toute-puissante, fruit de la dictature agressive et sectaire d'un Malouin, François Broussais, qui, *« maniant allègrement le sarcasme, l'injure et le mépris »* (1), régnait alors en maître intransigeant sur la faculté de médecine.

Toutes les manifestations morbides, physiques ou psychiques, relevaient, pour Broussais, d'une irritation intestinale suivie d'une inflammation des organes, dite « phlegmasie ». D'où les saignées, les sangsues, les purges et les lavements qui ne firent qu'aggraver les souffrances et l'état de malheureux malades précipités vers la mort dans des flots de déjections et de sang.

Du sectarisme à la lumière

Lorsque parut en 1824, sous le titre évocateur de *« Catéchisme de médecine physiologique »*, la bible de ce jacobin sectaire, ancien médecin des armées impériales, Laennec avait publié depuis cinq ans déjà son magistral *« Traité du diagnostic des maladies des poumons et du cœur »* (2).

Il y rendait hommage, dans une préface rédigée en latin (3), à ceux qu'il tenait pour ses trois maîtres spirituels :

● *Le Viennois Auenbrügger*, ami du compositeur Haydn, qui, un siècle plus tôt, avait, dans l'indifférence générale, montré ce que peut apporter l'examen clinique modeste et attentif et notamment la percussion dans les maladies pulmonaires (4).

● *Le baron Corvisart*, médecin de Napoléon qui, le premier, souligna l'importance de cette démarche et s'efforça de la diffuser.

● *L'Anglais Howard Jenner*, enfin, modeste praticien de campagne du Gloucestershire et naturaliste de génie, qui, le 14 mai 1796, entreprit contre la variole la première vaccination de l'histoire des peuples.

L'hostilité agressive et la puissance incontestée du conservateur rétrograde qu'était Broussais conduisit Laennec à présenter, non à ses pairs, mais... à l'Académie des sciences mathématiques, le 29 juin 1818, le mémoire historique dans lequel il décrivait l'invention qui le rendit à jamais célèbre, son fameux stéthoscope.

Il s'était remémoré un principe d'acoustique élémentaire d'amplification des sons en observant, un jour qu'il traversait la cour du Louvre, des gamins qui se transmettaient au travers d'une poutre des messages tapotés ou chuchotés. Laennec vérifia sur-le-champ les possibilités de cette méthode en recourant, pour l'auscultation d'une jeune malade chez laquelle il se rendait, à un simple cahier roulé en forme de cylindre.

Perfectionnant, durant les semaines qui suivirent, son cylindre de papier, il fabriqua très vite un instrument de bois, tourné avec soin comme le ferait un flûtiste, afin que les bruits du cœur, et même du cœur fœtal, ceux de la respiration, les râles, les murmures, les souffles dus à la phtisie ou à la pneumonie, puissent être perçus et amplifiés de la manière la plus claire.

Le fameux stéthoscope était né, que l'on pourra voir aux expositions de la mairie du sixième arrondissement de Paris, de Quimper, de Rennes, puis du Palais de la découverte.

Un stéthoscope dont Laennec sut utiliser les ressources avec tant d'habileté que même Broussais disait, sur le tard, du médecin breton qu'il avait tant combattu : *« Il semble qu'il ait été dans l'intérieur même du corps de ses malades. »*

Et cela, près d'un siècle avant la découverte des rayons X qui permirent de voir réellement ce que Laennec avait, dans son génie, pressenti, entendu, décrit, classifié, confronté à tous les autres signes cliniques observés, vérifié aux constatations d'autopsie, pour établir toutes les bases, aujourd'hui encore valables, de la pathologie pulmonaire.

Fidèle à la méthode qu'il s'était fixée dès 1804, année de sa thèse : *« Joindre à l'étude clinique celle des lésions anatomiques »*, Laennec construisit en trois ans (1816-1819) son œuvre magistrale, valable encore aujourd'hui.

Arrachant la clinique aux théories confuses et aux systèmes fumeux qui la dominaient tout entière, il la plaçait, dès lors, et pour la première fois, au rang d'une science objective et rigoureuse : *« Soumettant chaque jour le médecin au jugement impartial des faits anatomiques, Laennec l'a, pour toujours et à jamais, gardé des imaginations déréglées, des interprétations personnelles, idéologiques ou verbales »* (1).

Le Collège de France ne s'y trompa point, qui le nomma professeur dès 1822, avant la faculté de médecine. Pas plus que Chateaubriand ou Mme de Staël, qui contribuèrent à une renommée devenue rapidement mondiale, et dont il ne put, hélas ! savourer longtemps la portée

Rongé par la tuberculose pulmonaire qui l'avait conduit déjà, et à plusieurs reprises, à se retirer dans ses terres bretonnes, René-Théophile Laennec y mourut en 1826, à quarante-six ans, laissant l'œuvre fulgurante qui lui survit pour l'éternité, et que célébreront la France comme la médecine mondiale tout au long de l'année.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) *Histoire de la médecine*, par Maurice Bariéty et Charles Coury, éd. Fayard.

(2) *De l'auscultation médiate*, chez J.A. Brosson, libraire à Paris, 1819.

(3) Laennec parlait couramment le français, le latin, le grec et le breton.

(4) La percussion, qu'utilisent encore largement, au même titre que l'auscultation, les cliniciens d'aujourd'hui, permet de détecter la matité d'un organe dense ou densifié par un épanchement ou une infection.

LE PROGRAMME DES MANIFESTATIONS

Voici la liste des manifestations qui, cette année, seront consacrées en France, à la mémoire de Théophile Laennec.

Mardi 17 février 1981

16 h : Commémoration à l'Académie nationale de médecine, en présence du président de la République qui prendra la parole.

18 h : Inauguration de l'exposition à l'Académie nationale de médecine.

Mercredi 18 et jeudi 19 février 1981

De 9 h à 18 h : Colloque international au Collège de France.

Jeudi 19 février 1981

De 18 h 30 à 20 h 30 : Vernissage de l'exposition à la mairie du VI[e] arrondissement de Paris (1).

Vendredi 20 février 1981

De 15 h à 17 h 30 : Célébration du bicentenaire en la Chaire d'histoire de la médecine.

18 h 30 : Messe à la mémoire de Laennec, en l'église Saint-Sulpice, célébrée par le Père Riquet.

Samedi 21 février 1981

15 h : Palais de la découverte : inauguration du cycle de conférences.

Conférence du professeur Jacques Chrétien : *Après Laennec, la médecine pulmonaire d'aujourd'hui et de demain.*

Dimanche 22 février 1981

21 h 30 : *« La passion de Théophile »*, un film produit par Antenne 2, évocation de la vie et de l'œuvre du pionnier de la médecine moderne. Ce film sera ensuite présenté au Palais de la découverte.

Dimanche 1[er] mars au samedi 14 mars 1981

Palais de la découverte : *Docteur Laennec*, film de Maurice Cloche (du dimanche au vendredi à 15 h ; le samedi à 21 h).

Samedi 14 mars 1981

15 h : Palais de la découverte : clôture du cycle de conférences. Conférence du professeur François Ruff : *Après Laennec, du stéthoscope à la phonographie pulmonaire.*

Mercredi 25 mars 1981

Commémoration à Quimper et inauguration de l'exposition.

Lundi 4 mai 1981

Commémoration à Nantes et inauguration de l'exposition avec le concours de la chambre de commerce de Nantes.

Lundi 15 juin 1981

Exposition au Palais de la découverte.

Fin septembre 1981

La Salpêtrière - Entretiens de Bichat - Exposition.

Mi-décembre 1981

Edition, par la Fondation Singer-Polignac, du catalogue des manuscrits de Laennec.

(1) Les jeudis 26 février et 5 mars à 20 h. 45 : Conférences à la mairie du 6[e] arrondissement par le docteur M. Valentin et M. M. Mailloux.

LIVRES

■ **Mal au dos, mal du siècle, du docteur Robert Maigne. Robert Laffont éditeur, 312 pages, dix-sept dessins. 62 F.**

Histoires vécues, éléments essentiels permettant de connaître et de comprendre le fonctionnement des articulations vertébrales et leurs souffrances, types de douleurs et traitements, le classement utilisé par l'un des spécialistes les plus compétents de ce mal du siècle fait que son livre représente, pour toutes les victimes actuelles ou potentielles du *« mal au dos »*, une véritable bible.

Nul mieux que le docteur Maigne, dont l'expérience est considérable et qui a formé des centaines d'élèves, ne pouvait traiter plus clairement, plus rigoureusement un sujet qui intéresse très directement des milliers de Français.

Le bon sens, fruit de cette expérience incomparable, prévaut à chaque page, et les règles communes d'hygiène de vie et de gymnastique personnelle et préventive y trouvent la place qui leur est due.

Le chapitre sur les chiropracteurs *(« leur doctrine pseudo-scientifique est débile et leurs techniques de manipulations ne sont ni uniques, ni les meilleures »)* et les ostéopathes non médecins *(« qui font fausse route »)* . sont particulièrement acérés, et rendent grand service à ceux qui, à leur suite, font fausse route également et courent des risques importants.

Dr E. L.

■ **« 101 réponses aux diabétiques », du professeur Tchobroutsky. Editions Hachette, 192 pages. 38 F environ.**

Après avoir distingué le diabète sucré du diabète insipide, puis le diabète gras du diabète maigre, l'auteur en expose les différentes causes et les modalités de traitement . Cet ouvrage passe en revue l'ensemble des problèmes qui se posent au diabétique. Quels régimes alimentaires adopter ? L'utilisation et le rôle spécifique des différents médicaments : les sulfamides et les biguanides hypoglycémiants, l'insuline ? La vie du diabétique: la grossesse ,le sport, le travail, etc. ? Un chapitre est consacré à la prévention dont une forme, le diabète gras, peut être évitée au prix d'une hygiène de vie qui n'exige pas de trop lourds sacrifices. Un livre utile, donc, pour les diabétiques et leurs proches.





Revue générale pour la navette spatiale américaine

Une mise à feu des moteurs est prévue pour jeudi

Ces derniers jours sont parmi les plus critiques pour la navette spatiale américaine : un ensemble très complet de tests, mettant en jeu tous les éléments de ce gigantesque programme, est en effet en cours. Il s'agit d'une *simulation — aussi proche que possible de la réalité —* de la première mission orbitale de la navette, mission que la NASA espère pouvoir commencer le 7 avril : mais les reports ont été si nombreux depuis la date initialement envisagée du 15 mars 1979 qu'on ne peut guère fonder de certitude *sur le respect éventuel de ce* calendrier.

Le « clou » de cette série d'essais est *la mise à feu* des moteurs de la navette, qui brûleront pendant vingt-trois secondes. La navette ne décollera pourtant pas, car sans l'appoint des deux fusées à poudre qui accroissent la poussée des moteurs, celle-ci n'est pas suffisante pour soulever l'ensemble du système. Cette mise à feu, qui devait avoir lieu le lundi 16 février à l'aurore, a été en dernière minute repoussée au jeudi 19. Elle constitue l'étape la plus risquée de la phase finale de développement de la navette, pour *deux raisons :*

● 1) Les trois moteurs à oxygène et hydrogène liquide de la navette, bien que dérivés en partie de ceux, si sûrs, des fusées Saturne, ont connu aux essais une série d'incidents et parfois *d'accidents graves qui font douter* de leur fiabilité. Encore récemment, le 19 janvier, une petite explosion d'hydrogène s'est produite lors d'un tir de moteur au banc d'essai, et a conduit à faire une légère modification sur les moteurs de vol.

● 2) Même si les moteurs fonctionnent parfaitement, leur poussée va soumettre les structures très légères de la navette, de son réservoir extérieur et des fusées d'appoint à des efforts qui seront proches des limites de résistance de ces structures. Il y a donc risque qu'un de ces efforts ait été sous-estimé et que l'architecture, *ou l'un des complexes et* fragiles équipements de la navette, supporte mal cet essai — qui est justement destiné à vérifier les prévisions et les calculs des ingénieurs. En particulier, il faut tester l'effet « twang » — littéralement : bruit d'une corde qui se détend. Comme les moteurs ne sont pas dans l'axe du réservoir externe — qui est de loin la plus grosse masse de l'ensemble — au moment de leur mise en marche tout l'ensemble s'incline dans la direction opposée aux moteurs — le haut se déplaçant de 50 centimètres — puis revient brutalement en place.

En cas d'accident soit du moteur, soit des structures, il s'ensuivrait un nouveau et très important retard de cette première mission, qui conditionne tout le programme spatial américain — et qui n'est pas sans influence sur bien d'autres sujets, au premier chef les perspectives de commercialisation du lanceur européen Ariane.

Même si cet essai de moteurs se déroule à la perfection, tout ne sera pas dit. Il peut apparaître une difficulté génératrice de retards dans les nombreux autres tests qui le suivront. C'est toute la mission qui est simulée. Après l'essai des moteurs, il y aura une récupération — factice — des *fusées à poudre qui, le jour du* vol, se détacheront de la navette après quelques minutes de combustion et retomberont dans l'Atlantique. Puis le centre de contrôle spatial Johnson de Houston (Texas) reproduira une mission identique à celle qui est programmée, les astronautes étant dans le simulateur de vol où ils se sont longuement entraînés. A la *fin de cette « mission » on testera* les procédures d'atterrissage. En principe, celui-ci est prévu sur la base californienne d'Edwards, où un avion Northrop T-38 se présentera comme doit le faire la navette et sera accueilli avec les mêmes égards.

L'encombrement des ordinateurs

Des simulations d'atterrissage seront aussi faites au centre spatial Kennedy et à la base de missiles de White-Sands (Nouveau Mexique), où la navette pourrait atterrir si, lors du premier vol, un incident impliquait un retour d'urgence.

Cette revue détaillée doit ainsi montrer qu'il ne manque ni un *bouton de guêtre ni surtout une* instruction d'ordinateur. Après quoi il ne restera plus qu'à réparer les pannes ou incidents déjà *connus, et ceux qui* ne manqueront pas d'apparaître.

Il y a, par exemple, le revêtement du réservoir extérieur. Destiné à isoler thermiquement les liquides cryogéniques (hydrogène et oxygène liquides), ce revêtement n'a pas supporté le brutal refroidissement qu'il a subi lors du remplissage des réservoirs, et dix-sept panneaux se sont décollés sur un total de quatre cents. Les réparations seront faites après les essais de cette semaine ; il faudra ensuite faire un nouveau remplissage du réservoir pour vérifier la solidité du collage.

Les spécialistes ont aussi quel*ques difficultés avec le programme* qui contrôle les dernières minutes avant le tir ; il semble qu'il soit trop complexe et que les ordinateurs ne puissent, en temps réel, faire toutes les opérations qu'on leur demande. Pour l'essai de jeudi, on utilisera le remède provisoire qui consiste à supprimer certains contrôles, mais il faudra ensuite traiter à fond ce problème d'encombrement.

Il reste donc bien des problèmes à résoudre, et bien des incertitudes sur la date à laquelle les astronautes John Young et Robert Crippen iront faire les trente-six tours de la Terre que l'Amérique attend depuis longtemps.

MAURICE ARVONNY.

Élection de M. Andrei Sakharov à l'Académie des sciences

Le physicien soviétique Andrei Sakharov, Prix Nobel de la paix 1975 et membre de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., a été élu, lundi 16 février, associé étranger de l'Académie des sciences. Au cours de la même réunion, M. Hendrik Brugt Casimir (Pays-Bas), pour ses travaux sur la théorie quantique des champs, le magnétisme à très basse température et la supraconductivité, et M. Nicolas Bloembergen (Pays-Bas), naturalisé américain, pour sa contribution à la résonance magnétique nucléaire dans les liquides et les solides et à l'optique non linéaire, ont été élus dans la même section.

En accueillant dans ses rangs *le physicien Sakharov* (1), connu pour ses prises de position en faveur des droits de l'homme, et sa contribution au développement de la bombe H soviétique, l'Académie des sciences n'a-t-elle pas fait un geste politique ? L'un de ses deux secrétaires perpétuels, M. Paul Germain, s'en défend, arguant du fait qu'une telle action aurait pu être faite lorsque *le physicien soviétique fut* assigné à résidence à Gorki, à quelque 200 kilomètres à l'est de Moscou. « *Notre choix*, a-t-il dit, *a été sanctionné par les seules préoccupations scientifiques* », ainsi qu'en témoigne « *l'importance considérable des travaux accomplis par M. Sakharov* ». L'an dernier encore, il a publié quatre articles, dans lesquels, faute de documents bibliographiques mis à sa disposition, il déclare souvent : « *Je cite de mémoire.* »

Ce spécialiste de la fusion thermonucléaire et du *confinement* magnétique des plasmas auquel les constructeurs de Tokomaks, de Stators, et de Levitrons (réacteurs à fusions) doivent beaucoup, a également travaillé sur les générateurs de champs ma*gnétiques intenses*, la gravitation et la structure des hadrons (particules élémentaires). Enfin, on lui doit une hypothèse intéressante sur *l'instabilité du proton* et l'origine de l'univers (Big Bang).

Un groupe de six académiciens — physiciens et mathématiciens — devait se réunir pour demander audience à l'ambassadeur de l'Union soviétique à Paris. Cette demande, qui fait suite à celles déjà engagées en mars et juillet de l'année dernière, devrait se traduire par une demande de rencontre avec M. Andrei Sakharov au nom de la tradition scientifique.

(1) Elu l'an dernier à l'Académie des sciences morales et politiques

INFORMATIONS « SERVICE »

MODE

Les vingt-cinq ans de Rodier

En 1956, sortent les premiers tricots Rodier, après la reprise de la maison de tissus spéciaux à la haute couture plus que centenaire par le groupe Prouvost.

A l'époque, seules quelques initiées du « shopping à Londres » apprécient l'élégance des tricots diminués. A Paris, le coupé-cousu à manches chauve-souris paraît bardé de coutures et plutôt rêche sur la peau. D'emblée, la douceur de la laine, les beaux coloris et les détails raffinés s'imposent dans les chandails et les cardigans réalisés sur les métiers circulaires britanniques, vite complétés de jupes et qui représentent les premiers ensembles coordonnés dans lesquels nous vivons toujours.

Dès l'origine, Rodier oriente ses recherches vers les mélanges de fils acryliques ou synthétiques l a v a b l e s, irrétrécissables, etc. Les pantalons fuseaux suivent, au début des années 60, taillés droits après leur acceptation par le grand public en 1968, qui connaîtront leur apogée en 1973. La première collection pour hommes date de 1959. Les modèles « club » s'adressent aux adolescentes. Puis le prêt-à-porter en tissus vient compléter la bonneterie ; 3,5 millions de pièces sont vendues annuellement.

En 1980, le chiffre d'affaires de Rodier s'élève à 440 millions de francs, dont 61 % en tricots, 12 % en chemisiers lavables, 17 % en jupes et pantalons, 40 % en prêt-à-porter. Les exportations représentent 45 % du total.

Mais de telles quantités ne s'écoulent pas sans un solide système de distribution. Aussi, le groupe Prouvost crée-t-il pour Rodier une organisation de boutiques en franchise, dotées du même décor, d'abord dans les grandes villes, puis dans les centres commerciaux, en tout aujourd'hui quelque deux cents magasins au panonceau rouge et noir. La cliente Rodier, de trente à trente-cinq ans, achète en moyenne un « ensemble » de deux pièces par saison, dépensant de 500 F à 700 F. En effet, les jupes sont à 300 F, comme les chemisiers en léger crêpe de polyester, les gilets commencent à 250 F.

Pour le printemps, les coloris vedettes sont à base de bleu, blanc, rouge, sans oublier les pastels et les grisés. Les tricots premiers prix sont réalisés dans l'usine de la Marsa, en Tunisie. Le reste à Cambrai. Et les accessoires complètent la panoplie, du foulard aux espadrilles.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Croquis de MARCQ.)

RODIER : ensemble trois pièces de printemps composé d'un manteau trois quarts aux épaules travaillées de plis en côtes perlées uni sur un chandail à manches courtes et une jupe droite à larges bandes horizontales bicolores. Existent en dix coloris composés, onze pour le manteau. 450 F, 260 F et 300 F, dans les innombrables magasins de la marque à travers la France.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 18 FEVRIER

« En France après Jeanne d'Arc », aux Archives, 10 h. 30, 87, rue Vieille-du-Temple, Mme Legrégeois.

« Les maîtres verriers du Moyen Age racontés aux enfants », 14 h. 30, entrée de la Sainte-Chapelle, Mme Colin.

« Une ville-jardin au centre d'Ivry », 15 h., métro Mairie d'Ivry, Mme Guillier.

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Meyniel.

« Notre-Dame », façade, portail central, Mme Pennec.

« Art gothique et Renaissance », 15 h., entrée du Petit-Palais, Mme Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Pissarro et l'impressionnisme », 15 h., Grand Palais (Approche de l'art).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h. 30, métro Hôtel de Ville, devant la poste, Mme Ragueneau.

« Pissarro au Grand Palais », 19 h. 30, hall d'entrée de l'exposition (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Sénat », 15 h., 20, rue de Tournon, Mme Hager.

« Pissarro », 19 h., entrée au Grand Palais, Mme Hager.

« La cathédrale russe : histoire de l'orthodoxie », 15 h., 12, rue Daru, M. Jaslet.

« Hôtel Lemoignon, de Châtillon, de Marle, de Sévigné », 15 h., 24, rue Pavée, M. de La Roche.

« Une tapisserie : les Vendanges devant le château », 14 h. 30, Musée des arts décoratifs (cinq à huit ans).

Edité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérants :

Jacques Fauvet, directeur de la publication.

Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

1978

Commission paritaire n° 57 437.

CONFÉRENCES

MERCREDI 18 FEVRIER

14 h. 30, Musée des arts décoratifs : « La vie quotidienne en France au dix-huitième siècle » (classe de 4e).

14 h. 45, 28, avenue George-V, P. Le Sellier : « L'Islande » (L'Age d'or de la France) (multivision, trois écrans).

15 h., Palais de Chaillot, salle du Musée des monuments français, Mme S. Egler : « Les Fauves Van Dongen, Friesz, Dufy, Braque... ».

15 h. et 17 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Cl. Thibaut : « Gauguin ».

17 h. 30, mairie annexe du premier arrondissement, 4, place du Louvre, M. J. Valynseele : « Les maréchaux de Napoléon III, leur famille, leur descendance » (Académie du Second-Empire).

17 h. 30, 17, avenue d'Iéna, M. P.C. Hartmann : « La jeunesse sous le IIIe Reich », conférence en allemand (Goethe-Institut).

18 h., amphithéâtre Descartes, Sorbonne, M. Y. Pelicier : « Perception du risque et innovation » (MURS).

18 h. 30, Musée des arts décoratifs, professeur Marc Venard : « La réforme catholique dans la France du seizième siècle ».

19 h., 30, boulevard de Port-Royal, Mme E. Benbassa-Dudonney : « Langue et civilisation judéo-espagnoles » (Centre Rachi).

19 h., 63 bis, rue du Cardinal-Lemoine, M. R. Amadou : « La création éternelle : Dieu qui conçoit et ses trois principes réalisateurs » (Centre Ergonia).

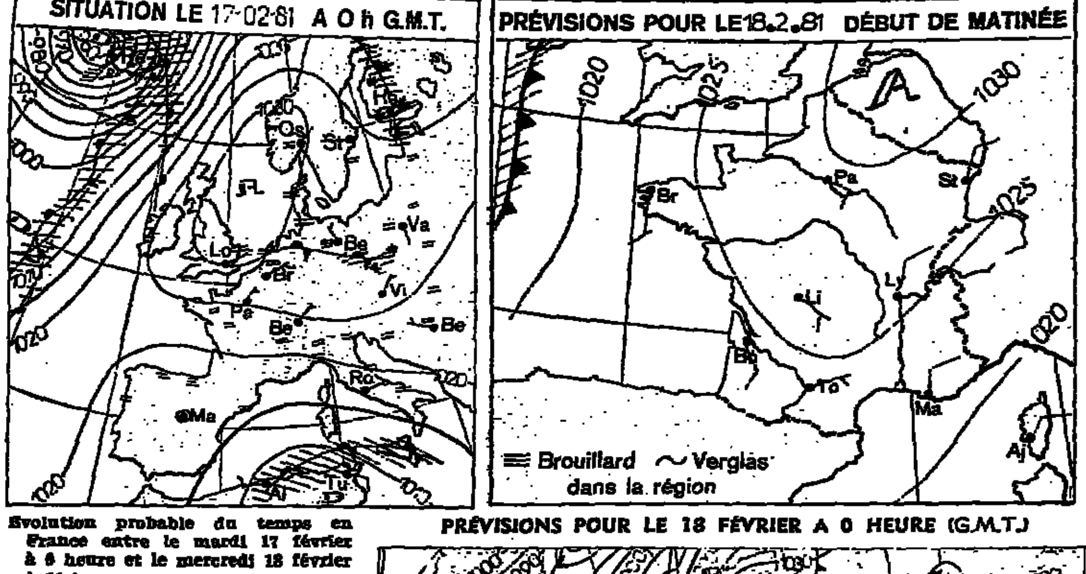
19 h. 30, 1, rue Victor-Cousin, amphithéâtre Bachelard, docteur J. Donnars : « Vivre mieux, créer la paix en soi » (Université populaire de Paris).

20 h. 30, Musée de l'homme, F. Lupu : « Commentaires « tin dama » sur la peinture européenne moderne ».

20 h. 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, salle de la « Domus Medica », Y. Diénal : « L'Amour amoureux » (Psycho-Santé).

20 h. 30, 18, rue de l'Estrapade, Swami Gitananda : « Tout le monde est-il heureux sauf moi ? » (Méditation Siddha).

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le mardi 17 février à 0 heure et le mercredi 18 février à 24 heures :

L'air froid qui recouvre l'Europe centrale et la France fera encore obstacle à la pénétration des masses d'air humide et doux qui resteront au large de nos côtes.

Mercredi 18 février, il fera encore froid en France. Les gelées matinales persisteront ; elles seront du même ordre que celles de mardi et elles n'épargneront guère que les régions méditerranéennes. La journée sera généralement bien ensoleillée malgré quelques nuages élevés, mais, le soir, le ciel deviendra un peu plus nuageux que les jours précédents en Bretagne. Les vents, de secteur est, resteront faibles.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 février ; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17) : Ajaccio, 12 et 6 degrés ; Biarritz, 11 et 1 ; Bordeaux, 9 et —4 ; Bourges, 6 et —3 ; Brest, 7 et —1 ; Caen, 3 et —2 ; Cherbourg, 5 et 1 ; Clermont-Ferrand, 6 et —10 ; Dijon, 6 et —3 ; Grenoble, 6 et —6 ; Lille, 3 et —3 ; Lyon, 4 et —5 ; Marseille, 10 et 1 ; Nancy, 4 et —4 ; Nantes, 6 et —1 ; Nice, 12 et 3 ; Paris-Le Bourget, 5 et —2 ; Pau, 11 et —2 ; Perpignan, 10 et 2 ; Rennes, 6 et —3 ; Strasbourg, 4 et —3 ; Tours, 4 et —1 ; Toulouse, 12 et —2 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 11 ; Amsterdam, 4 et 1 ; Athènes, 9 et 2 ; Berlin, 3 et —4 ; Bonn, 5 et —4 ; Bruxelles, 3 et —2 ; Le Caire, 17 et 10 ; îles Canaries, 19 et 15 ; Copenhague, 3 et 0 ; Genève, 3 et —6 ; Jérusalem, 8 et 4 ; Lisbonne, 17 et 8 ; Londres, 8 et 0 ; Madrid 11 et —2 ; Moscou, —5 et —13 ; Nairobi, 29 et 15 ; New-York, 10 et 6 ; Palma-de-Majorque, 11 et 3 ; Rome, 10 et 0 ; Stockholm, —1 et —3.

LE TEMPS PROBABLE DU JEUDI 19 FEVRIER AU DIMANCHE 22 FEVRIER

Jeudi 19 février. — Bretagne, Vendée, Midi-Pyrénées, assez nuageux et brumeux. Températures minimales de 0 à 2 degrés. Températures maximales de 8 à 10 degrés. Ailleurs, persistance du temps froid avec des gelées de —3 à —5 degrés. Nuageux des Ardennes à l'Alsace et aux Vosges, avec faibles chutes de neige. Températures maximales de 0 à 3 degrés sur la moitié nord, de 6 à 8 degrés sur la moitié sud.

Vendredi 20 février. — Sur pourtour méditerranéen et Corse, assez nuageux avec pluies éparses. Températures maximales de 8 à 10 degrés. Au nord de la Seine et sur régions de l'Est, passagèrement nuageux avec faibles chutes de neige. Températures maximales de 2 à 5 degrés. Ailleurs, beau temps froid avec gelées de —3 à —5 degrés sur Massif Central. Températures maximales atteignant 4 à 7 degrés.

Samedi 21 et dimanche 22 février. — Devenant plus nuageux et plus doux de la Bretagne à l'Aquitaine avec vent de sud-ouest modéré.

Températures maximales de 7 à 10 degrés. Ailleurs, persistance du temps froid avec faibles chutes de neige de l'Alsace au Jura et quelques nuages sur la Provence. Températures maximales de 3 à 6 degrés, 9 à 11 degrés sur le littoral méditerranéen.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

ÉDUCATION

LES « RISQUES NOUVEAUX » A LA SORBONNE

Le Mouvement universel de la responsabilité scientifique (MURS) organise une nouvelle série de cours publics à la Sorbonne, consacrés aux risques nouveaux (1). 18 février : *Perception du risque et innovation*, par Yves Pelicier, professeur à la faculté de médecine de Paris. — 4 mars : *Vieillir, un risque ?* par Henri Pequinot, professeur à l'université Paris-V. — 18 mars : *Cancer, mutations : risques à long terme pour l'homme*, par Raymond Latarjet, membre de l'Institut Curie. — 1er avril : *Risque pétrolier : menaces, réponses*, par Raymond Lévy, vice-président de l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (Elf-Erap). — 29 avril : *Risques, responsabilité et décision*, par Pierre Piganiol, physicien, conseiller scientifique.

(1) Les cours ont lieu le mercredi à 18 heures, aux dates ci-dessus, Amphithéâtre Descartes-Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne. Les conférences sont enregistrées et peuvent être obtenues au secrétariat du MURS : 173, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris, tél. 548-88-50.

loterie nationale — LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DU VENDREDI 13

TIRAGE N° 11 DU 16 FEVRIER 1981

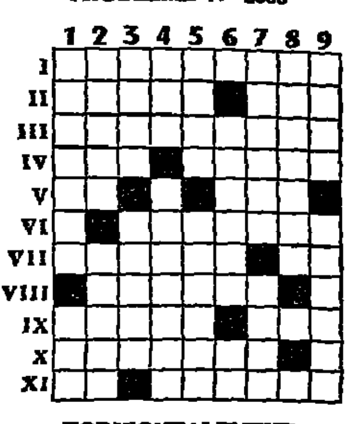
TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER (F.)	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER (F.)
1	1	100	6	3 186	5 000
	291	800		3 866	5 000
	551	800		7 136	5 000
	81 761	100 100	7	7	100
2	762	700		87	300
	8 832	5 000		9 107	2 100
3	5 203	5 000		52 127	100 100
4	24	200	8	98	200
	2 854	2 000		4 118	2 000
	4 434	5 000		0 448	5 000
	4 634	10 000		6 798	5 200
5	05	200	9	579	700
	635	700		371 449	1 000 000
	0 245	2 000		073 719	4 000 000
	96 165	75 000	0	860	700
6	166	700		6 910	2 000
	9 476	2 000		9 410	10 000

PROCHAINS TIRAGES LE 18 FEVRIER 1981
L'ARLEQUIN au GOSIER (Guadeloupe)
LA SAINT VALENTIN à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)

1981 - LOTERIE NATIONALE TRANCHE DU VENDREDI 13 - N° 11

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2868



HORIZONTALEMENT

I. Fausse alerte au « feu » ne nécessitant pas l'intervention des pompes. — II. Agent employé au recouvrement. Leur multiplication finit par nous diminuer. — III. Cité qui, en dépit de son nom, serait bien surprise de rencontrer des canards sauvages. — IV. Donne des signes au front qu'il est un homme bien trempé. Selon le genre, il est reposant ou harassant. — V. Préfixe de la gloire révolue. Parleur coloré mais amphigourique. — VI. Autorisent à lire pendant le service. — VII. L'une a les pattes agiles au grenier, l'autre les mains lestes à l'hôtel. Copulative. — VIII. Attirer le pigeon pour écouler des rossignols. — IX. Qui reflète un sentiment d'autosatisfaction. Même le plus pur n'est qu'un mélange. — X. Massif rouge bordant la « Grande Bleue ». — XI. Démonstratif. Ne digère pas plus les boulettes que les farces.

VERTICALEMENT

1. Diplomate dont la politique d'ouverture a réduit singulièrement les distances entre les nations. Mauvais point de chute. — 2. Ne travaillent que si on leur serre la vis. Personne que trop d'opulence a mise dans la gêne. — 3. Héritage déshéritant. S'annexa Caroline tandis que Napoléon cédait la Louisiane. — 4. Point noir vite éclairci par un esprit lumineux. Prenant, de nos jours, l'avion plutôt que le bateau. — 5. Une prise de « son » les réduit au silence. Soufflé ou baba. — 6. A plus de valeur à l'Hôtel des monnaies qu'aux Archives nationales. Sur un écrit manquant de franchise. — 7. La criminalité lui fournissait un puissant moteur. Ce que fait le chasseur venant de manquer un échassier. — 8. Telle une partie qui ne saurait être passionnante. — 9. Bien que dénuée de sens, elle soutient beaucoup de choses. Mise en coupe réglée.

Solution du problème n° 2867

Horizontalement

I. Colonelle. — II. Odorat. Is. — III. Ceinture. — IV. Au. Etiers. — V. Ira. Tri. — VI. Na. Ures. — VII. Obésité. — VIII. Mer. Licol. — IX. Amis. Lis. — X. Noé. Herse. — XI. El. Pas. Un.

Verticalement

1. Cocaïnomane. — 2. Odeur. Bémol. — 3. Loi. Anerie. — 4. Orne. As. — 5. Natte. Il. Ha. — 6. Etui. Utiles. — 7. Rétrécir. — 8. Lierre. Ossu. — 9. Es. Sisal. En.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 16 et 17 février 1981 :

UN ARRETE

● Relatif aux distilleries autorisées à produire des alcools d'origine cidricole réservés à l'Etat.

UN DECRET

● Portant création d'un prêt finançant des travaux tendant à économiser l'énergie.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	701 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	254 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE, TUNISIE	324 F	576 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

culture

MUSIQUE

POUR LE PROCHAIN SEPTENNAT

Une nouvelle politique musicale ?

M. Jacques Charpentier, directeur de la musique au ministère de la culture, fera, mercredi après-midi 18 février, une communication à l'Académie des beaux-arts sur la politique musicale de la France : « Réalités et perspectives ». Peut-être dissipera-t-il un certain nombre d'ambiguïtés, notamment pour ce qui concerne le « plan de diffusion musicale » annoncé depuis plus d'un an et dont la publication est constamment différée par le ministère.

Est-ce la perspective de l'élection présidentielle qui invite aux bilans et à la prospective ? Et le développement de la musique aurait-il pris une telle importance qu'elle devienne un véritable enjeu électoral ? Toujours est-il que les publications, les polémiques, les déclarations et les prises de position se multiplient en ce moment, révélant un malaise assez général, dénoncé par l'ancien directeur de la musique, M. Marcel Landowski, et nié par l'actuel ministre de la culture, M. Jean-Philippe Lecat (*le Figaro* des 27 et 30 janvier).

Le Service d'information et de diffusion du premier ministre et le ministère de la culture et de la communication viennent d'ailleurs de publier un bilan musical sans nuages du septennat, dont la présentation apparaît quelque peu artificieuse (1). Mais la C.G.C. a cru bon de tenir une conférence de presse (*le Monde* du 8 février) pour jeter un cri d'alarme (« Attention à la musique et à l'art lyrique, qui traversent une crise... L'Etat les enferme dans un carcan néfaste... Il faut protéger les artistes français, assurer le plein emploi, etc. ») et réclamer des états généraux de la musique.

La place de la musique dans l'enseignement général fait l'objet de toutes les critiques et le parti socialiste édite un manifeste « Pour une autre politique de l'éducation musicale » (2), cependant que le Comité national de la musique (252, faubourg Saint-Honoré) publie des « Réflexions et propositions sur l'enseignement musical soumises au premier ministre ».

On notera aussi que les critiques qui couvaient depuis longtemps contre l'IRCAM et son directeur, Pierre Boulez, viennent d'éclater au grand jour avec deux prises de position d'une rare violence, dont le poids tient à la personnalité de leurs auteurs, Iannis Xenakis et Jean-Claude Eloy (*le Matin* du 26 janvier) : « *L'IRCAM semble être devenu un marécage rempli de machines à calculer coûteuses qui rouillent, démodées qu'elles sont déjà sans pratiquement aucune découverte ni fondamentale ni même superficielle. (...) Les idées et les stratégies ont fait défaut ou ont été fausses et l'IRCAM est dans une impasse pesante pour tout le monde musical.* » (Xenakis) ; « *Ce qui caractérise le plus l'IRCAM, c'est le vide de son projet.* » (Eloy.) Affaire à suivre.

Il n'est pas facile pour un non-spécialiste de se faire une opinion au milieu de ces textes contradictoires. Ce qu'on peut dire aujourd'hui, c'est que l'effort de rénovation lancé par Marcel Landowski, sous la haute autorité d'André Malraux, a fait réellement décoller la musique en France et a atteint la majorité des objectifs du « plan de dix ans » lancé en 1969, et prolongé en partie, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, par les directeurs de la musique. Mais ce « plan » est maintenant caduc, et la politique musicale, à bout de souffle, a besoin d'être repensée dans son ensemble.

Un bilan artificiel

Le bilan, *Une politique de la musique pour la France*, a raison d'insister sur l'effort accompli ces dernières années, grâce à l'action de M. Charpentier, dans le domaine de l'enseignement spécialisé, dont les crédits sont passés de 27,9 millions de francs en 1974, à 159,1 millions de francs en 1980, avec la création du Conservatoire national supérieur de Lyon, de douze conservatoires nationaux de région, la création ou la rénovation de vingt et un conservatoires et écoles de musique, etc., encore qu'on puisse s'inquiéter de voir que les subventions de l'État, au lieu d'obéir à des règles précises, comme en 1973, seront désormais « *fixées chaque année en fonction de la taille et de la qualité de l'établissement* (3). »

Mais le problème de la musique à l'école reste entier : M. Landowski avec M. Haby, et M. Charpentier avec M. Beullac se sont heurtés aux mêmes bastilles malgré les belles déclarations d'intention des ministres.

Nous avons dit que la présentation de ce document officiel paraissait quelque peu fallacieuse (4). Il offre des statistiques impressionnantes dont on ne sait pas toujours ce qu'elles recouvrent. Certes, la subvention de l'Opéra de Paris a atteint des sommets, passant de 88,3 millions de francs en 1974 à 209 millions de francs en 1981, soit 40 % du budget *total* de la musique (« *l'appui personnel de M. Raymond Barre permet la poursuite de cet effort* », dit le texte...). Mais en ce qui concerne par exemple la diffusion musicale, actuellement sur la sellette, on évolue dans le flou.

Il est étonnant de voir annoncé que les orchestres de région sont passés de six en 1974 à quatorze en 1980 (même si ce chiffre inclut des ensembles de quatorze musiciens), alors qu'il en existait déjà au moins dix au départ de M. Landowski. On se réjouit que leurs subventions aient « triplé » depuis 1974, tout en observant que, malgré cela, les orchestres des pays de la Loire et de l'Ile-de-France sont au bord de la faillite, leurs subventions (et celles des autres orchestres) n'ayant augmenté (selon un document parlementaire) que de 7,1 % en 1980 et de 8,1 % en 1981.

Les subventions aux théâtres lyriques municipaux ont également « triplé », bien qu'on sache par ailleurs qu'elles n'ont été réajustées que de 5,5 % en 1980, ce qui a obligé les villes à accroître leurs charges de 19,7 %.

Autre exemple : les festivals dont les subventions « *ont été multipliées par 2,5* », nous dit-on ; mais on ne nous dit pas que ces crédits ont diminué de 300 000 F entre 1976 et 1979, et ne sont remontés qu'en 1980, grâce en partie à l'attribution d'une subvention double (1,3 million de francs) pour boucher les trous du festival d'Orange (5).

On remarquera encore que, si l'aide à la création et à la recherche musicale « *a été multipliée par huit* », c'est au profit presque exclusif de l'IRCAM et de l'Ensemble intercontemporain qui absorbent 64 % du total (21,4 millions de francs). D'où l'importance de la polémique évoquée ci-dessus.

Il convient donc d'utiliser avec circonspection et clairvoyance ce document officiel un peu « cocoricant ».

On dispose heureusement depuis peu d'un outil d'appréciation très supérieur, un rapport de M. Daniel Moreau sur *Les perspectives de la musique et du théâtre lyrique en France*, adopté le 26 novembre 1980 par le Conseil économique et social et publié par le *Journal officiel* du 11 février 1981 (6). Ce texte magistral, très complet et objectif, mine de renseignements et de chiffres éclairants (7), véritable radiographie de toute l'activité musicale professionnelle et amateur, devrait avoir, pour la définition d'une nouvelle politique, la même importance que le rapport de la commission Picon de 1964 et le contre-rapport du Comité national de la musique de 1965, qui allaient aboutir à la création de la direction de la musique par André Malraux en 1966 et au « plan de dix ans ».

Sans nier les progrès immenses accomplis depuis lors, le bilan est sensiblement moins optimiste que dans le document du ministère : selon le Conseil économique et social : « *L'avenir s'assombrit, car la réduction de l'aide de l'Etat aux orchestres subventionnés, aux festivals, aux théâtres lyriques, intervient alors que certaines collectivités locales ne peuvent plus accroître leur soutien financier. L'offre s'affaiblit dans bon nombre de cas, tandis que la demande augmente.* »

Ce rapport est cependant plus intéressant par son diagnostic que par l'avis adopté par le Conseil qui consiste à demander tout et tout de suite, position irréaliste à défaut d'indications de priorités financières. Mais l'on ne saurait qu'être d'accord avec la conclusion de M. Moreau : « *Ou bien on se contentera d'opérations au coup par coup, dictées par telle ou telle circonstance, et ce sera l'échec. Ou bien l'on cherchera à élaborer une politique d'ensemble ambitieuse, visant à la fois le moyen et le long terme, et tous les espoirs seront alors permis.* »

C'est cette politique claire, sans faux-fuyants ni camouflage du désengagement en progrès, que l'on attend de la direction de la musique et du prochain ministère de la culture. L'œuvre des quinze dernières années est assez riche pour que personne n'ait à en rougir, mais l'heure n'est plus aux replâtrages.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) *Une politique de la musique pour la France, 1974-1981*, Actualités-Documents.

(2) *Communes de France*, document n° 9, 12, cité Malesherbes, Paris.

(3) Il faut savoir que cet enseignement n'est pas gratuit. Selon la revue *Musiques* (février 1980), les parents des élèves des classes à horaires aménagés (menant au baccalauréat de technicien-musique F 11) ont payé 25 MF sur les 45 MF qu'a coûté l'opération en 1978-1979 (Conseil économique et social).

(4) Notons que M. Charpentier a pris ses fonctions de directeur de la musique en janvier 1979, et non « en 1978 », comme l'indique ce texte (même si sa nomination a dû être publiée le 28 ou le 29 décembre 1978). On remarquera qu'il n'est fait aucune mention de son prédécesseur, M. Maheu, directeur de la musique de 1974 à 1978, soit plus de la moitié du septennat.

(5) Pour la danse, on se demande où l'auteur du document est allé prendre le chiffre de *quarante* compagnies aidées par l'Etat.

(6) *Avis et rapports du Conseil économique et social*, année 1981, n° 3.

(7) On note par exemple que, pour la première fois peut-être, a été chiffrée l'intégralité de l'effort accompli pour la musique par l'Etat et les collectivités locales, soit 1 485 MF minimum en 1979.

UN DOSSIER SUR LE CINÉMA

En plus du dossier sur la musique, un deuxième dossier a été publié par le service d'information et de diffusion et le ministère de la culture et de la communication. Intitulé *Une politique française du cinéma*, il est préfacé par M. Valéry Giscard d'Estaing, qui écrit : « *Plus que les autres arts, l'art cinématographique a reçu pour mission à la fois de porter l'imaginaire d'un peuple et de représenter sa réalité.* »

Que le cinéma soit « *un instrument actif d'expression de la culture française* », que le cinéma français « *occupe une place privilégiée dans les programmes de films diffusés dans notre pays* », et « *tire le meilleur parti des évolutions qui se produisent actuellement dans le domaine des techniques audiovisuelles* », tels ont été les trois objectifs définis par le président de la République, et assignés, indique-t-il, à la politique menée par le gouvernement.

M. Valéry Giscard d'Estaing constate que cette politique, de 1974 à 1980, a été « *active et continue* », mais n'a pas « *conduit à conférer à l'Etat un rôle qui n'est pas le sien* » ; il précise cependant que « *ce rôle n'est pas pour autant négligeable dans un pays tel que le nôtre et à ce moment de l'histoire des techniques de la communication* ».

« LE CID » EN CONCERT AU CHATELET

Mortelle résurrection

Il y a seulement quelques années, on pouvait affirmer froidement que le Cid *de Massenet est un opéra assommant. Personne ne se serait hasardé à vous contredire puisque l'ouvrage avait sombré, comme tant d'autres, dans un oubli qu'on croyait définitif. A présent qu'on s'est avisé que l'auteur de* Manon *n'était pas absolument dépourvu de qualités, on semble passer d'un extrême à l'autre, et les gens se demandent sans rire pourquoi on n'exhume pas la moindre piécette tombée de la plume de leur nouveau dieu ; et n'allez surtout pas faire de restrictions, prétendre que Massenet a pu écrire, parfois côte à côte, le meilleur et le pire : on vous traiterait de pédant ou de mauvais coucheur.*

Cependant — et pour les raisons exposées plus haut, il faut parler en mon nom propre, étant peut-être le seul à partager cette opinion, — le Cid *est un opéra qui m'ennuie au plus haut point : ses fanfares et ses chœurs triomphants me fatiguent, ses formules, ses clichés, ses redondances, m'obsèdent, le livret enfin semble écrit par le premier rimailleur venu. Que Massenet ait entrepris* le Cid *quand l'encre de* Manon *était à peine sèche, qu'il l'ait orchestré alors qu'il commençait* Werther, *n'est pas la chose la moins étonnante : tomber si bas quand on vient de toucher au chef-d'œuvre, quand on va y retourner...*

Sans doute y a-t-il de belles pages dans le Cid, *cinq ou six airs, quelques danses, un duo, un chœur peut-être, mais quelle purge de devoir supporter tout le reste pour des choses qu'on pourrait trouver ailleurs, chez Massenet ou chez d'autres ! Est-ce une raison pour accepter qu'on ait coupé, dimanche soir, dans la version de concert présentée au Théâtre du Châtelet, environ un quart de l'œuvre ? Nullement, car ce n'est pas assez si l'on veut éviter l'ennui (et les passages coupés étaient parfois plus intéressants), mais beaucoup trop quand on prétend braver les préjugés et respecter l'auteur. Placido Domingo, qui est à l'origine de cette reprise d'un opéra qui le met en valeur, quoiqu'il ne chante pas la deuxième des trois stances de l'acte II, ne voit sans doute pas les choses de la même façon ; pourtant, ainsi que le dit Schumann dans ses conseils aux jeunes musiciens, il faut écouter les suggestions des chanteurs mais ne pas les suivre toutes...*

Peut-être, après tout, existe-t-il des auditeurs assez dociles pour se satisfaire de la vaillance de leur ténor favori ? Pour apprécier la voix sans faille de Dunja Vejzovic (Chimène), à défaut de comprendre les paroles et d'admirer comment Paul Plischka (Don Diègue) sait transposer un fa dièse à l'octave aiguë ou prolonger un la bémol *grave après l'accord de l'orchestre pour provoquer des applaudissements, d'autre part bien mérités (impossible dans son cas également de dire s'il chante en français ou en japon) ? Dans ces conditions,* le Cid *devient un opéra tout à fait supportable, un opéra comme les autres, mieux que beaucoup d'autres même, car il joint l'ennui à l'agréable : on peut en jouir tout en le méprisant ; en deux mots, voilà un pur produit de consommation.*

Cette opinion, comme on l'a dit, n'engage que son auteur, qui pardonnera bien volontiers cette concession à la direction artistique du Théâtre musical de Paris, parce qu'elle propose par ailleurs Louise, *qui est un chef-d'œuvre,* les Pêcheurs de perles, *qui, en dépit de toutes les faiblesses que leur reprochait Bizet, ne sont pas loin d'en être un, et enfin la* Cendrillon *de Massenet, qui fait moins de bruit que* le Cid *et le fait beaucoup mieux.*

Pour en finir avec les amours lyriques de Rodrigue et Chimène, il faut encore mentionner la présence de Jean-Philippe Lafont (le roi) et de Peggy Bouveret (l'Infante), qui ne pâlissaient pas aux côtés de leurs partenaires si prestigieux : belle voix et diction contestable. Les chœurs semblaient assez solides — il est vrai que leur partie était bien allégée — et l'orchestre Colonne dirigé par Reynald Giovaninetti ne s'est pas contenté de servir de faire-valoir ; les trombones auraient pu cependant modérer un peu leur ardeur ; ils connaissaient sans doute le mot de Debussy sur l'opéra : « On y crie très fort et on n'y prononce de serments qu'avec l'assentiment des trombones. »

GÉRARD CONDÉ.

DANSE

Vittorio Biagi et le langage du corps

Vittorio Biagi expliquait un jour qu'il n'allait jamais voir les ballets de ses confrères par manque de temps, mais surtout pour ne pas se perdre dans le doute et les remises en question. Cette assurance tranquille transparaît dans son spectacle actuel, qui doit laisser pantois les adeptes des techniques modernes. Biagi n'a rien d'un minimaliste. Pour lui, la danse est une langue riche, vivante, populaire, qu'il utilise avec une prolixité toute méridionale.

Dans « Requiem sans paroles », il sculpte les corps sur une musique austère d'Alberto Bruni Tedeschi et évoque les fresques de Michel-Ange dans de belles lumières de Claude Tissier. Son « Don Giovanni », transposition de l'opéra chanté, double un peu trop systématiquement les paroles du livret par les gestes de la chorégraphie, mais certains moments sont à la hauteur de la partition.

M. M.

★ Théâtre de Paris, 20 h. 30.

EXPOSITION

A MARCQ-EN-BARŒUL

Les Picasso de Jacqueline

Un à un les héritiers de Picasso montrent les tableaux qu'ils ont reçus en partage. Ceux de Marina, qu'elle destine en grande partie à une fondation pour l'enfance inadaptée, seront bientôt exposés à Munich. Quelques œuvres provenant de la collection Claude Picasso ont été vues l'années dernière galerie Claude-Bernard. Aujourd'hui, une trentaine de tableaux appartenant à Jacqueline Picasso, plus quelques autres prêtés par des collectionneurs privés, sont accrochés à Septentrion, la fondation Anne-et-Albert Prouvost, à Marcq-en-Barœul, près de Lille.

Les tableaux de Jacqueline viennent tout droit de Mougins, du m·· Notre-Dame-de-Vie, où Picasso s'installa en 1961 pour les douze dernières années de son existence. Mais l'exposition, qui remonte à 1952, évoque sobrement et sans trop de narcissisme les quelque vingt années de vie de Picasso et Jacqueline, le minotaure blessé et l'amoureuse inconditionnelle.

Lorsqu'il l'avait rencontrée, Picasso sortait d'une houleuse rupture d'avec Françoise Gilot. Et, comme à chaque fois que l'homme changeait de femme, l'artiste changeait de peinture. Il est heureux, il peint des anges. Il est malheureux, il fait éclater en morceaux les profils et disloque les corps. Depuis longtemps Picasso ne voyait plus les paysages. Et ces vingt dernières années, même les objets, les guitares et les pots à tabac, les verres d'absinthe et les fruits dans un compotiers n'avaient plus d'attrait. Il ne regarde que des visages et le corps des dames. Et le plus souvent c'est de Jacqueline qu'il s'agit. Jacqueline qui pose ou ne pose pas, qu'il peint en direct ou de mémoire, enfermé dans son atelier. C'est elle — comme le dit le titre de tel ou tel tableau, — et ce n'est pas elle. Mais souvent c'est le même visage frêle, le même profil et le même œil de biche « vicitimaire ». Tous les portraits de Jacqueline par Picasso ne sont pas là, hélas, surtout ceux de 1954, première année de vie du couple : ni le portrait de Jacqueline aux fleurs, *dessiné sur deux plages de couleur rouge et bleue, ni l'altier* Jacqueline de Vauvenargues.

Un bonheur parfait

C'est pendant ces années que Picasso se tourne vers les maîtres et peint d'après les chefs-d'œuvre du Louvre et du Prado. Mais Jacqueline est là. La voici en Lola de Valence, *d'après Manet, Jacqueline à la turque ou à la Velasquez sur le cheval royal. Et c'est peut-être toujours elle qui est là dans* le Déjeuner sur l'herbe, *d'après le même Manet et encore elle dans ce portrait de 1969, le bras entourant la tête comme Ingres avait peint sa femme, née Chapelle, en odalisque pour le* Bain turc. *La sculpture en tôle découpée en 1961 qui descend du portrait d'une jeune femme assise en chapeau, dans cette* Matelotte *au dos duquel le peintre avait écrit :* « Hommage à Jacqueline pour une matelotte qu'elle fit pour le déjeuner du 3 décembre 1960 et lui offrant, avec ce tableau, rien qu'un peu de l'immense désir de lui plaire. »

Pas de houle dans ces peintures, mais un bonheur domestique parfait, fait de petits plats, de maternité et de paternité en chapeau de mousquetaire et trogne rouge. C'est un théâtre où les acteurs ne sont pas nombreux. Ils sont deux : elle et lui. Elle, étonnée, à table, assise, pensive... Lui en minotaure, en mousquetaire, en peintre face à son modèle, selon le jour, selon l'accoutrement... Et la technique dans ces tableaux rapides, c'est du dessin au pinceau De grandes figures qui ont besoin de tout l'espace du tableau pour laisser au geste son amplitude et rendre visible l'énergie qui le porte. Dans ces portraits comme dans le premier projet pour la fresque de l'UNESCO exposé ici (de grandes baigneuses, devenues dans le projet final une chute d'Icare), Picasso peignait aussi rapidement qu'il dessinait, expérimentant tel ou tel médium. Ici la peinture à l'huile, là à l'acrylique et ailleurs au Ripolin.

La couleur est tantôt grasse, tantôt pelliculaire ou montre des coulures sauvages. Celles-ci vieillissent mal, se dessèchent et se ratatinent. Mais les coloris sont rares, trois ou quatre, à peine davantage, mais utilisées franchement : le bleu, l'ocre et le gris ou le rose pour cette femme assise ; le rose, l'ivoire, l'émeraude pour le peintre et son modèle. Leur simplicité en ferait presque un art d'affiche n'était la tension électrique du trait qui toujours chez Picasso est « pensé » et presque toujours en noir. Car, avec les couleurs, il y a l'usage abondant que le peintre fait du blanc — y compris celui de la toile nue, — du noir et des passages en gris dont il a fait Guernica. *Il a aussi peint de ces non-couleurs qui chez Picasso deviennent des couleurs, le portrait de la* Femme assise à Mougins *(1962, collection Laurens), qui évoque, en noir et blanc, les femmes assises des années 30, très colorées elles, inspirées de Matisse.*

Hormis quelques peintures abouties, ces tableaux illustrent la période euphorique de Picasso, qui, au plus haut de sa renommée, faisait d'un graffiti en couleurs un tableau. Pauvre, il pouvait comme d'autres peintres au début de leur génie, utiliser de vieux draps pour peindre de nouveaux chefs-d'œuvres. Riche, il improvise directement sur de la toile. Le regard contemporain n'est pas insensible à cette esthétique de l'esquisse inachevée et de l'expression spontanée où la réussite tient toujours du miracle, est par définition unique et impossible à recommencer. « Je ne cherche pas, je trouve... », *disait Picasso, qui savait, en ces années de félicité, qu'il était pour les autres le roi Midas : tout ce qu'il touchait, il le changeait en or.*

Les tableaux exposés ne sont qu'une très petite part des Picasso de Jacqueline. Elle les destine à une fondation Picasso à Vauvenargues, le château que le peintre avait acheté en 1958, où il n'avait jamais vraiment habité et qui finalement est sa dernière demeure.

JACQUES MICHEL.

★ *Les Picasso de Jacqueline* a *Septentrion*, fondation Marcq-Anne et Albert Prouvost, à Marc-en-Barœul, près de Lille. Jusqu'au 17 mai.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA Mardi 17 février à 21 heures. (p.e. Valmalète)	RECITAL **Hermann PREY** « Schwanengesang » SCHUBERT Michaël Krist piano
SALLE GAVEAU Mercredi 18 février à 21 heures. (Werner)	Récital de piano **Deniz ARMAN GELENBE** MOZART, SCHUBERT, CHOPIN, SCHUMANN : Carnaval
SALLE GAVEAU Vendredi 20 février à 21 heures. (Dandelot)	« Pianistes et Concerts » Récital de piano Harumi **HANAFUSA** Ravel, Schumann, Moussorgski
SALLE CORTOT Samedi 21 février à 20 h. 30. Invit. à la salle. (p.e. Kiesgen)	Le pianiste KAZUOKI **FUJII** Diplôme supérieur de Concertiste E.N.M.P. 1980 Bach, Beethoven, Chopin, Schumann, Messiaen
PARIS : EGLISE ST-NICOLAS-DES-CHAMPS (Mº Réaumur) Samedi 21 février à 21 heures. Loc. : 3 FNAC CRETEIL : Maison des Arts : Pt-Allende Dimanche 22 février à 15 h. 30. Rens. : 899-94-50 (p.e. Werner)	**KING ARTHUR de PURCELL** **DELLER CONSORT** Dom. VISSE Ctr-Ténor Chœurs de la PLEIADE Chœurs d'Ashford (G.B.) ORCH. CONSERVAT. NATIONAL de MUSIQUE de PARIS **Dir. MARK DELLER** le 21 : Jean BOYER, orgue
SALLE GAVEAU Samedi 21 février à 17 heures. (p.e. Werner)	Amis Musique de Chambre Programme musical France-Culture **QUATUOR LASALLE** Haydn, Zemlinsky, Schumann
SALLE PLEYEL Dimanche 22 février à 17 h. 45. Places de 35 à 70 F. Loc. Salle 563-88-73. (p.e. Valmalète)	CONCERTS LAMOUREUX Festival **BEETHOVEN** Ouv. PROMETHEE 3e CONCERTO P. PIANO 7e SYMPHONIE Sol. : Théodore **PARASKIVESKO** Dir. : George **HURST**

T.M.P. CHATELET Dimanche 22 février à 18 h. 30. (p.e. Valmalète)	ORCHESTRE COLONNE **Sol. Henryk SZERYNG** **Dir. Youri AHRONOVITCH** Symph. ré min. César FRANCK Concerto en la min. J.S. BACH Concerto en ré maj. BRAHMS
EGLISE DES BILLETTES Dimanche 22 février à 17 heures. (p.e. Kiesgen)	**L'ENSEMBLE 12** Violon solo : Philip BRIDE Guy TOUVRON, trompette Cath. GIARDELLI, violon J.-Ph. VASSEUR, alto M. STILZ, violoncelle Telemann - Tartini - Stamitz Mendelssohn (Octuor)
EGLISE ST-ROCH Mercredi 25, vendredi 27 février à 21 heures. Loc. Eglise, FNAC, Royal-Tourisme. (p.e. Mondial Musique)	**MOZART** **La Clémence de Titus** Atelier voix et musique Ensemble Contrepoint Orchestre de l'Union des Conservatoires du Val-de-Marne
SALLE GAVEAU Samedi 28 février à 21 heures. (Valmalète)	Unique récital **Horacio GUTIERREZ** BEETHOVEN, CHOPIN, RAVEL, LISZT
SALLE GAVEAU Lundi 23 février à 21 heures. (p.e. Valmalète)	« Pianistes et Concerts » **Gabriel TACCHINO** Prokofiev, Beethoven, Schumann
SALLE PLEYEL Mardi 3 mars à 20 h. 30. (Dandelot)	Unique récital du pianiste **Jeremy MENUHIN** Bach, Brahms, Schumann, Bartok
PLEYEL Mercredi 18 mars à 21 heures. Loc. : le 20 février (Kiesgen)	Unique récital Wilhelm **KEMPFF** Beethoven - Schubert Schumann

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS

AVIS DE CONCOURS

Un concours est ouvert pour le recrutement d'un CHEF DE CHANT (service lyrique)

les 17 et 18 mars 1981

1°) le 17 mars à 14 h. : Epreuves pianistiques éliminatoires ;
2°) le 18 mars à 14 h. : leçons à des artistes.

Les candidats trouveront à la régie du chant tous les renseignements nécessaires à l'identification des fragments d'œuvres lyriques à partir du 12 mars.

EPREUVE D'ORGUE

Clôture des inscriptions le 14 mars à minuit.

Renseignements et inscriptions :
Régie du chant de l'Opéra
8, rue Scribe, 75009 Paris
Tél. : 266-50-22, poste 371

THEATRE GERARD PHILIPE
mardi 24 février 20h30
ENSEMBLE MUSIQUE VIVANTE
CARTE BLANCHE A POUSSEUR
dir. G. Octors Jr.
loc 243 00 59 - Mº St Denis Basilique

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur
Daniel BARENBOIM

CONCOURS

pour le recrutement de :
- 1 premier trompette solo (1re catégorie)
- 1 violon du rang (4e catégorie) épreuve le 30 mars 1981
- 1 premier clarinette solo (1re catégorie) épreuve le 31 mars 1981

Renseignements et inscriptions :
ORCHESTRE DE PARIS
Service du personnel,
SALLE PLEYEL,
252, rue du Fbg-Saint-Honoré,
75008 PARIS.
Tél. : 561-96-39.





ORCHESTRE DE L'ILE-DE-FRANCE

Directeur : Jean FOURNET

- Phèdre (ouverture) — J. MASSENET
- Concerto pour saxophone — H. TOMASI
- Symphonie « Le Nouveau Monde » — A. DVORAK

Direction : Lucien JEAN-BAPTISTE

Bertrand DUBREUIL (saxophone)
(Lauréat 1979 du « Tournoi des Jeunes Musiciens TF 1)

(93) Drancy, Salle des Fêtes, vendredi 20 février 1981, à 21 h.
(95) Ermont, Théâtre Pierre-Fresnay, vendredi 27 février 1981, à 21 h.
(91) Evry, Salle Hexagone, 110, Grand-Place, samedi 28 février 1981, 21 h.
(94) Villeneuve-Saint-Georges, Théâtre Municipal, samedi 7 mars, 21 h.
(77) Villeparisis, Centre Culturel, dimanche 8 mars 1981, à 14 h. 30
(75) Paris, Eglise Saint-Roch, mardi 10 mars 1981, à 20 h. 45

CONCERTS

Radio France

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DU SUDWESTFUNK (Baden-Baden)

RADIO FRANCE Grand Auditorium — Vendredi 20 février
Dir. Kazimierz KORD
Sol. Eva CSAPO
MOZART - BERG BRAHMS

MUSIQUES TRADITIONNELLES

UNESCO Grande salle — Vendredi 20 février 21 heures
Pays de Galles
Cor Taunau'r Haf Female choir
Froncysyllte Male voice Choir,
Robin James Jones

CYCLE ACOUSMATIQUE

RADIO FRANCE Grand Auditorium — Lundi 23 février (Entrée libre)
20 h 30 : Concert
L. FERRARI
B. PARMEGIANI avec les images de Michel Moy
22 h. 30 - Rencontre
GRM/ORDINATEUR avec B. Maillard et J.-F. Allouis

MUSIQUES SACRÉES

EGLISE ST-GERMAIN-DES-PRES — Mardi 24 février 20 h 30
Schoenberg, Milhaud
Sol. : M. EGEL - B. ROZAN
CHŒURS DE RADIO FRANCE
Nouvel Orch. Philharmonique
Dir. Gilbert AMY

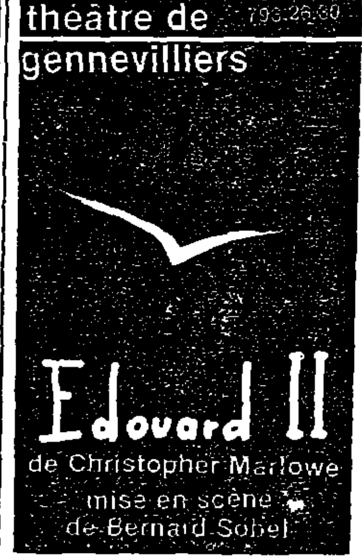
ORCH. NATIONAL DE FRANCE

SALLE PLEYEL — Jeudi 26 février 20 h 30
Concert de gala au profit du Fonds International d'Entraide Musicale (C.I.M. - UNESCO)
Dir. Lorin MAAZEL
Sol. : Mstislav ROSTROPOVITCH
DEBUSSY - DUTILLEUX BERLIOZ

Locat. : Radio France, salles et agences







SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 17 février

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

FESTIVAL MARIONNETTES : Petit T.E.P. (797-96-06), 20 h. 30.
ARMANCE : Studio d'Ivry (672-28-06), 20 h. 30.
LA VOITURE : Chez Georges (326-79-15), 20 h.
HISTOIRE DE LA FORET VIENNOISE : Théâtre de la Commune, Aubervilliers (833-16-16), 20 h. 15.
PETIT DEJEUNER CHEZ DESDEMONE : Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h. 30.
TEMPS DE GUERRE, TEMPS DE PAIX : Théâtre P.-Eluard, Choisy-le-Roi (890-89-79), 21 h.
LE CANARD SAUVAGE : Théâtre de la Ville (274-11-24), 20 h. 30.
ODE MARITIME : Théâtre de la Mer, Cité internationale universitaire (589-70-22), 20 h. 30.
LE BAL : Théâtre F.-Gémier, Antony (666-02-74), 21 h.
LA DAME AUX CAMELIAS : Maison des arts, Créteil (899-94-50), 20 h. 30.
LA GRANDE SHIRLEY : Cour des Miracles (548-85-60), 22 h. 45.
LES LUMIERES SONT TROP FORTES, Maison de la culture de Nanterre (721-18-81), 21 h.
DETRUIRE L'IMAGE : Petit Odéon (325-70-32), 18 h. 30.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 21 h. : Récital Hermann Prey.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : les Caprices de Marianne ; l'Epreuve.
Chaillot (727-81-15), 20 h. 30 : le Fleuve rouge. — Salle Gémier, 20 h. 30 : le Jeune Homme.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : Caligula.
Petit T.E.P. (797-96-06), 20 h. 30 : Compagnie Hubert Jappelle.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Isabel et Angel Parra et Patricio Castillo.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 19 h. 30 : Louise.

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 15 : La bande dessinée ; 21 h. 45 : Falligan's Visions.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Athénée (742-67-27), 21 h. : Cher menteur.
Bouffes-Parisiens (296-60-24), 21 h. : Diable d'homme.
Carrefour de l'Esprit (633-48-65), 20 h. 30 : les Dilemmes de la balance.
Cartoucherie, Epée de Bois (808-39-74), 20 h. 30 : Hernani.
Cité internationale universitaire (589-38-69). — Resserre, 20 h. 30 : le Personnage combattant. — Galerie, 20 h. 30 : les Tables tournantes.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : Madame est sortie.
Comédie italienne (321-22-22), 21 h. : les Malheurs de Pantalon.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. 15 : les Fol's.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur !
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Deburau.
Espace Marais (271-10-19), 20 h. 30 : Woody Folies.
Essaïon (278-46-42), 21 h. : la Vie en douce. — II. 20 h. 30 : la Faille ; 21 h. 30 : Est-ce que les fous jouent-ils ?
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : J'aimerais bien aller à Nevers.
Forum des Halles (297-53-47), 20 h. 30 : Sol.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. : Dimitri clown ; 22 h. : Elle voit des nains partout.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Le Lierre (589-59-84), 20 h. 30 : Œdipe roi.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h. 30 : Compartiment non fumeurs ; 20 h. 30 : Molly Bloom ; 22 h. 15 : l'Inconciliabule. — Théâtre Rouge, 18 h. 30 : Jacques a dit ; 20 h. 30 : Jeux et Putras ; 22 h. 15 : Pardon M. Prévert. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Siegfried.
Marigny (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dinera au lit.
Moderne (874-10-75), 20 h. 30 : le Rêveur.
Montparnasse (320-89-90), 18 h. 45 : l'Evangile selon saint Marc ; 21 h. : Exercice de style. — Petite salle, 22 h. : la Guerre des petites étoiles.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Plaisance (320-00-06), 21 h. : Des oiseaux par les yeux.
Poche-Montparnasse (548-92-97), 21 h. : le Butin.
Potinière (261-44-16), 20 h. 30 : Elephant Man.
La Roquette (805-78-51), 20 h. 30 : Charcuterie fine.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 20 h. 45 : le Cœur sur la main.
Théâtre-Atelier (277-31-65), 20 h. : l'Evangile selon Barabbas.
Théâtre 18 (226-47-47), 21 h. : Dieu.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Y'en a marre ; 21 h. 45 : Camisoles Blues.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : Sous le dernier pin ; 22 h. : Peau d'Ane.
Théâtre Noir (797-85-14), 20 h. 30 : Gouverneur de la rosée.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : Rosmerholm ; 21 h. : Création du Théâtre du Crâne.
Théâtre Saint-Georges (878-74-37), 20 h. 30 : la Culotte d'une jeune femme pauvre.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : Fils de personne.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : le Testament du Père Leleu ; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.
Au Lapin agile (606-85-87), 21 h. : La bohème qui chante.
Blancs-Manteaux (887-17-84), 20 h. 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h. 30 : A. Valardy. — II. 20 h. 15 : Tribulations sexuelles à Chicago ; 21 h. 30 : Poulet frites ; 22 h. 30 : Refrains.
Café d'Edgar (320-85-11), 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau. — II, 23 h. : la Chambre infernale.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : le Grand Vide sanitaire.
Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : le Grand Ecart ; 22 h. : M. Panon.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : F. Lai ; 21 h. 15 : Ivres pour vivre.
Croq'Diamants (272-20-06), 20 h. 30 : A propos... et popof ? 22 h. : Diable, une femme !
Débarcadère (607-79-39), 21 h. 30 : A. Cuniot.
L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : M. Reverdy ; 22 h. : P. Gillot.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Mille et Une Recettes pour devenir maître du monde.
Maison de Verlaine (326-39-15), 22 h. : J.-P. Reginal.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : le Concerto déconcertant. — II, 19 h. 45 : Des bigoudis à l'intérieur de la tête ; 21 h. : Cœur à deux ; 22 h. 15 : Suzanne ouvre-moi.
Pied-Bleu (285-32-16), 21 h. 30 : Nous, on aime ; 23 h. : D. Raquillet.
Le Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : J.-M. Cornille ; 22 h. 45 : B. Garcin.
Splendid (887-33-82), 22 h. : le Troisième Jumeau.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (320-39-69), 20 h. 30 : Madame le Président ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sept Ans de bail, bye bye.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Quand les Anes voteront.

La danse

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Danza Prospettiva Ballet V. Biagi (Tedeschi, Mozart).
Centre Mandapa (589-01-60), 20 h. 45 : l'Aube imaginaire.

Le music-hall

Aire libre (322-70-78), 23 h. : J.-L. Debattice.
Bobino (322-74-84), 20 h. 45 : Guy Bedos.
Espace Gaîté (327-95-94), 20 h. 15 : P. Eliane ; 22 h. : Riou, P. Pouchain.
Gymnase (247-79-79), 20 h. 30 : Coluche.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Claude Nougaro.
Palais des Congrès (758-27-78), 21 h. : Serge Lama.
Palais des Glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Anne Sylvestre.
Petite Roquette (805-78-51), 20 h. 30 : Marianne Sergent.
Théâtre La Bruyère (874-76-99), 20 h. 45 : Popeck.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : A. Manso ; 21 h. : C. Gautier, D. Levaillant (à partir de F. Liszt).
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Wallez (Fauré, Guillou, Britten).
Cité internationale universitaire, 21 h. : Ayawaska.
Centre culturel suédois, 20 h. 30 : E. Brahammar, T. Ernst (Debussy, Rachmaninov, Wolf, Stenhammar).
Studio-Théâtre 14, 20 h. 30 : B. Berstel (Rameau).
Galerie Nane Stern, 19 h. 30 : M. Ch. Witterkoer (Bach, Hindemith, Kanach).
Eglise de la Madeleine, 18 h. : Quatuor Bernède (Beethoven) ; 21 h. : Rheinisches Kammerorchester de Cologne, dir. J. Corazolla ; sol., E. Yakar (Bach).

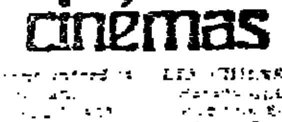
Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : G. Colliers London All's Stars.
Cardinal Paf (272-62-05), 21 h. 30 : R. Guerin.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : Art Taylor, S. Grey, A. Cullaz, A. Jean-Marie.
Espace Cardin (266-17-30), 20 h. 30 : Symetric, Mike Westbrook Brass Band.
Gibus (700-78-88), 22 h. : Pieds joints.
Nouvelle Chapelle des Lombards (357-24-24), 20 h. 30 : Anches Doo

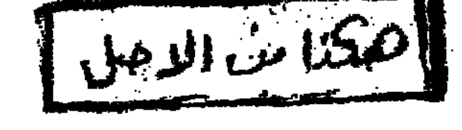
IRCAM
en association avec l'EIC
le compositeur et l'ordinateur
17-18-19-20 février
18 h 30 écoute de bandes
20 h 30 atelier :
Harvey - Hauksson Pasquet
EIC direction **F. Pierre**
avec J. Manning soprano
ESPACE DE PROJECTION

samedi 21 février
18 h 30 concert :
Chowning - Machover Ferneyhough - Xenakis
avec
J. Manning soprano
P. Strauch violoncelle
B. Guy contrebasse
20 h 30 débat :
Bayle Boulez Chowning Dufourt Ferneyhough Machover Minsky Xenakis
CENTRE POMPIDOU
loc. 278.79.95









SPECTACLES

Too Cool ; 23 h. : Azuquita Unit Orchestra.
Palais des Sports (828-40-48), 20 h. : Telephone.
Petit Journal (326-28-59), 21 h. 30 : Hommage à *Jelly Roll Morton*.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h. : Trio Arvanitas.
Slow Club (233-84-30), 21 h. 30 : Claude Luter.

Dans la région parisienne

Boulogne, T.B.B. (603-60-44), 20 h. 30 : Lorna et Ted.
Clamart, C.C. J.-Arp (645-11-87), 20 h. 30 : l'Asile ou le Chant de la joyeuse vie.
Conflans-Sainte-Honorine, salle des fêtes (919-54-54), 20 h. 30 : C. et O. Delangle.
Meudon, C.C.M. (626-41-20), 21 h. : les Amours de Jacques le Fataliste.
Nanterre, Théâtre des Amandiers (721-18-81), 20 h. 15 : Trilogie du revoir.
Poissy, salle Molière (074-78-10), 21 h. : Un paquebot d'émail bleu.
Sceaux, les Gémeaux (660-05-64), 20 h. 30 : De l'autre côté du miroir.
Le Vésinet, CAL (976-32-75), 21 h. : Les étoiles de l'Opéra de Paris.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : Quatre Etranges Cavaliers, d'A. Dwan ; 19 h. : les Cordonniers de Nummi, d'E. Karu ; 21 h. : l'Apprenti sorcier ; The Queen's Guards, de M. Powell.

Beaubourg (278-35-57). — Relâche.

Les exclusivités

AC/DC (Fr.) : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29)
L'ALTRA DONNA (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
L'AUBE DES DAMNES (Alg., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
BIENVENUE M. CHANCE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34)
THE BLUE BROTHERS (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44). Montparnos, 14e (327-52-37). Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LA BOUM (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70). Paris, 8e (359-53-99). Français, 9e (770-33-88). Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23). Quartier Latin, 5e (326-84-65), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27). 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01). Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
BRUBAKER (A., v.o.) (*) : UGC Odéon, 6e (325-71-08), Ermitage, 8e (359-15-71), 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79), Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93). UGC Opéra, 2e (261-50-32). UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59), UGC Gobelins, 13e (336-23-44), Mistral, 14e (539-52-43). Miramar, 14e (320-89-52), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LA CAGE AUX FOLLES N° 2 (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32). Normandie, 8e (359-41-18). Maxéville, 9e (770-72-86). Miramar, 14e (320-89-52).
CES MALADES QUI NOUS GOUVERNENT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
C'EST LA VIE (Fr.) : Forum-Cité, 1er (297-53-74).
LE CHASSEUR (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Grand-Pavois, 15e (554-46-85). Paramount-Montparnasse, 14e (320-89-90).
CLARA ET LES CHICS TYPES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33). Quintette, 5e (354-35-40), Marignan, 8e (359-92-82). Nation, 12e (343-04-67). Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol.) (v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES CHIENS DE GUERRE (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98)
LA COCCINELLE A MEXICO (A.), v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Murat, 16e (651-99-75).
LE DERNIER METRO (Fr.) Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Quintette, 5e (354-35-40), Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Berlitz, 2e (742-60-33)
DON GIOVANNI (Fr.-It.), v. it. : Bonaparte, 6e (326-12-12).
LA FAIM DU MONDE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86)
FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29)
FLASH GORDON (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-49-34) ; v.f. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; ABC, 2e (236-55-54) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (329-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.) Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), mat. ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-07-48), mat. ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), mat.
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34)
GLORIA (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (634-13-26) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
GOSSES DE TOKYO (Jap., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18)
HARLEQUIN (Austr., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45)
HISTOIRE D'ADRIEN (Fr.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46)
HURLEMENTS (A., v.o.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
INSPECTEUR LA BAVURE (Fr.) Berlitz, 2e (742-60-33), Ambassade, 8e (359-49-34), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01)
JE VOUS AIME (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33), Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46)
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40), George-V, 8e (562-41-46) — V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55)
LE LAGON BLEU (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62). Biarritz, 8e (723-69-23), Convention St-Charles, 15e (579-33-00), v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86). Helder, 9e (770-11-24). UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02), Secrétan, 19e (206-71-33)
MASOCH (It., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (634-13-26), Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88)
LE MIROIR SE BRISA (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Studio Médicis, 5e (633-25-97), Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Passy, 16e (288-84-44), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.), Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82)
NICK'S MOVIES (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)
LA NUIT DE LA METAMORPHOSE (Youg.) (*), v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70)
NUMEROS ZERO (Fr.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74). Olympic, 14e (542-67-42)
L'OR DANS LA MONTAGNE (It., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) 14-*Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00)*. 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
OUBLIER VENISE (It., v.o.) Studio de la Harpe, 5e (354-34-83)
LA PROVINCIALE (Fr.-Suis.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70). Hautefeuille, 6e (633-79-38). Pagode, 7e (705-12-15). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). Marignan, 8e (359-92-82), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Français, 9e (770-33-88). Athéna, 12e (343-07-48), Parnassiens, 14e (329-33-11), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27)
PSY (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08). Bretagne, 6e (222-57-97) ; Marignan, 8e (359-92-82), Normandie, 8e (359-41-18), Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-30-32) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Magic-Convention, 15e (828-30-64).
REACTION EN CHAINE (Austr., v.o.) : Parnassien, 14e (329-83-11) ; Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) — V.f. : Capri, 2e (508-11-69), Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01)
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45)
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : *Cinoche Saint-Germain, 6e* (633-10-82), Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93)
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suisse) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
SHINING (A., v.o.) (**) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).
STARDUST MEMORIES (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)
SUPERMAN II (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.o./v.f. : Calypso, 17e (380-30-11). H. sp. — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23)
LES SURDOUES DE LA PREMIERE COMPAGNIE (Fr.) : Ermitage, 8e (359-15-71), Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37), Mistral, 14e (539-52-43) ; Images, 18e (522-47-94), Secrétan, 19e (206-71-33), Magic-Convention, 15e (828-20-64)
LA TERRASSE (It., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14)
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50)
TROIS GOSSES ET UN CHIEN (Tch., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) mat.
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00)
UN DROLE DE FLIC (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31)
UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) Normandie, 8e (359-41-18), Caméo, 9e (246-66-44), Mistral, 14e (539-52-43).
UN ETRANGE VOYAGE (Fr.) : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23), Caméo, 9e (246-66-44). 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42). 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75)
UN MAUVAIS FILS (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40)
VACANCES ROYALES (Fr.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Ciné-Seine, 5e (325-95-99)
LA VIE DE BRIAN (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Richelieu, 2e (233-56-70). Berlitz, 2e (742-60-33). Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Saint-*Lazare Pasquier, 8e (387-35-43)* ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Fauvette, 13e (331-60-74), Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70)
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

Les festivals

CHEFS-D'ŒUVRE ET NANARS DU CINEMA FRANÇAIS. Studio 43, 9e (770-63-40) : Jules Berry en alternance : Café de Paris, Monsieur Personne, le Crime de M. Lange, Désarroi, Carrefour, Rigolboche, l'Homme de Londres.
CENT FILMS D'AMERIQUE DITE LATINE (v.o.), le Denfert, 14e (354-00-11) : le Courage du peuple.
WESTERN, Trente-cinq films (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : El Dorado.
W.C. FIELDS (v.o.), Nickel-Odéon, 6e (633-22-13) : Une riche affaire.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : la Soupe au canard.
COMEDIES MUSICALES (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Chantons sous la pluie ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Ziegfield Follies.
CHEFS-D'ŒUVRE ET NANARS DU CINEMA FRANÇAIS, Action-République, 14e (805-51-33) : Hôtel du Nord.
UNE ALGERIE DES ALGERIENS EN FRANCE... Saint-Séverin, 5e (354-50-91) : en alternance : la Bataille d'Alger ; l'Aube des damnés ; Ali au pays des mirages ; Avoir vingt ans dans les Aurès ; le Vent des Aurès
UNE JOURNEE AU CINEMA, Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32) (v.f.-v.o.) : 18 h. : la Tendresse des loups ; 20 h. : la Nuit des forains ; 22 h. : Freaks + un chien + un chien andalou.
HOMMAGE A DOSTOIEVSKI (v.o.) Cosmos, 6e (544-28-80), en alternance : Nuits blanches, de L. Visconti ; l'Id. ot. de Lampin ; l'Idiot, de Pyrie ; Crime et Châtiment ; les Frères Karamazov
HOMMAGE A RAOUL WALSH (v.o.), Cluny-Palace, 5e (354-07-76) : The Strawberry Blonde.

Les séances spéciales

L'ANNEE DERNIERE A MARIENBAD (Fr.) : Noctambules, 5e (354-42-34), 20 h. 15.
LES AMANTS DE LA NUIT (A., v.o.) Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
L'EMPIRE DES SENS (Jap.) (**) v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
ENQUETE SUR UNE PASSION (A., v.o.) : Tourelles, 20e (364-51-98), 21 h.
INTERIEURS (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-76-42), 18 h.
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22)
MARTIN ET LEA (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h
MATA-HARI (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
MEAN STREET (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), 20 h. 30.

LES FILMS NOUVEAUX

COURTS-CIRCUITS, film français de P. Grandperret. Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (354-35-40), Nation, 12e (343-04-67), Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Marignan, 8e (359-92-82), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43)
HISTOIRE DE LA NUIT, film allemand de Cl. Hopfenstein. V.o. : Action République, 11e (805-51-33) H. Sp.
LE LYCEE DES CANCRES, film américain de A. Arkush. V.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) — V.f. : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03)
VENDREDI 13 (*), film américain de S. Cunningham. V.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Rotonde, 6e (633-08-22), Biarritz, 8e (723-69-23) — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44), Montparnos, 14e (327-52-37), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01)

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 17 au 24 février)

LES SALLES SUBVENTIONNEES
Carré Silvia Monfort (533-66-70), le 18 à 15 h. 30 : Cirque Grüss à l'ancienne.

MARIONNETTES

Marionnettes des Champs-Elysées, square Marigny, les merc., sam. et dim., à partir de 15 h. : Théâtre du Vrai Guignolet.
Marionnettes du Luxembourg, les merc. et dim., à 14 h. 30, 15 h. 30 et 16 h. 30 : Au pays des contes de fées.
Théâtre d'animation, Vincennes, les merc., sam. et dim., à 14 h. 30 et 16 h. 30 : les Mille et Une Fables.

CIRQUE

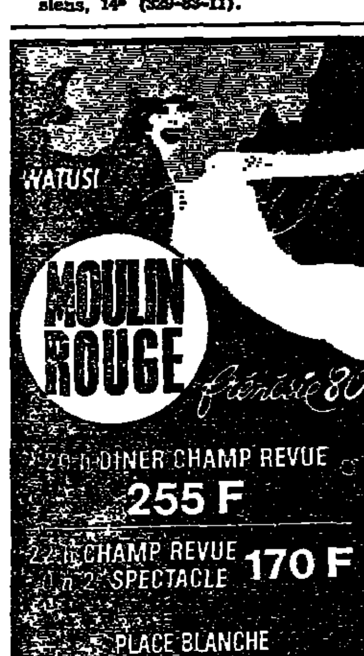
Cirque d'Hiver-Bouglione (700-12-25), sam., 15 h. et 21 h. ; dim., 14 h. et 17 h.

THEATRE

Blancs-Manteaux (363-51-37), sam., dim., 16 h. ; merc. à 14 h. 15 et 15 h. : Monsieur Gabilolo Shérif. — II : Gabilolo et le bonhomme de neige.
Café d'Edgar (320-85-11), merc., à 14 h. et 16 h. ; lundi, mardi, jeudi, vend. et sam., à 15 h. et 16 h. 30 : Est-ce que tu dors ?
Coupe-Chou (272-01-73), merc. et sam., à 15 h. : Magie.
Cour des Miracles (548-85-60), merc. et sam., à 15 h. 45 : Journal intime de Caroline Petans ; merc., à 14 h. 30 : Henri Des.
Lucernaire (586-11-77), merc. et sam., à 14 h. 30 : Gilles et ses marottes.
Musée en Herbe, Jardin d'acclimatation (747-47-66), le 22, à 15 h. 30 : Concert avec M. Domenichini (Mozart, Haydn, Schumann, Chopin, Beethoven).
Olympia (742-25-49), ts les jours à 15 h. et 17 h. : Casimir au royaume de la magie
Palais des Glaces (607-49-93), merc. et sam., à 14 h. 30 : Contes pour enfants pas sages.
Studio Bertrand (783-64-66), les 18, 21 et 22, à 14 h. 30 : Revue kaléidoscope.
Studio-Théâtre 14 (337-70-82), merc., à 14 h. 30 : le Hardi Petit Tailleur.
Théâtre Astral (588-84-13), merc., à 14 h. 30 et 15 h. 30 ; dim., à 15 h. 30 : Nez vert.
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse (533-42-21), merc., sam. et dim., à 14 h. 30 : le Palais du fond des mers.
Théâtre du Jardin d'acclimatation (624-10-80), ts les jours, à 10 h., 11 h., 14 h. 30, 15 h. 30 et 16 h. 30 : l'Histoire de la princesse Isoline.
Théâtre de Paris (281-48-40), ts les jours, sauf sam. et dim., 14 h. 15 : le Roman de Renart.
Théâtre Présent (203-02-55), le 18, à 14 h. 30 : Un jeu d'enfants.
Théâtre le Point-Virgule (278-67-03), les merc., à 14 h. 15 ; sam., à 15 h. : Bonnes Vacances Mr Petoche ; les merc. et dim., à 15 h. 30 ; le sam., à 16 h. 30 : *Pissenlit cherche un ami.*

DANS LA REGION PARISIENNE

Aubervilliers, Théâtre de la Commune (833-16-16), les 23 et 24, à 10 h. : Spectacle démonstration jeu masqué, par J. Merzer.
Champigny, le 18, à 14 h. 30 : Théâtre enfants.
Montrouge (253-23-34), le 18, à 14 h. 30 et 16 h. ; le 19, à 10 h. et 14 h. 30 : Elsa et les cygnes sauvages.
Le Vésinet, Centre des arts et loisirs (976-32-75), le 25, à 14 h. 30 : Magie.





RADIO-TÉLÉVISION

Décor bleu pour TF1

Il faut attendre quelques jours pour savoir ce que seront, sur TF 1, les journaux nouvelle manière, c'est-à-dire l'information selon Jean-Marie Cavada. Jean Lefèvre, présentateur désigné pour assurer, chaque soir à 20 heures, la succession de Roger Gicquel, essuyait en quelque sorte les plâtres, le lundi 16 février.

Flambant neuf, en effet, et tout juste terminé, le décor, totalement bleu, imaginé par David Niles (le concepteur des produits signés « S.E.E » ou « Iaptan-vidéo ») et fabriqué dans les ateliers de la S.F.P. à grands renforts d'althuglass et de contre-plaqué aux reflets d'acier.

Idée d'ensemble : rendre lumineux, omniprésent, sinon scintillant, le sigle plutôt sage de TF 1 et recourir aisément aux plateaux tournants et panneaux coulissants. Détails matériels. Reste à opérer divers réglages. Reste pour Jean Fefèvre à savoir où il choisira de regarder et à se faire au style adopté pour les incrustations d'images (très encadrées ces images).

L'allure calme, presque bonhomme du nouveau journaliste témoin, sa façon de pointer l'index ne chambouleront pas trop les habitudes « d'écoute » des fidèles de la chaîne. Même si le ton varie un peu et si le temps de présence à l'antenne est volontairement réduit. On a estompé. L'habitude n'aura pas de mal à venir. On ne cherche peut-être pas l'accoutumance.

De ce qu'a été le contenu de ce premier numéro on ne dira pas grand-chose avant d'avoir suivi les journaux à venir.

Peut-être l'actualité manquait-elle de mordant... Le voyage du pape, les mesures prises à l'endroit des chômeurs sans ressources ne sont pas des sujets de choc. Enfin, Robert Redford, interrogé sur son film, faisait une longue apparition : l'irruption du « culturel » dans les nouvelles « made by TF one »...

Mardi 17 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 45 Avis de recherche
19 h 10 Une minute pour les femmes
Echangerais jeune Américaine contre jeune Française
19 h 20 Emissions régionales
19 h 45 Les paris de TF 1
20 h Journal
20 h 35 Le grand débat : Jacques Chirac
Le maire de Paris, candidat à l'élection présidentielle, est interrogé par les journalistes de TF 1 : J.-M Cavada, P Duhamel, J Lefèvre, Y Mourousi, J.-C Bourret

21 h 25 Documentaire : Une femme, une époque
Virginia Woolf. Réalisation R. Milcent.
Romancière « scandaleuse », elle a lutté en littérature et en réalité pour toutes les libertés.
22 h 30 Documentaire : Traits de mémoire
Série d'A. Blanc. Réal. Cl. Miller.
Dans cette histoire de la bande dessinée qui va de la tapisserie de Bayeux à nos jours, ce quatrième volet montre les pionniers de l'image fixe : Emile Cohl, Joseph Pinchon (Bécassine), Alain Saint-Ogan (Zig et Puce), Walt Disney...
22 h 50 Journal

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres
19 h 20 Emissions régionales
19 h 45 Top club
20 h Journal
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.)
L'appareillage des handicapés

20 h 40 Les dossiers de l'écran : le Cheval vapeur
Téléfilm de M. Failevic. Avec M. Cassagne, F. Meininger, M. Laffésc.
Une tranche de vie dans une ferme près de Chinon, au moment où le tracteur remplace le cheval. Des mots simples, des gestes vrais. Le style Failevic
22 h Débat : Dans les années 50, la révolution du monde paysan
Avec : MM. P. Lamour, président du comité économique et social du Languedoc-Roussillon ; F. Guilhaume, président de la F.N.S.E.A. ; M. Debatisse, secrétaire d'Etat, auteur de la Révolution silencieuse ; J. Piquet, président de la Fédération du Crédit agricole ; J. Baumier, auteur de Paysans de l'an 2000 ; B. Thureau, agriculteur et administrateur d'une coopérative ; Mme Y. Verdier, auteur de Façons de dire, façons de faire ; M. G. Souchard et Mlle S. Borel, agriculteurs.
23 h 30 Journal

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes
18 h 55 Tribune libre
Club de l'Horloge
19 h 10 Journal
19 h 20 Emissions régionales
19 h 55 Dessin animé
Les aventures de Tintin : « le Secret de la Licorne ».
20 h Les jeux
20 h 30 Cinéma : la Blonde défie le F.B.I.
Film américain de F. Tashlin (1967), avec D. Day, R. Taylor, A. Godfret, J. McGiver, P. Lindey, E. Andrews, E. Fleming.
Le comportement extravagant d'une jeune femme, hôtesse dans un centre spatial, la fait soupçonner d'espionnage au profit des Russes.
L'intrigue est plutôt mince. Frank Tashlin l'a enrichie de gags fort drôles. Mais Doris Day et Rod Taylor ne sont pas des comédiens percutants
22h 15 Journal

FRANCE-CULTURE

18 30 Entretiens avec J.-L. Barrault : L'atelier de C. Dullin.
19 25 Jazz à l'ancienne.
19 30 Sciences : Matière et réalité.
20 h Dialogues : « Pour une morale de l'extrême urgence », avec B. Kouchner et A. Glucksmann.
21 h 15 Musiques de notre temps : Patchwork à propos d'une phrase ...
22 h 30 Nuits magnétiques : Devine qui vient dîner.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 2 Six-huit : Jazz-time ; 18 h 30 Portraits par petites touches : Chopin, par B. Ringeissen, piano ; 20 h Premières loges : œuvres de Schumann et Verdi, avec H. Schlusnus, baryton (1888-1952)
20 h 30 Concert : Œuvres de Carlo Gesualdo-Igor Stravinsky, Schoenberg, Bruckner, par le Groupe vocal de France, le Double quintette à vent du Nouvel Orchestre philharmonique, dir. J. Alldis ; 22 h Cycle acousmatique (Reibel)
23 h Paris reçoit... le Sudwestfunk Baden-Baden : Œuvres de Mozart, Pfitzner, Busoni, dir. Hans Rosbaud ; 0 h 5 Ouvert la nuit : Aujourd'hui... le violon (Ravel, Schoenberg, Jolivet).
Les couleurs du temps.

Mercredi 18 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première
13 h Journal
13 h 35 Portes ouvertes : Schuss sur la neige
14 h 50 Les visiteurs du mercredi
Spécial 6-10 ans ; 14 h. 50, Feuilleton : Matt et Jenny ; 15 h. 10, Spécial 10-15 ans ; 15 h. 40, Le tableau bleu ; 16 h. 41, La superparade des dessins animés.
17 h 30 Studio 3
17 h 40 Automag
18 h Un, rue Sésame
18 h 45 Avis de recherche
19 h 10 Une minute pour les femmes
Les lycéens : ils ont des idées bien arrêtées sur le bon prof.
19 h 15 Tirage de la Loterie nationale
19 h 20 Emissions régionales
19 h 45 Les paris de TF 1
19 h 55 Tirage du Loto
20 h Journal
20 h 35 Série : Julien Fontanes, magistrat
Le soulier d'or ; réal. François Dupont-Midy ; avec J.-M. Dupuis, B. Gérome, R. Coutteure...
Dans une prison du nord de la France, Jacky Balkowiackz, qui fut une vedette du football, fait une grève de la faim.
22 h Magazine : La rage de lire
De G. Suffert.
La vie quotidienne à travers les âges (première partie). Avec MM. G. d'Angelis (directeur de la collection « la Vie quotidienne »), J. Tulard (la Vie quotidienne des Français sous Napoléon), J. Soustelle (les Aztèques à la veille de la conquête espagnole), G.-E. Clancier (la Vie quotidienne au Limousin au XIXe siècle), J.-P. Crespelle (la Vie quotidienne des impressionnistes). — Les romans d'apprentissage (deuxième partie). Avec P. Moustiers (le Cœur du voyage), C. Gutman (les Réparations)
23 h 15 Journal

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir
12 h 30 Série : La vie des autres
12 h 45 Journal
13 h 35 Emissions régionales
13 h 50 Face à vous
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame
15 h 15 : Série : Bonanza
Elisabeth mon amour.
16 h 10 Récré A 2
Emilie ; Félix le chat ; Maraboud'ficelle ; Zeltron ; Candy ; Les blancs jouent et gagnent.
18 h 10 Cours d'anglais
18 h 30 C'est la vie
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres
19 h 20 Emissions régionales
19 h 45 Top club
20 h Journal
20 h 25 Sports : Football
Espagne - France, en direct de Madrid.
22 h 20 Magazine : Objectif demain
Les colères de la terre, de L. Broomhead, réal. J.-P. Spiero.
En direct du studio 15 des Buttes-Chaumont et de l'institut de physique du globe à Strasbourg, Objectif demain se met à l'écoute de la Terre. Les sismographes et les ordinateurs nous signaleront les moindres vibrations de notre sol. Jusqu'où pourrons-nous prévoir ?
23 h 20 Journal

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Travail manuel
18 h 30 Pour les jeunes
L'ours Paddington : De truc en troc.
18 h 55 Tribune libre
Les Amis de la Terre (B. Lalonde).
19 h 10 Journal
19 h 20 Emissions régionales
19 h 55 Dessin animé
Les aventures de Tintin : « le Secret de la Licorne ».
20 h Les jeux
20 h 30 Cinéma : la Rose et la Flèche
Film anglais de R. Lester (1976), avec S. Connery, A. Hepburn, R. Shaw, R. Harris, N. Killiamson, D. Elliott, W. Haigh.
Robin des Bois revient en Angleterre après vingt ans de croisades et de batailles. Sa bien-aimée Marianne est entrée en religion. Leur amour renaît. Et Robin reprend la lutte dans la forêt de Sherwood. Un film chaleureux sur des héros de légende vieillis et vulnérables. Belle reconstitution historique, mise en scène qui va de l'humour à la tragédie.
22 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance : Une histoire des malades (« Madame se meurt ») ; 8 h 32, Le monde minéral.
8 h 50, Echec au hasard
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques : Les fermes de l'an 2000
10 h 45, Le livre ouverture sur la vie : « Sur les chemins oubliés », de P. Meunier et N. Delagrave.
11 h 2, Musiciens français contemporains : J. Prodomidès (et à 17 h 32, P. Marcland).
12 h 5 Agora : « Un temple de colère et d'amour », avec Y. Z'Graggen
12 h 45, Panorama : Manchester.
13 h 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h, Sons : Le pain et le vin.
14 h 5, Un livre, des voix : « la Femme gelée », d'A. Ernaux
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : L'enfant provisoire.
15 h 2, Points d'interrogation : l'Europe du quinzième siècle ; l'imprimerie et la diffusion de la pensée.
16 h 20, Actualité : Redécouvrir Jean Fouquet.
16 h 50, Départementale : A Saint-Tropez.
18 h 30, Entretiens avec J.-L. Barrault : Premières mises en scène
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : La non-séparabilité sur la sellette.
20 h, La musique et les hommes : Einstein.
22 h 30, Nuits magnétiques : Les désarrois du professeur R. Musil.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Quotidien musique : Œuvres de Prokofiev, Verdi, Schönberg, Grieg ; 7 h 5, Le thème de la semaine : Janacek ; 7 h 40, Actualités du disque ; 8 h 30, Informations culturelles.
9 h 2, Le matin des musiciens : Le luth et sa musique au tournant de la fin du seizième et au début du dix-septième siècle
Musique en vie. Airs de cour français, musique pour luth avec l'apparition du style brisé (Leroy, Francisque, Ballard, Galilei)
12 h, Musique de table : Musique légère (J. Strauss, Offenbach, Bonneau) ; 12 h 35, Jazz classique : « Memphis Blues » ; 13 h, Les musiciens ont la parole : Brigitte Haudebourg, claveciniste.
14 h, Microcosmos : Les études à l'étude : 14 h 20 (et 16 h 20, 16 h 45, 17 h 30), Le compagnon de l'après-midi (Gounod, Puccini, Offenbach, Donizetti) ; 14 h 30, Kaléidoscope : Concert d'élèves au conservatoire de Romainville (Bartok, Dyens, Rolin, Certon, Aitken) ; 15 h 30, Galerie de portraits : Clara Wieck-Schumann, compositeur (1819-1896) ; 17 h 10, Haute infidélité : Le temps musical (Henry, Schulze) ; 17 h 30, Le royaume de la musique : Concours d'excellence du royaume de la musique, salle Cortot, à Paris
18 h 2, Six-huit : Jazz-time ; 18 h 15 (en direct du Studio 103) : « Orchestrations » création (McCarty), par l'Orchestre national de France, dir. Y. Prin, avec G. Sylvestre, percussions ; 20 h, Equivalences (non-voyants), œuvres de Bach.
20 h 30 Concert : Œuvres de Schubert, Mendelssohn, Rossini, Martini, Haendel, avec Janet Baker, alto, Geoffrey Parsons, piano (Opéra de Paris, 24 novembre 1980)
22 h 30, Paris reçoit... le Sudwestfunk Baden-Baden : A la source de la musique contemporaine : Donaueschingen (Boulez, Stravinski, Liebermann, Dallapiccola, Ligeti, Amy, Stockhausen, Xenakis) ; 0 h 5, Ouvert la nuit : Aujourd'hui... le violon (Bartok, Martinu)

VU

Aider à mourir

... médecin et la mort, face-à-face bouleversant qui pose à sa manière des questions éternelles. Thème trop vaste sans doute pour une petite heure de télévision. La « médicale » de TF 1 ne l'aura abordé lundi soir 16 février que par petites touches, cernant timidement les questions pour vite s'écarter du sujet, qui ne fut traité en fait que par quelques participants et courageusement illustré par le professeur Léon Schwarzenberg.

Au fil des ans, des progrès technologiques et des succès thérapeutiques, les données ont progressivement évolué. Parce que l'on meurt plus souvent à l'hôpital que chez soi, parce que l'on concentre les vieillards dans des hospices et des services « long séjour », ce sont souvent aujourd'hui les mêmes personnes qui sont concernées. Médecins, mais aussi et surtout infirmières, aides-soignantes et « filles de salle ». Mais parce que « le personnel manque », paradoxalement c'est bien souvent dans la plus douloureuse des solitudes que beaucoup doivent accomplir leur dernier trajet.

La mise au point et l'amélioration des « machines de survie », la maîtrise des techniques de réanimation, l'utilisation des médicaments contre la douleur, tout cela doit avoir sa place, sans doute. Cela ne saurait pourtant faire oublier la présence d'un autre, ses paroles, son écoute et sa douceur.

Et le médecin, dans tout cela ? « Tout médecin, comme tout être vivant, doit avoir réfléchi à cette question si importante », dira le docteur Ginette Raimbault. Sans doute, mais est-ce vraiment le cas ? Et si réflexion il y a, débouche-t-elle sur une pratique ? Ce n'est pas, en tout cas, sur les bancs de sa faculté, pas plus que lors de ses séjours à l'hôpital, que le futur praticien est invité à évoquer ces questions régulièrement occultées.

Sans vouloir rédiger un « guide pratique de la mort », sans oublier que chaque cas est un cas d'espèce, pourquoi, au cours des sept — et bientôt huit — années que comportent les études médicales, n'y a-t-il pas place pour ce sujet ? Il est pour le moins désagréable d'entendre parler, comme ce fut le cas sur TF 1, de médecins « maladroits », d'« émotion dissimulée sous le discours médical ». Sans ignorer l'absolue nécessité de ces mécanismes de défense qui lui permettent de continuer à fonctionner, on peut se demander si le devoir du médecin n'est pas avant tout de prendre en charge l'angoisse de « son » patient et celle de sa famille.

En demandant une nouvelle fois à son chirurgien de lui confirmer la nécessité d'une intervention, le père de cette petite fille d'un an — qu'il savait condamnée — ne demandait qu'à ce qu'on lui redonne confiance. Il ne le comprendra qu'après le décès de son enfant et après, explique-t-il, qu'« un ressort se soit cassé ». « Vous n'allez quand même pas faire le tour de Paris pour vous renseigner ! », lui a-t-on répondu. N'y avait-il pas d'autre réponse à faire ?

JEAN-YVES NAU.

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 17 FEVRIER

— *M. Jacques Chirac*, maire de Paris, candidat à l'élection présidentielle, répond aux questions des journalistes, au cours du « Grand Débat », de TF 1, à 20 h. 35.

— *M. André Bergeron*, secrétaire général de F.O., répond aux questions des auditeurs du « Téléphone sonne » de France Inter, à 19 h. 10.

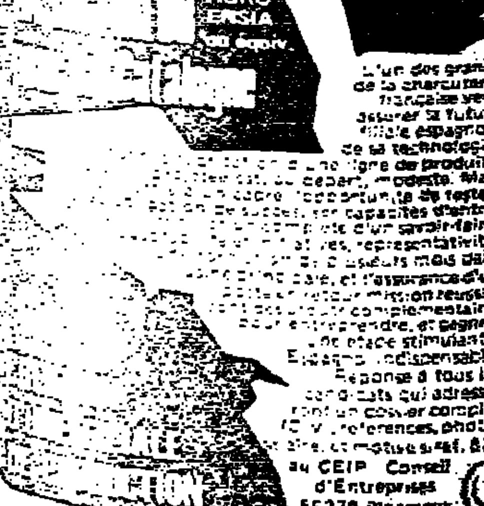
MERCREDI 18 FEVRIER

— *MM. Alain Chevalier*, vice-président du C.N.P.F., et *Georges Séguy*, secrétaire général de la C.G.T., participent au journal de TF 1, à 13 heures.

— *MM. Michel d'Ornano*, ministre de l'environnement et du cadre de vie, et *Pierre Mauroy*, membre du bureau exécutif du P.S., sont les invités de l'émission « Duel » de France Inter, à 19 h 15.

● M. Henri Marque, qui vient de quitter TF 1, où il était directeur de l'information, assurera, à partir du lundi 9 mars, la présentation du journal de 13 h. sur R.T.L. Il remplace M. Philippe Labro, ce dernier ayant, en accord avec la direction de la station, décidé de prendre un congé de six mois.

● *M. René Marchand*, conseiller à la présidence de Radio-France et délégué pour les actions de développement, vient d'être nommé directeur du développement et de la prospective.



هكذا من الاصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

IMPORTANTE SOCIETE
DE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
recherche

. Pour son agence du CAIRE :

INGENIEUR CONFIRME (réf. 2590)

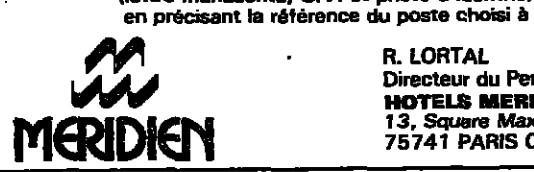
ayant l'expérience de la Direction des chantiers de bâtiment et de sa préparation.
Expérience des travaux à l'étranger appréciée.
Parfaitement bilingue français/anglais.

. Pour son agence de RIYAD :

INGENIEUR DIPLOME CONFIRME (Réf.2591)

ayant une large expérience du bâtiment.
Capable d'assurer la Direction d'un chantier de 800 MF et de mener des actions commerciales.
Parfaitement bilingue français/anglais.
Connaissances arabe appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et prétentions en précisant la référence du poste souhaité à P.LICHAU SA - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.



Contrôleurs Financiers ou Chefs Comptables

Formation DECS ou équiv. et/ou expér. professionnelle 2 ans

Assistants Contrôleurs Financiers et Contrôleurs des recettes (income auditors)

Niv. BTS école hôtelière ou expér. acquise dans poste similaire

Connaissances pays étrangers et hotellerie appréciées.
Possibilités d'avenir intéressantes au sein d'une chaîne hotelière internationale.
Contrat de travail, congés annuels, voyages payés, avantages sociaux, possibilités séjour famille...
Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo d'identité) en précisant la référence du poste choisi à



R. LORTAL
Directeur du Personnel
HOTELS MERIDIEN
13, Square Max-Hymans
75741 PARIS Cedex 15

MEDIA PA

LOGISTIQUE

140.000 F +

Concevoir, planifier, structurer une logistique fiable et rigoureuse est une des fonctions - clés dans notre Société de Biens d'Equipement, filiale d'un Groupe international.

Nous désirons confier aujourd'hui cette mission à un jeune INGENIEUR (de formation Arts & Métiers ou équivalent), fort d'une expérience similaire de 3 à 5 ans pour des produits comparables (ELECTROMENAGER ou BIENS d'EQUIPEMENT GRAND PUBLIC).

En liaison directe avec la Direction Générale, il mettra en place une structure solide de distribution des matériels depuis l'Usine jusqu'aux antennes régionales et optimisera la gestion des stocks (informatisée).

LE CHEF DU DEPARTEMENT LOGISTIQUE

devra être un organisateur. Maitrisant les techniques de valorisation des stocks, il aura également des connaissances certaines en matière de DOUANE - TRANSIT - TRANSPORT (nécessaires pour notre activité à l'Exportation). L'allemand est vivement souhaité. Poste à pourvoir au siège (PARIS Ouest).

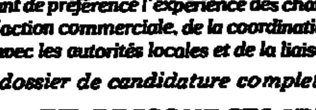
Assurée d'une discrétion absolue et d'une réponse, votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) est à adresser sous référence 8100 à rscg carrières 64, rue *La Boëtie - 75008 PARIS, qui transmettra.*

rscg carrières



COMEX GROUP
leader mondial des travaux sous-marins conforte son développement international en AMÉRIQUE SUD et en EXTRÊME-ORIENT

Responsables de régions



Basés à RIO (réf. M285) et DJAKARTA (réf. M286)

35 ans mini - formation supérieure technique ou commerciale - anglais pratique impératif - seconde langue étrangère appréciée.

Connaissant bien ces régions, dotés d'une solide pratique commerciale et de gestion, et ayant de préférence l'expérience des chantiers à l'étranger, ils auront la charge de l'action commerciale, de la coordination et du suivi des chantiers, des relations avec les autorités locales et de la liaison avec le groupe.

Adresser dossier de candidature complet à

SVP RESSOURCES HUMAINES
48 rue Grignan 13001 Marseille.

OSHCUR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE EUROPEEN
recherche
pour sa filiale FRANCE

directeur des ventes

La société : en expansion constante depuis 10 années - se trouve être la première filiale du groupe.

La situation : Province - 2 heures Paris.

Le produit : lubrifiants automobiles et industriels.

La fonction : responsable du service extérieur *et de son animation sous la dépendance immédiate* du directeur marketing - ce meneur d'hommes aura également pour mission de participer à la définition de la politique de vente et d'en assumer l'exécution en terme d'objectifs.

Le poste prévoit une action sur le terrain de l'ordre de 70%.

Nous recherchons un homme d'un dynamisme certain, E.S.C.A.E. ou équivalent, doté si possible d'une expérience de commandement d'une équipe de vente importante et pouvant justifier de résultats positifs et constants pour ce qui est de la concrétisation de ses objectifs passés.

Envoyer lettre manuscrite et CV + photo et prétentions sous réf. 86.756 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Les candidats retenus seront reçus au Siège les 24 - 25 et 26 MARS.

MINISTERE DE LA DEFENSE
Groupement Industriel des Armements Terrestres recherche pour son Etablissement de Bourges -18-

INGENIEUR CHIMISTE

- Au sein de la sous-direction études (600 personnes) apte à assumer les fonctions d'Adjoint au Chef du service formulation.
- Très bonnes connaissances en chimie physique et minérale et intéressé par la mise en œuvre des polymères, *bonne connaissance de l'Anglais.*
- Expérience de quelques années en laboratoire souhaitée.

INGENIEUR MATHEMATICIEN-PHYSICIEN

- Sera chargé du développement de modèles théoriques de calcul de l'efficacité et du fonctionnement des systèmes d'armes.
- Une première expérience dans des fonctions analogues sera appréciée.
- Formation : probabilités statistiques, recherche opérationnelle, analyse numérique, fortran, bonne connaissance de l'Anglais.

INGENIEUR MECANICIEN

- Au sein de la sous-direction production (1200 personnes) capable d'assumer à court terme la *responsabilité d'un service de fabrication* mécanique.
- Formation : Ingénieur grande école.
- Expérience de quelques années souhaitée en bureau des méthodes ou en fabrication.

Les candidats : Ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires de haut niveau, doivent adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération souhaitée à
Monsieur de Directeur de l'EFAB
6 Route de Guerry 18015 BOURGES Cedex

Lev Tournay Pub

ENTREPRISE T.P. BATIMENT

recherche pour

AFRIQUE FRANCOPHONE

INGENIEUR adjoint au directeur d'agence

Les candidats devront justifier d'au moins 5 ans de référence "entreprise" avec conduite effective de chantiers bâtiment ou T.P.

Le poste offre à moyen terme la Direction d'une agence.

Séjour dans capitale d'état avec tous les avantages liés à l'*expatriation.*

Adresser C.V. détaillé sous No 87.887 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex. 01 q.tr.

Importante société française recherche pour sa filiale d'Abidjan

directeur général

Ingénieur, de *formation* supérieure, pouvant justifier d'une sérieuse expérience acquise en Afrique francophone, tant dans le domaine de la gestion administrative et financière que sur le plan commercial.

Il aura la responsabilité d'une société (environ 140 personnes) chargée de vente, d'installation et d'entretien d'équipements industriels.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 3104, à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system



Directeur commercial

Nous recherchons le Directeur Commercial de notre Département Grande Consommation. Sur un CA total de 1,8 milliard, les produits concernés (lait, beurre, fromages) représentent 800 millions).

La mission est large et les responsabilités importantes : il s'agit de définir une politique de produits, de tarification, de distribution et de promotions, de proposer et mettre en œuvre des plans d'action et de contrôler la réalisation des objectifs prévus.

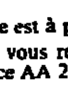
Vous dépendrez directement du Président. Vous dirigerez une cellule marketing et un réseau de vente national et international.

L'essentiel de votre tâche, dans un premier temps, se situe en France, au contact de la grande distribution.

C'est votre expérience des grandes Centrales *(même en dehors de* notre marché) autant que votre aptitude à tracer des plans justes et réalistes qui nous intéressent. Quant à votre capacité de direction, elle doit être à la hauteur de nos ambitions : nous sommes l'un des premiers nationaux et voulons améliorer encore nos performances.

Le poste est à pourvoir à Rennes.

SEFOP vous remercie de lui adresser votre dossier complet sous la référence AA 242M.



11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES



TRES IMPORTANTE SOCIETE de BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
recherche d'URGENCE

UN RESPONSABLE Travaux Génie Civil

1ère affectation : détachement de 3 ans à BAGDAD (IRAK).

Le candidat devra :
- être un Ingénieur diplômé
- être âgé au minimum de 30 ans
- avoir 7 à 10 ans d'expérience professionnelle
- être bilingue anglais.

Une expérience dans la gestion de centrale à béton de grande capacité serait appréciée.

Nombreux avantages au détachement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 87855 CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opera 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



CENTRE DE RECHERCHE
recrute

I Statisticien

Expérience en statistiques appliquées à la biologie souhaitée. Connaissances en programmation *indispensables. Bonne connaissance de l'anglais*

Le poste implique un dialogue permanent avec les expérimentateurs (toxicologues, pathologistes, biochimistes) et l'utilisation de l'unité informatique centrale (P.D.P. 11/70, Fortran)

Adresser C.V.+ photo et prétentions au :
Service du Personnel - Laboratoires PFIZER
B. P. 09 - 37400 AMBOISE

amp

MERLIN GERIN
GRENOBLE

recherche pour son département
D'ÉQUIPEMENTS D'AUTOMATIQUE

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- Ils participeront à l'étude d'équipements programmés réalisés à base de microprocesseurs ou calculateurs industriels.

POUR CES POSTES :
- Une formation de base en automatique (niveau D.U.T. minimum) complétée par 2 ans d'expérience en programmation temps réels est indispensable.
- Connaissances en électronique appréciées.

Adresser C.V. détaillé à
MERLIN GÉRIN,
(référence J F P 40),
38050 GRENOBLE Cedex.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

هكذا من الاصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37.00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10.00	11,76
IMMOBILIER	28.00	32,93
AUTOMOBILES	28.00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

responsable études informatiques

unisabi

Filiale d'un groupe international, UNISABI est le premier fabricant et distributeur en France d'aliments préparés pour animaux familiers (Canigou, Ronron, Kitekat, Pal, Frolic, Wiskas, Loyal, Buster).

L'expansion rapide de la société entraîne le développement de l'informatique dans tous les domaines: gestion, production, process, commercial, bureautique (équipement actuel IBM 4341, MVS, CICS, réseau de terminaux reliés par Transpac). Pour assurer la prise en charge des nouvelles applications prévues, UNISABI crée le poste de responsable des études.

Il définira avec le directeur informatique la stratégie du développement des applications, sera responsable de leurs conception et réalisation et coordonnera l'activité de plusieurs chefs de projet.

Le candidat recherché a une expérience confirmée du télétraitement, acquise dans un service utilisateur ou dans une société de services. En outre, il a acquis une bonne maîtrise des problèmes humains nécessaire à l'animation d'une équipe et sait entretenir de bonnes relations avec ses interlocuteurs internes.

Ce poste est à pourvoir à Orléans dans une unité moderne située dans un environnement naturel agréable. Pratiquant une politique sociale et salariale stimulante, UNISABI souhaite rencontrer des candidats en mesure de s'intégrer dans des équipes jeunes et dynamiques, et motivés par de réelles perspectives de carrière.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la réf. 9126/M à R. Destot. Sema-Sélection: **Centre Metra, 16 - 18, rue Barbès 92126 MONTROUGE**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection — Paris Lille Lyon Marseille Toulouse



UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER

propose 4 postes dans ses départements «Administratif/Comptable» d'une part et «Informatique» d'autre part :

CADRE COMPTABLE DE PREMIER PLAN -

Ce collaborateur (formation ESC ou équivalent et possédant le niveau de l'Expertise) rattaché à la Direction Administrative et Comptable d'un Département de 300 personnes, sera le véritable ANIMATEUR d'une équipe comptable de haut niveau. A ce titre, il aura la responsabilité de l'ensemble des travaux de CENTRALISATION et de CONSOLIDATION ainsi que de l'AUDIT INTERNE du Département.
Maîtrisant parfaitement l'ensemble des mécanismes comptables de l'établissement, il sera le GARANT du respect des procédures administratives et de la «qualité comptable» des prestations fournies.

Une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet d'Expertise, plus particulièrement orientée vers la comptabilité industrielle et la gestion prévisionnelle est indispensable. Il est par ailleurs souhaité que le candidat soit déjà familiarisé avec les procédures informatiques. **REF 2-3**

Les candidats retenus pour les postes décrits ci-dessous, seront intégrés dans des équipes travaillant sur un réseau important doté de 2 systèmes IBM 3032 et de nombreux mini-ordinateurs et 450 Terminaux :

CHEF DE PROJET
Poste évolutif destiné à un diplômé I.U.T (voire à un autodidacte), ayant 5 à 6 ans d'expérience, connaissant et maîtrisant l'Assembleur, le Cobol, I.M.S, DL1. Programmeur ayant progressé vers l'analyse avec un grand souci de méthodologie, il est prêt à porter ses connaissances «sur le terrain», à former et animer une équipe, ne négligeant pas de programmer lui-même, si nécessaire. **REF 2-4**

INGENIEUR SYSTEME
Diplômé de l'INSA ou d'un Institut de Programmation, deux à trois ans d'expérience lui auront permis d'acquérir des connaissances approfondies d'un système d'exploitation. Cela lui permettra de s'intégrer dans l'équipe d'assitance technique. **REF 2-5**

INGENIEUR DEBUTANT
Excellente opportunité pour un jeune diplômé de l'INSA ou d'une Ecole Supérieure d'Ingénieurs (option Informatique souhaitée), ayant déjà fait ses premières preuves (un an d'expérience environ). **REF 2-6**

Les postes proposés offrent des rémunérations attractives et des possibilités d'évolution, liées à l'apport personnel des candidats.

Assurés d'une discrétion absolue et d'une réponse, les dossiers de candidatures (lettre manuscrite détaillée, *CV, photo et prétentions) sont à adresser sous référence* 1074 à rscg carrières - 37, rue Sully 69006 LYON.

rscg carrières

PARIS - LYON - MARSEILLE

ingenieurs commerciaux en informatique
Avez-vous quelque chose à prouver?



Notre société fait partie du premier groupe européen de sociétés de services en informatique.
Notre renommée et notre solidité financière, nous les devons au rôle actif que nous jouons dans les progrès de la technique, à notre structure décentralisée et à la délégation des pouvoirs dont bénéficient les agences régionales.
Chacune d'entre elles, très autonome, ne dépasse pas un effectif de 50 personnes, cela afin de préserver sa propre personnalité et la connaissance de chaque client.
Ainsi, de nouvelles agences sont créées au fur et à mesure que le marché se développe.
Si vous avez encore quelque chose à prouver, une expérience de l'informatique de 2 ans minimum et une solide formation commerciale (Ecole Supérieure de Commerce), nous vous confierons, à Lyon ou à Marseille, un secteur géographique à développer ou, à Paris, de travailler dans le secteur tertiaire (financier ou services). Vous devrez vendre nos services et nous vous donnerons les plus larges possibilités de vous exprimer et de vous réaliser.
Les conditions financières sont très intéressantes pour des candidats ambitieux.

Si vous êtes intéressé, adressez votre CV sous référence 816M à Madame Muller — CAP SOGETI SYSTEMES — 92 boulevard du Montparnasse 75682 Paris cédex 14.



média-system

DELEGATION GENERALE POUR L'ARMEMENT
DIRECTION TECHNIQUE DES ARMEMENTS TERRESTRES
LE CENTRE AEROPORTE DE TOULOUSE
recherche son

Responsable des Approvisionnements

Il sera chargé, au sein du service administratif, de l'approvisionnement des fournitures, de la gestion des commandes, de la négociation et passation des marchés.

Le candidat retenu, ingénieur de formation ENSI (Constructions mécaniques ou aéronautiques) devra avoir une formation complémentaire administrative et/ou commerciale. La pratique des marchés publics sera un atout supplémentaire.

Lieu de travail : **TOULOUSE.**

Rémunération : **85.000 Francs par an + expérience.**

Envoyer CV + photo + éventuellement téléphone à :
ECOLES SUPERIEURES DE L'ARMEMENT TERRESTRE - Service PS
24, avenue Prieur de la Côte d'Or - 94114 ARCUEIL CEDEX

— Avant le 27 Février 1981 —

LTP

Très importante Société Allemande fabriquant et distribuant des biens d'équipements de renommée mondiale recherche le

DIRIGEANT

de sa Filiale Française.

Cette fonction sera attribuée à un candidat de formation et de culture générale supérieure (Commerciale ou Technique type : ESC, ESSEC, HEC..., AM, Ecole Centrale, Polytechnique...) ayant et prouvant une grande expérience de la vente et de la gestion acquise au sein d'une Grande Entreprise comme responsable d'un réseau de distribution performant: biens d'équipement de grande diffusion. (Ex. : machines agricoles, automobiles, appareils de jardinage).
Pour faire vivre sa Société il devra être un organisateur de 1er ordre *et s'entourer de collaborateurs* très compétents.
Le poste sera offert, après une Sélection très rigoureuse, à un candidat d'une parfaite intégrité et possedant une très forte personnalité, capable de servir les intérêts d'une Entreprise dont les qualités (techniques de fabrication et de gestion) ne sont pas à discuter, prête à mettre toute sa confiance dans un collaborateur qui devra assumer sa présence et son renom sur le marché français pour la préservation de ses actifs.
Connaissance de la langue allemande.
Adresser C.V. + Photo s. réf. 71074 A.

SEGE — **Jean WEGBECHER**
11, allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG

DUESSELDORF - LONDRES - MADRID - PARIS

Société fabricant des circuits imprimés professionnels recherche pour son unité de BÉZIERS
UN SÉRIGRAPHE confirmé pour travaux sur machines semi-automatiques.
Adr. C.V. et prét. à A.O.I.P., *B.P. 3003, 34311 Béziers Cedex.*

P.M.E. SALAISON
rég. Centre, en pleine expansion, recherche
CADRE COMMERCIAL
qui dirigera la politique commerciale avec le chef d'entreprise.
Ec. Havas 58002 Nevers n° 988.

Revendeur de produits jardin et horticulture, *50 agences*, filiale d'un groupe français recherche
Directeur d'agence
— Région Ouest Paris.
Après période de formation, ce cadre dirigera une agence de 15 personnes, 3.600 m², 20 millions de C.A.
De formation supérieure, le *candidat aura 27-30 ans* minimum, l'expérience de la vente auprès des réseaux modernes, une connaissance des réseaux agricoles.
Il faut être vendeur, organisateur, animateur d'hommes.
Ecrire s/n° 7923 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

OMEIFRA CANNES
recherche
COLLABORATEUR
basé à CANNES
Déplac. fréqu. s/tte la France.
Expér. gestion d'entreprise de travail temporaire.
Poste convenant à anc. élève Ecole supérieure comptabilité ou commerce.
Tél. M. Gauthier au 788-11-77, ou écrire, 5, bd Montfleury, 06400 CANNES.

Constructeur mondial de matériel T.P. - 1150 salariés en France
CASE FRANCE S.A.
recherche

RESPONSABLE FORMATION-RECRUTEMENT

Au sein du Département du Personnel il aura en charge :
. la responsabilité de l'établissement, de l'exécution et du contrôle du Plan de Formation
. le suivi administratif et fiscal de la Formation Continue ainsi que l'animation de la Commission Formation
. le recrutement du personnel ouvrier, employé, technicien et intérimaire
. *l'organisation, l'accueil et le suivi des stagiaires.*
Le candidat retenu aura :
. une formation de base technique et si possible des connaissances de l'anglais
. une expérience concrète de la formation et du recrutement en milieu industriel, de préférence dans la métallurgie
. un tempérament de réalisateur et d'homme de contact.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite à:
CASE FRANCE SA - Département du Personnel
10, rue Pierre Semard 18100 VIERZON
(Discrétion absolue assurée)

case

LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA MAYENNE (LAVAL)

recherche pour ses bureaux

ATTACHÉS COMMERCIAUX

Fonction essentiellement orientée vers les contacts clients.

Formation de base : Bac min., série indifférente.
Une première expérience de la vente serait appréciée.
Formation importante dispensée dans le cadre de la caisse C.A.P., B.P. banque...
Il faut accepter d'être mobile sur l'ensemble du département.

Adresser lettre manuscrite + C.V.
Service du Personnel - C.R.C.A.M. de la Mayenne.
B.P. 802, route de Nantes, 53001 LAVAL.

O R S A N

(Groupe Lafarge-Coppée - Division biochimie)

RECHERCHE pour son usine (500 personnes) de **NESLE (80)** un

DIRECTEUR DE PERSONNEL

qui prendra en charge toute la gestion des ressources humaines.

Ce poste implique :
— *une expérience confirmée de la fonction ;*
— *une aptitude au rôle de conseil et d'animateur ;*
— *une connaissance de la D.P.P.O. ;*
— *une perception d'avenir de la fonction ;*
— *si possible la connaissance de l'anglais.*

Ce poste de haut niveau sera rémunéré en conséquence.

Adresser C.V. + photo et prétentions à A.I.S.
12, boulevard Roosevelt - 02100 SAINT-QUENTIN

Société de Promotion immobilière nationale recherche pour son agence de Nice :

- **CADRE FONCIER**
  Ce poste requiert 2 à 3 ans d'expérience. La connaissance juridique et financière du montage des opérations.
- **CADRE RESPONSABLE DE LA GESTION**
  Ce poste requiert une première expérience de 2 à 3 ans, ainsi qu'une formation supérieure (droit, Sup. de co., etc.).
- **CADRE TECHNIQUE**
  Ce poste s'adresse à des conducteurs de travaux ayant 3 à 4 ans d'expérience dans la direction de chantier, le calcul des prix, la vérification des situations. Formation ingénieur ou conducteur.

Adresser C.V., photo et prétentions à I.R.E.F., *21, r. Montrosier, 92200 Neuilly-s/Seine, qui tr.*

Etablissement public
Région Nord
recherche
INGÉNIEUR
Grande Ecole ayant quelques années d'expérience dans le domaine des transports collectifs.
Envoyer C.V. et prétentions.
Ecrire s/n° 7.906 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Groupement Français de Conseils

GFC

350, rue de Vaugirard
75015 Paris Tel. 828.92.20

direction d'agence

Paris

250.000 F an+

Solide entreprise d'installations électriques, nous recherchons un Ingénieur (formation ELECTRICITE), d'environ 35 ans, à qui nous confierons notre département « ACTIVITES DIVERSIFIEES DE SERVICES » (250 personnes).
Gestionnaire et négociateur, il possède d'indiscutables qualités de diplomate et d'animateur d'hommes.
Le candidat retenu fera partie de notre équipe de direction après une phase d'intégration
Une grande disponibilité est requise pour ce poste très prenant situé à *Paris*.
Envoyez votre CV sous référence M 891 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

directeur général

400.000 F an±

Nous sommes une entreprise de 250 personnes en forte et régulière expansion, leader sur notre marché.
Notre produit est destiné tant au grand public qu'aux entreprises. De plus, solidement représentés à l'étranger, nous y avons un important potentiel de développement, en particulier en Amérique du Nord (unité de production en construction).
Notre Président a décidé de créer le poste de Directeur Général. Ce sera son collaborateur principal et il lui confiera après une phase d'intégration, l'animation de la vie de l'entreprise. Le candidat idéal a plus de 40 ans et une expérience polyvalente lui permettant d'intégrer aussi bien les aspects commerciaux que techniques de notre activité, il saura la gérer de façon prospective et dynamique, en coordonner les différents rouages et s'y imposer par son envergure, de façon souple mais indiscutable.
L'anglais est nécessaire pour ce poste qui comporte de fréquents déplacements et qui est basé dans une *capitale régionale du littoral atlantique*.
Envoyez votre CV sous référence M 892 RS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

directeur des agences et filiales France

280/320.000 F an

Nous comptons parmi les grands des Travaux Electriques de France et nous recherchons l'un des membres de notre comité de direction.
Il s'agit d'un homme de 35 ans minimum, de formation supérieure, qui, sous l'autorité du Directeur Général, aura la responsabilité complète des agences et filiales en France.
C'est avant tout un excellent animateur doublé d'un gestionnaire rigoureux qui devra assurer une bonne coordination entre les unités d'exploitation et les différentes Directions, faire passer l'information, définir les axes de développement tant sur le plan humain, commercial que technique.
Il sera de plus le représentant de la société auprès des instances professionnelles.
Pour ce poste basé à *Paris*, il faut prévoir environ 50% du temps en déplacements.
Envoyez votre CV sous référence M 890 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

4 ingénieurs logiciels à fort potentiel HF

110/140.000 F an

Informaticiens (hommes ou femmes), ingénieurs ou universitaires de formation, vous avez déjà une bonne connaissance du langage d'assemblage sur systèmes temps réel, et éventuellement une pratique des réseaux de télécommunication.
Avant de prendre la responsabilité complète des grandes affaires ou de très importants projets, vous avez encore besoin d'une courte période de développement de compétences s'ajoutant à vos 2/3 années d'activités professionnelles.
Nous vous proposons de mettre à profit et de parachever votre expérience chez un constructeur en *forte expansion* qui peut vous offrir rapidement un très beau développement de carrière.
Si ces opportunités à pourvoir en assez *proche banlieue parisienne* vous tentent, envoyez votre CV en ne manquant pas d'indiquer votre rémunération actuelle sous réf M 893 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche Discrétion absolue et réponse assurée.

adjoint au directeur des relations humaines

200.000 F an±

Division européenne (1000 personnes) d'une grande multinationale, nous recherchons pour l'intégrer à notre comité de Direction, le principal collaborateur du Directeur des Relations Humaines.
Le candidat idéal pourrait être de *formation ingénieur*, âgé d'environ *40 ans (± 5 ans)*, mais il n'est pas forcément un spécialiste de la fonction personnel. Il a acquis son expérience sur le terrain en prise directe avec la production et le management des hommes.
Ses qualités de généraliste et de réalisateur doivent lui permettre d'innover, de mettre en place de nouvelles stratégies en matière de relations sociales et de prendre en totalité un certain nombre de missions afin d'être capable à moyen terme de succéder à son patron. Anglais indispensable.
Le poste est à pourvoir en *Ile de France Ouest* à 70 km de Paris.
Envoyez votre CV sous référence M 889 RS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

responsable produits

équipements électriques

120.000 F an±

Filiale d'un grand groupe, nous sommes une société française solidement implantée dans le domaine électrique, et nous désirons développer notre part du marché d'équipements destinés à *l'éclairage public et aux installations de plein air.*
Pour ce faire, nous recherchons un responsable de gammes de produits, capable d'en saisir les aspects techniques et commerciaux. Il aura à suivre l'évolution des normes au niveau de l'EDF et d'autres organismes, à orienter l'évolution et animer la commercialisation.
Ce poste nécessite une formation technique, une bonne connaissance du matériel basse tension et une première expérience commerciale. Il peut, en cas de succès, offrir des possibilités d'évolution vers des fonctions de Direction commerciale ou de division.
Le siège est situé en *Seine et Marne*.
Envoyez votre CV sous référence M 888 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

CSNCR

Vilmorin

crée dans le cadre du développement de ses activités EXPORT et FRANCE, deux postes :

• Ingénieur export

Ingénieur Agro ou ENSH, il sera responsable, pour l'Europe du Sud (Italie, Grèce, Espagne, Portugal...), de la **mise en place et du suivi d'un réseau d'expérimentation** de semences potagères. En contact avec les organismes officiels des pays concernés, il devra être capable d'assurer également **un rôle de promotion** des nouvelles variétés.
Ce poste, **basé à La Ménitré** (49), conviendrait à un homme de terrain, justifiant de réelles qualités de contact. Il exige une grande disponibilité, la connaissance de l'anglais et de bonnes notions d'espagnol **référence 174 M**

• Responsable arboriculture

Ingénieur horticole ou équivalent, il sera pour la boutique de Paris, responsable des activités d'arboriculture.
Chargé des approvisionnements, il devra également assurer, avec l'appui d'une petite équipe, des fonctions de vente et de conseils techniques auprès de la clientèle amateur.
Ce poste, **basé à Paris,** nécessite une première expérience acquise en pépinières et des qualités de contact. **référence 175 M**

Les personnes intéressees par l'un de ces postes sont priées d'envoyer un curriculum vitæ détaillé, **en précisant la référence à LIMAGRAIN,** BP 51 - Chappes - 63360 GERZAT.

---

ingénieur commercial

120/140000 Frs +

Ce n'est pas nécessairement un ingénieur spécialisé dans notre domaine (systèmes de tests pour composants et sous-ensembles électroniques).
Nous sommes, en effet, davantage attachés :
- à la qualité de votre première expérience commerciale dans les biens d'investissements pour l'industrie électronique en général,
- à votre capacité d'integration au sein d'une équipe jeune (moyenne d'âge la trentaine environ)
- et à votre formation d'ingénieur électronicien qui vous permettra de vous adapter facilement à nos clients (fabricants de semi-conducteurs, de matériel téléphonique, de calculateurs...).

Bien sûr, vous parlez anglais couramment.
De notre côté, nous vous apporterons :
- une image de marque solide (leader dans notre activité),
- une structure souple mais étoffée (société internationale d'origine americaine, implantée dans tous les pays européens),
- et la formation technique dont vous aurez besoin pour vous sentir à l'aise avec tous types d'interlocuteurs et ainsi conclure vos affaires plus facilement.

Nous serons heureux de vous rencontrer prochainement pour developper ensemble nos expériences respectives.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 4924 à Michel GARNIER,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE **IBD**
28, avenue de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

média-system

CSNCR

BANQUE DE DEPOTS
en expansion rapide et constante
recherche

attaché de direction

POUR SA DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES

FONCTION :
au sein d'une équipe commerciale il sera plus particulièrement chargé du développement du secteur Amerique Latine.
Une expatriation probable est à prévoir après la période de formation.

PROFIL :
diplômé d'une école commerciale supérieure, expérience de 1 à 3 ans (banque ou service financier et administratif d'entreprise).
Séjour dans un pays d'Amérique Latine nécessaire (coopération, etc), espagnol courant.

responsable organisation et informatique

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier ce cadre :
- supervise la bonne marche du système existant en liaison avec le sous-traitant informatique (S.S.C.I. apparentée) ;
- propose au comité de direction les choix fondamentaux de développement en matière informatique et traitement de données. Met en œuvre les moyens nécessaires ;
- participe techniquement, dans son domaine à l'évolution de la banque tant au niveau des produits clientèle qu'au niveau de l'organisation interne.

Le candidat idéal, diplômé d'études supérieures, a 5 ou 6 années d'expérience, soit dans le service organisation et informatique d'une banque de moyenne importance, soit comme consultant ayant déjà effectué un certain nombre de missions en milieu bancaire.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous No 88.078 CONTESSE Publicité 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



SODERN

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE
NUCLEAIRE - ESPACE - AUTOMATISME

Banlieue SUD-EST, recherche pour son activité systèmes opto-électroniques pour applications spaciales et balistiques

INGENIEURS OPTICIENS

ESO *souhaité*

De formation optique instrumentale, pour conception et études préliminaires. Anglais courant exigé.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES

Masoneilan

Spécialiste Mondial de la vanne de réglage
recherche

UN JEUNE

INGENIEUR DIPLOMÉ

NIVEAU ENSI

— pour tenir poste d'adjoint au Responsable du Département "applications spéciales",

— Ayant de solides connaissances en physique générale, qu'il aura à appliquer à l' aérodynamique, l'accoustique, la résistance des matériaux.

L'anglais est nécessaire.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions à :
Anne-Marie ABOULKER - MASONEILAN
107, avenue Charles de Gaulle,
92521 NEUILLY S/SEINE Cedex.



emplois régionaux

SINTRA **Alcatel**

recherche

ingénieur responsable de projets

Il sera chargé de l'élaboration de projets concernant les études prospectives et les matériels nouveaux de la Société dans le domaine des radio-communications, principalement dans les gammes VHF/UHF.

Lieu de travail : MONTROUGE.

Ecrivez-nous avec C.V. détaillé à SINTRA ALCATEL
sous référence MBP 8
1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL.

SGN SOCIETE GENERALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES

Ingénierie spécialisée dans
la chimie nucléaire
(900 personnes) recherche un

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Il devra avoir une expérience de deux ans au moins à la réalisation d'applications dans un environnement conversationnel. Il travaillera sous la conduite d'un Chef de Projet à la réalisation, au démarrage et à la maintenance d'une application (Achats, Gestion de matériel, suivi de Projets). Ses activités se situeront au niveau de :
- un réseau de mini-ordinateurs répartis,
- un équipement central de gestion.

Il devra avoir pratiqué le COBOL. La connaissance d'un langage de type conversationnel est souhaité (DATASHARE).

Envoyer C.V., photo et pretentions sous réf. M22 A à : S.G.N. — Division du Personnel — B.P. 30 - 78184 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
SUD DE PARIS
recherche
pour développer son Service d'Assistance au Commerce

un Assistant Technique au Commerce

Il aura pour mission .
— d'assurer les relations avec les Unions locales de commerçants,
— d'intervenir comme conseil en gestion auprès des commerçants,
— de participer à des actions de promotion et de formation.

Ce poste pourrait convenir à un candidat :
— de formation supérieure commerciale, possédant une parfaite maîtrise des techniques comptables et de la gestion - de préférence diplômé du CEFAC,
— ayant plusieurs annees d'expérience professionnelle et connaissant bien le milieu «commerçant indépendant».
— disposant de qualités d'organisation, d'un excellent contact humain et désireux de travailler en équipe. **Réf. 686**

un(e) Collaborateur(trice) "SVP Commerce"

Il aura pour mission d'accueillir les commerçants à la Chambre de Commerce et d'Industrie et de les aider à résoudre leurs problèmes ponctuels.
Ce poste qui implique un bon contact humain, une grande curiosité, un esprit d'initiatives mais aussi des qualités de méthode et d'organisation conviendrait à un(e) candidat(e) :
— ayant quelques années d'expérience ou même débutant,
— de formation type IUT, BTS en option gestion ou commerciale, IFOCOP....
— capable de s'intégrer à une équipe existante. **Réf. 687**

La préférence pour ces deux postes sera donnée à des candidats(tes) résidant en Ile-de-France et si possible dans le département de l'Essonne.
Possibilité de logement.
Voiture personnel indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence au

CEFAGI 87 - 89 Avenue Kleber 75784 Paris Cedex 16



Le Service Formation Professionnelle d'une importante Société Française d'Ingénierie recherche pour prendre la responsabilité d'études et de réalisations de formation de Personnel d'Entreprises Minières d'Outre-Mer.

Ingénieur grande école

(Mines, Centrale, Géologie Nancy)

possédant une expérience d'exploitation *mines, fond ou ciel ouvert*.

Anglais et/ou espagnol courant indispensable
Une première expérience de formation et de séjour Outre-Mer serait appréciée

Déplacements courte durée fréquents, et de longue durée à envisager.

Adresser votre dossier de candidature avec C.V., photo et prétentions s/réf. 5969 à SCS Jonction 9, rue des Halles 75001 PARIS qui transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

contrôleur de gestion

150000 Frs

Nous sommes l'un des premiers laboratoires pharmaceutiques européens. Notre progression est importante et notre C.A. en France est maintenant supérieur à 260 millions de Francs.

Actuellement, nous voulons renforcer notre structure gestion-finance.

Dépendant directement du Directeur Administratif et Financier, *vous prendrez en charge le contrôle budgétaire, le reporting*, la comptabilité analytique et la coordination avec l'informatique.

Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion et vous avez une expérience opérationnelle de 3 ans minimum au niveau des méthodes comptables et de gestion anglo-saxonnes acquise de préférence au sein d'une société internationale ou d'un cabinet d'audit.

Par ailleurs, vous parlez couramment anglais.

Enfin, étant donné le contexte international de notre groupe, des possibilités de carrière sont ouvertes pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 4933 à Michel GARNIER,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS



à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR

média-system

Alcatel

LE CENTRE
DE COOPERATION
INTERNATIONALE
recrute :

animateurs et responsables de formation

pour répondre au succès des produits à l'exportation du Groupe CIT ALCATEL dont il est la Filiale.

Si vous êtes Ingénieurs ou Techniciens (Licences ou Maitrises Techniques) de préférence spécialistes en **TELECOMMUNICATIONS**, en **TELEPHONIE**, ces postes vous concernent.

Il est demandé une certaine mobilité (missions de moyenne durée en Province ou à l'Etranger). La connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V. detaillé avec photo et prétentions à No 87.997 CONTESSE Publicité 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Entreprise Publique
pour Evaluation et Financement
de Programmes de Recherche et Developpement
d'Entreprise
recherche

CHEFS DE SERVICE

. 35 ans minimum.
. Formation Supérieure.
Ayant acquis une Expérience de Gestion de Projets ou de suivi de Participations à la Direction Financière d'une Entreprise ou d'un Groupe Industriel.

Ecr. avec C.V + photo s/réf. 3846 à P.LICHAU BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE
recherche

COMPTABLE

- niveau B.P. ou B.T.S., connaissances comptabilité générale.
- Débutant accepté, libéré o.m.
- Mobilité géographique *indispensable pour affectation province ou étranger après période formation à Paris.*

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Service du Personnel
DELATTRE-LEVIVIER
Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris La Défense

Publicités Réunies

4,rue Massenet 75016 Paris



Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur marketing et commercial
référence RC 400 AM

FIRME FRANÇAISE LEADER DANS SA BRANCHE biens d'équipement (secteur metallurgique, exportation 30 %) poursuivant une politique active de développement et de diversification (progression superieure à 40 % en 1980), recherche son **Directeur Marketing et Commercial.**

Ce poste conviendrait à un candidat de premier plan, diplômé d'une grande école, ayant une expérience commerciale confirmée et ayant des qualités d'un homme de reflexion et d'un operationnel.
Il sera chargé :
- d'élaborer la politique commerciale, d'en assurer et contrôler la mise en œuvre ;
- de diriger une équipe de technico-commerciaux et d'animer un réseau d'agents ;
- d'assurer les contacts à niveau élevé.

La connaissance du milieu constructeurs automobile, cars, poids lourds, sans être indispensable, serait un atout.

Poste : ville Ouest France.

Responsable comptabilité et trésorerie
référence SD 401 AM

UNE SOCIETE COMMERCIALE DYNAMIQUE ET EN EXPANSION (produits industriels, CA 500 millions) filiale d'un grand groupe français, offre un poste interessant et de réelles perspectives d'évolution de carriere à un candidat ESC (finances comptabilité) et/ou DECS, *ayant environ 5 ans d'expérience pratique en comptabilité générale.*

Il sera charge :
- d'assumer la responsabilité de la comptabilité générale et analytique ainsi que de la gestion de la trésorerie ;
- de jouer un rôle d'assistance, contrôle, organisation auprés des 23 agences de la société (toutes situees dans la région parisienne) ;
- d'animer une équipe de 12 personnes.

Ce poste conviendrait à un candidat de valeur, organisateur, animateur, ayant l'habitude de travailler avec l'informatique.

Poste à Paris.

Responsable d'un réseau international de commercialisation
référence OZ 398 AM

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANCAIS, recherche un **Cadre de haut niveau** pour lui confier la constitution et l'animation d'un réseau de commercialisation de produits energetiques dont il dispose.

Ce poste nécessite une solide expérience de negociation de contrats internationaux concernant l'achat, le transport maritime et la vente de produits énergétiques (la connaissance du marché du charbon serait appréciée).
Ce poste conviendrait à un cadre supérieur diplômé d'environ 40 ans ayant une bonne connaissance du commerce international. Anglais courant exige.
Poste à Paris avec déplacements fréquents.

Jeune cadre commercial haut niveau grande distribution
référence PA 399 CM

PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS crée un nouveau poste au sein d'une de ses filiales et offre une très interessante perspective de carriere à un **Jeune Cadre Commercial haut niveau.**

Au sein de cette société déjà fortement implantée dans le secteur de la grande *distribution, le titulaire du poste :*
- participera à la promotion d'une nouvelle politique commerciale et de marketing auprés des clients ;
- suivra et développera les contacts avec les grandes centrales d'achats au niveau national ;
- assurera l'assistance sur le terrain des directeurs régionaux.

Ce poste conviendrait à un **candidat motivé et performant,** HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, ayant une experience de 5 ans environ dans commercialisation de produits de grande consommation.
Poste : ville Bourgogne.

Assistant chef de produits débutant
référence NY 397 AM

PERNOD renforce la structure de son departement Marketing et recrute un **Assistant Chef de Produits** diplômé d'une école supérieure de gestion (HEC, ESSEC, ESCP ou equivalent), ayant le goût d'un marketing opérationnel etroitement lié aux activites de la force de vente.

La première année d'intégration dans l'entreprise comportera 6 mois passes sur le "terrain", au sein des equipes de vente et de merchandising.
Ce poste débouchera progressivement sur la responsabilité de l'animation et de la gestion commerciale d'une partie de notre gamme de produits.
Lieu de travail : Créteil.

Jeune ingénieur AM, ENSI, INSA...
référence LW 395 AM

ORGANISME D'ETAT A VOCATION INDUSTRIELLE, Sud-Ouest recherche pour son bureau d'etudes mecanique un **Jeune Ingénieur AM,** ENSI, INSA... pour concevoir et développer des matériels intégrés à des ensembles mettant en œuvre des techniques variées (mécanique, hydraulique, électronique, automatismes...).

Poste stable pour candidat motivé par le travail en équipe et l'animation de projets depuis l'etude jusqu'au lancement en fabrication.

Pour ce poste, écrire en précisant la référence à Madame SANTA MARIA - E.T.A.P., 30, rue Catros 33000 BORDEAUX.

Ingénieur mécanicien adjoint à directeur de filiale
référence IT 392 AM

UN GROUPE DU SECTEUR INDUSTRIE MECANIQUE recherche un **Ingénieur pour seconder le Directeur d'une filiale et assurer sa succession.**

Il s'agit d'une société de 70 personnes, dotée d'un parc important de machines-outils modernes (dont des machines à commandes numériques) et réalisant des fabrications pour turbines, compresseurs, alternateurs, industrie nucléaire...
Le candidat retenu diplômé d'une école d'ingénieur mécanicien aura environ 5 ans d'expérience en méthodes et/ou fabrication dans l'industrie mécanique (et si possible des connaissances en métallurgie ou en programmation de commandes numériques).
Il commencera sur le terrain en assumant des responsabilités techniques de fabrication. Il sera formé à la gestion et au commercial afin d'être à même de diriger ultérieurement la société.
Situation intéressante pour candidat ayant le profil d'un "patron" de PME.
Poste banlieue Paris.
Ecrire en précisant prétentions.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

IMPORTANT GROUPE
DE REVUES PROFESSIONNELLES
performant et en expansion
recherche
pour PARIS
1 JEUNE

CHEF DE PUBLICITÉ

H. ou F., études supérieures, esprit marketing prononcé. Débutant accepté. Formation aux méthodes modernes de vente assurée par nos soins. Rémunération motivante et évolutive. Poste à pourvoir rapidement.

Envoyer curric. vitae, photo et prét., ss le nº 7.910 à *le Monde* Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui tr.
DISCRÉTION ASSURÉE.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

recrute pour son Centre de Recherches du **BOUCHET** (Essonne)

UN INGÉNIEUR

Formation CHIMISTE en atelier pilote ayant une certaine expérience.

Connaissances en mécanique appréciées.

Il devra assurer la transformation au niveau quart de grand de formulation mise au point en laboratoire.

Ecrire avec curric. vitae, photo et prét., ss le nº 87.929, à CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

SOCIETE INDUSTRIELLE
faisant partie d'un groupe international
recherche

CONSEILLER ADMINISTRATIF ET FINANCIER
adjoint au Directeur Général

Expérience 10 ans minimum de gestion Financière tant au niveau national qu'international, *connaissances du droit fiscal des sociétés et du travail.*

Formation demandée :
H.E.C. - SCIENCES POLITIQUES -
ETUDES SUPERIEURES DE COMMERCE
ou équivalent.

— pratique de l'Anglais indispensable,
— âge souhaité : minimum 40 ans.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 9463 à :
PIERRE MULOT PUBLICITE
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Telemecanique

11.000 PERSONNES - 2,7 MILLIARDS DE F.
structurant son Département
APPLICATIONS & SYSTÈMES
(Automatismes Industriels) rech.
à 92 - RUEIL-MALMAISON

INGÉNIEUR SPÉCIALISTE DES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

POUR Y PROMOUVOIR DE NOUVELLES APPLICATIONS :
Étudie le marché - Contacte les clients potentiels - *Définit les Produits spécifiques « Agro-Alimentaires »* et participe à leur lancement - Contacte les Organismes officiels et professionnels.

INDISPENSABLE
- INGÉNIEUR (préf. E.N.S.I.A.A.) ou École Commerciale si expérience technique.
- EXPÉRIENCE (5 ans env.) DE L'INDUSTRIE A.A. : Technico-Commercial chez Constructeur matériel ou Engineering,...
- ANGLAIS impératif.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunération et photo ss réf. 4607 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
recherche

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

AM INSA ou équivalent

- Expérience Technique ou Technico-cial en robinetterie, tuyautage et fournitures industrielles.

Connaissance :
- Mécanique ou Mécanique des Fluides ou Automatisme

Fonction :
- Responsabilité de groupe d'études (4 à 5 Techniciens Supérieurs)
- Analyse des demandes des clients
- Suivi, conception, réalisation et coordination totale des affaires

Postes évolutifs
Déplacements de courte durée
Anglais courant
Ecrire avec C.V., photo et prétentions
Service du Personnel
Société AMRI
50, Avenue Daumesnil - 75012 PARIS

bleu

La Fédération d'Ile de France du
Crédit Mutuel
recrute dans le cadre de son développement

responsable du marketing

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé de :
o concevoir et proposer la stratégie commerciale,
o proposer une stratégie de communication (gestion d'un budget publicitaire, etc).
Agé d'environ 35 ans, il devrait avoir une première expérience du marketing bancaire. Réf. 29

attachés commerciaux

Par leur action d'assistance/conseil auprès des caisses locales, ils contribueront à la définition et à l'application de leurs actions commerciales.
Agés d'environ 30 ans, ils seront des hommes de terrain et auront une première expérience de commercial dans une banque ou un organisme financier. Réf. 30

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle au Département des Relations Humaines et Sociales, 5 place des Fêtes 75019 Paris, en précisant la référence du poste choisi.

média-system

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
conçoit et met à la disposition d'utilisateurs de l'industrie pétrolière des systèmes de détection et d'interprétation de paramètres géophysiques.
Mis au point par des équipes pluridisciplinaires, ces outils font appel à de nombreuses innovations technologiques.
La forte croissance de nos activités, nous amène à créer aux Études et en Fabrication des postes d'

INGENIEURS ELECTRONICIENS

(Centrale - ESE - ...)

débutants ou ayant jusqu'à 5 ans d'expérience.

Leur première affectation tiendra compte de leurs affinités et des compétences acquises au cours de leur vie professionnelle. Leur réussite et leurs contacts avec l'ensemble des départements de l'entreprise et d'autres unités (France et U.S.A.) leur permettront d'acquérir une connaissance précise de nos activités pour évoluer, ensuite, vers des responsabilités techniques ou hiérarchiques au sein d'EPS et du Groupe SCHLUMBERGER.
L'anglais est indispensable.

Les dossiers de candidature, avec photo, seront à adresser, sous la réf. 8103, à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER — Schlumberger — **26, rue de la Cavée 92142 CLAMART**

HAVAS CONTACT

JEUNE CADRE DE GESTION

Le développement de nos activités internationales se poursuit avec vigueur. Il nous conduit à rechercher un jeune cadre, de formation supérieure, pouvant justifier d'une première expérience d'environ deux ans, en gestion.
Dans un premier temps, il travaillera au sein de notre Direction Travaux Publics Etranger, au siège. Il participera à la gestion d'un chantier Étranger dont il sera le correspondant.
Après une formation, le poste débouchera vers la RESPONSABILITE ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE d'un chantier à l'Etranger.
La pratique de l'Anglais et une volonté affirmée de travailler à l'Etranger sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 16 FP à :
BOUYGUES - B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX



PARIS 8ème
SYNDICAT PROFESSIONNEL
(Secteur Industrie Lourde)
recherche

ADJOINT AU DELEGUE GENERAL

Cette offre de situation s'adresse à un diplômé d'études supérieures d'au moins 40 ans.

Parmi les responsabilités exercées, il serait bon que figurent des fonctions d'Etat-Major l'ayant initié aux aspects économiques et juridiques de l'entreprise. Une expérience de la branche bâtiment sera considérée avec intérêt.

Aptitudes aux relations extérieures et à l'animation de réunions. Disponibilité pour déplacements France et Etranger.

Ultérieurement des contacts internationaux imposeront l'usage de l'Anglais ou de l'Allemand.

Ecrire avec C.V. explicite sous réf. SP/SGA à :

CETACEP
30, Av. Amiral Lemonnier - 78160 MARLY LE ROI

Au cœur de la vie économique . . .

IBM est au cœur de la vie économique française.
Elle emploie, aujourd'hui, plus de 20.000 personnes en France.

Une technologie de pointe et des produits nouveaux nous permettent de progresser régulièrement.
Nous avons l'intention de poursuivre ce développement.
C'est pourquoi notre Division ORDINATEURS propose d'exercer la fonction d'INGENIEUR COMMERCIAL à de

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES

DEBUTANTS, de formation COMMERCIALE ou SCIENTIFIQUE.

Nous leur confierons en PROVINCE ou à PARIS une mission de grande responsabilité : proposer aux Entreprises les matériels ou services informatiques IBM les plus adaptés à leurs besoins.

Mobilité géographique et bonnes connaissances en anglais sont nécessaires.

J. P. Astor recevra avec intérêt votre candidature adressée sous référence DO/02 à :
Compagnie IBM France - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS.



ARTICLES CONFECTIONNÉS EN PLASTIQUE FIN POUR TOUTES INDUSTRIES & SERVICES

FABRICANT PERFORMANT et en TRÈS FORTE PROGRESSION France et Étranger
rech. en Région Parisienne

DIRECTEUR COMMERCIAL

RESPONSABLE de l'intégralité des fonctions MARKETING - VENTES - ADMINISTRATION COMMERCIALE

- Formation de préf. SUPÉRIEURE
- ANGLAIS courant - Allemand souhaité
- EXPÉRIENCE exercée à niveau de décision dans le domaine des PRODUITS DE CONSOMMATION destinés à TOUTES BRANCHES DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES. Elle aura été couronnée par une réussite prouvée.

RÉMUNÉRATION
en rapport avec le niveau du poste.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo ss réf. 4614 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

responsable comptable

130000 F +

Nous sommes une importante société de distribution alimentaire, leader dans son secteur d'activité.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons actuellement le futur responsable du bon fonctionnement de notre comptabilité magasins.

Pour réussir dans un tel poste, il nous paraît indispensable d'avoir, en comptabilité générale, un niveau DECS minimum, d'être familiarisé avec les problèmes de comptes d'exploitation et de connaître autant que possible le monde de la distribution.

Vous êtes un spécialiste de la comptabilité et vous faites preuve, par ailleurs, d'un très bon sens pratique et d'une autorité de compétence reconnue.

Rencontrons-nous rapidement comme vous avez l'habitude de traiter vos affaires.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 4930 à Michel MONIER,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

média-system

IMPORTANT GROUPE MÉTALLURGIQUE ET MINIER
recherche

Ingénieur exploitation

MINES

Écoles des Mines, Géologie de Nancy
Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience.
Réelles et intéressantes possibilités de carrière prévues.
Adresser dossier de candidature complet sous la référence 1034 à

SVP RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Logelbach, 75017 Paris

JEUNE DIRECTEUR REGIONAL DES VENTES, A PARIS

Un groupe international dynamique produisant une gamme complète d'instruments d'écriture et de dessin pour le grand public et les professionnels de la Publicité, des Arts graphiques, du dessin industriel, recherche son directeur régional des ventes.
Sa mission : animer une équipe de vente performante, gérer un dépôt bien situé disposant d'un service de livraison, développer l'action commerciale de son équipe dans de nouveaux canaux de distribution, intervenir personnellement auprès des clients importants, gérer le budget de sa région.
Formation type ESC + 5 à 10 ans d'expérience (vente à la distribution traditionnelle et aux groupements d'achats, animation de réseaux) nécessaires.
Adr. CV dét. ss réf. 936 à

seletec Conseil — 67009 STRASBOURG CEDEX



COLGATE-PALMOLIVE

2 milliards de C.A. en 1980

Principale Filiale d'un important Groupe International, leader sur plusieurs marchés de produits de grande consommation avec ses marques : CADUM, PALMOLIVE, ULTRA BRITE, COLGATE, TONIGENCYL, DONGE, SOUPLINE, DOULINGE, AXION, GAMA, GÉNIE, PAIC, AJAX, PRAIRIAL, CALINES
recherche pour son usine de **COMPIÈGNE** (1 100 personnes) fortement mécanisée et automatisée

cinq ingénieurs
diplômés grandes écoles

Pour occuper des postes à caractère évolutif dans les services suivants :
- entretien et travaux neufs (mécanique, électromécanique, électricité, automatismes) ;
- organisation industrielle et gestion ;

Les candidats retenus seront :
- des hommes de terrain et d'action ;
- débutants ou justifiant d'une première réussite professionnelle ;
- attirés par la mobilité professionnelle et les méthodes modernes de gestion.

Adresser votre dossier de candidature avec photo, rémunération souhaitée et délai de disponibilité à : **COLGATE PALMOLIVE, Service central de l'Emploi et des Carrières, 92401 COURBEVOIE.**

SGN SOCIETE GENERALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES
Ingénierie spécialisée dans
la chimie nucléaire
(900 personnes) recherche un

INGENIEUR SYSTEME

Il devra avoir une expérience de trois ans à ce poste. Il agira en tant que support technique d'une équipe de réalisation et d'une équipe d'exploitation sur deux systèmes interconnectés :
- un réseau ARC (MATRA - DATAPOINT),
- un équipement central de gestion.

Il assurera la mise à jour des produits de base des constructeurs, leur intégration dans le service et le développement d'outils spécifiques. Il participera à l'analyse technique des nouveaux besoins en matière de matériels, liaisons et logiciels. Il jouera un rôle central dans une équipe jeune et dans un domaine très étendu.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. M 22 I à : S.G.N. — Division du Personnel — B.P. 30 — 78184 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX

GRANDE BANQUE PARIS
recherche
POUR SA DIRECTION FINANCIÈRE

JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ayant une formation complémentaire économique pour prendre la responsabilité du système d'analyse et de prévision de la banque.
Expérience de 1 à 2 ans souhaitée.

Envoyer curriculum vitae + photo + prétentions à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 37.013.

SOCIETE INTERNATIONALE DE SERVICES
recherche pour PARIS

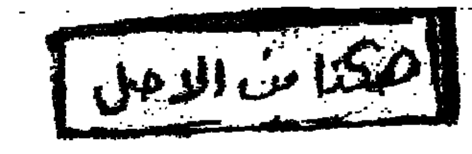
ASSISTANT

Pour son département :
GESTION TRESORERIE INTERNATIONALE

Le candidat de niveau universitaire, aura de bonnes connaissances en comptabilité et en anglais. Une première expérience serait un atout supplémentaire.
Envoyer C.V., photo et prétentions s/référence 1816 sur enveloppe à JEAN REGNIER PUBLICITE - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.







OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



recherche

INGENIEUR GRANDES ECOLES GENERALISTE

à orientation pyrotechnique

- Il a la responsabilité des essais de qualification d'équipements utilisant des compositions pyrotechniques.
- Il participe à l'élaboration des spécifications des équipements; il définit les procédures, les moyens d'essais et suit la réalisation des essais en s'appuyant sur une équipe de techniciens.
- Il aura une expérience industrielle de 3 à 4 ans, des connaissances en électronique, un sens de l'organisation et des qualités personnelles pour encadrer le personnel.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence **NK 782** au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA Boîte Postale N° 1 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

TRÈS IMPORTANT ÉTABLISSEMENT PUBLIC FINANCIER NATIONAL
recherche pour **PARIS**

1°) jeunes cadres de gestion

pour deux postes d'Attaché(e)s d'Etudes dans un Service de Gestion Financière (valeurs Mobilières).
Ils devront assurer, au niveau conception de projets informatiques et études d'organisation, la liaison entre utilisateurs et informaticiens, et l'animation de groupes de travail.
27 ans minimum, formation Supérieure en Gestion (Centrale, grandes Ecoles Commerciales, Maîtrise...) ils disposent d'une expérience professionnelle (environ 2 ans), de préférence dans Direction Comptable ou Financière.
Seraient très appréciées : connaissance du marché financier français (pour un poste) et international (pour l'autre) ainsi qu'une expérience en projets informatiques sur valeurs mobilières.
Rémunération selon niveau et compétences, non inférieure à 100.000 F.
Valorisation de carrière assurée. Référence Z 160

2°) jeune comptable analytique haut niveau

pour prendre la responsabilité de l'Unité chargée de l'Analyse des Résultats de l'Etablissement, au sein d'un département d'assistance fonctionnelle.
Il aura à concevoir de nouvelles formes d'analyses pour la Direction Générale et les services opérationnels. Pour pouvoir s'imposer dans sa fonction, et animer une équipe jeune de comptables diplômés d'Ecoles de Gestion, il devra rapidement faire preuve de sa maîtrise des techniques comptables et informatiques, mais aussi de dynamisme et d'ouverture d'esprit.
Il disposera d'importants moyens informatiques.
Ce poste convient à un Diplômé Grande Ecole Gestion, Commerciale, ayant 2 à 3 ans d'expérience au moins en comptabilité analytique, dans secteur bancaire ou financier de préférence.
Rémunération non inférieure à 110.000 F.
Valorisation de carrière assurée. Référence A 161

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, en indiquant la référence du poste choisi à :
P.A.J. CONSEIL, 2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSNCR

MATRA

renforce sa Division Après-Vente de Systèmes Electroniques complexes et crée plusieurs postes:

INGENIEURS ELECTRONICIENS

ESE – ENSI – ISEP – ISEN

2 types de postes sont à pourvoir :

- Après une formation d'un an environ sur le matériel, ils sont détachés auprès des clients pour assurer l'assistance technique, l'intégration et la maintenance des systèmes.

  Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs débutants à 2 ans d'expérience, et intéressés par une responsabilité opérationnelle.

  Déplacements de longues durées en France et à l'étranger. **Réf. A.**

- Ils assurent le suivi des modifications techniques de systèmes électroniques et la coordination entre l'action du personnel sur chantier et les différents services de la Société.

  Ce poste nécessite 3 ans d'expérience acquise de préférence en laboratoire d'électronique. **Réf. B.**

Anglais indispensable pour les 2 postes.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi sous N° **NK 784** au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. N° 1 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX



A member of the Lloyds Bank Group

LLOYDS BANK INTERNATIONAL (FRANCE) LIMITED

Le développement de ses activités en France, et plus généralement en Europe conduit la Lloyds Bank à renforcer ses structures d'encadrement et à intégrer de futurs responsables.
Dans ce but, elle recrute des

DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES

(HEC, ESSEC, ESCP + FORMATION COMPLÉMENTAIRE EN DROIT, ÉCONOMIE ...)

Les candidats intéressés ont déjà acquis une bonne connaissance de la vie de l'entreprise au cours d'une première expérience professionnelle d'environ 3 ans dans le monde de la Finance ou similaire (mais pas nécessairement dans la Banque).

Après une première affectation en France où ils se formeront aux activités de la Banque et au métier spécifique qu'elle recouvre, ils prendront ensuite des responsabilités en France, ce qui n'exclut pas des séjours plus ou moins longs à l'étranger dans le cadre d'un développement de carrière.

La maîtrise de l'anglais est donc indispensable et la connaissance d'une 3e langue serait appréciée.

Nous vous demandons d'adresser votre dossier accompagné d'une photo, à Monsieur G. Bouyssié, B.P. 7802 PARIS CEDEX 02.

HAVAS CONTACT

Groupe Français de 1er plan

recherche son **RESPONSABLE**

COMMUNICATION COMMERCIALE

Le poste : Concevoir et mettre en oeuvre la communication commerciale en fonction de la politique commerciale du groupe. Conseiller les chefs de produits, assurer la cohérence des actions, développer l'image de marque.

Le candidat : Cet HEC, ESSEC, ESCP de fort potentiel doit avoir une compétence certaine en communication et une personnalité lui permettant d'animer une équipe et d'agir en conseil interne.
Spécialiste d'une fonction, il intervient en homme de synthèse, apte à prendre en compte la politique du groupe.
Une expérience de 10 ans en marketing et communication, en agence et / ou groupe important est indispensable.

Poste à PARIS.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous N° 7860 à

PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

Société Française de Biens d'Equipement
Chiffre d'affaires 500 millions de francs
plus de 1.000 personnes
recherche son

Directeur de l'Administration et des Finances

Rattaché au Président Directeur Général, il est responsable de l'ensemble des services administratifs et de gestion (trésorerie, comptabilité analytique et générale, budgets, contrôle de gestion, informatique, suivi des contrats de fournitures et de maintenance).
Il devra, dans un court délai, consolider le système actuel de gestion de l'entreprise et obtenir des résultats tangibles en matière de calcul des prix de revient, suivi des budgets, comptes clients, relations avec les banques et les actionnaires.

De formation supérieure, il occupe actuellement des fonctions similaires dans une société produisant et commercialisant des biens d'équipement en petite et/ou moyenne série (électronique, mécanique fine, etc...). Idéalement il a eu une expérience complémentaire d'organisation informatique et d'audit et aura travaillé dans des sociétés anglo-saxonnes.

Le poste est à PARIS et le niveau de rémunération pourrait être supérieur à 300.000 francs pour des candidats particulièrement qualifiés.

Envoyer CV détaillé et rémunération actuelle sous no 86700 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

SOCIETE DE MECANIQUE
recherche

JEUNES BTS - DUT

MECANIQUE OU EQUIVALENT

Ils auront une première expérience en usine. Ils seront amenés à prendre des responsabilités tant sur le plan technique qu'humain, après une période d'adaptation.

Adresser CV et photo sous N° 7859 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

Important Groupe de Distribution
PARIS
recherche

JEUNES INGENIEURS LOGICIELS

pour participer au sein de petites équipes de développement à des projets:

RESEAUX, TELEMATIQUE, MINI et MICRO-ORDINATEURS

FORMATION :
- Ecole d'ingénieurs **OPTION INFORMATIQUE**

EXPERIENCE : 1 à 2 ans.

Fonctions, salaires, avantages sociaux motivants.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions à no 87576 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---

proteg

Détection électronique vol et incendie

Notre vocation est la conception et l'installation de dispositifs électroniques destinés à protéger des locaux de tous types (commerciaux, industriels, privés, publics...). Nous sommes un leader dans la profession avec des références de premier ordre.
Notre orientation vers des installations de grande importance nous amène à structurer notre cellule études et à créer la fonction de

Responsable bureau études et méthodes

Basé à Paris et rattaché au Directeur Technique, vous animerez une petite équipe et serez responsable de la conception des installations industrielles ou complexes, de la réalisation des plans d'exécution, du contrôle des devis et des dossiers techniques remis à l'extérieur, de la planification des activités. Comme responsable méthodes, vous aurez pour objectif de rationnaliser les installations, d'orienter les travaux avec le souci de la fiabilité des produits et de leur prix de revient. Enfin, vous assurerez le contrôle qualité de certaines installations avant mise en service.
Ce poste s'adresse à un ingénieur (diplômé ou non) possédant une solide expérience bureau d'études (et si possible méthodes) acquise dans l'électricité ou l'électronique. Une dynamique personnelle et des qualités humaines sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

Jacqueline Join-Dieterle vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 6230M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

SAGEM

1er constructeur européen de systèmes de navigation inertielle
2ème constructeur mondial de terminaux telex
OSCAR DE L'EXPORTATION 1980
recherche pour ses
CENTRES D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT
de la Région Parisienne
(Argenteuil-Eragny-Pontoise)

Ingénieurs Haut Niveau Grandes Ecoles

(Sup-Aéro-Supélec-Sup-Telecom, Arts et Métiers-ENSEA-INPG, N7...)
débutants ou expérimentés
pour **études systèmes télématiques et systèmes avioniques.**

Adresser CV manuscrit et photo à **SAGEM**, Direction du Personnel et des Relations Sociales
6 avenue d'Iéna 75783 PARIS

MEDIA BA

---

steria

Vous êtes

EXPERTS en LOGICIEL

notamment en CONCEPTION DE SYSTEMES, LOGICIEL DE BASE, LANGAGES EVOLUES, GENIE LOGICIEL, sur MINI ou MICRO– ORDINATEURS.

Nous sommes une des premières Sociétés d'Ingéniérie Informatique Européenne.

Nous vous proposons de participer à d'ambitieux projets de CONCEPTION et de DEVELOPPEMENT DE LOGICIEL TECHNIQUE dans les domaines suivants :

- GENIE LOGICIEL sur MICRO-PROCESSEURS
- APPLICATIONS SPATIALES
- TELEMATIQUE (VIDEOTEX)

Lieu de travail : Région Parisienne et Bretagne.

Nous vous garantissons:

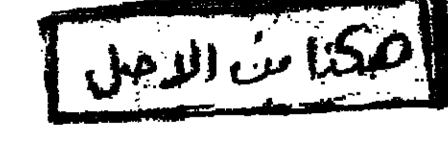
- Un encadrement composé de professionnels très expérimentés.
- Des responsabilités de projets ou d'intervention de haute technicité.
- Un développement professionnel rapide dans un cadre de travail agréable.

Prière envoyer Curriculum vitae à :





Mr. Pierre HUGOT
Directeur STERIA-SYSTEME
26, Avenue de l'Europe
78140 VELIZY



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Assurance et goût du risque

Un groupe industriel français, plus de 10.000 collaborateurs dans le monde, cherche à réaliser de belles économies en créant le poste de

DIRECTEUR DES ASSURANCES - IARD - PREVOYANCE

A partir de l'analyse des contrats existants et des risques, il a pour première mission de rationaliser l'ensemble des polices couvrant 40 sociétés françaises et étrangères. Sa fonction : définir une politique cohérente de couverture, rechercher les meilleures conditions avec les courtiers et *les compagnies, coordonner les actions des responsables assurances des sociétés.*
C'est aujourd'hui le dirigeant d'un cabinet de courtage ou le fondé de pouvoir d'une compagnie, connaissant les problèmes de la construction, ou le responsable assurances d'une société maîtrisant les problèmes de la construction, qui souhaite mettre à profit son expérience auprès du "client" dont il devient le "risk manager".
La rémunération n'est pas inférieure à 300.000 Francs/an.
Les lettres de candidatures seront adressées à M. ROGER - 149, rue Saint Honoré - 75001 PARIS qui transmettra.

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE

pour faire face à son expansion recherche pour son département

MINI - INFORMATIQUE

Programmeurs et Analystes-Programmeurs

Débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.

Mission :
- réalisation de projets clés en main ;
- implantation de systèmes complets en clientèle ;
- assistance technique ;
- développement de progiciels standards etc.

Formation complémentaire assurée.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous réf. FS, à C.G.I. 25-27, rue de Tolbiac - 75013 PARIS.

CGI

HAVAS CONTACT

ingénieur chargé d'affaire HF

systèmes analogiques et numériques

Le développement de nos activités « systèmes analogiques et numériques » *nous conduit à créer à notre siège de Saint-Ouen-l'Aumone (95) un poste d'ingénieur chargé d'affaire.*

Si vous souhaitez acquérir l'expérience qui a fait la renommée mondiale de FOXBORO dans le contrôle des processus industriels, nous vous confierons l'entière responsabilité de tous les aspects de vos affaires, aussi bien techniques que commerciaux.

Pour ce poste complet, il vous faudra une formation ingénieur grande école (automatique/électronique de préférence) complétée ou non par une première expérience ainsi qu'une excellente connaissance de la langue anglaise.

Vous ferez partie d'une équipe jeune, au sein de la filiale française d'une société multinationale qui vous apportera son appui.

Merci d'adresser votre dossier de candidature comprenant CV, lettre manuscrite de motivation, photo et prétentions à Marc Dupuis, FOXBORO, B.P. 741, 95004 Cergy-Pontoise.

média-system

FOXBORO



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE

NUCLEAIRE - ESPACE - AUTOMATISME

SODERN

Banlieue SUD-EST, recherche pour Services d'Etudes

INGENIEURS PHYSICIENS

DEBUTANTS ou 2 à 3 ANS D'EXPERIENCE

Ayant de solides connaissances en circuits électriques HT.

Adresser C.V. *manuscrit et photo* au Service du Personnel
1, Avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES

ADP Network Services

N°1 MONDIAL DES SSCI

$ 500 millions de C.A.
12.000 personnes
dans 10 pays

complète sa jeune structure française pour faire face à sa croissance rapide.
De réelles opportunités de développement personnel sont offertes *à des*

ingénieurs commerciaux technico-commerciaux

désireux de valoriser et d'enrichir, dans un environnement d'innovation et de travail d'équipe, leur expérience (2 à 3 ans) du TIME SHARING.
Forte rémunération *liée aux résultats.*

Pour un premier contact, écrivez-nous en précisant le poste concerné à
ADP Network Services, 11 rue Bailly 92200 Neuilly. Tél. 745.46.50.

média-system



LE CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE
recherche

4 Jeunes Cadres

pour la Direction du

Contrôle de gestion

De formation ESC de préférence, ils possèderont 3 à 5 ans d'expérience, ainsi que le DECS complet *(ou équivalent).*

Ils se verront confier des travaux :
- d'Analyse Financière
- de consolidation
- de comptabilité analytique
- de recherches fiscales.

A un candidat de valeur, le **CCF** offre une rémunération motivante, ainsi que de larges perspectives de carrière liées à son développement constant.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au **CCF**, Direction des Carrières - 103 Champs Elysées 75008 PARIS.

MEDIA PA

40 milliards de C.A. - 150.000 personnes - implanté dans 17 pays

SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON

mise sur la Recherche

et a décidé d'accroître ses moyens dans ce domaine.

Vous êtes **INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU** (X, Centrale, Mines, ESPCI, ENSCP, etc.).
Vous avez une formation scientifique complémentaire (MS, Ph. D., Doctorats).
Vous êtes débutant ou vous avez quelques années d'expérience.

Nous vous offrons des postes d'avenir en :

Recherche et Développement industriels

et des possibilités d'évolution de carrière vers d'autres secteurs.

Nous sommes particulièrement intéressés par les disciplines suivantes :
- *Physique des solides et science des matériaux,*
- *Chimie organique et minérale,*
- *Génie chimique,*
- *Thermique,*
- *Métallurgie,*
- *Optique,*
- *Acoustique,*
- *Automatisme.*

Ces postes sont à pourvoir en particulier dans les Centres de Recherche et Développement implantés à : AUBERVILLIERS (93), RANTIGNY (60), PONT-A-MOUSSON (54).

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier de candidature comprenant lettre manuscrite et C.V. à SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON Direction de la Recherche
62, bd Victor-Hugo - B.P. 421 - 92209 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

Société 1500 personnes, 120 ingénieurs où grande stabilité de personnel fabriquant des instruments de précision et des systèmes très variés en technique de pointe, *leader dans sa branche et présente sur le* marché mondial, recherche pour PARIS-20e

UN INGÉNIEUR OPTICIEN OU ÉLECTRONICIEN

Son expérience de quelques années dans le domaine des systèmes optroniques devra lui permettre au sein d'une équipe jeune et dynamique de collaborer à la recherche et à la définition de produits nouveaux concernant la vision de nuit, notamment il concrétisera ses recherches au laboratoire et par l'expérimentation sur le terrain.

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

(Même débutant)

Il participera à la conception et à la définition de produits nouveaux pour leur partie électronique.
Il aura des contacts *techniques fréquents* avec la clientèle.

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Afin de lui confier la responsabilité de l'industrialisation et de la fabrication de la partie électronique associée à ses matériels. Il disposera d'une petite équipe très qualifiée et travaillera en liaison avec les autres services techniques de la société.

Adresser C.V. détaillé à SOPELEM
125, boulevard Davout, 75020 PARIS.

SOCIETE DE SERVICES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE
recherche

ingénieur en propriété industrielle

De formation électronique, de préférence diplômé du C.E.P.I.

Ayant 4 ou 5 ans d'expérience professionnelle dans Cabinet de Brevets ou dans Service de Propriété Industrielle.

Bonnes connaissances en Anglais et si possible en Allemand.

Adresser C.V. et prétentions à Société SOSPI
14-16, rue de la Baume 75008 PARIS.

Important groupe biens d'équipement électrique recherche pour son siège à PARIS

CONTROLEUR DE GESTION

FORMATION INGÉNIEUR OU ÉQUIVALENT

Ce poste nécessite une expérience de plusieurs années en contrôle de gestion dans l'industrie et, en particulier, d'excellentes qualités rédactionnelles. Une bonne connaissance de la langue allemande parlée et écrite serait appréciée.

Déplacements assez fréquents et, en général, de courte durée.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 88.210 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

auditeur interne

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL CHERCHE, POUR SON SERVICE AUDIT à PARIS, un auditeur confirmé.
Il est responsable du contrôle des procédures et de la vérification des comptes de nombreuses sociétés, pour permettre à la direction générale de s'assurer du bon fonctionnement des systèmes de gestion.

Ce service dépend, bien entendu, de la direction générale du groupe qui lui donne, sans réserve, son appui.

Ce poste convient à un diplômé grande école HEC, ESSEC, ESC, ayant acquis au moins trois ans d'expérience, par exemple dans un cabinet d'audit anglo-saxon. C'est déjà un auditeur confirmé, désireux d'entreprendre une carrière en entreprise pour parvenir, dans quatre à cinq ans, à un poste de responsabilités dans la gestion. Il a une bonne connaissance de l'anglais.
Il est disponible pour voyager environ 50 % de son temps en France et à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 208 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris
membre de syntec

GROUPE THOMSON

FILIALE SPÉCIALISÉE EN FILS & CÂBLES POUR L'ÉLECTRONIQUE ET LES TÉLÉCOMMUNICATIONS
500 PERS. - 160 MILLIONS DE F.
PROCHE BANLIEUE OUEST, rech.

JEUNE CHEF DE PRODUITS (marketing industriel)

Responsable d'une gamme de CÂBLES ÉLECTRONIQUES avec mission de LA DÉVELOPPER, de PROMOUVOIR LES PRODUITS NOUVEAUX et d'assister les Commerciaux.

POSTE ÉVOLUTIF VERS DES FONCTIONS OPÉRATIONNELLES

INDISPENSABLE
- INGÉNIEUR électromécanicien/électronicien.
- EXPÉRIENCE MARKETING ou technico-commerciale de PRODUITS INDUSTRIELS, de préf. dans industries utilisatrices de fils et câbles (Électronique, Téléphonie...)

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4612 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE SPECIALISEE DANS L'EMBALLAGE
souhaite s'adjoindre

ingénieurs

A.M. ou DIPLOMES GRANDES ECOLES
30 ans minimum + solide expérience industrielle.

Pour établissement proche banlieue Nord PARIS (150 pers.) :
INGENIEUR PRODUCTION.
A court terme, il devra par sa compétence et ses qualités animer une équipe de responsables de production. Ses capacités devront lui permettre d'assurer un poste de direction de l'établissement.

Pour établissement Ouest région parisienne :
INGENIEUR D'ENTRETIEN, MECANIQUE ET OUTILLAGES.
En collaboration et sous la responsabilité du Directeur Technique, il aura en charge le département entretien, mécanique et outillages.
IL sera confronté à des problèmes d'automatisme, de pneumatique, d'électricité et d'électronique.
Ses qualités d'animateur et sa personnalité lui permettront d'assurer la liaison avec la fabrication et d'accéder à des fonctions plus importantes dans l'établissement.

Adresser C.V. avec photo et prétentions s/réf.2583 à P.LICHAU SA BP 220 - 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE DU SECTEUR PARA-PETROLIER
recherche pour participer à la conception et à la réalisation de son plan informatique

INGENIEUR ANALYSTE DEBUTANT

souhaitant travailler dans un environnement. Temps réel et base de données.

Le Plan Informatique couvre la comptabilité le contrôle de gestion, la gestion des achats et du matériel, la gestion du personnel, la trésorerie.

Vous devrez posséder une formation MIAGE ou écoles d'ingénieurs option informatique. La formation aux logiciels temps réel et base de données sera assurée par l'entreprise.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 7548 à P.LICHAU SA- BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.



CONCORDE EQUIPEMENT

Filiale française d'un groupe international spécialisée dans la location de biens d'équipements professionnels

recherche pour son siège social à PARIS

UN (e) ADJOINT (e) de DIRECTION COMPTABLE

- pour assister la personne responsable du Département
- dans l'établissement mensuel des comptes ;
- dans le passage du traitement comptable sur ordinateur
- pour prendre en charge certains travaux comptables.

Nous créons ce poste pour un cadre :
- ayant pratiqué la comptabilité française et anglo-saxonne ;
- totalement bilingue anglais/français ;
- ayant au minimum 3 ans d'expérience dans un Cabinet d'Audit International ou dans une Société Multinationale ;
- et, si possible, une formation supérieure.

RESPONSABLES COMMERCIAUX (diplômés E.S.C.)

- pour seconder un Directeur de Département dans :
- une action de suivi de contacts existants et de prospection clientèle ;
- pour animer nos relations avec notre clientèle dans les secteurs suivants :
- informatique, télécommunications, bureautique...

Nous créons ces postes pour de jeunes cadres :
- ayant une expérience de deux à trois ans dans le département commercial d'une société de crédit-bail mobilier, ou de location de matériels ;
- capables d'apprécier les qualités et la valeur des matériels loués ;
- aptes à négocier, en région parisienne et en province, avec des responsables d'entreprises ;
- salaire motivant suivant expérience.

Les candidats doivent envoyer leur C.V., photo et prétentions à :
Monsieur HUET, CONCORDE EQUIPEMENT, 18 bis, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

Le MINISTERE DE LA DEFENSE
GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES
recherche

INGENIEUR

SPECIALITE ELECTRONIQUE ET SYSTEMES (réf.T.A.1)

Maximum 35 ans, dégagé des Obligations Militaires.
Pour optimisation et industrialisation de systèmes électroniques embarqués.
Formation ENSI ou équivalent.
Salaire de départ supérieur à 90.000F annuel.

TECHNICIEN

BTS SPECIALITE ELECTRICITE/ELECTRONIQUE (réf.F.1)

Maximum 35 ans, dégagé des Obligations Militaires.
Pour préparation et industrialisation des dossiers de fabrication électricité/électronique.
Salaire de départ supérieur à 70.000F annuel.

Adresser candidatures avec C.V. et photo s/réf. ci-dessus au lieu de travail :
ETABLISSEMENT D'ARMEMENT
AMX - APX
Route de la Minière - SATORY
RP 1342 - 78013 VERSAILLES Cédex

Experts en Logiciel

notamment, en conception de systèmes, software de base, langages évolués, génie logiciel, ayant plusieurs années d'expérience professionnelles acquises, de préférence, soit chez un CONSTRUCTEUR, soit dans une SOCIETE DE SERVICE,

poursuivez votre carrière en devenant CONSULTANTS, au sein d'une,

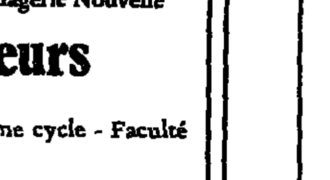
SOCIETE DE CONSEIL A VOCATION INTERNATIONALE

Vous y trouverez :
- le cadre d'une société à l'échelle humaine (50 consultants) avec la sécurité que lui confère son affiliation à un des premiers groupes industriels français,
- un environnement composé d'EXPERTS internationaux en architecture de système,
- des responsabilités de projets ou d'intervention de haute technicité,
- un développement personnel et professionnel propre au métier de consultant,
- une rémunération attractive.

Les personnes recherchées ont une formation d'ingénieurs complétée, éventuellement, par un diplôme acquis aux U.S.A.

Elles sont invitées à nous téléphoner au 742.21.11 ou à nous écrire sous la référence AT 12 M, à :

CARRIERES SERVICES
19, rue de la Paix - 75002 PARIS
Groupe CSS
Conseil en recrutement



THOMSON-CSF

Groupe ACTIVITÉS MÉDICALES
recherche
pour son Département Etudes et Développements Imagerie Nouvelle

ingénieurs

Formation :
- E.S.E. - E.N.S.I. - 3ème cycle - Faculté des Sciences.

Fonctions :
Responsables de la définition et de la réalisation de logiciels appliqués à l'imagerie médicale sur mini et micro-ordinateurs.

Profil :
* Expérience 2 à 3 années.
* Doivent être motivés par les problèmes de méthodologie de réalisation de logiciel.
* Doivent connaître systèmes « temps réel » sur mini-ordinateurs.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence M60 à THOMSON - CSF
Département EDIN
48 rue Camille Desmoulins
Service du Personnel
92130 ISSY LES MOULINEAUX.





SODERN

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE

NUCLEAIRE - ESPACE - AUTOMATISME
Banlieue SUD-EST, recherche



INGENIEURS MECANICIENS

ARTS ET METIERS

pour étudier, sous l'aspect mécanique et technologique, des matériels embarqués et des périphériques d'ordinateurs (automatisme).

Anglais courant exigé.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES.

UNE ELECTRONIQUE DE POINTE POUR L'AERONAUTIQUE

Notre appartenance à l'un des tout premiers groupes français d'AERONAUTIQUE vous assure le meilleur environnement possible.
Dans le cadre de l'étude et de la mise au point d'un très important programme d'équipements automatisés embarqués (à base de micro-processeurs, Hard et Soft) nous recrutons de

jeunes ingénieurs électroniciens

(ENI Brest, ENSEEIH Toulouse, ENSERM Bordeaux, EFRP Paris, TELECOM ou UNIVERSITAIRES avec OPTION INFORMATIQUE).

Ces fonctions très formatrices dans un secteur particulièrement *dynamique* ouvrent de larges horizons. (La connaissance de l'Anglais est nécessaire). Ces postes sont à pourvoir dès aujourd'hui et nos *objectifs d'avenir* nous permettent d'envisager des recrutements étalés dans le temps.

Nous vous présenterons nos projets et perspectives. Faites-nous part de vos aspirations et motivations en adressant votre candidature détaillée sous *référence 2426* à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE RESTAURATION
recrute pour son siège social à PARIS

UN ASSISTANT FONCTION PERSONNEL

Il lui sera confié des travaux d'administration et de gestion de personnel (bilan social, élections professionnelles, rémunération...).

Une formation adaptée (bac + 2, de préférence IUT option gestion de personnel), ainsi qu'une première expérience dans la fonction sont nécessaires.

Le poste est à pourvoir pour une durée déterminée de 2 ans avec de sérieuses possibilités d'évolution au sein de la société à l'issue du contrat.

Avantages sociaux. Horaire variable.

Adresser candidature avec C.V., photo et prétentions sous le n° 87.962 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.



SFENA

DIVISION NAVIGATION - INSTRUMENTS

Leader des équipements aéronautiques Européens
recherche

RESPONSABLE COMMERCIAL

Pour des produits qui sont essentiellement des indicateurs de bord, notamment gyroscopiques, il sera chargé en liaison directe avec le chef du département instruments de :
- Mettre en œuvre la politique commerciale.
- Animer et contrôler les services commerciaux.
- Assurer la promotion des produits.
- Participer à la politique de support clients.

Ses principaux clients seront les avionneurs, les Compagnies aériennes, les Services Officiels d'armement en France et à l'étranger.

Ce poste s'adresse à un candidat expérimenté, connaissant la technique et le milieu aéronautique, parlant et rédigeant couramment en anglais. La connaissance du pilotage et des arts graphiques sera appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions s/ref. 1/072 à :
SFENA - Gestion des Cadres
B.P. 59 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX

SERLOG

recherche pour Paris et Orléans

PROGRAMMEURS
ANALYSTES PROGRAMMEURS
INGÉNIEURS

Connaissances COBOL, HB 66, IDS II, CDC, NOS BE ou Assembleur, temps réel, mini, micro appréciées.

Adresser curriculum vitae et prétentions :
5, rue de la Concorde, 92600 Asnières, tél. 793-71-66.

Première entreprise française d'ingénierie, à portée internationale, dans un domaine technologique très avancé, recherche pour PARIS :

Ingénieur
Réseaux de tuyauteries

CENTRALE, AM, ENSM, ENSMA

Vous avez 2 ou 3 années d'expérience dans l'étude et la réalisation des réseaux de tuyauteries, dans les domaines pétrochimique, thermique ou nucléaire qui vous ont permis d'acquérir de solides compétences en mécanique, métallurgie et résistance des matériaux (équipe affaire ou ingénierie).

Vous aurez pour mission de seconder le responsable du secteur sur l'ensemble des missions techniques (pilotage des études sous - traitées, traitement des questions de chantier...) et d'encadrement. A court terme, vous pourrez prendre la responsabilité complète de ce secteur.

Une pratique de l'anglais est souhaitable.

Envoyez CV + lettre manuscrite sous réf. 6140 M à rscq carrières 64, rue La Boëtie 75008 PARIS, qui transmettra.

rscq carrières

OFFRES D'EMPLO

IMPORTANTE ENTREPRISE ... et TRAVAUX PUBLICS

MONOPRIX

... ES INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

... JURISTE ... DES AFFAIRES

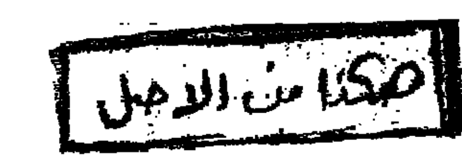
... INFORMATIQUE ... SUR MESUR...

7 INGENIEURS AN...

TECHNICIENS ELECTR...

TECHNICIENS APRE...





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Importante Société d'ingénierie informatique du groupe CISI
recherche
pour son département ingénierie de systèmes et gestion

des ingénieurs consultants

- grande école, ou équivalent
- expérience de 7 ans minimum, en techniques informatiques et applications

Ces experts informaticiens auront la responsabilité d'études générales (conception, expertise, suivi de projets), dans des domaines associant les aspects : fonctionnel, méthodologie et architecture de systèmes.

- lieu de travail : région parisienne, avec déplacements éventuels.

Merci de nous adresser un C.V. détaillé et une photo à :
GIXI - 1, avenue de la Baltique,
Z.A. de Courtabœuf, B.P. 110,
91944 LES ULIS Cédex

Emploi et Carrières

ingénierie informatique



DIVISION PILOTAGE ET SYSTEMES

Leader des équipements aéronautiques européens
recherche

ingénieur électronicien

Connaissant l'électronique de commande des Tubes T.V.

Dans le cadre d'un système avionique, il aura à concevoir et à réaliser un moniteur T.V. embarcable.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant 2 à 3 ans d'expérience et de formation supérieure électromécanicien.

Adresser C.V., photo et prétentions
sous référence I/073 à : SFENA
Gestion des Cadres - BP 59
78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cédex.

Filiale d'un groupe français
leader dans la branche des Télécommunications
recherche pour son Service Technique
situé en banlieue sud-ouest

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT

Electronicien ou Electromécanicien
POSITION II

5 ans minimum expérience technique et industrielle en matériel de raccordement ou similaire.

TECHNICIEN DÉVELOPPEMENT

relais électromécaniques

pour applications téléphoniques ou similaires
Expérience industrielle souhaitée.

TECHNICIEN MÉTALLURGISTE

pour applications aux matériaux de connexion
Connaissances galvanoplastie - métaux précieux.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/nº 88.014 CONTESSE Publicité.
20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

FILIALE D'UNE SOCIÉTÉ ANGLAISE
recherche

SON FUTUR NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL

- Agé de 28 ans minimum ;
- bilingue anglais-français ;
- formation et expérience en vente et finance sont indispensables ;
- la préférence sera donnée à un entrepreneur connaissant le marché français des produits de consommation.

Taille de la Société : plus ou moins 6 millions de francs de C.A.

Si vous désirez plus d'informations sur la société et ses produits, adressez votre carte de visite, sous référence 3.852, à P. LICHAU S.A., B.P. 220,
75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

TRAITEMENT CONFIDENTIEL
DE TOUTES LES CANDIDATURES.

STL INFONET

Services informatiques sous réseau

INFONET est le nom d'un des premiers réseaux mondiaux d'informatique en temps partagé. Créé il y a 10 ans par **C.S.C., COMPUTER SCIENCES CORPORATION,** le réseau INFONET n'a cessé depuis de se perfectionner et de se développer dans la plupart des pays industrialisés qui ont tour à tour confirmé son succès.
Pour faire face à son développement en France, **STL** (Société de Télématique et de Logiciel) recherche :

Ingénieurs Commerciaux

Diplômés de l'enseignement supérieur, possédant un à trois ans d'expérience de la vente
- de temps partagé (réf. 128)
- de MINI ou de services (réf. 129)

Ingénieurs Consultants

Diplômés de l'enseignement supérieur, justifiant d'une expérience approfondie
- des SGBD
- des réalisations en temps partagé (réf. 130)

Lieu de travail : **Paris la Défense**

Merci d'écrire avec C.V., prétentions et photo à Catherine CADOT, **STL INFONET,** Tour Neptune Cedex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1.

MEDIA PA

Union Foncière et Financière
recherche pour son département

INVESTISSEMENTS

Un Cadre confirmé

Le candidat, de formation supérieure, ayant une expérience du marché immobilier parisien et si possible de province (bureaux et entrepôts principalement), aura la responsabilité de la recherche, l'étude et la négociation d'achats d'immeubles pour le compte d'investisseurs, sociétés du groupe et clients extérieurs.

Un Cadre débutant

Le candidat, de formation supérieure IUT, Ecole de Commerce..., devra s'intégrer à l'équipe ayant la responsabilité de la recherche, l'étude et la négociation d'achats d'immeubles pour le compte d'investisseurs, sociétés du groupe et clients extérieurs.

Adresser C.V., photo et prétentions à U.F.F.I. - Direction du Personnel, 35-37, rue de Rome, 75382 Paris Cedex 08.



UNE CHANCE POUR UN BATTANT. . .

Vous avez une forte personnalité, vous êtes un homme de caractère, vous avez le sens de l'innovation, vous êtes un homme de terrain, alors soyez notre

DIRECTEUR COMMERCIAL

Notre Société fabrique et commercialise des équipements destinés aux écoles, collectivités locales, comités d'entreprises (et réalise un C.A. de 100 millions de F).
Le candidat que nous recherchons aura une formation commerciale supérieure, 35 ans minimum, l'expérience de la vente de biens de consommation durables auprès des Administrations et Groupements d'achat.
Le poste est en Région Parisienne, la rémunération est ouverte.
Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo sous réf. BUS/ 41/1 à

MAGISTER CSA)

3, rue Théodore de Banville - 75017 PARIS
LE RECRUTEMENT EN FONCTIONS PERSONNEL

EUROSOFT SYSTEMES

FILIALE DU GROUPE EUROSOFT Société d'Ingenierie Informatique, recherche :

INFORMATICIENS :

- **CHEF DE PROJETS** Réf.01
  5 années d'expérience (ou plus)
  –Télécommunications et réseaux
- **CHEF DE PROJETS** Réf.02
  5 années d'expérience (ou plus)
  –Process et automatisme.
- **INGENIEURS D'ETUDES**
  –Système Temps Réel
  (expérience Solar ou DEC apprécié)

Envoyer C.V. à EUROSOFT SYSTEMES
Monsieur Christian PERONNE - 38, Bd Henri Sellier - 92150 SURESNES

SOCITÉ DE FABRICATION
ARTICLES DE BUREAU
(mécanique - petites et moyennes séries)
LEADER DANS SON DOMAINE
PARIS EST (300 PERSONNES)

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

- Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent.
- Goût des responsabilités
- Quelques connaissances en électronique et chimie souhaitées.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence 10740 M à :
BLEU PUBLICITÉ
17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

THOMSON-CSF
recherche

INGÉNIEURS PROJET

avec expérience en laboratoire et/ou chantiers et maîtrise des techniques :
- Digitales.
- Traitement du signal (microprocesseurs).
- Radar, déport des informations et visualisation.

Ces ingénieurs auront pour tâche :
- *L'Etude du besoin du client.*
- *L'élaboration d'un projet en relation avec les services techniques.*
- *La participation aux négociations au niveau technique.*

Anglais exigé
Déplacements fréquents
Lieu de travail banlieue SUD-OUEST

Envoyer curriculum vitae et photo à : THOMSON CSF
Division TVT - Boîte Postale 34,
92360 MEUDON-LA-FORÊT.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE RESTAURATION
recrute pour son siège social
à PARIS

UN ASSISTANT FONCTION PERSONNEL

Il lui sera confié des travaux d'administration et de gestion de personnel (bilan social, élections professionnelles, rémunération...).

Une formation adaptée (bac + 2, de préférence IUT option gestion de personnel), ainsi qu'une première expérience dans la fonction sont nécessaires.

Le poste est à pourvoir pour une durée déterminée de 2 ans avec de sérieuses possibilités d'évolution au sein de la société à l'issue du contrat.

Avantages sociaux. Horaire variable.

Adresser candidature avec C.V., photo et prétentions sous le nº 87.962 CONTESSE *Publicité*,
20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

---

ingénieur-programmeur système

— Près SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78) —

Nous sommes une jeune *société* informatique, créée pour traiter tous les *problèmes* informatiques d'un groupe international.

Nous sommes équipés de matériel I.B.M. 43-31, avec lequel nous travaillons de façon autonome et par TELEPROCESSING avec un I.B.M. 370-58 - 5 MEGABYTES.

Nous cherchons un *RESPONSABLE* pour notre système, possédant une expérience approfondie (DOS-VSI ou VSE-OS — Télétraitement — Assembleur).

Ténacité, passion pour les missions confiées, et goût pour une ambiance de travail agréable.

La rémunération sera fonction de l'expérience du *candidat*.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, et *photo*, sous *la* référence 9565 à PIERRE MULOT PUBLICITÉ — 39, rue de l'Arcade — 75008 *PARIS* qui transmettra.

ORGANISME AGRO-ALIMENTAIRE NATIONAL
PARIS
recrute

UN CHEF DE PRODUIT

Adjoint au responsable du département publicité, il contribuera à l'élaboration du plan marketing, à la définition des stratégies pour différents produits, au lancement des études nécessaires. Il assurera la mise en œuvre des actions publicitaires et évaluera leurs retombées économiques.

En outre, il animera les groupes de travail professionnels qui sont associés aux étapes importantes de réalisation (définition des stratégies, choix des moyens).

Expérience de chef de *produit* chez *un annonceur* alimentaire indispensable.

Adresser curric. vitae avec prétentions et disponibilité sous le nº 7.874 à *le Monde* Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Société d'électronique professionnelle
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

Formation électromécanique pour études technologiques et organisation des procédures de fabrication de nouveaux produits dans le domaine des composants électroniques.
Région parisienne.

Env. C.V. + photo à P. ARRAULT, Chef du personnel, 33, rue Faidherbe, 93100 MONTREUIL.

Société d'Electricité MORS Division Aéronautique BRION-LEROUX, dans le cadre de ses activités aéronautiques recherche

un ingénieur

pour activités technico-commerciales.
- Débutant ou 1ère expérience.
- Anglais indispensable.
- Allemand souhaité.
- Poste à pourvoir : LE BOURGET

Adr. C.V., références et prétentions à :
BRION-LEROUX, 2 rue Isaac Newton
93155 LE BLANC-MESNIL

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNEL
recherche

JEUNES INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Libérés service national
(ENST, ESE, ECP, AM, ENSI)

1) Pour ses services d'études et de production.
2) Pour étude et développement physique électronique hyperfréquence.

Formation assurée par l'entreprise. Orientation en fonction des aspirations personnelles.

Adr. C.V., photo (retournée) ss nº 88.042 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

صكنا من الاصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43.52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GRANDE BANQUE PRIVEE
recrute pour son réseau Paris-Province

JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Formation exigée : ESSEC, HEC, ESCP, Sciences Po Paris ou ESCAE Province

pour leur confier au terme d'un stage de six mois la responsabilité d'un portefeuille de clientèle privée ou d'entreprises dont ils auront à assurer le développement en organisant les actions de prospection appropriées.
La rémunération est motivante.
Réponse assurée à toute candidature répondant à la formation ci-dessus.

Adressez lettre manuscrite, c.v., photo sous réf. 6805 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS qui transmettra.

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDITAGRICOLE

recherche pour son Centre de Traitement des opérations bancaires

Ingénieur Analyste d'Exploitation réf. CE1

Pour encadrer équipe de 6 analystes, assurer la mise en service de nouvelles applications, créer des méthodes d'exploitation, des outils d'aide à l'exploitation et optimiser les traitements informatiques.
ECOLE D'INGENIEUR, plusieurs années d'expérience sur IBM système MVS - TSO/SPF. Connaissance du langage de programmation.

Analyste d'Exploitation réf. CE2

Pour participer à la mise en place des chaines d'exploitation, créer des méthodes et des outils d'aide à l'exploitation.
DUT INFORMATIQUE, 3 ou 4 années d'expérience sur IBM système MVS - TSO/SPF. Connaissance d'un langage de programmation.

Adr. CV, phot., sal. et prét. en précisant la réf. à **CNCA Recrutement Carrière Cedex 26 75300 Paris Brune**

Kodak

Pour assurer le **suivi technique** d'une gamme de matériels de la Société sur le plan **après-vente**, ainsi *que la formation, l'information et l'assistance technique* des personnels de maintenance français et européens, nous recherchons un

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Il exercera ses fonctions en étroite collaboration avec les Divisions de Vente, les Groupes services clients et les Fabricants.

Il devra pouvoir se déplacer en **France et à l'Etranger** pour de courts *séjours*.

De formation Arts et Métiers (ou équivalent) et avec de **solides connaissances en électronique**, il aura, outre une excellente présentation, le goût du contact humain et le sens de l'organisation.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Un candidat de valeur sera **largement autonome** et aura des **possibilités d'évolution variées** vers d'autres domaines de responsabilité.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence 159 à :
KODAK - PATHÉ Service du Personnel
26, rue Villiot - 75594 PARIS

bleu

Administration Paris recherche

UN CONSEIL EN ORGANISATION

connaissant la Bureautique pour être Chef de projets au sein d'une équipe d'organisations et méthodes. Formation supérieure en Technique d'organisation ou gestion, ou l'équivalent *obligatoire*. Expérience de l'organisation indispensable. Connaissances en Informatique très appréciées. Envoyer lettre C.V. et prétentions s/réf. 1198 à P. LICHAU S.A. B.P. 220. 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

MI-TEMPS

MAGAZINE ÉCONOMIQUE
service abonnements recherche

VENDEURS (SES) PAR TÉLÉPHONE

Expérience de la prospection à haut niveau Sens commercial TRÈS FORT fixe + intéressement.
Tél. pour R.-VS : 763-01-09.

Société INOR engeneering en matière d'environnem. et d'économie d'énergie. recherche :
INGÉNIEUR :30 ans minimum. excell. connaiss. en thermique pour prendre la responsabilité d'un département comprenant :
- Conception des projets ;
- Réalisation des offres ;
- Suivi commercial ;
- Connaissances anglais et/ou allemand appréciées.

Ecrire à INOR,
8, rue Cimarosa, 75116 PARIS.

BUREAU D'ÉTUDES GÉOTECHNIQUES ET DE MATÉRIAUX NOUVEAUX recherche Jeune INGÉNIEUR E.T.P. débutant ou ayant quelques années d'expérience. Prévoir possibilités déplacements ou détachement à l'Etranger. Envoyer C.V. et prétentions sous *réf.* n° 7303 à LTP 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris cedex 02 qui transmettra.

Pour accroître notre action commerciale **INTERNATIONALE** notre société recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- solide formation en informatique.
- anglais courant.
- disponible et goûts pour déplacements à l'étranger.

Nos produits sont le **VIDÉOTEX**, ses périphériques et ses applications télématiques.
Le poste basé à Paris conviendrait à un ingénieur d'études désireux de s'orienter vers les relations internationales.

Une à deux années d'expérience (minimum) sont souhaitées.

Envoyer C.V. et prétentions s/n° T025471 M, R.-presse, 85bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Citi
Centre international de traitement informatique
285.24.63 +
241.83.83 +

FORMATION POUR *INGÉNIEURS*
AVRIL-MAI-JUIN

Société en expansion, possédant licences d'applications de résines, recherche un collaborateur pour création du poste commercial. Compétences bâtiment indispensables. Téléphone 873-55-20.

Journal spécialisé cherche concepteur rédacteur branche marketing et publicité, stage de Free-Lance. Ecrire : M. Ferroni, 46, r. Chemin-Vert, 75011 Paris.

Compagnie d'assurances près Porte CLICHY recherche

J.H. libéré O.M.
ou Jne F.

BAC C ou D ou niveau Formation assurée en vue poste Rédacteur. Travail sur terminal. Adresser lettre manuscrite avec C.V. sous n° 3570, L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle 75083 PARIS Cedex 02.

Une association à vocation de service public pour la promotion de l'*ÉDUCATION PERMANENTE* recherche troisième

Collaborateur (Trice)

pour assurer des tâches :
- d'information du public ;
- d'analyse des besoins de formation ;
- de montage d'actions de formation.

Formation supérieure (économie, droit, sociologie...). Pratique du terrain. Expérience du milieu du travail et des contacts à tous les niveaux. Très grande disponibilité.
Adresser C.V. et prétentions à Monsieur le Président de la Mission d'Education Permanente de MARNE-LA-VALLÉE *Ancienne Ferme du Buisson* 77420 NOISIEL.

PUBLIC RELATION, standing. Ecrire M. DONJIN, 149, rue Saint-Honoré (1er), qui transm.

Bureau d'Etudes Techniques ayant siège à MONTREUIL (93) *recherche* pour son département *« Energie et Environnement »* (D.E.E.) TECHNIC. (ne) SUPÉRIEUR (e) DIPL. en génie climatique
- Ayant qq. années de pratiq.
- *Cap. d'assurer l'étude,* la surveillance, le contr. d'exploit. d'affaires importantes.
- Not. énergies nouv. souh. (notamment en géothermie).
- Cont. extér. à envisager.

Ecrire avec C.V., prét., sous réf. 4431 à O.P.F., 2, rue de Sèze, 75009 PARIS, qui transmettra.

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE recherche

VARITYPISTE

Les candidats devront posséder une excellente pratique dactylographique, notions de présentation et de mise en pages.
Les résultats d'un examen de compétence départageront les candidats.

Adresser C.V. détaillé à Mme le Chef du personnel, 17/19, rue de Flandre, 75935 Paris - Cedex 19.

INGÉNIEURS P2 P3
électroniciens. Tél. : 790-40-30.

Société leader sur le marché des automatismes et techniques électroniques pour le contrôle recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

BTS électronique ou électrotechnique. *Env. C.V. + photo à* S3A 71, r. Fondary, 75015 Paris

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'AFFICHAGE PUBLICITAIRE recherche pour son siège social ADJOINT (E) DU CHEF DU SERVICE JURIDIQUE
Maîtrise en droit minimum
Bonne connaissance du droit des obligations
Envoyer lettre manuscrite C.V. + photo + prétentions à : Régie-Presse sous N° 878156 M 85 bis, r. Réaumur 75002 Paris.

Clinique La Roseraie
Mte Quatre-Chemins, Aubervilliers recherche

MANIPULATEUR
D'ÉLECTRORADIOLOGIE
Tél. : 834-93-93

Clinique La ROSERAIE
Mte Quatre-Chemins, Aubervilliers recherche

ÉLECTRO-MÉCANIC.
C.A.P. - Adr. C.V. + photo *s/réf.* 7.553 à P. LICHAU S.A. B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Organisme scientifique public recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN ANALYSTE

pour transformation et gestion banque de données *hydropluviométriques.*
Ecr. : Service Hydrologique ORSTOM, 70/74, rte d'Aulnay, 93140 BONDY.

Paris, discothèque club privé recherche directeur avec solide expérience. Ecrire s/n° 8655, PMP, 39, rue Arcade, 75008.

Le Centre d'Informations Financières recherche FUTURS CADRES COMMERCIAUX H ou F
- Dynamiques et ambitieux ;
- *Goût du contact haut niveau ;*
- Très bonne présentation ;
- Sens des responsabilités.

Rémunération importante.
Pr R.V. : 553-20-00, P. 201.

Sté d'enquêtes et d'analyses de données recherche

UN INGÉNIEUR PRINCIPAL

Connaissant le domaine des sondages et des études de marché qualitatives et quantitatives. Langage informatique exigé.
SON PROFIL :
dynamique, ambitieux, possédant le sens des responsabilités et de l'engagement, disponible, enthousiaste, esprit de décision et d'organisation.
POSTE D'AVENIR.

Envoyer C.V., photo et prétent. s/réf. 7586 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Cabinet expertise comptable (8e) Monceau, recherche

COLLABORATEUR

3 à 5 ans *expérience* cabinet. Env. C.V. et prét. s/n° 9653 M P.M.P., 39, r. de l'Arcade, 8e.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

est recherché par importateur Neuilly de plusieurs sociétés multinationales pour vente composants électroniques auprès de clients constructeurs.

Ecrire C.V., photo récente ss réf. 2.642 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09.

TECHNICIENNE PETITES ANNONCES

La candidate que nous cherchons a une première expérience de la prise au téléphone, du calibrage et de la frappe de petites annonces.

Son expérience aura été acquise de préférence en agence spécialisée ou chez un régisseur.

Les lettres de candidature, *accompagnées d'un curriculum vitae,* sont à adresser sous la réf. 70896 M à : J. GARCIA-HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

Demande pour Saint-Maur

DESSINATEURS SPÉCIALISTES EN IMPLANTATION DE CIRCUITS IMPRIMÉS

pour travailler sur système C.A.O. Calma, formation sur système assurée par nos soins. Débutant s'abstenir.
Téléphoner pour rendez-vous au 589-07-98 ou 283-78-28.

---

secrétaires secrétaires

SECRETAIRE DE DIRECTION GENERALE

Vous
- êtes titulaire d'un diplôme de niveau B.T.S. minimum (bilingue Français/Anglais).
- avez une expérience de plus de 5 années de Secrétaire d'un Directeur Général et une autonomie permettant de seconder efficacement une équipe de Direction Générale.
- *connaissez* les exigences d'un tel poste (disponibilité, discrétion, dynanisme...).

Nous
- sommes un important groupe de Sociétés de Services.
- avons des filiales en France et à l'Étranger.
- avons des exigences à la hauteur de notre réputation.

Votre poste est à pourvoir à Paris (quartier Saint-Lazare).

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + lettre manuscrite + photo à I.C.M., 83, rue de Rennes PARIS (6ème) sous la référence 9169, qui transmettra.

P.M.E. PARIS (12e) recherche

STÉNODACTYLO CORRESPONDANCIÈRE

Bonne sténo sachant rédiger pour service commercial. *Bon contact clientèle, travail varié.* Disponible rapidement. Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à SODIMAG, 71, av. Général Michel-Bizot (12e).

ENTREPRISE INFORMATIQUE recherche

SECRÉTAIRE

dynamique pour seconder la secrétaire de direction
Adr. c.v. photo et prétentions à : M.I.D., 60, av. de la République, 75011 PARIS.

Société recherche secrétaire sténodactylo confirmée, parfaitement bilingue anglais-français.
Tél. : 225-74-20

formation professionnelle



Société d'Installations Techniques en Télécommunication de 1600 personnes recherche pour son service formation professionnelle

UN PROFESSEUR D'ANGLAIS

pour formation linguistique d'adultes devant partir en missions à l'étranger. Travail à temps complet pour une durée de trois mois à compter du 1-04-81.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 8106 à LA SIGNALISATION
Service Recrutement-Formation
25, impasse Lampernesse - 93000 BOBIGNY.

STAGE DE RECYCLAGE ET DE PERFECTIONNEMENT AUX TECHNIQUES NOUVELLES

- **LA DIÉTÉTIQUE DES BIEN-PORTANTS,** stage de 1 semaine du 23 au 27 mars 1981.
- **FORMATION AUX MICRO-PROCESSEURS,** 2 stages de 1 semaine du 1er au 5 juin et du 8 au 12 juin 1981.
- **L'ÉNERGIE SOLAIRE APPLIQUÉE A L'HABITAT,** stage de 1 mois et demi en mai-juin 1981.

L'enseignement essentiellement pratique est assuré par des enseignants et des ingénieurs.

Renseignements et inscriptions Institut Universitaire de Technologie, avenue du Général-de-Gaulle, 94010 Créteil Cedex. Téléphone : 899-80-40.

ORGANISME FORMATION Paris-8e cherche

INTERVENANTS VACATAIRES

(H+F) Praticiens d'entreprise et pédagogues ayant esprit travail d'équipe en :
- achat et gestion stocks.
- gestion du personnel.
- *gestion de production.*

Tél. à Mme BRELY, 246-58-54.

information divers

Pour bien choisir votre métier FRANCE-CARRIÈRES chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

occasions

ACHAT BRILLANTS

Rubis, saphirs, émeraudes, bijoux or, argenterie.
Vente en occasion. Echange. 37, avenue Victor-Hugo, Etoile. PERRONO, joailliers-orfèvres. Mag. Opéra fermé jusqu'au 24-2.

perdu - trouvé

PERDU JEUNE CHIEN
Terre-neuve, noir, poil long, queue en panache, mèche blanche sur le poitrail. Tél. 075-19-39 - 055-31-11.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

capitaux propositions commerciales

NOUVELLE FORMULE D'INVESTISSEMENT : DES VACANCES QUI VOUS RAPPORTENT
(séjour + revenu)

Plus de vacances à fonds perdus... Dans un groupe d'hôtels en ALGARVE (sud du Portugal) le paradis des vacances, l'été toute l'année, devenez propriétaire, pour 60.000 F.F., de 15 jours de vacances par an (1 à 4 personnes) sans charges ni lieu ni date imposés, tout en bénéficiant d'un revenu annuel *garanti par contrat.*

Renseignements : SUNHOTEL Rua Ramalho Ortigao, n° 11 5e F - 1.000 LISBOA (Portugal).

Cabinet d'affaires cherche capitaux pour ses clients, gains importants possib. *Ecrire* DIP 47, rue Richer, 75009 Paris.

travaux à façon

ENTREPRISE, sérieuses réf., effectue rapidement travaux peinture, décoration, coordination tous corps d'Etat. Devis gratuit. Tél. : 368-47-84 et 893-30-02.

cours et leçons

L'arabe en 80 heures. Cours individuels - Stages - Collectifs et d'entreprise. Lanser 500-04-73 Ali - Téléphone : 533-67-88.

travail à domicile

Trav. ind. cultivée exécute transcr. dactyl. soignée toutes réunions enregistrées (bandes, cassettes). Tél. 208-97-32.

Directeur honoraire banque étudie dossiers crédit fait recouvrements de créances. — 622-39-63.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION confirmée frappe tous textes et manusc. sur I.B.M. 061-44-49.

Ch. ts manusc. à dactylogr. *Ecr. s/n° 8.080 le Monde Pub.,* 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

propositions diverses

Emplois outre-mer, étranger MIGRATIONS chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

C . V . ?
LE GUIDE DU CURRICULUM VITAE
320 pages 73 de modèles
En LIBRAIRIE ou chez A. BADEN, 91830 Le Coudray.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

R 30 TX AUTOMATIQUE
gris métal., cuir, T.O., climat., 10.000 km, 81 - 586-45-40.

A vdre DS 21 inj. élec. Pallas int. cuir havane marron, métallique, toit vinyl, 120.000 km. T. ap. 19 h. 531-39-24, 8.000 F.

divers



PEUGEOT-TALBOT

EXCEPTIONNEL !
En février, commandez votre PEUGEOT ou votre TALBOT 81 AU TARIF DE JUILLET 80. M. Gérard. Tél. : 821-60-21.

BMW OCCASIONS
316-320-323-520-525-528-728 80/81, peu roulé. Garantie Auto Paris XV. Téléphone : 533-69-95 63, rue Desnouettes, Paris 15e.

CENTRE ALPINE
A 310 neuves
- A 310 81
- A 310 80
- A 310 79
- A 310 78

620.12.13

DEMANDES D'EMPLOIS

INFORMATIQUE

Organisation, bureautique, formation ingénieur, 20 ans expérience direction, parfaite connaissance milieu bancaire

Recherche poste haut niveau constructeur, SSCI, utilisateur tertiaire, temps partiel ou complet.

Ecrire s/n° 3146 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COMMERCIAL EXPORT

VOUS RECHERCHEZ :

UN homme d'action dont les compétences et qualités techniques, commerciales et humaines assurent votre image de marque à l'étranger.

UN négociateur vous permettant d'envisager l'ouverture de marchés nouveaux, susceptible de diriger ou de créer une agence ou une succursale.

UN agent capable de mener une action commerciale de l'étude de marché à la signature du contrat.

JE VOUS OFFRE :

15 ans d'expérience technique et commerciale liée à la direction commerciale de grandes entreprises spécialisées dans l'informatique.

UNE parfaite connaissance de l'anglais.

UNE totale disponibilité.

200 % de mes objectifs commerciaux 1980 réalisés.

Ecrire sous référence n° T 025.456 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

CADRE DE CHOC

Administratif et financier à vocation internationale, célibataire, 32 ans, *français, anglais, espagnol*

Volontaire expatriation tous pays.

- Actuellement consultant finances export P.M.E.,
- Expér. gestion P.M.E. et financements internationaux en France, O.M., P.V.D.

cherche poste respons. agence locale, contrôleur de filiales ou consultant dans établissement financier, entreprise ou société de conseil, offrant sérieuses possibilités de carrière.

Ecrire sous n° 3.172 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

F. DIRECTEUR FINANCIER. 40 ans. — BTS comptable et gestion d'entreprise DECS. — Certificat supérieur juridique et fiscal. Fin de préparation expertise comptable + certificats organisation et informatique. 15 ans d'expérience : administratif, comptable, financier, informatique et contrôle interne.
RECHERCHE : poste de direction financière et comptable. — Paris, R.P., Province. (Section BCO/DK 9.)

JOURNALISTE complet presse tech. audiovisu. — 30 ans d'expérience fabric. concept. Lic. Eco. — 56 ans.
RECHERCHE : poste responsabilité R.P. ou média d'entreprise (imprimé, filmé, vidéo). (Section BCO/JCB 10.)

CADRE COMMERCIAL. 49 ans. — Compétent, efficace, réaliste, échelon chef des ventes (sachant vendre et faire vendre). Bonne connaissance milieu industriel et commerce.
RECHERCHE : situation.
ÉTUDIE toutes propositions sérieuses. (Section BCO/JCB 11.)

J.F. 26 ans. — Formation américaine. Multilangue (anglais, espagnol, italien, portugais courants). — 5 ans expérience marketing/relations publiques. Administ., suivi de commandes, négociation de contrats haut niveau dans Stés internationales. Libre pour tous déplacements étranger.
RECHERCHE : situation à responsabilités dans Stés à vocation exportatrice. (Section BCO/JCB 12.)

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER

ANPE

s'adresser à :

AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

Jeune femme, 26 ans, maîtrise lettres mod., bilingue anglais, cherche emploi relations publiques, presse édition public. Ecrire n° 1017 M, Régie-Presse 85 bis, r Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 28 ans, comptable en congé formation DUT gestion 1 an, cherche stage entreprise en juillet-août. Société ayant activités Afrique occidentale. Ecrire s/n° 3160 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire de direction, 30 ans, bilingue expérim., 10 ans expér., recherche poste collaboratrice comportant initiatives et responsabilités. Libre le 1-4-1981. Ecrire s/n° 3161 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Comptable 32 ans, nat. franç., orig. asiat., 4 a. exp. DEUG Éco. probatoire C.E.C. de D.E.C.N. Libre sous 2 mois. Ecr. s/n° 3163 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

J.F., 30 ans, attachée direction BA, angl. C.C.B. Lic. angl. 5 ans. Expér., aimant contacts, recherche poste assistante direct. bil. avec resp. initiat. et prat. anglais, Paris uniquement. T. 389-09-14.

A la recherche d'une SECRÉTAIRE BILINGUE ? G.K. int'l. 225-12-94.

Jeune femme allemande, 25 ans, institutrice, cherche emploi au pair (gouvernante d'enfants ou précepteur) dans famille française. Offres sous n° 20.272 à SOPIC, BP 31, 67001 Strasbourg Cedex.

INGÉNIEUR-INFORMATICIEN

Passionné et convaincu par le mini et la micro-informatique, capable, avec 17 ans d'expérience de mener SEUL votre projet depuis l'étude des besoins jusqu'à la réalisation recherche emploi fixe ou contrat dans votre domaine. Ecrire n° 4.238 BLEU, 41, avenue du Château, 94300 Vincennes.

Directeur achats depuis 32 ans dans usine produits d'entretien, gestion stocks, lanc. fabrication, licencié économique, 59 ans, recherche emploi similaire région Paris. GUYON, bât. B-1, 135, av. Lénine, 93380 PIERREFITTE.

Homme 25 ans, maîtrise fin. Sc. Eco, angl.-esp. Libre O.M., ch. sit. gestion ou simil. Dispon. imméd. — Téléph. : 732-15-85.

Chefs d'entreprise, directeurs sociétés engineering et laboratoires, etc. (région parisienne), qui cherchez ingénieur diplômé, institut biologie appliquée et école agro-alimentaire, parlant allemand, possédant importante expérience industries alimentaires, procédés fabrication, matériel (technique et vente), bactériologie, je suis votre collaborateur. Pour tout contact, écrire s/n° 3158, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

M. BAUDOT, 30 ans, D.E.S. de droit, licence Sc. Eco, angl.-esp., recherche situation rapport. Ecrire s/n° 3147, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

REDRESSEUR D'AFFAIRES GÉNÉRALISTE

Parfaite maîtrise finance et gestion, dispose de deux jours par semaine pour intervention CHOC, P.M.I. - P.M.E. Ecrire s/n° 87.200, Contesse Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

BRÉSIL

Economiste brésilien, trilingue anglais, accepterait mission préparation implantation société française au Brésil. Contact/agencement supports locaux (études marché, fiscalité, procédures legs/admin., etc.), partenaires, appui secr./interpr. Org. agendas voyages, etc. Disp. court stage probable en France si nécessaire. Ecrire s/n° 3154, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

A la recherche d'une SECRÉTAIRE BILINGUE ? G.K. int'l - 225-12-94.

A la recherche d'une INTÉRIMAIRE BILINGUE ? G.R. intérim - 225-59-25.

Fiscaliste, 25 ans, maîtrise droit privé, D.E.A. droit fiscal, bilingue anglais rech. 1er emploi dans cabinet conseil juridique et fiscal. Ecrire M. D. PROVOST, 24, rue Paul-Bert, 94160 Saint-Mandé.

DIRECTEUR ADMINISTR. ET FINANCIER

51 ans, énergique, organisateur, gestion fin. et trésor., audit et contrôle gestion reporting. Bilan, déclarations, analyse coûts et prix de revient. Utilisation informatique comme outil de gestion et production. Etablissement procédures administratives, production et stocks. Parle anglais. Ecrire s/n° 3.169 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CONSULTANT, 51 ans

Formation supérieure. Dynamique. Analyse et diagnostic des systèmes en place. Etablissement de méthodes et procédures. Audit. Comptabilité générale, analytique et budgétaire. Planification financière. Gestion production et stocks. Informatique et organisation. Parle anglais. Ecr. s/n° 3.170 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F., 42 a., dact. bil. arabe franç., nat. tél., réf. ch. poste en rapp. Ecrire s/n° 1.021 M., R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieur technico-commercial 38 ans, spécialité irrigation et machinisme agricole. Expérience Afrique et Moyen-Orient. Libre immédiatement cherche emploi de préférence en Afrique. Ecrire Havas, 34500 Béziers n° 897.442.

CADRE 40 ans, + de 15 ans d'expérience dans promotion immobilière, parfaite connaissance des problèmes juridiques techniques, commerciaux, recherche poste à responsabilité. Ecrire s/n° 65417, Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS.

Assistante sociale D.E. recherche poste Paris étudierait toutes propositions. Ecr. s/n° T025379M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ACHETEUR articles conditionnement, 39 ans, expérience pharmaceutique, sérieuses références, connaissances en anglais et espagnol recherche place stable pour 1981, préférence province. Ecr. s/n° T025458M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune homme, maîtrise d'allemand, bon. connaissance anglais, expérience 6 ans R.D.A. (enseignement traductions) recherche emploi. Ecrire M. COULON, 6, rue Lefevre, 17300 Rochefort.

Comptable, 32 ans, nationalité française, orig. asiatique, 4 ans exp., DEUG Éco probatoire, CEC de DECS. Libre sous 2 mois. Ecrire s/n° 3.183 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., 25 ans, B.T.S. ch. emploi, temps partiel, accueil ventes ou autre, prox. R.E.R. 886-90-10.

H.E.C., J.F., 40 ans, 7 ans expérience collaboratrice de direction, anglais courant, allemand, étudie toutes propositions situation, temps partiel. Ecrire n° 65.334 HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris

Femme 50 ans, commerçante durant quinze ans, ch. situation stable, région Paris-Est ou Paris (vendeuse, etc.). Ecrire s/n° 6079, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FEMME CADRE - 32 ans

- Resp. recouvrement et contentieux Export.
- Exp. crédits export.
- Ecole de commerce.
- Licence anglais.

Connaissant espagnol. Libre voyager. Etudie toutes propositions. Ecrire s/n° 3112 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Rédactrice de presse, 27 ans, diplômes universitaires, expér. serv. de presse et de responsable de l'information dans collectivité locale. Etudie toutes propositions de collaboration dans services information de municipalités et de comités d'entreprise. Pascale VIELET 17, rue d'Austerlitz, 75012 Paris Tél. : (16-1) 344-76-33.

RÉVISEUR COMPTABLE D.E.C.S. Sup. juridique et fiscal, com. aux comptes, 8 ans expér. révision, ch. poste fixe Paris. Ecrire s/n° 3114, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

2e arrdt

4 SEPTEMBRE, mini studio. CONFORT REFAIT NEUF. 85.000 F. Tél. 526-89-04.

3e arrdt

MARAIS dans magnifique imm. XVIe siècle en cours de rénovation. Pptaire vend superficies à la demande. En l'état : de 9.000 à 11.000 F Rénové : de 13.000 à 15.000 F Prestat. luxueuse. Très larges possib. d'aménagement. Crédit personnalisé. Tél. 278-29-20.

BEAUBOURG 96 m² tout confort; living 38 m², vue except., soleil, calme, ét. élevé, asc. possible. 840.000 F. 546-26-25 et 274-51-29.

4e arrdt

ILE SAINT-LOUIS, 200 m² S/cour d'honneur. Luxe. Calme. Plein soleil. Asc. Divisibles. 4 chbres, 2 bs - 325-10-56.

TEMPLE - B.H.V. - 354-86-10 **DUPLEX** 135 m² TRAVAUX.

SAINT-MERRI Dans très bel immeuble en rénovation. Propriétaire vd 3 P., entrée, cuis., 2 S. de bains, w.-c., poutres, 89 m², chf. Asc. Belles finitions - Tél. : 757-84-50.

QUAI D'ORLÉANS CHARMANTS ET RAFFINÉS, 80 m² et 90 m² SUR SEINE. Balcon 4e et 5e ét. sans asc. Px élevé. BURON 296-58-88.

6e arrdt

SAINT-PLACIDE Vaugirard 5 pièces 150 m², plein de charme, service. Possibilité parking. FRANK ARTHUR. T. 562-01-69.

VAVIN-RASPAIL Standing 2e ét. 4 p. bains, 102 m² + serv. Travaux à prévoir. Prise de possession à préciser avec vendeur. Prix : 850.000 F. 329-33-30.

7e arrdt

MÉTRO SÉGUR BEL IMMEUBLE BOURGEOIS 5/6 P. TOUT CFT. Impeccable. ORIGINAL - 567-73-82.

38, RUE VANEAU Reste à vendre. **36 m²** sur jardin. Neuf, ouest. **64 m²** + mezzanine, poutres, charme. S/pl. tous les jours, 14-18 h. 550-48-83 — 743-96-96.

CŒUR 7e, imm. P. de taille anc. Liv dble + chbre 3e ét. ss vis-à-v., asc., cft. 1.050.000 F. 548-68-16.

172 m² tout confort, 3e étage, 5 fenêtres sur Champ-de-Mars. Tél. : 548-22-83, 222-71-13.

8e arrdt

MADELEINE Près Bel immeuble pierre de taille, asc. **4 P.** Profession libérale possible **2 P.** Living double + alcôve, cuis. bains Sur place de 11 h à 19 h 6, RUE GREFFULHE, TÉL. 266-49-88.

9e arrdt

TRINITÉ dans bel immeuble, magnif. appart. 180 m², tt conft. Px 1.470.000 F. 371-21-84.

R. d'Aumale, imm. 1880. Élégant 4 p. 125 m² + serv. Libre juin 82, loué 4.500 F/m. 828-80-47

PARIS-9e. Urgent. Part. à part., 8e étage, ascenseur, deux lots à réunir. 38 m² logement, 30 m² terrasses. Visible tous les jours. Sauvaget, 20, rue de Rochechouart (9e).

Part. à part., beau 5 p., 100 m², tt cft., ensoleillé, 3e ét. gauche, 36 rue de Trévise. Vis. mercr, jeudi, 13 h 30 à 19 h 30.

12e arrdt

Mº BEL AIR récent 4/5 p., séj. dble, 3 chbres. Bains, 87 m². 4e ét. sur jardin. Park. 730.000. Tél. 885-15-21.

13e arrdt

EGLISE J.-D'ARC imm. récent. Ravissant duplex, parfait état, original liv. 3 chbres, bains, cuis. équipée. 150 m². Terrasse plein soleil. Park. 1.350.000 F. 322-72-48.

Mº TOLBIAC, imm. p. de taille **GD 4 P.** Cuis., bains, w.-c. chff central Parfait état. Prix intéressant. URGENT. Tél. 325-75-42.

14e arrdt

14e Récent. Et. élevé, 4 P. terrasse + loggia. 1.380.000 F - 548-58-16.

ALÉSIA-DIDOT 2 ATEL. ARTISTES en duplex. Px 600.000 F. Tél. 633-78-87.

15e arrdt

3/4 Pces récent. 4e ét., loggia, soleil, calme, rue et cour. 725.000 F - 548-58-16.

16e arrdt

AV. KLÉBER Grand appart dans bel immeuble pierre de taille. 170 m², 5 p. tout confort, soleil, chambre de service. Prix : 1.800.000 F. Téléphone : 505-62-82.

AVENUE RAPHAEL IMM. RÉCENT S/PARC, SALON S. A MANGER 2 CHBRES, 2 BAINS Serv. park. 727-89-39.

AV. MOZART IMM. NEUF. beau 3 P., 2e étage. 281-27-69.

Pr. MAIRIE 16e, immeuble récent 5e ét. balc. 5 p. 2 bs. Possib. park et chbre personnel. 705-24-10.

TROCADERO 23, rue Scheffer Immeuble 1860, séj., 3 ch. 2e ét. 125 m². Prix : 1.250.000 F. Mercredi 14-16 h. 272-40-19.

TROCADÉRO métro Passy IMM. PIERRE DE TAILLE chem., asc., chf cent. SÉJOUR AVEC GALERIE 1 CHBRE, entrée, cuis., bains. PRIX INTÉRESSANT 88, AVENUE DE NEW-YORK. Mardi, mercredi, 14 h. à 17 h.

17e arrdt

Chbre Mº LA FOURCHE, 6e étage, fenêtre, eau, électricité. Tél. 723-66-61, 526-92-13.

TERNES (voie privée) Splendide rez de chaussée, 340 m² avec terrasse. GARBI — 567-22-88.

BATIGNOLLES 3 p. à aménager s/jdin privatif. Téléphone : 272-40-19.

NIEL AFFAIRE EXCEPTIONNELLE Dans somptueux Hôtel Particulier. Magnifique Appartement à personnaliser. 5/6 P. 160 m² environ, 2 bains, 2e et dernier étage, calme, soleil. Prix incroyable : 1.380.000 F. Visite mardi et merc., 14 h. à 18 h., 17, VILLA AUBLET (donne 44, rue Laugier) ou téléphoner : PROMOTIC - 553-14-14.

19e arrdt

BEAU 3/4 PIÈCES 90 m² + loggia, garage, standing, clair, calme, impeccable. A.E.I. Tél. : 287-58-24.

GRENIER de caractère, rare, 3e étage, calme, sur jardin, 3 Pces, cuis., bains, 60 m², très bien rénové. Prix : 450.000 F - 805-58-70.

20e arrdt

CHBRE A RÉNOVER 25.000 F. 2 P., coin cuis., clair 50.000 F. Crédit propriétaire - 260-78-25.

78 - Yvelines

VERSAILLES R.G. 38 m². Plein sud. Confort. Parfait état. Cave, grenier. 285.000 F. Tél. : 955-00-60.

91 - Essonne

BRUNOY Vend appt. r.d.c. de 68 m². Compr. cuis. amén., séjour. 2 chbres, w.-c., s. de bains, loggia, parking, cave. 276.000 F + 24.000 F C.F. Tél. dom. 046-44-71 après 19 h. bureau 296-12-12 poste 5421.

92 Hauts-de-Seine

GARCHES Ravissant Appart. moderne Gd. séjour + 3 ch. 130 m², park. SUR GRAND PARC Michel & Reyl S.A. 265.90.05.

Spécial investisseurs Asnières, centre près gare **3 P.** 1er ét., clair s/rue et cour, 38 m², tt cft, cuis. équip. Refait neuf, bon placement. 215.000 F, rapp. an 168.000 F **GID** 281-33-35 + 35, 10-20 h. 257-51-62 + 89, domicile.

Etranger

PORTUGAL, CENTRE LISBONNE Beau 3 pièces, neuf, tt confort. Téléphone : 520-78-28.

appartements achats

URGENT paie comptant chez notaire. ACHÈTE 2 A 4 PIÈCES PARIS, Mme LEULIER, tél. : 261-69-81 ou le soir, 900-84-25.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet 15e, 566-00-75 recherche Paris 15e et 7e pour bons clients appts ttes surf. et immeub. Paiement comptant.

RECHERCHE appts 2 à 4 pièces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou sans travx. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-56, même le soir.

PARTICULIER recherche **BOULOGNE** ou **NEUILLY** grand standing

- dans immeuble existant, dernier étage, appartement 260/320 m² + terrasse avec possibilité « PENTHOUSE »

ou

- participation dans une promotion immobilière existante avec comme objectif la propriété d'un appartement comme indiqué ci-dessus

ou

- participation dans l'acquisition d'un terrain pour réaliser le même objectif.

Ecr. avec maximum de détails : Anne SARICA 8, avenue Hoche, 75008 PARIS.

boutiques

FAUBOURG-SAINT-HONORÉ TRÈS URGENT boutique sur cour, aménagements luxueux, installation haute sécurité conviendrait négoce bijoux pierres. Cession bail. GARBI. Tél. 567-22-88.

Mº MOTTE-PICQUET **MURS** BOUTIQUES Jean FEUILLADE. 566-00-75.

locations non meublées offres

Paris

SOLFERINO 1er ÉTAGE 340 m², 8 PIÈCES 3 sanitaires, 2 w.-c., garage. 7.300 + 1.000 F - 874-70-47.

PARIS (11e)

Mº PARMENTIER ou OBERKAMPF SANS COMMISSION Immeuble tout confort **STUDIO** 35 m² + terrasse 10 m², loyer 1.434 F, charges 313 F, parking 185 F. **2 PIÈCES** 54 m², loyer 1.745 F, charges 497 F, parking 185 F. S'adr. 53-61, av. Parmentier. Téléphone : 355-52-46.

PARIS 13e SANS COMMISSION Importante société loue dans immeuble récent bon standing **STUDIO** 32 m², loyer 1.124 F, charges 319 F, parking 248 F. **3 PIÈCES** 63 m², loyer 1.988 F, charges 591 F, parking 248 F. **5 PIÈCES** 105 m², loyer 2.986 F, charges 984 F, parking 248 F. S'adresser au gardien, 205, boulevard Vincent-Auriol Téléphoner heures bureau : **588-82-82**

54, r. La Fayette, Mº Le Peletier **4 P.** 2e étage avec asc. 90 m² + balc. tt cft. IDÉAL PROFESSION LIBÉRALE Bail mixte 4.000 F + cc. Administrat. : 281-33-34 ou 35.

Mº St-Marcel, 5, rue des Wallons **2 P.** 50 m² + balcon, parking, réc. tt cft. 2.200 F + cc. Administrat. : 281-33-34 ou 35.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavil., ttes banl., loyer gar. 5.000 F maxi. 283-57-02.

locations meublées offres

Région parisienne

Loue appart. 2 pièces, reprise meubles neuf, résidence Les Jardins de France, Fontainebleau, 1.250 F + CC. 545-15-14, h.b. ou 422-36-47 après 19 heures.

CRÉTEIL 10' PARIS studios meublés, linge, vaisselle, ménage compris, parking. 700 F par semaine. GANDOLFI, 73, rue Chéret. Tél. : 207-12-56 - 883-04-69.

locations meublées demandes

Paris

Pour diplomates, recherche appts Paris et villas ouest résidentiels pour LOCATION ou ACHAT. Embassy-Service, 562-78-99, 8, avenue de Messine, Paris-8e.

INTERNATIONAL HOUSE LOYERS GARANTIS rech. 1 à 6 pces pour banques et ambassades. Tél. 705-54-78.

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 6 PCES LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades - 285-11-08.

bureaux

VOTRE SIEGE A PARIS VOTRE SIEGE A LONDRES de 80 à 300 F par mois CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS G.E.I.C.A. TÉL. : 296-41-12 + 56 bis, rue du Louvre, Paris 2e.

A PARIS 2e ET 8e ARRDT bureaux meublés, sièges stés secrétariat-tél.-télex, etc. ACTE S.A. TÉL. : 261-80-88.

NOUS CONNAISSONS BIEN LE MARCHÉ DES BUREAUX...

NOUS EN AVONS CONSTRUIT, LOUE OU VENDU PLUS DE 200.000 m²

AVEZ-VOUS UN PROBLÈME DE VENTE, ACHAT OU LOCATION ?

APPELEZ-NOUS

U.F.I. - S.A.F.

622-10-10

Mme MERLHES

Constitutions ttes démarches **DOMICILIATION 8e** SECRÉTARIAT TÉLEX **AGECO 294-95-28.**

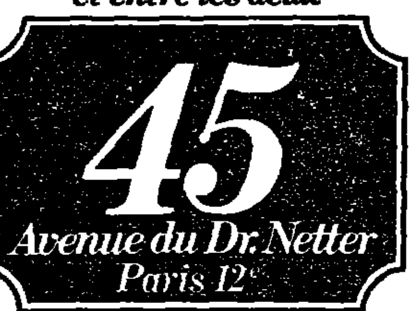
8e, QUARTIER AFFAIRES. BUREAUX LIBRES et OCCUPÉS. 80-130-160 m². Visite de 11 h à 19 heures. 8, rue GREFFULHE. 266-49-88.

CHAMPS-ÉLYSÉES loue directement un bureau ou + dans imm. stand. 563-17-27.

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS télex-secrétariat tous services **ASPAC** PARIS 8e 293.58.58 + votre SIÈGE SOCIAL délais rapides - prix compétitifs

constructions neuves

l'animation de la Nation, le calme du bois de Vincennes et entre les deux



Du studio au 5 pièces. *Habitable immédiatement. Visite sur place tous les jours sauf mercredi de 14 h à 19 h et le week end de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Tél. 345.10.02*

RÉALISATION STIM 723.78.78 GEFIC

Paris, permis de construire, CLUB SQUASH, TENNIS. Ecrire n° 811, Deva, 190, rue de la Convention, Paris-15e.

domaines

ACHÈTE GRAND DOMAINE à vocation forestière et chasse. Préf. dépts 45-41-18-89-58. Ecr. s/n° P20.0454 Havas Paris. 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

LOIRET 135 km de Paris Joli TERRITOIRE DE CHASSE de 148 hectares. Bois et plaine dont étang 5 hectares. bâtiments, ferme à restaurer, possibilité réduire superficie à 51 hectares ou 97 hectares. SBS VILLEMURLIN 45600 SULLY-SUR-LOIRE.

viagers

Étude Lodel, 35, bd Voltaire, Paris 2e. Téléphone 355-61-56. Spécialiste viager. Expérience. Discrétion conseils.

DENFERT-ROCHEREAU 3/4 P. 4e étage, ascens. + chbre service 380.000 F + 3.500 F vie durant uniquement homme 85 ans. L'occupation 2 têtes 80-85 ans. **F. CRUZ** 8, rue La Boétie 266-19-00.

FONCIAL VIAGERS 19, bd Malesherbes. (8e). Tél. 266-32-35. Spécialiste, 42 ans d'expérience, étude gratuite, rente indexée.

TROCADÉRO sans rente, 300 m², standing, occupé 1 tête, 82 ans. LODEL 355-00-44.

Libre, Neuilly-Sablons, 2 P. 40 m², 60.000 F + rente 2.000. LODEL - 355-00-44.

Alésia - Bel appt 80 m² tt confort, calme, occupé, 125.000 + rente 2.300. LODEL, 355-00-44.

pavillons

SCEAUX Mº Robinson Pavillon 6/7 pièces cuis. 120 m², cft, terrain. 870 m². Tél. 331-89-46.

immeubles

Vous désirez vendre VOTRE IMMEUBLE JE SUIS ACQUÉREUR Tél. le matin au 747-42-97 ou écrire : Noël AUFMAN, 21, r. Le Peletier, Paris-9e.

PARIS-9e IMMEUBLE HABITATION 1.000 m². Ecr. n° 810 Deva, 190, r. de la Convention, Paris-15e.

fonds de commerce

A VENDRE **PAS-DE-PORTE** à 77400 LAGNY Très bien placé. Centre ville. 1 BOUTIQUE 40 m², 2 grandes vitrines + 1 appartement au 1er étage, 3 pièces, cave, grenier, water-closet. **Tél. : 430-19-00** Bail nf. Loyer min. 1.000 F/mois.

BORDEAUX plein centre Pas-de-porte A. V. 60 m² excel. état. loyer 2.500 F mens. France Europe (56) 29-22-72.

locaux commerciaux

19e, immeuble pierre de taille récent. 5 bureaux, r.-de-ch., 104 m². 3.500 F/mois H. charges. SOGESTIMMO, 772-67-39.

villégiature

SKIEZ sur la voie lactée, entre **MONTGENÈVRE CLAVIÈRE CESANA SANSICARIO SESTRIÈRE BADONACCHIA** POOL-RÉSIDENCE VAL SUSA loue à la semaine appart. 4/6 pers. à partir de 1.400 F. ROTA-SNC CESANA (ITALIE) Tél. : 19 (39) 122-89-228 TROVA-VACANZE-BARDONECCHIA Tél. : 19 (39) 122-99-175 BACCON-CLAVIÈRE (ITALIE) Tél. : (39) 122-88-06.

villas

COTE-D'AZUR Peymeinade, 18 km de Cannes, jolie villa en hameau, de 3 pièces, jardin privatif, cuisine équipée. Habitable de suite. Prix : 528.000 F. Rens. : bureau de vente D 2562. entrée de Peymeinade, 06530 PEYMEINADE Téléphone : (93) 66-04-49.

COTE-D'AZUR A Antibes, jolie villa provençale de 3, 4, 5 pièces dans ensemble en hameau, piscine, tennis. Rens. : hameaux de Valbosquet, chemin de Valbosquet 06600 ANTIBES Téléphone : (93) 33-32-04.

DAMPIERRE (78) Dans un site classé, à vendre 4 luxueuses villas personnalisées de 200 à 225 m² sur terrains de 3 400 à 4 567 m² clos, privatifs et viabilisés. Prix à partir de 1.120.000 F. Téléphoner pour rendez-vous visite sur place au 901-23-02 ou 558-54-86.

10 KM VERSAILLES Site exceptionnel Vue splendide, villa récente, 200 m². Séj. 54 m², 5 chbres, 3 bns. Jard. 1.465 m². Urgent. 1.050.000 F. Tél. 954-68-00.

LA CELLE-SAINT-CLOUD Prox. gare, très résidentiel, calme, demeure luxueuse 300 m² habit. sur parc de 1.300 m². Prix : 2.100.000 F - 969-50-55.

A LOUER : TR. BELLE VILLA A PALM-BEACH, 4 pers. Gd conft. Piscine, près plage splendide. Personnel maison. Prix intér. Tél. M. Hocs, 266-09-99, Paris, H.B.

VILLE-D'AVRAY PRÈS GARE beau séjour, 5 chbres, 600 m², jardin 1.250.000 F. 603-60-08.

10 KM VERSAILLES Villa récente, 135 m² habitables. Séjour, chem., 4 chbres, 2 bains, bureau, gar., jard. 800 m². 780.000 F. Téléph. : 954-68-00.

fermettes

SUD DU CHER proximité plan d'eau 80 ha (voile, pêche) INDÉPENDANTE **SUR 5.000 m²** Fermette typique berrichonne 2 vastes pces, poutres appar., cheminée rust., four à pain, grenier facil. amén., nombreuses pces possibles dans grandes dépendances attenantes, eau, électricité à. b. sur place. **PRIX 120.000 F** Crédit person. jusqu'à 90 % **PROGECO II** 12, place St-Cyran 36000 Châteauroux. T. (16) (54) 22-30-21 ou 22-09-31.

propriétés

LOIRET 135 km DE PARIS Joli MANOIR 12 pièces Tout confort, dépendances, sur 27 hectares dont étang 6 hectares. Possibilité augmenter superficie SBS VILLEMURLIN 45500 SULLY-SUR-LOIRE.

MARCHE DES NOTAIRES ILE-AUX-MOINES - 56780 GOLFE DU MORBIHAN PROPRIÉTÉ sur 4 000 m². Situation exceptionnelle. 5 chambres, salle de bains, grand living sur terrasses. Entièrement décoré, meublé et équipé. Jardin paysagé, mimosas, eucalyptus, etc., descendant jusqu'à la plage privée. Mouillage : tirant d'eau 2 m 80. — Notaire Mº BAILLY. Téléphone : (1) 266-92-11.

Cause départ, particulier vend à 100 km de Paris, entre PITHIVIERS et SULLY-SUR-LOIRE, belle propriété sur 13 000 m² de terrain environ, piscine, mini-golf. Prix : 890.000 F. Tél. : bureau 576-22-97 et après 18 heures, téléphone : 569-45.49.

64 km de Paris, 23 km de Meaux **MAISON** 5 pièces sous-sol tt confort, calme, cheminée, tél. Terrain : 3.200 m² Prix : 400.000 F Tél. le soir ap. 18 h. 381-25-52.

YONNE - Superbe propriété à vendre, sur ss-sol. Rez-de-ch. : entrée, cuis., s. de séj., chbre. cab. toilette, w.-c. 1er étage : 2 chbres, salon, s. de bains. w.-c., balc. Chauff. cent. mazout. Bâtie sur 1.750 m² terrain. Le tout état impeccable. Téléphone : 658-27-14 Week-end : 16 (86) 66-44-40.



Le Monde

régions

Bretagne | La mer pour le pire et le meilleur

Bonne résistance à la concurrence

Brest peut devenir la station-service de l'Atlantique

Depuis quelques mois les géants de la mer font queue pour se faire réparer à Brest. L'un des plus gros pétroliers du monde, le « Prairial » (550 000 tonnes), de la Compagnie nationale de navigation (C.N.N.), vient d'arriver dans la grande cale de radoub. Son jumeau, le « Pierre-Guillaumat », de la C.N.N., l'a précédé dans le même ouvrage au début de l'année. Un autre navire de la même série qui en compte quatre, le « Batillus », de la Shell aussi, doit venir prochainement à la pointe de Bretagne pour être remis en état.

Ses deux grandes formes et ses quais occupés en permanence font que le port de réparation navale affiche complet. Ainsi six bâtiments de grosse taille sont pratiquement ensemble en carénage depuis la fin du mois de novembre 1980.

Est-ce à dire que Brest a finalement *réalisé* son vieux rêve de devenir la « station-service de l'Atlantique » ? Si les Ateliers français de l'Ouest (AFO), qui ont la concession de l'entretien des navires, *se réjouissent de la* situation présente, ils ne pavoisent pas pour autant. Ils soulignent combien la réparation navale est tributaire d'un marché fluctuant. Le moindre événement politique a une influence sur l'équilibre fragile des affrètements pétroliers ; les armateurs passent du profit à la perte en quelques jours. Dans un tel contexte, ils sont enclins à espacer les carénages de leurs navires. « *Or,* indique M. Philippe, secrétaire général des AFO, *nous sommes arrivés à une époque où les compagnies sont contraintes par la force des choses d'assurer la maintenance de leurs pétroliers. En outre, les règlements internationaux leur font obligation de les mettre en conformité avec les nouvelles règles de lavage des citernes qui arrive à échéance dans les mois à venir.* » Désormais, le nettoyage des pétroliers dont les réservoirs contiennent après déchargement des résidus d'hydrocarbures (environ 1 % de leur cargaison) ne se fera plus selon le procédé qui consistait à laver les citernes avec de l'eau chaude, laquelle après décantation est rejetée à la mer. Une nouvelle méthode est employée : on lave les citernes avec du « brut ».

La position nuancée des AFO (sept cent trente salariés) s'explique par la situation de la concurrence. Des centres de réparation navale comme Lisbonne, Rotterdam ou Singapour, *bataillent ferme pour assurer* leur plan de charge. « *Malgré tout, nous nous situons bien* », observe M. Philippe. Les écarts de prix se rapprochent entre les réparateurs. La différence n'est que de vingt points par exemple entre les cales européennes et celles d'Asie. En 1978, quand Brest était à l'indice 100, Singapour se situait à la cote 47. La carte de la qualité jouée par le grand port du Ponant est un atout apprécié des armateurs. Cependant la fidélité des compagnies n'est pas constante. Le pavillon libérien se place en tête, viennent ensuite les pétroliers français. Aucun armateur n'a de contrat privilégié avec Brest. Les carénages de chaque navire, même si celui-ci est un habitué du port, donnent lieu à chaque fois à une négociation particulière et difficile.

Malgré les incertitudes du marché, les AFO pensent avoir le vent en poupe encore pour longtemps. Ils envisagent de recruter plusieurs centaines d'ouvriers d'ici trois ans. Pour accélérer le plan d'embauche, les syndicats viennent d'annoncer leur décision de refuser des heures supplémentaires. En même temps, ils réclament un rattrapage des salaires.

JEAN DE ROSIÈRE.

Mise en service au début de l'année

La tour d'Ouessant ne suffira pas à garantir la sécurité dans la Manche

La « tour d'Ouessant » que le président de la République devait inaugurer au cours de ce mois de février a été mise en service au début de l'année 1981. Elle permet une meilleure surveillance du rail de navigation d'Ouessant mais son efficacité paraît déjà limitée.

C'est en 1976 que fut mis au *point* un *programme* de surveillance des côtes bretonnes qui comprenait plusieurs éléments. Trois « tours » devaient être construites sur les îles de Sein, Ouessant et Batz ; les images qu'elles captaient étant renvoyées à un centre situé sur la côte, à la pointe de Corsen, pour être exploitées par la marine.

C'est par Ouessant, en septembre 1979, que les travaux commencèrent, alors que la catastrophe de l'*Amoco-Cadiz*, quelques mois plus tôt, avait démontré *une fois de plus la nécessité* de la prévention dans le domaine de la sécurité maritime. L'ouvrage se compose d'une tour, haute de 72 mètres hors sol et *d'un diamètre de 6 mètres. Il est* ancré à 15 mètres de profondeur dans les rochers et construit en béton précontraint. Trois tambours métalliques de 10 mètres *de diamètre accueilleront dans le* haut des locaux de service et la vigie à vue panoramique réclamée par la marine.

Le radar, situé au sommet de la tour, a une portée de 36 à 40 milles nautiques. Mais s'il fonctionne depuis plusieurs semaines, un indicateur supplémentaire devrait, au cours des *jours prochains,* lui *permettre* une surveillance plus précise du « rail » de navigation.

La tour d'Ouessant est destinée à remplacer le sémaphore situé à proximité de l'ouvrage. La portée de l'ancien radar ne dépassait pas 30 milles et ne lui permettait pas de « balayer » le rail dans son intégralité. En effet, en 1979, après les catastrophes pétrolières, aux deux voies, une montante, l'autre descendante, est venue s'en ajouter une troisième plus éloignée (de 27 à 33 milles nautiques) réservée aux bateaux transportant des matières dangereuses.

Ce dispositif est complété par les patrouilles d'un bâtiment de la marine. Les images du radar sont actuellement renvoyées au moyen *d'un faisceau* hertzien sur les équipements du sémaphore, et la marine ne compte pas aller « habiter » la tour avant l'achèvement du centre du Corsen, *fin 1981, date à laquelle* elle quittera l'île pour ne laisser dans le nouvel ouvrage qu'une équipe de maintenance.

Le coût de la tour elle-même est de 16 millions de francs ; celui des équipements de 10 millions de francs. Avec le centre de Corsen, le montant total des travaux *atteindra 50 millions de* francs. Mais, dès aujourd'hui, son efficacité paraît limitée. Tout d'abord, parce que les deux autres équipements que devaient recevoir Sein *et Batz ne sont* pas encore sortis des dossiers. Ensuite, parce que les nouvelles règles de circulation qui doivent entrer en vigueur réduiront le nombre des voies de circulation à deux en les éloignant de la côte : la voie montante s'étendra de 24 à 29 milles ; la voie descendante de 33 à 38 milles.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Bateaux, notre cher patrimoine...

Le patrimoine d'une région ne se résume pas en une liste de châteaux. La Bretagne, forte d'une tradition maritime millénaire, a décidé de répertorier ses phares et ses salines, de réhabiliter ou même de reconstruire coquillières et sardiniers, de sauver ses anciens bateaux. *Tel est du moins l'objectif* de la Fédération régionale pour le patrimoine maritime de Bretagne, qui est née, en 1979, d'une constatation : alors que les flottilles de pêche et de cabotage de l'Armorique étaient, à elles seules, comparables à celles des *grands pays maritimes, cet héritage* pourrissait faute de soins. Forts de leur bonne volonté, des 70 000 F de subvention dont ils ont bénéficié au titre de la *charte culturelle en sacrifiant* une partie de leur temps de loisir, les membres de treize associations décidèrent d'unir leurs efforts pour faire connaître et sauver la mémoire maritime de la région. Ils multiplièrent les actions les plus diverses. Les Amis de Sinago et le Centre nautique de Moulin-à-Mer restaurent les vieux bateaux et, leur ayant rendu leur aspect d'origine, leur font reprendre la mer. Les Old Gafferts organisent des rassemblements où rivalisent les vieux gréements. D'autres réhabilitent ou même reconstruisent les bateaux de *pêche* : un coquillier en rade de Brest, un ancien bateau-pilote à Douarnenez, un canot sardinier, un cotre-dragueur de la baie de Bourgneuf. Enfin, un inventaire complet du patrimoine (constructions les plus variées, bateaux, équipements) a été entrepris et une plaquette d'information éditée (1).

On ne voit plus de coquilliers à voile dans la rade de Brest, et la plupart des conserveries de Douarnenez ont fermé. Alors, pourquoi restaurer ces vestiges du passé ? Les membres de la fédération se défendent d'être des « archéologues ». « *Le patrimoine,* expliquent-ils, *c'est ce que nous laissons à nos enfants : un littoral bétonné, désert six mois par an, un peuple ballotté au rythme des marées touristiques ; ou des côtes bretonnes actives (...) organisées sur le principe d'une gestion rationnelle des ressources. A l'heure où la pêche vit une escalade des coûts et une surexploitation des fonds, le retour vers d'autres technologies est inévitable.* »

M.-C. R.

(1) Fédération régionale pour le patrimoine maritime, secrétariat Musée de la pêche, Ville-Close, 29110 Concarneau. Prix de la plaquette : 10 francs.

PAS D'ACCORD

Les éoliennes ne sont pas démodées

Après notre article « L'éolienne d'Ouessant victime du bricolage » (le Monde *du 12 novembre 1980), nous avons reçu de M. Bernard Le Nail, secrétaire général du Comité d'études et de liaison des intérêts bretons (CELIB) les précisions suivantes :*

En Bretagne, les éoliennes d'Aérowatt alimentent en électricité une cinquantaine de balises situées à proximité des côtes. Cette société fabrique toute une gamme d'aérogénérateurs allant de 24 watts à 4 kW. Les aérogénérateurs qui équipent depuis près de vingt ans les grands phares des Roches Douvres, des Sept Iles, de l'île Vierge, de l'île aux Moutons, de Penfret et du Pilier ont ainsi une puissance de 3,6 kW sous un vent de 16 mètres à la seconde.

L'indifférence des pouvoirs publics à l'égard de l'énergie éolienne est un fait. Nous préparons d'ailleurs à ce sujet un petit Livre blanc. L'échec d'Ouessant est invoqué par de nombreux responsables (E.D.F., préfets, etc) depuis quelques mois en Bretagne pour souligner le manque d'intérêt de cette énergie. On oublie de dire que l'aérogénérateur de Tvind, au Danemark, qui a une puissance de 2 mégawatts (2 000 kW), fonctionne depuis deux ans et que les experts estiment qu'aux Etats-Unis, l'industrie de fabrication d'aérogénérateurs sera aussi importante que l'industrie aéronautique aujourd'hui.

La fabrication de grandes éoliennes est d'ailleurs une activité qui intéresse de près les « avionneurs ». S'il y a bricolage dans le *cas* de l'éolienne d'Ouessant, c'est bien d'abord dans le fait d'avoir confié à Aérowatt la fabrication d'un aérogénérateur de 100 kW. Cette P.M.I. spécialisée dans la fabrication de petits aérogénérateurs ne dispose pas des moyens nécessaires à la conception d'un tel engin. C'est comme si on demandait à un fabricant de petits avions de tourisme de construire un long-courrier. Nous pensons que la conception de grands aérogénérateurs est davantage de la compétence de la Société nationale aérospatiale par exemple, que de celle de petits constructeurs.

Je m'étonne que l'on n'ait pas cherché à reprendre les travaux menés dans les années 50 et au début des années 60 quand la France était au premier rang mondial pour les recherches sur l'énergie éolienne. Contrairement à ce qui a été dit depuis, les grands aérogénérateurs de Nogent-le-Roi et de Saint-Rémy-des-Landes fonctionnaient de façon très satisfaisante et les quelques incidents mineurs qui sont survenus dans leur fonctionnement étaient bien compréhensibles pour des engins expérimentaux. Seul le faible prix du pétrole a réellement motivé leur abandon à l'époque. Or ce prix aujourd'hui...

Pitié pour les îles Chausey

M. Jacques Ancellin, Breton et océanographe, nous écrit :

Je ne puis me défendre d'éprouver une certaine satisfaction à la lecture de l'article de M. André Kastler, qui, dans *le Monde* du 12 novembre 1980, constate que la réalisation du colossal projet de barrage de la baie du Mont-Saint-Michel n'est apparemment pas pour demain.

Cet ouvrage ne serait pas rentable à courte ni même à moyenne échéance, et il est probable *qu'aucun gouvernement ne* sera disposé à se lancer dans une telle opération. Du même coup, pour un temps, en tout cas, voici sauvé, sinon un des plus beaux, du moins un des sites marins les *plus attachants, celui des* îles Chausey, auquel s'associent, entre autres, les noms de Quatrefages et de Milne-Edward et le souvenir des premières observations, dignes de ce nom, effectuées dans notre pays sur la flore et la faune océaniques.

Une chance que la France ne veut pas saisir, nous déclare-t-on, à propos de ce barrage ? Je me dis que la chance, en l'occurrence, *c'est que l'énormité même du* projet et les obstacles à surmonter concourent à la sauvegarde de cette partie de notre patrimoine naturel.

Ce qui est en cause, ce n'est pas *seulement la démesure des installations* industrielles, ce ne sont pas seulement les bouleversements et les nuisances de tous ordres qu'elles engendrent (et dont la moindre précisément n'est peut-être pas *cette cauchemardesque* avalanche de béton) c'est aussi le fait que les habitants concernés ont, à juste titre, le sentiment *d'être les victimes désignées d'un* fléau qui épargne d'autres citoyens.

D'où ces phénomènes de rejet que beaucoup approuvent d'ailleurs, mais dont s'étonnent ou *font semblant de s'étonner* (car la plupart admettent en aparté qu'ils n'aimeraient pas voir une centrale s'implanter à leur porte) les technocrates, les gens en place et ceux qui, de loin, tirent profit de *la chose. Et l'impression* prévaut chez « les révoltés » que tout — il s'en faut — n'a pas été fait pour trouver des solutions plus « douces » ou pour amoindrir les dommages des solutions « dures ».

Le Monde

économie

ÉTRANGER

La C.E.E. augmente de plus du double sa faculté d'emprunt sur les marchés internationaux

Le conseil des ministres des finances de la C.E.E., réuni à Bruxelles le lundi 16 février, a décidé d'augmenter de plus du double la faculté d'emprunt de la Communauté sur les marchés internationaux des capitaux. La C.E.E. pourra désormais emprunter (en offrant une garantie sur son propre budget) jusqu'à l'équivalent de 6 milliards d'ECU (soit 6,9 milliards de dollars, au cours actuel, contre 3 milliards précédemment). Les ministres ont, par ailleurs, entamé une discussion sur les prix agricoles, ce qui a amené M. René Monory à déclarer que la France est bien décidée à obtenir la suppression des montants compensatoires (dont l'effet indirect est de stimuler la production agricole de la R.F.A., des pays du Benelux et de la Grande-Bretagne).

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le plafond des emprunts communautaires, qui avait été fixé en 1975 à 3 milliards de dollars intérêts compris, a été porté à 6 milliards d'ECU intérêts non compris, soit au cours actuel (1 ECU = 1,156 dollar et 1 ECU = 6 F) l'équivalent de 6,9 milliards de dollars. La décision vient d'être prise par les ministres des finances des Dix réunis lundi 16 février à Bruxelles. Aux termes de ce mécanisme de recyclage à usage interne, la Communauté est autorisée à emprunter sur le marché international des capitaux en vue de reprêter l'argent ainsi recueilli à ceux des Etats membres qui, du fait du renchérissement du prix du pétrole, éprouvent des difficultés de balance des paiements et ne trouvent pas le financement nécessaire. L'unanimité des Etats membres continuera à être requise pour l'octroi de tels prêts.

La suppression des montants compensatoires

L'expérience des emprunts communautaires se poursuit donc sans que pour autant il lui soit donné l'ampleur souhaitée par certains, et en particulier par les Français : le président du comité monétaire, M. Jean-Yves Haberer, directeur français du Trésor, croyait l'automne dernier que l'accord pourrait se faire pour porter le nouveau plafond à 10 milliards d'ECU (*le Monde* du 22 octobre 1980). La Commission, consciente des fortes réticences allemandes et néerlandaises, avait proposé 7 milliards d'ECU, seuil que les ministres ont encore réduit.

Les ministres des finances ont eu un bref entretien sur les problèmes que pose, de leur point de vue, la fixation annuelle des prix agricoles. Les propositions de la Commission n'ayant pas encore été adoptées, leurs commentaires se sont limités à quelques idées générales. Ils ont décidé de reprendre l'exercice lors de leur prochaine session en mars. M. Monory a insisté sur l'importance que la France accorderait, dans cette négociation sur les prix, à la réduction des montants compensatoires monétaires positifs (M.C.M.), à savoir les M.C.M. appliqués par les pays à monnaie naguère forte — R.F.A., pays du Benelux (1) — et surtout maintenant le Royaume-Uni, et qui jouent comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation. « *Notre objectif est que ces M.C.M. positifs soient éliminés en deux ans. C'est une affaire sur laquelle nous allons nous battre à fond. Il n'est pas possible de continuer à permettre artificiellement le développement de la production agricole des pays à monnaie forte* », a expliqué M. Monory.

Une situation hautement paradoxale s'est développée, compte tenu des protestations entendues pendant des années à Londres à l'encontre de la politique de prix élevés pratiquée dans la Communauté et du préjudice subi de ce fait par la ménagère britannique. Les prix garantis aux agriculteurs anglais sont actuellement supérieurs de près de 20 % à ceux payés aux exploitants français et italiens. C'est pour neutraliser les effets commerciaux de tels écarts que sont appliqués des M.C.M positifs dans les échanges. Une telle situation, qui résulte de la forte hausse de la livre sterling sur le marché des changes, joue bien sûr comme une forte incitation à la production.

Comme à l'accoutumée, les ministres des finances ont fait un tour de table sur l'évolution de la situation économique dans la Communauté « *J'en tire l'impression que depuis six mois notre situation s'est plutôt améliorée, alors qu'elle s'est plutôt dégradée chez nos partenaires* », a commenté M. Monory, qui a ainsi relevé par exemple que le déficit de la balance des paiements en R.F.A. est deux fois plus important qu'en France ; qu'aux Pays-Bas le pouvoir d'achat a diminué (alors qu'il a été maintenu en France) et que le chômage y a progressé de façon très spectaculaire ; qu'au Danemark, on prévoit pour 1981 et 1982 des augmentations de salaires limitées à 1 % ; qu'au Royaume-Uni, la diminution de la richesse est plus évidente que jamais.

Pendant le déjeuner, les ministres ont évoqué la politique monétaire actuellement pratiquée par les Etats-Unis. A en croire les Français ils seraient d'accord pour faire valoir à Washington qu'ils trouvent les taux d'intérêt américains actuellement pratiqués exagérément élevés.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Le florin continue d'être une monnaie assez forte au sein du S.M.E., mais pas le franc belge.

LA PRÉSENTATION DU PROGRAMME DE M. REAGAN

Le directeur du budget, M. Stockman : un météore arrogant

Le président Reagan doit présenter, mercredi 18 février, son programme économique qui comprend une diminution des dépenses publiques et une réduction des impôts. Cependant, le président de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., M. Kirkland, a déclaré que « les réductions budgétaires n'empêcheront pas les prix de l'énergie et de l'alimentation de poursuivre leur course inflationniste et ne réduiront pas le coût de la construction ». La centrale a demandé au gouvernement de mettre un terme à la hausse des taux d'intérêts, qui, selon elle, est responsable de l'augmentation des prix de tous les biens et services.

De notre correspondant

Washington. — Officiellement, le plan économique a deux maîtres d'œuvre. M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, et M. David Stockman, directeur du budget. Mais le quasi-homonyme du président est éclipsé par l'autre, dont le visage mince, mangé par de grandes lunettes d'écaille, figure en bonne place dans les magazines. On en arrive à parler du « plan Stockman », identifiant la nouvelle politique intérieure des Etats-Unis à ce météore de trente-quatre ans brusquement apparu dans le ciel washingtonien.

M. Stockman est le plus jeune membre du gouvernement. Il tranche avec cette assemblée d'hommes mûrs, millionnaires pour la plupart. Dans les réunions de cabinet — on en a vu un échantillon l'autre jour sur la chaîne N.B.C., — le président a une manière de dire « David » qui ne trompe pas, un ton paternel à l'égard de celui qui n'a même pas la moitié de son âge, mais aussi une extrême confiance, comme si toute idée produite par ce cerveau exceptionnel méritait d'être prise en considération.

Le directeur du budget symbolise mieux que tout autre la philosophie économique de la nouvelle administration. C'est un partisan déterminé de la libre entreprise, un ennemi farouche de la croissance du pouvoir fédéral. Son credo se résume d'une phrase : il faut réduire les impôts, les dépenses publiques et les réglementations administratives.

L'itinéraire de M. Stockman est assez curieux. Ce fils de militaire grandi dans le Michigan n'a pas eu une formation d'économiste. Il étudia d'abord l'histoire, puis s'orienta vers la théologie et enfin vers les sciences politiques. Ses connaissances fiscales et budgétaires furent acquises sur le terrain, lorsqu'il entra dans le « staff » d'un congressiste, avant de devenir lui-même, à vingt-neuf ans, représentant du Michigan au Congrès.

Le processus idéologique de ce méthodiste est encore plus confus. En 1964, il soutenait la campagne présidentielle d'un ultra-conservateur, M. Goldwater, mais pour devenir ensuite un ardent « radical » opposé à la guerre du Vietnam. Les années passent, les opinions de M. Stockman se modèrent, mais le balancier continue : il écoute religieusement les conseils du sénateur Moynihan (démocrate conservateur), devient le collaborateur enthousiaste du représentant John Anderson (républicain libéral), puis assume ses contradictions au Congrès en votant une fois pour les droits des femmes, une autre fois contre l'agence de protection des consommateurs...

C'est en septembre dernier que ce brillant parlementaire convainquit M. Reagan. On avait fait appel à lui pour préparer le candidat républicain aux premiers débats télévisés de la campagne électorale. M. Stockman était chargé de jouer le rôle de son ancien patron, M. John Anderson. Il le fit avec impertinence et talent. On l'appela à nouveau en octobre pour « jouer » M. Carter, et ce fut un autre succès. M. Reagan raconta autour de lui : « *Après John Anderson et Carter, c'était du gâteau.* »

Quel poste offrir à un homme aussi précieux ? On pensa à lui pour le département de l'énergie, mais il lutta pour obtenir la direction du budget, un poste-clé à ses yeux, qui permet de contrôler toute l'activité gouvernementale. Et de fait M. Stockmam est en train de donner à cette fonction une importance qu'elle n'avait pas eue depuis longtemps. Il met son nez partout, rafle des statistiques, les enfourne dans l'ordinateur, puis sonne le tocsin. M. Reagan l'écoute avec attention, mais ne le suit pas entièrement. Il n'a pas décrété, par exemple, un « *état d'urgence économique* », comme le préconisait son jeune collaborateur, se contentant de déclarer que les Etats-Unis connaissent le « *pire désordre économique depuis la grande dépression* ».

D'habitude, le directeur du budget ne va au Capitole qu'accompagné de ses assistants. M. Stockman, lui, arrive seul, et cloue le bec aux parlementaires les plus compétents. Il faut dire que ce célibataire travaille sept jours sur sept à raison de quatorze heures par jour. Un vrai bulldozer, avec tout ce que cela comporte d'assurance, d'arrogance et d'obstination. Il bouscule les ministres, les prend de vitesse. M. Edwards, secrétaire à l'énergie, ne lui pardonne pas d'avoir imposé si vite une libération des prix du pétrole. Le général Haig, secrétaire d'Etat, s'est opposé ouvertement à ce jeune homme prétentieux qui voulait supprimer d'un trait de plume une partie de l'aide à l'étranger et qui commence à lui faire de l'ombre...

M Stockman occupe un poste ingrat. Par définition, il doit se battre avec chaque ministre, puis plaider sa cause devant le Congrès. Cela ne l'empêche nullement de foncer. Le directeur du budget déborde d'enthousiasme, persuadé que l'Amérique est à un tournant et qu'il est, lui, au volant.

Son avenir dépend du plan économique auquel on l'identifie. Si les réductions d'impôts et la diminution des dépenses publiques donnent les résultats escomptés, M. Stockman troquera son image de météore contre celle de grand économiste. Dans le cas contraire, il sera le premier à payer l'échec de la politique gouvernementale. Et beaucoup de jaloux se feront un plaisir de le voir disparaître aussi vite qu'il est arrivé.

ROBERT SOLÉ.

Un bilan de la B.E.I.

LA FRANCE UTILISE PEU LES CRÉDITS EUROPÉENS

Comparée aux autres pays de la Communauté économique européenne, la France sollicite peu les crédits de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.). C'est ce qui ressort de l'analyse des activités de la B.E.I., en 1980, présentée le lundi 16 février par son président, M. Yves Le Portz.

En effet, sur 2,95 milliards d'unités de compte (près de 18 milliards de francs) de crédits accordés l'an dernier aux Etats de la C.E.E., les bénéficiaires français ne reçoivent (parce qu'ils ne demandent pas plus) que 9,5 % de ces sommes alors que l'Italie touche 43,7 %, le Royaume-Uni 23,3 %, l'Irlande 12,7 %, la Belgique 5,2 %, par exemple (1).

Créée en 1958, présidée depuis dix ans par M. Le Portz, la BEI emprunte sur les marchés financiers internationaux (européens, américains mais aussi à Tokyo, à Hongkong et à Singapour) pour prêter ces sommes — sur douze à vingt ans, sans bénéfices, au taux de 11 % environ, et en monnaies étrangères — aux différents pays européens afin de les aider dans leurs programmes de développement régional et d'économie d'énergie, essentiellement.

L'an dernier, quelque 12 milliards de francs de crédits ont été accordés par la BEI au titre de développement régional, la France ne recevant que 7,5 % des aides et l'Italie 47,4 %. Depuis 1958 le total des prêts à la France s'est élevé à près de 13 milliards de francs, essentiellement affectés aux secteurs de l'énergie et des télécommunications. Parmi les programmes les plus récents, on notera les crédits à E.D.F. (460 millions de francs) pour la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly (Loiret) et 350 millions de francs pour la modernisation de la raffinerie de Donges en Loire-Atlantique.

Pourtant M. Le Portz a précisé que les crédits de la BEI devaient être attribués en priorité aux petites et moyennes entreprises.

Le président de la BEI a encore souligné que les crédits de la Banque pouvaient, certes, être sollicités et attribués aux Etats, mais aussi aux entreprises, aux administrations et aux collectivités locales et aux régions

(1) La B.E.I. accorde aussi des crédits à une trentaine de pays n'appartenant pas à la C.E.E., mais liés par des accords de coopération (550 millions d'unités de compte, soit 3,3 milliards de francs).

L'Europe face aux exportations japonaises

BRUXELLES S'INQUIÈTE DES LIVRAISONS NIPPONES

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Dix, réunis le 17 février, ont exprimé une fois de plus leur préoccupation devant le développement rapide des livraisons japonaises à la Communauté. La résolution adoptée met en relief l'inquiétude que suscite dans les capitales de la C.E.E. l'accroissement très rapide des importations d'automobiles, tout particulièrement dans les pays du Benelux.

Le conseil des ministres a pris acte du fait que la Commission ait décidé de placer sous surveillance statistique les importations en provenance du Japon de trois grands types de production : les automobiles, les téléviseurs en couleur et tubes de téléviseurs en couleurs, les machines-outils. Il invite la Commission à lui faire rapport, dès que ce sera possible, sur l'évolution des importations concernant ces secteurs au cours des trois premiers mois de l'année 1981.

En fait, la Communauté, comme par le passé, manifeste des craintes, mais ne laisse prévoir à ce stade aucune mesure de sauvegarde. Le seul accent véritablement nouveau concerne l'inquiétude devant l'aggravation de la situation sur le marché bénéluxien — Ph. C.

Tokyo hésite encore à saisir le GATT

Alors que la Communauté européenne s'inquiète à nouveau de ses échanges commerciaux avec le Japon (voir ci-dessous), M. Saburo Okita, ministre nippon des affaires étrangères, se trouve de passage à Genève, officiellement pour une réunion d'« experts » de la CNUCED. En réalité, des contacts sont pris par le ministre japonais avec les responsables du GATT. Le gouvernement nippon avait menacé de saisir l'organisation internationale si la C.E.E. entravait les échanges internationaux, c'est-à-dire multipliait les obstacles à l'entrée des produits japonais en Europe.

« *Il y a un mouvement irréversible d'évolution de la division internationale du travail. Mais j'admets qu'il faut des aménagements au libéralisme — qui doit rester le principe de base du commerce international — pour le rendre supportable* », nous a déclaré M. Okita. Il a précisé qu'il devait rencontrer le directeur général du GATT. Le ministre japonais a répondu évasivement à la question de savoir s'il allait demander l'assistance et la protection de l'organisation internationale, gardienne du libéralisme commercial, dans ses relations avec la C.E.E.

« *Pour l'instant, cela est prématuré* » a-t-il déclaré, avant d'admettre que serait discuté ce qui se passerait au cas où le Japon demanderait au GATT d'intervenir.

« *Nous utilisons le principe des exportations prévues. Mais notre gouvernement est le premier à reconnaître, en le déplorant parfois, que les prévisions en la matière ressemblent assez aux prévisions météorologiques : elles sont plutôt aléatoires.* »

A la question de savoir si le Japon préférait négocier avec la C.E.E., représentant l'ensemble des pays européens à Bruxelles, sur une base multilatérale, ou plutôt sur une base bilatérale comme le préfère la France, M. Okita a répondu : « *Nous préférons les négociations multilatérales. La situation des pays européens est différente de l'un à l'autre. En fait, dans les négociations bilatérales, il y a parfois absence de négociations. Nous ne comprenons pas, par exemple, la limitation arbitraire française à 3 % pour nos ventes d'automobiles. Nous pensons que nous sommes, avec les pays européens, tous solidaires.* »

En ce qui concerne les variations des parités monétaires, M. Okita nous a déclaré : « *Le yen suit plus ou moins le dollar. En revanche, du fait de la dévalorisation relative des monnaies européennes, nos produits risquent de se trouver renchéris, donc moins concurrentiels sur nos marchés. J'ai d'ailleurs toujours dit, notamment à Bruxelles l'année dernière, que la spectaculaire augmentation des ventes de produits japonais en Europe est venue en grande partie de l'anormale sous-évaluation du yen au moment où elle a eu lieu.* »

Le yen fera-t-il l'objet d'une spéculation ? « *La spéculation est toujours possible, à tous moments, pour une raison ou pour une autre. Il est vrai, par exemple, que les taux d'intérêt américains sont très élevés par rapport aux nôtres.* »

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN.

AFFAIRES

UN P.D.G. EN COLÈRE

« Je fais la grève de la faim »

Depuis le mercredi 11 février, M. Raymond Marti fait la grève de la faim dans sa Mercedes 450 SEL, garée sur le parvis de l'église de la Madeleine, derrière la grille. On peut être P.-D. G., fréquenter la meilleure société de Mâcon (Saône-et-Loire) et devoir recourir à ce moyen extrême pour être entendu. Le moyen est extrême, mais la présence est discrète : un simple papier glissé sous l'essuie-glace, à côté d'une contravention : « *Je fais la grève de la faim.* » M. Marti a refusé banderoles et calicots.

Fondateur, il y a dix ans, d'une petite société d'import-export spécialisée dans la hi-fi, le Laboratoire service télé couleur, M. Marti passe un marché de Citizen band avec un producteur américain, Midland U.S M Marti a bien entendu parler d'une éventuelle réglementation de la vente de ces appareils. Il écrit aux administrations concernées. Pas de réponse. La vente, pour l'heure, est libre. Les douze mille Citizen band arrivent à Mâcon, où ils sont dédouanés, après que l'agent des télécommunications eut donné son agrément. Nous sommes le 15 décembre. Le 20 décembre paraît au *Journal officiel* un décret, du 15 précisément, qui interdit la vente des appareils de C.B ne correspondant pas aux normes fixées par l'administration des télécommunications. C'est le cas des douze mille C.B de M. Marti.

Il en a déjà revendu un bon paquet quand la brigade des enquêtes douanières de Lyon vient saisir la marchandise : quinze cents chez lui, deux fois mille chez ses deux clients principaux. Manque à gagner pour M. Marti, plus de 3 millions de francs. La catastrophe pour le petit entrepreneur dont le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 millions de francs en 1979, et 8 millions en 1980. « *Ma crédibilité bancaire est atteinte...* » Après des démarches diverses et nombreuses, les douanes donnent leur accord pour régler le litige, mais les télécommunications ne veulent rien savoir. L'avocat de M Marti a déposé un recours gracieux auprès du premier ministre, ce mardi 17 février.

Comme souvent en pareil cas, faire la grève de la faim pour une bavure administrative paraît un peu dérisoire. Aussi M. Marti veut faire plus. Exprimer le ras-le-bol de ceux « *qui vont au charbon* », comme l'a fait réellement son père Originaire d'Algérie. Il a fait treize ans de marine, où il a acquis un solide bagage mathématique. Il a créé sa société et réussi en Bourgogne Il est heureux avec sa femme et ses six enfants.

Les problèmes liés à la création et au développement des entreprises ont constitué les thèmes de discussion d'un déjeuner que le président de la République a offert lundi à l'Elysée à une vingtaine d'entrepreneurs créateurs d'entreprises, indiquait lundi soir une dépêche de l'A.F.P

JACQUES GRALL.

LE GROUPE MONTEDISON DIFFÈRE LE LICENCIEMENT DE SIX MILLE TROIS CENTS PERSONNES

Le groupe italien Montedison, numéro sept de l'industrie chimique mondiale avec plus de 40 milliards de francs de chiffre d'affaires, renonce momentanément à congédier six mille trois cents personnes sur les douze mille environ qu'il envisageait de licencier dans le cadre de son plan d'assainissement. Il a cédé aux injonctions de l'Etat, qui, redoutant un affrontement très dur avec les syndicats, l'a convaincu de différer la mise en œuvre de la première partie de son plan de licenciement.

A l'issue de très âpres négociations entre les dirigeants de la firme milanaise, les représentants du gouvernement et les syndicats, un accord avait failli être conclu samedi 14 février dans la soirée aux termes duquel les six mille trois cents personnes concernées auraient reçu, durant deux ans, une allocation de chômage compensatrice. Mais, au dernier moment, les syndicats ont exigé qu'à l'expiration de ces deux années ces six mille trois cents personnes soient réembauchées.

En signe de bonne volonté, la Montedison avait déjà accepté de ne pas réduire les effectifs de ses usines implantées dans le Mezzogiorno, la contrée la plus pauvre de l'Italie, durement frappée, de surcroît, par le récent tremblement de terre. Seul l'Etat, en qualité d'actionnaire majoritaire et de banquier du groupe, pouvait infléchir sa décision en le menaçant d'aller jusqu'à lui couper les vivres. Le gouvernement est persuadé du bien-fondé des mesures de réduction draconiennes de personnels prises par la Montedison, mais il ne veut à aucun prix se retrouver « piégé » comme dans l'affaire Fiat.

A. D.

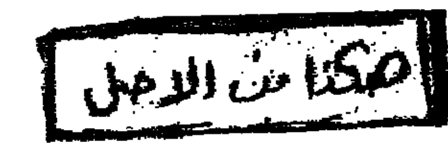
SOCIAL

Poursuite de la grève à l'imprimerie d...

La planche à billets refuse d...

DANIEL

ÉCONOMIE ET RELATIONS ... DANS L'ENTREPRISE



SOCIAL

Poursuite de la grève à l'imprimerie de Chamalières

La planche à billets refuse de tourner

Veillez à ne pas trop froisser vos billets, pour les faire durer : depuis début janvier, la planche à billets de la Banque de France, installée à Chamalières (Puy-de-Dôme), fief du président de la République, est en congé illimité. Les dix-huit mille salariés qui en ont la responsabilité ont *décidé de bloquer toute arrivée* de papier neuf et craquant, fabriqué à Vic-le-Comte, à quelques dizaines de kilomètres, et toute sortie *de billets* aux effigies de Delacroix, Voltaire et autres célébrités.

Sept convois, objets de soins de haute *sécurité*, ont dû être *annulés. Les ouvriers et agents* d'ateliers de Chamalières demandent à la direction de la Banque de France d'appliquer ses engagements pris en 1974 — à savoir accorder la parité de déroulement de carrière aux *ouvriers et agents d'ateliers* et aux secrétaires-comptables.

Le mouvement a discrètement commencé en octobre par une grève du zèle tournante. Sans résultat. On a alors franchi un cran : la planche à billets désormais *ne tourne plus. Plus de* grève donc, plus de retenue de salaires. A Chamalières, on passe son temps à l'entretien en attendant que la direction cède. Mais pourquoi donc se montre-t-elle intransigeante ? De *l'aveu des responsables C.F.D.T.*, qui, avec la C.G.T. et le syndicat autonome majoritaire, mènent le mouvement, *« la revendication est mineure, peu coûteuse »* (1). Alors ? Et chacun de soupçonner des desseins *« plus graves »* de restructuration...

Ainsi, devant la presse à Paris, le 16 février, la C.F.D.T. lance quelques *« fusées »*. Et si la Banque de France cherchait purement et simplement à éclater l'usine de Chamalières en différents centres *« pour combattre le pouvoir syndical »* ? La Banque a fabriqué, en 1980, *872 millions de coupures. Selon* les cédétistes, la direction a commencé *« un chantage à la sous-traitance »*. Une bonne partie des 100 millions de coupures qu'elle produisait pour divers pays de l'Afrique de *l'Ouest est déjà sous-traitée par* une imprimerie privée, Oberthur, près de Rennes ; en Seine-et-Marne, Arjomari-Prioux sous-traite la fabrication du papier.

Enfin le tri, cette opération qui *consiste à contrôler et vérifier* avant de remettre en circulation, est lui aussi en panne. *« La Banque de France est amenée à remettre en circulation des billets sur lesquels elle n'a exercé aucun contrôle,* accuse la C.F.D.T. ; *de fait, elle couvre ainsi la circulation d'éventuels faux billets »* (2). En 1980, 300 millions de coupures ont circulé sans contrôle ou presque, dit-on. Le tri lui-même, à en croire les syndicalistes, pourrait être restructuré, réalisé alors dans une trentaine de centres dispersés dans les régions. La Banque de France a déjà passé *commande de machines qui triplent* le rendement : quarante-cinq mille billets à l'heure au lieu des quinze mille par jour triés par un agent en moyenne. Ces centres pourraient être privés. Déjà, la Société des *transports de l'Ouest à Nantes est* le premier atelier de triage en sous-traitance privée.

Pour le moment, le gouverneur de la Banque de France demande d'arrêter le blocage et propose de négocier en avril, *affirment les syndicalistes*.

Ce sont principalement les autres banques qui risquent de faire les frais du conflit. Les billets neufs manqueront sous peu pour leurs distributeurs automatiques. Accepteront-elles *alors d'utiliser des billets* usagés, ce qu'elles ont refusé jusqu'à présent et que demande la Banque de France ?

A terme, enfin, les dirigeants C.F.D.T. redoutent la fermeture des petits comptoirs de la Banque de France, qui possède actuellement deux cent trente succursales. Une centaine de disparitions amènerait, selon la C.F.D.T., la suppression d'un millier des dix-huit mille emplois de la Banque de France.

Reste que la discrète mise en congé de la planche à billets peut plaire aux faussaires. Plus de tri ? Quelle aubaine

DANIELLE ROUARD.

(1) *Cf. le Monde* du 6 février 1981. La C.F.T.C., la C.G.C. et F.O. ne participent pas au mouvement. La revendication des grévistes est chiffrée à 500 francs par ouvrier, selon la C.F.D.T.

(2) Selon une source syndicale, le volume de fausses coupures de 50 F et 100 F croît rapidement *et pourrait bientôt, si cela* continue, atteindre 1 % de la monnaie fiduciaire.

Le gouvernement de Mme Thatcher tente d'éviter l'extension du conflit des mineurs gallois

(Suite de la première page.)

Dans l'immédiat néanmoins, les *syndicats paraissent déterminés* à l'affrontement et les dirigeants modérés s'alignent sur les positions des plus durs. M. Gormley a *souligné* que les mineurs ne se laisseraient pas *« acheter »* par une augmentation des indemnités de licenciement, tandis que M. McGahey, responsable communiste des mineurs écossais, prévoit que le mouvement de grève appuyé par les cheminots et les ouvriers de la sidérurgie prendra la dimension d'une grève nationale.

Intervention gouvernementale

Devant les réalités d'un affrontement national imminent, avec les mineurs, le gouvernement a été contraint d'assouplir sa position de principe de ne pas intervenir dans un conflit qui, selon les déclarations officielles antérieures, devait concerner exclusivement le Bureau national des charbonnages (N.C.B.) et le syndicat. Il est *soucieux* d'atténuer, par diverses mesures (transfert des mineurs licenciés vers des puits plus rentables, augmentation des indemnités de licenciement), les conséquences pénibles de la fermeture des puits. Il n'est, en revanche, nullement disposé à retenir la suggestion des mineurs d'un contrôle sur les importations, encore moins à augmenter la subvention de l'État qui, *évaluée* à 1,50 livre par *tonne*, est bien inférieure à celles dont bénéficient les charbonnages belges, allemands et français. Toutefois, le problème de la concurrence des charbons étrangers, notamment du dumping du charbon polonais, reste à l'arrière-plan des préoccupations, ainsi que les moyens d'augmenter la demande intérieure, comme l'attribution de prêts aux entreprises qui voudraient reconvertir leur installation pour utiliser le charbon comme source d'énergie de préférence au pétrole « étranger ».

Selon le point de vue officiel, il est impossible en tout cas d'utiliser l'argent des contribuables pour maintenir en existence des puits en voie d'épuisement ou peu mécanisés, ou bien d'encourager la production sans tenir compte des conditions du marché. Au lieu d'une demande annuelle de 130 millions à 150 millions de tonnes comme en 1977, le N.C.B. l'estime maintenant à 120 millions dont une partie croissante est couverte par des importations qui, en 1980, ont atteint 7 millions de *tonnes*, soit 200 millions de livres à porter au débit de la balance des paiements. Par suite de la récession qui frappe les principaux clients des charbonnages, à commencer par les entreprises nationalisées de l'électricité et de la sidérurgie, mais aussi de grandes sociétés comme Bowaters et Courtaulds, les ventes de charbon en 1981 ne dépasseraient pas 118 millions de tonnes.

Les mineurs, dans l'immédiat, se considèrent comme victimes d'une grande injustice, n'acceptant pas de *faire* les frais d'une productivité qu'ils ont sensiblement améliorée. *« Nous représentons le seul succès industriel de ces dernières années et voilà comment on nous traite... »*, s'est exclamé M. Gormley, d'autant plus mécontent que, surmontant l'opposition de la gauche de son organisation, il avait fait accepter à ses adhérents une diminution de leurs revendications salariales, en contrepartie d'accords de productivité.

Un tournant

L'expérience Thatcher arrive en fait à un tournant important. Le gouvernement, *embarrassé*, peut difficilement revenir sur sa doctrine, qui est de limiter au maximum les octrois de crédits au secteur public et aux entreprises nationalisées, d'autant que la droite du parti conservateur et les milieux d'affaires reprochent au premier ministre d'avoir déjà failli à ses principes et engagements en soutenant, aux frais du contribuable, des firmes *déficitaires* comme British Leyland, British Steel, et les chantiers navals. Cet assouplissement, disent-ils, coûte cher au secteur privé qui se maintient au prix d'une réduction massive des marges bénéficiaires, et aussi aux particuliers, puisqu'une augmentation de la taxation — des impôts indirects à coup sûr — paraît inévitable.

Cependant, Mme Thatcher ne peut être indifférente à un contexte politique défavorable. Les derniers sondages confirment non *seulement* l'avance *travailliste*, mais indiquent que le nouveau parti du centre en gestation pourrait, avec les libéraux, capter une *large proportion des mécontents*. D'où ses diatribes récentes contre la nouvelle formation qualifiée de *« socialisme au ralenti (...) répandant un poison aussi nocif que le Labour »*. Les attaques de M. Foot contre les dissidents travaillistes trahissent d'ailleurs la *même préoccupation* de voir s'éroder l'électorat travailliste traditionnel. Ainsi, les deux partis sont-ils poussés vers le centre, des *larges secteurs de l'électorat étant* aussi rebutés par l'évolution à droite des conservateurs que par la poussée à gauche des travaillistes.

Sur les conseils de ses ministres, Mme Thatcher a *accepté*, semble-t-il, de modifier l'image du gouvernement trop *dogmatique* et insensible au fléau du chômage. Elle répète bien qu'elle ne changera pas de politique, parce que, *dit-elle, « il n'y a pas d'alternative »*. Cette affirmation lui a valu d'être *surnommée* TINA (*There is no alternative*) par *M. Saint John-Stevas, qui doit* en partie à cette irrévérence d'avoir été éliminé du cabinet. En fait, les actes du gouvernement contredisent les propos doctrinaux de Mme Thatcher, reflétant le souci de ne pas créer un désert industriel sur la route de la regénération de l'économie.

Dans un récent entretien, Mme Thatcher, pour justifier sa politique, posait la question : *« Quelle est la meilleure infirmière ? Celle qui cajole son malade, l'obligeant à rester au lit, ou celle qui l'invite, à peine revenu de la table d'opération, à se lever ? »* Bien entendu, elle s'assimilait à la nurse énergique ; la réponse de bon sens a été exprimée par M. Rutherford, chroniqueur au *Financial Times* : *« Tout dépend de l'état du malade... »*

HENRI PIERRE.

ÉNERGIE

CIMENTERIE CONVERTIE EN MAYENNE.

Il y a vingt-cinq ans, pour 84 % le combustible utilisé par l'industrie cimentière française était le charbon : il y a deux ans, le fuel l'avait remplacé pratiquement dans les mêmes proportions. Aujourd'hui, dans le cadre de la politique nationale de diversification énergétique, le groupe Lafarge-France, qui exploite dix-neuf usines, revient au charbon, et cette reconversion devrait être achevée à la cimenterie de Saint-Pierre-la-Cour, en Mayenne, dès mars prochain.

L'usine de Saint-Pierre-la-Cour (250 employés) utilise 110 000 tonnes de fuel par an pour une production de 1,4 million de tonnes de ciment ; elle consommera 170 000 tonnes de charbon. Le coût de la thermie *« sera de 25 à 30 % inférieur »*, estime-t-on à la direction, mais il faut tenir compte des 60 millions de francs de travaux que nécessite cette petite révolution. Le charbon arrivera *par* trois trains de 1 200 tonnes chaque semaine ; il sera stocké dans un silo de 30 mètres de haut en béton et dans une aire de 1 hectare. Le combustible, acheminé par tapis roulants, sera broyé et séché dans un atelier commandé par ordinateur avant d'alimenter les trois tours de l'usine.

Précision donnée par Ouest-France : ce charbon viendra des États-Unis. D'où la réaction de la C.G.T. et du P.C. Les deux organisations estiment que *« la seule fourniture à Saint-Pierre-la-Cour du charbon nécessaire à la cimenterie donnerait du travail à deux cents mineurs français »*. — *(Corresp.)*

La C.G.T. veut s'opposer aux importations de charbon

Trois camions vidés de leur contenu dans le Gard

M. Pierre Delmont, président des Charbonnages de France, devait présenter mardi 17 février à la presse les résultats de l'entreprise nationale pour 1980. La veille, la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol C.G.T. a annoncé qu'une grève de vingt-quatre heures aura lieu le 13 mars dans le Languedoc-Roussillon, ainsi qu'une « immense manifestation » interprofessionnelle à Montpellier, a déclaré M. Augustin Dufresne, secrétaire général.

La C.G.T. entend s'opposer à la fermeture du puits Destival, occupé depuis le 9 mars 1980, dans la région d'Alès, ainsi qu'aux importations de charbon.

Rappelant que l'U.R.S.S. a décidé de supprimer à partir de cette année ses livraisons d'anthracite à la France, soit 600 000 tonnes ; que les importateurs n'arrivent plus à trouver d'anthracite sur le marché mondial et que l'approvisionnement du marché intérieur est « en état de rupture », notamment pour le chauffage de certains établissements publics dans le sud de la France, M. Dufresne a affirmé : « Maintenir dans ces conditions la décision de fermer le puits de Destival et abandonner ces 8 millions de tonnes qui donneraient du travail pendant vingt ans à deux mille mineurs est donc insensé et inacceptable. »

« La décision a été prise de ne plus permettre qu'un seul gramme de charbon étranger circule dans la région. Nous avons déjà eu des trains, des camions de charbon importé vidés sur les voies ferrées et les routes. Ces actions vont se multiplier et s'étendre à tous les bassins charbonniers de France. »

Le jour même de cette conférence, trois camions transportant, selon la C.G.T., du charbon d'importation ont été vidés de leur contenu par les mineurs cévenols sur les routes du Gard.

La situation des houillères du Centre et du Midi s'est améliorée

De notre correspondant

Saint-Étienne. — La production de charbon des Houillères de bassin du Centre et du Midi (H.B.C.M.), qui a atteint *5 438 000 tonnes en 1980*, est supérieure à celle de l'année précédente (un peu plus de 5,1 millions de tonnes) et à celle prévue au *programme. 27,3 % de cette production* ont été réalisés dans les exploitations découvertes. Avec E.D.F. dans les Landes, les *H.B.C.M. sont les seules en France* à exploiter du charbon à ciel ouvert. Le rendement-fond a dépassé pour la première fois en *moyenne annuelle le seuil de* 4 tonnes par jour. Le rendement fond et jour, lui aussi, a atteint un niveau record avec 3 235 kilos.

Les H.B.C.M. expliquent notamment ces bons résultats techniques par le poids croissant des Houillères de Provence, qui sont à *fort* rendement (près de 7 tonnes), le redressement de celles de Blanzy (Saône-et-Loire) opéré au cours du deuxième semestre, et aussi par *« les excellents résultats des Houillères de la Loire qui, en sursis de fermeture »*, peuvent *consacrer* tous leurs moyens à l'exploitation du dernier panneau de charbon préparé.

Quant à la production d'électricité, légèrement supérieure à celle des années précédentes, elle *s'est élevée à 4 643 millions de* kilowatts-heure, absorbant la moitié de l'extraction du charbon du bassin. Les effectifs *totaux s'élevaient, en fin d'année* 1980, à 10 951 agents, dont 8 500 ouvriers (4 507 ouvriers au fond), en baisse d'environ 7 %. *Cette diminution a été en partie* obtenue par des départs d'ouvriers en retraite anticipée (86) ; 180 ouvriers ont été embauchés, dont 137 au fond, essentiellement en Dauphiné et en Provence. — P.C.

Les résultats du bassin Nord-Pas-de-Calais sont inférieurs aux prévisions

De notre correspondant

Lille. — Dans le bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais, le bilan 1980 fait apparaître des résultats d'exploitation inférieurs aux prévisions. Par rapport à l'année 1979, la diminution de l'extraction est de 900 000 tonnes, soit quelque 200 000 tonnes de plus que prévu, avec pourtant des effectifs ouvriers un peu plus importants.

Pour M. Paul Mudry, directeur général des Houillères, qui a donné ce chiffre au cours d'une réunion à Douai, cet écart provient de difficultés de gisement rencontrées dans la plupart des chantiers. C'est ce qui explique aussi la chute du rendement moyen par mineur et par poste : 1 966 kilos contre 2 044 en 1979. Ces chiffres tombent après la session extraordinaire du conseil régional qui s'est tenue à Lens et au cours de laquelle a été affirmée la volonté de *« relancer les charbonnages »*. Tous les élus de la majorité ou de l'opposition, avec des motivations sans doute diverses, s'étaient accordés sur cette revendication jugée possible. Lors de sa visite dans le Nord les 9 et 10 octobre, le président de la République avait annoncé que la fermeture des mines, envisagée en 1985, serait reportée. Il confirmait en même temps la vocation du Nord pour le traitement des charbons importés. D'où l'annonce de la construction d'un nouveau quai à pondéreux à Dunkerque.

M. Mudry affirme pour sa part que *« le plan à long terme, révisé chaque année, a permis de freiner les réductions d'effectifs qui se sont toujours effectuées sans licenciement et qui atteignaient cinq à six mille unités par an. Elles sont tombées actuellement aux environs de trois mille »*. *« Il est pourtant malheureusement certain*, a poursuivi M. Thorn *que les conditions d'exploitation s'aggravent avec la profondeur et l'aide importante accordée au niveau national ne couvrant pas le déficit de l'extraction du bassin, la récession ne peut que se poursuivre. Le freinage de celle-ci, déjà largement amorcé, ne se confirmera que par l'obtention de résultats techniques acceptables et de résultats financiers supportables par la collectivité nationale. C'est à cette seule condition que le bassin pourra prolonger l'extraction charbonnière au-delà de 1985 »*. Au vu des résultats obtenus cette année, il n'est pas du tout cer-
M. Thorn, *que les conditions*
tain que cette condition sera remplie. — G. S.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *La reprise de la chocolaterie Union-Pupier, à Saint-Etienne.* — Le personnel C.G.T. de l'entreprise (cent trente-quatre salariés) ayant formulé une tierce opposition, et la société franco-américaine Union-International s'étant désistée après avoir été acceptée au bénéfice de la reprise par le tribunal de commerce de Saint-Etienne, la chocolaterie perpignanaise Cantalou se trouve à nouveau sur les rangs. Le P.-D.G. de Cantalou propose de reprendre cent personnes, alors que l'entreprise concurrente, qui avait fait des propositions financières plus intéressantes, n'en reprenait que cinquante. Dans un premier temps, le tribunal avait accepté la proposition de Cantalou, puis, devant la tierce opposition d'une société américaine, la Red Cardinal Corp., avait donné la préférence à Union Internationale, où Red Cardinal aurait eu une participation minoritaire. — *(Corr.)*

● *CIT-Alcatel a conclu un accord de coopération avec Laser Diode Laboratoires (L.D.L.)*, filiale du groupe américain MA-COM. Cet accord établit une coopération technique, industrielle et commerciale dans le domaine des composants opto-électroniques, qui sont utilisés dans les liaisons à fibres optiques. Pour les composants à faibles longueurs d'ondes, utilisés notamment dans le domaine militaire, C.I.T.-Alcatel obtient de Laser Diode la technologie des « diodes laser continues et pulsées dans la bande 0,8 à 0,9 micron », en vue de leur fabrication exclusive pour les marchés français et européen.

Automobile

● *Augmentation de la part des voitures importées.* Les ventes de voitures importées en France ont représenté, en 1980, 23,1 % des ventes totales (contre 22,1 % en 1979). Globalement, les ventes des voitures étrangères n'ont en effet fléchi que de 1 % (432 727 ventes) alors que le marché a baissé de 5,2 %. Ce résultat est dû, pour l'essentiel, aux progrès des marques ouest-allemandes et notamment Wolkswagen qui, avec 93 182 voitures vendues (+ 16,5 %) reste le premier importateur. Les marques japonaises, bien que leurs ventes aient été limitées à 2,93 % du marché, ont également enregistré des progressions spectaculaires, Datsun notamment (+ 37,6 %) devenu septième exportateur.

● *La filiale de Volvo aux Pays-Bas* pourrait passer sous le contrôle du gouvernement néerlandais. Celui-ci, qui détient 45 % du capital des usines Volvo Car B.V., porterait sa participation à 55 %, selon un des dirigeants du syndicat néerlandais B.H.L.P. Le ministère des affaires économiques confirme que des négociations sont en cours avec la maison mère suédoise. En octobre 1979, l'Etat avait prêté 155 millions de florins (329 millions de francs) à Volvo Pays-Bas, qui est déficitaire depuis 1974. La capacité de production doit être réduite de quatre-vingt-neuf mille voitures en 1980 à quatre-vingt mille en 1981. — *(A.F.P.)*.

● *Daimler-Benz* (Mercedes) a amélioré son chiffre d'affaires de 12 % en 1980, ses ventes étant passées de 27,4 milliards de DM (63 milliards de francs) à 30,7 milliards (71 milliards de francs). La progression a été plus forte à l'étranger (+ 17,2 %), où les ventes ont atteint 16,9 milliards de DM (39 milliards de francs), que sur le marché intérieur allemand (+ 7 % et 13,8 milliards de DM, soit 31,8 milliards de francs). Les ventes de véhicules utilitaires ont augmenté davantage que celles de voitures particulières (14,6 % contre 11,6 %). Le groupe, qui emploie désormais 183 400 personnes, a créé 8 980 emplois en 1980. — *(A.F.P.)*

Etranger

ETATS-UNIS

● *Les investissements étrangers aux Etats-Unis* ont diminué en nombre, mais se sont accrus en valeur, en 1980. Selon une étude du Conference Board, institut patronal d'études économiques, 387 investissements industriels ont été recensés l'année dernière contre 434 en 1979. Il s'agit de la première réduction du nombre des investissements étrangers depuis cinq ans. Cependant, pour 219 de ces investissements dont la valeur est connue, le montant global s'est élevé à 6,4 milliards de dollars contre 4,9 milliards il y a deux ans. Cette augmentation est due à des opérations massives de la part d'entreprises multinationales telles que Nissan (Japon), Renault (France), Dominion Bridge (Canada) et I.B.H. Holding (R.F.A.). Sur les 387 investissements enregistrés en 1980, 173 ont concerné l'acquisition d'entreprises américaines, 160 la création de nouvelles installations et 54 l'agrandissement d'unités existantes. La R.F.A. demeure le premier investisseur aux Etats-Unis avec 96 investissements contre 83 en 1979, suivie par la Grande-Bretagne (77 contre 74), le Japon (60 contre 55), le Canada (46 contre 69), la Suisse (26 contre 37) et la France (18 contre 30). — *(A.F.P.)*

GRANDE-BRETAGNE

● *Fermeture de quatre raffineries de sucre en Grande-Bretagne.* — Après l'annonce de l'arrêt d'une raffinerie de sucre de canne à Liverpool appartenant au groupe Tate and Lyle, c'est au tour de la British Sugar Corporation de fermer quatre de ses dix-sept raffineries de sucre de betterave. Cette décision fait suite à celle du gouvernement britannique, qui détient près de 25 % du capital de British Sugar, de réduire la production betteravière en Grande-Bretagne, dans le cadre de la politique sucrière communautaire. La capacité de production de la British Sugar sera ramenée de 1,35 à 1,15 million de tonnes par an. — *(A.F.P.)*

● *Après trois ans de travail*, une commission officielle d'enquête composée de spécialistes du ministère du travail et de British Rail vient de rendre un rapport préconisant l'électrification de la plus grande partie du réseau ferroviaire national. Les chemins de fer britanniques ayant, à la différence de plusieurs grands réseaux européens, choisi, après la guerre, de substituer le diesel à la vapeur, leur réseau n'est actuellement électrifié qu'à 21 %. Or, la hausse des prix des produits pétroliers a fini par rendre très onéreuse l'exploitation du parc diesel. Le recours à l'électricité constituerait donc, selon la commission, une source importante d'économies pour British Rail, qui connaît en ce moment des problèmes financiers.

L'aménagement des principales lignes nécessiterait un investissement de 775 millions de livres (8,9 milliards de francs) que British Rail pourrait financer grâce à un accord de leasing. — *(A.F.P.)*

JORDANIE

● *La France a accordé des crédits à la Jordanie* pour un montant global de 300 millions de francs à l'occasion de la visite à Paris de M. Hanna Odeh, président du conseil national de la planification. Ces crédits sont destinés au financement du programme d'équipements en télécommunications de la Jordanie et de la construction du complexe de phosphates d'Akaba.

Social

● *Les délégués syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. des chantiers navals Dubigeon-Normandie de Nantes* ont refusé, lundi 16 février, que leur durée hebdomadaire de travail soit augmentée de cinq heures et ont estimé préférable que deux cents jeunes soient embauchés pour la construction d'un paquebot danois. La direction avait proposé que les deux millions et demi d'heures de travail nécessaires, d'ici 1982, à la construction d'un paquebot danois soient réalisées par la mise en place de la semaine de quarante-cinq heures. Les syndicats considèrent que cette commande pourrait être satisfaite grâce à l'embauche immédiate de deux cents jeunes sans emploi.

● *PRECISION.* — M. Robert Lion, auteur d'un « point de vue » sur l'architecture du quartier de la Défense (*le Monde* du 17 février), est toujours délégué général de l'Union des H.L.M., contrairement à ce que nous avons indiqué. M. Lion ne quittera en effet l'Union des H.L.M. qu'à la fin de 1981 pour se consacrer à des actions en faveur du tiers-monde. Il sera remplacé par M. Bernard Brunhes (*le Monde* du 20 janvier).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U. ..	5,1445	5,1555	— 310	— 285	— 630	— 580	—1480	—1350
$ can. ...	4,2620	4,2725	— 250	— 215	— 480	— 415	— 970	— 840
Yen (100).	2,4765	2,4840	+ 25	+ 55	+ 110	+ 155	+ 450	+ 525
DM	2,3125	2,3190	+ 15	+ 20	+ 25	+ 35	+ 170	+ 215
Florin ...	2,1275	2,1360	+ 10	+ 25	+ 45	+ 75	+ 220	+ 285
F.B. (100).	14,3390	14,3875	— 210	— 95	— 460	— 215	— 650	— 290
F.S.	2,5380	2,5470	+ 55	+ 85	+ 150	+ 190	+ 585	+ 675
L. (1 000).	4,8750	4,8930	— 300	— 245	— 625	— 520	—1625	—1425
£	11,6145	11,6455	— 350	— 255	— 490	— 340	— 190	— 80

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 3/4	9	10	10 1/8	10 1/2	10 5/8	10 13/16	10 15/16
$ E.-U. ..	17 1/2	17 3/4	18 1/16	18 3/16	18 1/16	18 1/4	18 5/16	18 7/16
Florin ...	9	9 1/4	9 7/16	9 9/16	9 1/2	9 3/4	10	10 1/8
F.B. (100).	9	10 1/2	12	12 1/8	13	13 1/4	13 1/16	13 13/16
F.S.	5	6	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	7 5/8	7 7/8
L. (1 000).	16	17	17 1/2	18 1/2	17 3/8	18 3/8	18 1/4	19 1/4
£	14	14 3/8	14	14 1/4	14 3/8	14 5/8	12 3/4	13
Fr. franc.	10 3/8	10 5/8	10 3/8	10 5/8	10 1/2	10 3/4	11 3/4	12

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE OUVRE UNE AGENCE A BUCAREST

M. Maurice Lauré a inauguré le 13 février, en présence de M. Nicu-lescu Mizil, vice-premier ministre du gouvernement roumain, l'agence de Bucarest de la Société Générale.

Cette agence, qui succède au bureau de représentation ouvert dès 1978, est la première succursale off-shore d'une banque française dans les pays socialistes européens. Elle s'ajoute aux implantations que la Société Générale possède déjà à Belgrade, Berlin, Moscou, Sofia et Varsovie, sous forme de bureaux de représentation et à Budapest sous forme d'une participation à la Central European International Bank, première banque mixte Est-Ouest installée dans un pays socialiste européen.

Pendant son séjour en Roumanie, M. Lauré a été reçu en audience par le président de la République, M. Ceaucescu, et s'est entretenu avec les ministres des finances et du commerce extérieur, avec M. Hauta, gouverneur de la Banque Nationale de Roumanie, et avec les présidents de la Banque Roumaine du Commerce Extérieur, de la Banque d'Investissements et de Banque Agricole de Roumanie. Il a rencontré de nombreux dirigeants d'entreprises industrielles et commerciales.

Les coordonnées de l'Agence de Bucarest de la Société Générale sont : 16, bulevar Balescu, BUCAREST 1 ; tel. : 15.17.30, telex : 10.651 SOGEB R.

SINTRA

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1980 s'est élevé à 617 millions de francs, contre 328 millions de francs pour l'exercice 1979. L'importance de l'augmentation enregistrée s'explique par l'apport des activités reçues, avec effet rétroactif au 1er janvier 1980, de CIT-Alcatel. Hormis ces activités, la progression d'un exercice à l'autre ressort à 14 %.

UFIMEG

Les recettes de la société pour l'ensemble de l'exercice 1980 se sont élevées à 41 200 000 francs.

La société percevra, en outre, les sommes dues par l'Etat au titre de la garantie donnée par convention pour compenser les effets du blocage des loyers.

Le produit global des recettes de l'exercice écoulé devrait ainsi avoisiner 41,7 millions de francs contre 38,4 millions de francs en 1979.

AMAX

Bénéfice record pour Amax en 1980

Amax Inc. a annoncé un bénéfice net record de 470,4 millions de dollars, soit 7,48 dollars par action ordinaire pour 1980, contre le record précédent établi en 1979, soit 365,3 millions de dollars et 6,49 dollars par action.

Le bénéfice d'exploitation avant impôt s'est élevé à 739 millions de dollars contre 554 millions de dollars en 1979.

Au quatrième trimestre 1980, le bénéfice net a atteint 88,7 millions de dollars (1,35 dollar par action ordinaire) contre 103 millions de dollars et 1,82 dollar par action au quatrième trimestre 1979 et 100,3 millions de dollars (1,53 dollar par action ordinaire) au troisième trimestre 1980.

Les ventes de Amax Inc. pour l'année 1980 ont légèrement dépassé celles de 1979 pour atteindre 2,9 milliards de dollars.

Le chiffre d'affaires plus élevé du molybdène et du charbon, ainsi que la prise en compte de celui des phosphates et de Rosario Resources Corporation ont été contrebalancés par une diminution des ventes de cuivre et de nickel.

La part d'Amax dans les bénéfices avant impôt d'Alumax a augmenté de 9,8 millions de dollars, passant à 82,9 millions de dollars, du fait du bénéfice réalisé sur la vente d'une exploitation de bauxite en Australie.

Les revenus divers incluent 17 millions de dollars de gain avant impôt sur la cession des actions de la Louisiana Land and Exploration Company. Les frais financiers ont augmenté à cause de l'accroissement des emprunts et des taux d'intérêt.

Les crédits d'impôt à l'investissement se sont élevés à 55 millions de dollars contre 33 millions de dollars en 1979.

M. Gousseland, chairman and chief executive officer d'Amax Inc., a attribué en partie les résultats records d'Amax en 1980 au programme d'investissement à long terme de la société. « Les investissements réalisés au bon moment nous ont donné une position diversifiée dans le domaine des ressources naturelles ainsi que des installations modernes, qui ont favorisé Amax dans la médiocre conjoncture économique mondiale de 1980. »

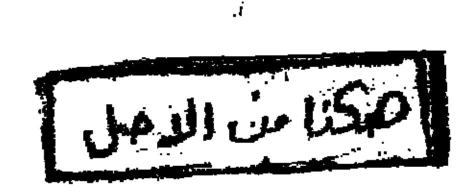


LES MARC…

PARIS

La hausse se poursuit

BOURSE DE PARIS



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

17 FÉVRIER

La hausse se poursuit

Le mouvement de hausse ne faiblit pas. Mardi, l'indicateur de tendance termine en progrès de 0,50 %.

La détente constatée sur le dollar n'est pas suffisamment nette pour annoncer le reflux de la monnaie américaine. Avant le discours que doit tenir, mercredi, le président des Etats-Unis, et compte tenu de la fermeture, en début de semaine, des marchés financiers américains, les opérateurs restent donc à Paris très prudents.

La légère amélioration de l'activité de l'industrie française au mois de janvier n'a pas été prise en compte par les investisseurs, qui sont toujours très sélectifs dans leurs achats.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics s'est encore distingué : Routière Colas gagne 4,7 %, Dumez 4,1 %, Générale d'entreprise 3,9 %.

Parmi les hausses sensibles, on note également Avions Dassault (+ 4,2 %), Générale de fonderie (+ 4,3 %), D.M.C. (+ 4,1 %), Bis (+ 3,9 %). Matra (+ 3,5 %) et Elf-Aquitaine (+ 3,4 %) se redressent. Alsthom (+ 3,7 %) est au plus haut de l'année.

Les écarts les plus importants à la baisse sont enregistrés sur Mét. Nav. Dunk. (- 6,7 %), au plus bas de l'année, Compagnie de navigation mixte (- 2,6 %), Casino (- 2,6 %), Ruche picarde (- 3,8 %), Sefimeg (- 1,52 %).

Aux étrangères, les mines d'or sont en progrès. Dans le sillage des cours du métal jaune, à Londres, le premier fixing s'inscrit à 498,50 dollars (contre 490,25 dollars). A Paris, le lingot gagne 550 F à 87 550 F et le napoléon 3,10 F à 875,10 F. L'emprunt 7 % 1973 est en hausse de 0,60 %.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

IMMOBAIL-B.T.P. — Le chiffre d'affaires s'est élevé en 1980 à 110,36 millions de francs, en progrès de 14 %. Le bénéfice net est en hausse de 12 %. Durant l'année écoulée, la société s'est portée acquéreur de neuf immeubles donnés en location simple. La valeur d'acquisition de ce patrimoine représente 145 % des fonds propres.

COMPAGNIE BANCAIRE. — La société a décidé une distribution d'actions gratuites (à raison d'une action pour trois anciennes).

UFIMEG. — Les recettes de l'exercice 1980 se montent à 41,7 millions de francs (contre 38,4 millions).

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX *enregistre pour 1980 un chiffre* d'affaires de 4,43 milliards de francs (contre 3,9 milliards).

TOYOTA MOTOR. — Diminution du bénéfice semestriel, qui passe de 65,08 milliards à 57,22 milliards de yens. Le dividende intérimaire est inchangé à 7 yens.

Pour l'ensemble de l'exercice, la société prévoit un bénéfice de l'ordre de 114 milliards de yens, en retrait d'environ 20 %.

EASTMAN-KODAK. — Au cours de l'exercice 1980, la société a réalisé un bénéfice net de 1,15 milliard de dollars (soit 7,15 dollars par action), contre 1 milliard de dollars. Le chiffre d'affaires passe de 8,03 à 9,73 milliards de dollars.

DU PONT. — *Augmentation du dividende trimestriel qui passe de 50 à 60 cents par action.* La société précise qu'il ne s'agit pas de relever le dividende total annuel, mais de mieux le répartir.

AMAX enregistre pour l'exercice écoulé un bénéfice net de 470,4 millions de dollars (*soit 7,48 dollars par action*), contre 365,30 millions de dollars.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	13 févr.	16 févr.
Valeurs françaises	96,2	96,4
Valeurs étrangères	102,5	103,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	106,9	106,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 17 fév.	10 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13/2	17/2
1 dollar (en yens)	207	207,45

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

	6 févr.	13 févr.
Valeurs franç. à revenu variable	891,9	899,8
Valeurs étrangères	1311,9	1323,0
Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	128,7	128,4
Assurances	222,5	221,3
Banques et soc. fin.	93,2	93,2
Sociétés foncières	146,9	146,9
Soc. investissem. portef.	113,7	114
Agriculture	164	154
Alimentat., brasser., distil.	154,3	156,1
Automob., cycles et leurs équipem.	46,6	46,3
Bâtim., mat. constr., trav. publics	174	179,5
Caoutchouc (industr. et comm.)	50,7	49,9
Carrièr. salin., charb.	123,2	121,7
Construct. mécan. et naval.	130,3	128,9
Hôtels, casinos, thermal.	187,1	186,4
Imprimeries, papiers, cartons	127,7	128,7
Magasins, comptoirs d'exportation	100,6	100,6
Matériel électrique	138,1	133,5
Métallurgie com. des prod. métal.	35,4	34,2
Mines métalliques	123,7	118
Pétroles et carburants	158,6	154,5
Produits chim. et électro-métall.	139,1	141,5
Services publics et transp.	120	120,5
Textiles	88,1	102
Divers	153,7	154,2
Valeurs étrangères	177,5	177
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	87,9	87,3
Sociétés	96,1	94,9
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	99,1	98,3
Emprunts d'Etat	99	98,5
Emprunts garantis et assimilés	98,7	98
Sociétés	99,7	98,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 29 décembre 1961		
Indice général	107,6	106,9
Produits de base	93,2	91,1
Construction	167,6	161,9
Biens d'équipement	109,9	108
Biens de consomm. durables	61,9	61,7
Biens de consomm. non durables	82,2	85
Biens de consomm. alimentaires	120,3	121,7
Services	177,7	178,5
Sociétés financières	113,4	113,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	218,3	218,9
Valeurs industrielles	96,1	95,3
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	133,2	133,4

NEW-YORK

Les marchés financiers étaient fermés le lundi 16 février, jour férié aux Etats-Unis.

BOURSE DE PARIS — 17 FEVRIER — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
			S.P.E.G.	180	178	Immobail B.T.P.	213 50	215	(M) S.O.F.I.P.	90 20	90 20
3 %	29 30	1 151	U.A.P.	562	562	Immobanque	300	292	Fonc. Lyonnaise	1300	1300
[illegible]											

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.F. (Sté Cent.)	772	773
Ass. Groupe Paris-Vie	2000	2000
Concorde	340	338
Epargne de France	379	380
Financ. Victoire	300	298
France I.A.R.D.	147	145
GAN (Sté Centr.)	740	742

[illegible]

HORS-COTE

Compartiment spécial

[illegible]

Autres valeurs hors cote

[illegible]

SICAV

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2787	4,5 % 1973	2474	2498	2494	2470
3175	C.N.E. 3 %	3098	3100	3091	3091
450	Afrique Occ.	475	480 50	482	477
475	Air Liquide	475 10	480	480	480
108	Als. Part. Ind.	118 10	115 60	115 10	115
[illegible]					
131	E. Saut.-Duv.	131 70	131	131	128 90
495	Essilor	540	550	560	539
230	Esso S.A.F.	235	239	240	238
340	Eurafrance	340	338	336	335
1060	Europe n°1	1044	1050	1055	1050
[illegible]					
285	Olida-Caby	285	287	287	282
40	Omni Part Inter.	39	39 50	39 40	39 50
105	Opfi-Paribas	102 10	103 40	103 40	103
97	Papet. Gascogne	96 50	100	100	100
130	Paris-France	121 50	121 50	121 50	119 10
[illegible]					
235	— (obl.)	247	247	247	242 20
320	U.I.S.	305	301 50	301	301 50
160	U.C.B.	160	160	160	157 10
167	Un. Fr. Banque	158 10	159 10	159 10	157 60
164	U.T.A.	158	157	157	157
[illegible]					
640	Deutsche Bank	635	634	634	631
385	Dome Mines	400 50	404	403	404
190	Du Pont-Nem.	231 50	226	225 70	222
320	Eastman Kodak	356	344 70	345	344 70
126	East Rand	95 90	96 60	97	95 10
121	Ericsson	142 30	138 30	138 30	137 50
360	Exxon Corp.	370 50	370	370	365
92	Ford Motor	102	103	102	102
240	Free State	230 20	234	233 80	237
90	Gencor	86 50	86	86	85 05
275	Gen. Electr.	320	314	314	314
205	Gen. Motors	248	244	244	247 90
53	Goldfields	50 20	48 50	48 50	48 15
93	Harmony	85 10	87	86 75	88 70
7 50	Hitachi	7 90	7 75	7 75	7 85
255	Hoechst Akt.	261	263 20	263 20	261 50
[illegible]					
76	Sony	76	75 50	75 50	75 50
270	Unilever	277	272 50	272 50	....
96	Un. Min. 1/10	98	97	98 40	95 05
270	Unit. Techn.	275	272	272	275
385	West Drief.	363	360	360	367
270	West Deep	259 50	260	259	265 20
375	West Hold.	360	363	364	363
285	Xerox Corp.	286	280	280 20	280
2 85	Zambia Corp.	2 71	2 74	2 74	2 71

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 17/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 207	5 085	4 900	5 150
Allemagne (100 DM)	230 980	231 450	225	237
Belgique (100 F)	14 369	14 368	13 550	14 250
Pays Bas (100 fl.)	212 800	212 540	206	217
Danemark (100 krd)	76 410	76 420	72 500	77 500
Norvège (100 k)	93 790	93 200	90	95
Grande-Bretagne (£ 1)	11 715	11 539	11 350	11 950
Grèce (100 drachmes)	9 780	9 770	....	....
Italie (1 000 lires)	4 898	4 873	4 550	4 950
Suisse (100 fr.)	253 270	254 380	247	260
Suède (100 krs)	108 790	108 350	106	111 500
Autriche (100 sch)	32 690	32 670	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 837	5 775	5 600	6
Portugal (100 esc.)	8 965	8 880	8	9 900
Canada ($ can 1)	4 325	4 214	4 080	4 310
Japon (100 yens)	2 482	2 488	2 370	2 500

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 17/2
Or fin (kilo en barre)	88000	87550
Or fin (en lingot)	87000	87550
Pièce française (20 fr)	872	875 10
Pièce française (10 fr)	500	501
Pièce suisse (20 fr)	600	604
Pièce latine (20 fr)	597	596
Souverain	780 50	775
Pièce de 20 dollars	3302	3301 20
Pièce de 10 dollars	1655	1640
Pièce de 5 dollars	825	.....
Pièce de 50 pesos	3500	3525
Pièce de 10 florins	610	618

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 17 février 1981 a été tiré à 587 151 exemplaires.

AU CENTRE HOSPITALIER DE RENNES

Une infection a provoqué la mort de six opérés du cœur

De notre correspondant

Rennes. — L'inspection générale des affaires sociales (IGAS) vient de procéder à une enquête au centre hospitalier régional de Rennes à la suite d'une série de décès suspects constatés à la mi-octobre 1980 dans le service de chirurgie thoracique et cardio-vasculaire, dirigé par le professeur Yves Logeais. Cette série de décès serait due à une infection provoquée par un liquide physiologique fabriqué par la pharmacie du C.H.R. le « soluté de Ringer » et utilisé notamment sous forme de perfusion lors des opérations à cœur ouvert. « *Nous avons dès la mi-octobre*, explique le directeur du C.H.R., M. Bernard Cottencin, *pris diverses mesures au nombre desquelles l'arrêt de la fabrication dans la pharmacie de l'hôpital du « soluté de Ringer »*.

L'enquête de l'IGAS, qui a duré trois mois, a eu pour but de rechercher si une faute avait été commise à l'occasion de la fabrication ou de la manipulation du produit incriminé. « *En 1979*, ajoute M. Cottencin, *le service de chirurgie thoracique et cardio-vasculaire a pratiqué quatre cent quarante-trois opérations à cœur ouvert et, dans les trente jours après l'opération, nous avons constaté trente-six décès. En 1980, pour cinq cent trois interventions, il y a eu vingt-trois décès y compris ceux de la période troublée de la mi-octobre.* »

C. T.

[Au ministère de la santé et de la Sécurité sociale, on précise que c'est à la suite de six cas de septicémies à germes banaux survenus entre le 1er et le 14 novembre 1980 dans le service de chirurgie thoracique et cardio-vasculaire du C.H.R. de Rennes que l'IGAS a mené une enquête. On précise aussi que les médecins du service avaient d'eux-mêmes cessé toute intervention chirurgicale sous circulation extracorporelle et étaient parvenus ainsi à circonscrire cette épidémie. On confirme enfin que ces décès sont vraisemblablement consécutifs au mode de préparation « artisanal » du « soluté de Ringer ».]

LES PRÉSIDENTS DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE FORMULENT QUATORZE PROPOSITIONS POUR L'AMÉLIORATION DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION

L'assemblée générale des présidents de chambre de commerce et d'industrie, qui se tenait à Paris les 16 et 17 février, a consacré l'essentiel de ses travaux aux problèmes du commerce et des services. La synthèse en a été présentée à M. Maurice Charretier, ministre du commerce et de l'artisanat. Elle tient en quatorze propositions que MM. Robert Delorozoy et André Perceval, respectivement président et vice-président de l'A.P.C.C.I., ont évoquées devant la presse le 17 février.

Si les quatorze propositions sont d'un intérêt inégal, elles n'en traduisent pas moins les préoccupations actuelles des élus consulaires, soucieux de participer à la reconquête du marché intérieur par l'adaptation des circuits de distribution.

Aussi bien, les chambres de commerce et d'industrie réclament-elles :

1) L'accès à la télévision et à la radio d'un groupe représentatif de commerçants dans les mêmes conditions que les organisations de consommateurs ;

2) L'institution d'un brevet de maîtrise commerciale ouvrant aux commerçants l'accès à des prêts à taux bonifiés ;

3) De nouveaux modes d'intervention des organismes financiers et bancaires en faveur du commerce ;

4) Un nouveau cadre juridique pour les entreprises commerciales individuelles en vue de leur assurer une meilleure couverture sociale et une plus grande justice fiscale ;

5) Un arrêt des discriminations fiscales dont sont victimes les commerçants ;

6) Une reconquête du marché intérieur, par le rétablissement d'une véritable collaboration entre le commerce et l'industrie ;

7) Une amélioration de la connaissance statistique du milieu commercial pour mieux maîtriser l'évolution des structures de ce secteur ;

8) Une poursuite de la pause en matière d'autorisation d'implantation de grandes surfaces, avec une meilleure prise en compte des observations formulées par les chambres de commerce et d'industrie ;

9) Un plan départemental d'aménagement commercial, pour sauvegarder les équilibres commerciaux ;

10) La création d'un fonds d'intervention pour juguler la spéculation foncière dans les centres-villes ;

11) Une politique de maintien de l'activité commerciale en milieu rural ;

12) Un véritable statut pour les épouses de commerçants ;

13) L'abrogation du statut des coopératives d'entreprises si celui-ci n'est pas strictement respecté ;

14) Une sensibilisation des commerçants aux techniques informatique et télématique.

● *Le supplément d'instruction de l'affaire de Broglie.* — M. André Chevalier, président de la chambre d'accusation du tribunal de Paris, chargé du supplément d'information dans l'affaire de Broglie, a confronté lundi 16 février le meurtrier, M. Gérard Frèche, et M. Serge Tessèdre, soupçonné de l'avoir recruté à la demande de l'ex-inspecteur Guy Simoné. Les deux hommes sont restés sur leurs positions. M. Frèche, assisté de Mes Marcel Ceccaldi, Jean-Yves Leborgne et Charles Robaglia, déclare avoir vu M. Tessèdre au volant de sa voiture près du lieu du crime aussitôt après que celui-ci eut été commis le 24 décembre 1976. M. Tessèdre le conteste.

● *La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme* n'a pas critiqué la révocation de M. Bidalou comme nous l'avons écrit, à la suite d'une confusion, dans *le Monde* du 12 février. La LICRA nous demande de préciser qu'elle ne prend jamais position sur les affaires intérieures « *qui ne concernent en rien le racisme ou l'antisémitisme* ».

● *Football.* — Michel Hidalgo, le directeur de l'équipe de France, a communiqué, mardi 17 février, la composition de l'équipe qui rencontrera l'Espagne, mercredi, au stade Vicente-Calderon de Madrid. Il s'agit de : 1. Jean Castaneda (St-Etienne) ; 2. Gérard Janvion (Saint-Etienne) ; 4. Léonard Specht (Strasbourg) ; 5. Christian Lopez (Saint-Etienne) ; 3. Maxime Bossis (Nantes) ; 6. Didier Christophe (Monaco) ; 9. Jean-François Larios (Saint-Etienne) ; 10. Michel Platini (Saint-Etienne) ; 8. Alain Moizan (Monaco) ; 7. Bruno Baronchelli (Nantes) ; 11. Didier Six (Strasbourg).

UN ATTENTAT CONTRE LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION EST REVENDIQUÉ PAR LE F.L.N.C.

Un attentat, revendiqué au nom du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), a été commis, lundi 16 février, vers 23 h. 15, au ministère de l'éducation, situé 54, rue de Bellechasse, à Paris (7e). La charge explosive, placée au premier étages, dans l'un des bureaux des concours administratifs a endommagé plusieurs pièces du ministère, détruit des armoires contenant des documents et creusé un cratère dans le plafond.

Un gardien de la paix qui venait prendre son service devant l'immeuble du ministère de l'éducation a été légèrement blessé à la jambe. Toutes les vitres des immeubles faisant face au ministère ont volé en éclats sous l'effet de la déflagration.

Le préfet de police, M. Pierre Somveille, s'est rendu sur les lieux de l'attentat tandis que les pompiers de cinq casernes éteignaient un début d'incendie. Dans un message téléphoné à l'agence France-Presse, un correspondant se réclamant du F.L.N.C. a revendiqué cet attentat et confirmé plusieurs autres actions dont celle commise contre l'Office italien du tourisme à Paris : « *Le F.L.N.C. issu du peuple corse et au service de ce peuple*, a expliqué ce correspondant, *poursuivra en Corse comme en France la lutte de libération nationale.* »

CONSEIL DES MINISTRES EXTRAORDINAIRE LE 23 FÉVRIER A RAMBOUILLET

Le deuxième conseil des ministres extraordinaire, destiné à faire le point sur les « actions prioritaires » assignées au gouvernement, aura lieu le lundi 23 février à Rambouillet. Un premier conseil extraordinaire, réuni le 16 janvier, avait examiné seize des vingt-neuf « actions prioritaires » définies par le président de la République dans la lettre qu'il a adressée au premier ministre, le 13 novembre 1980.

LA C.G.C. REPORTE AU 28 MARS SA DÉCISION SUR LA PRÉSENTATION D'UN CANDIDAT A L'ÉLYSÉE

La C.G.C. ne dira que le 28 mars si, oui ou non, elle présente un candidat à l'élection présidentielle. Son comité confédéral devait se prononcer les 20 et 21 février, mais le bureau de la centrale, le lundi 16, a repoussé la décision de cinq semaines.

Ce report a été approuvé à l'unanimité, alors que depuis quelques jours la rechute dans les dissensions internes avait paru menacer la centrale, après que M. Marchelli (métallurgie) eut vivement critiqué M. de Santis (V.R.P.) pour avoir annoncé que sa fédération était hostile à l'entrée de la C.G.C. dans l'arène électorale.

Il semble, en effet, que les dirigeants comme les militants aient senti le danger, et l'intervention unitaire de M. Jean Menu, président, à l'ouverture de la réunion du bureau, fit le reste.

Certes, les opinions demeurent partagées sur le lancement d'un candidat dans la compétition. Mais tout le monde estime que la C.G.C. doit se prononcer le plus tard possible.

Si le pacte pour l'emploi des cadres est considéré comme une acquis, en revanche, le conseil des ministres qui devait l'entériner a été reporté du 17 au 23 février. Le C.N.P.F., jusqu'à présent, repousse les revendications de la C.G.C. sur le statut du militant syndical cadre. La C.G.C. a recueilli diverses promesses sur la participation des cadres dans les conseils d'administration, mais le résultat de ses démarches est très modeste.

La confédération risque d'être prise entre deux feux : se contenter d'un si faible bilan et perdre la face, ou bien entrer dans la course à l'Elysée et ne récolter qu'un score médiocre.

D'autre part, des contacts vont être pris auprès des municipalités pour recueillir les cinq cents signatures, le nom du candidat restant en blanc, celui de M. J.-L. Maudinaud (pétrole) étant probable.

Une proposition tendant à donner une consigne de vote pour le premier tour, qui aurait été un coup de semonce à la majorité, a été rejetée.

Trois militaires français à Prague ont été rappelés à Paris « à la suite d'incidents »

Plusieurs incidents impliquant des attachés militaires occidentaux se sont récemment produits en Tchécoslovaquie et en U.R.S.S.

Le Quai d'Orsay a confirmé lundi 16 février que deux membres du bureau militaire français à Prague ont été rappelés « *à la suite d'incidents dont ils ont été victimes* » et sont déjà revenus en France. En contrepartie, selon l'usage, deux membres du bureau militaire tchécoslovaque à Paris ont été priés de quitter la France. De plus, un adjudant français a quitté Prague et un membre non diplomate du personnel de l'ambassade de Tchécoslovaquie a quitté Paris.

Le gouvernement français ne tenant pas à envenimer l'incident ne l'avait pas rendu public, mais, à la suite des mesures de rétorsion, l'agence tchécoslovaque C.T.K. a annoncé, lundi après-midi, que les deux militaires français, le lieutenant-colonel Huet et le commandant Hudelist, « *coupables d'activités d'espionnage* », avaient été priés de quitter la Tchécoslovaquie. Cette version est inexacte, dit-on à Paris, puisqu'ils ont été rappelés par leur gouvernement. Selon l'agence C.T.K., les deux officiers ont pénétré « *dans une zone militaire interdite, en Bohême centrale* ». Selon de « *bonnes sources à Prague* » citées par l'A.F.P., les 8 et 9 décembre 1980 et les 28 et 29 janvier dernier, ils ont été appréhendés et détenus sans pouvoir communiquer avec l'extérieur.

Un autre incident a mis aux prises, le 4 février à Tabor, au sud de Prague, la police tchécoslovaque et le commandant britannique Knight et le colonel canadien Zrymiak, contraints de quitter leur voiture par un jet de grenades lacrymogènes.

Enfin, selon le *Washington Post*, un attaché militaire américain à Moscou, le commandant Holbrook a quitté l'Union soviétique en janvier après avoir été victime d'une tentative de chantage. Visitant Rovno, près de la frontière polonaise, « *pour se rendre compte des préparatifs militaires soviétiques* », le commandant Holbrook a été séparé du colonel Spencer, qui l'accompagnait, et qui était tombé malade, peut-être après avoir été drogué. On aurait alors tenté de prendre de lui des « *photos compromettantes* » et un colonel soviétique lui proposa d'« *arranger les choses* ». Le colonel Holbrook, qui raconta aussitôt l'affaire à ses supérieurs, avait été auparavant pressenti comme conseiller militaire du vice-président des Etats-Unis, M. G. Bush.

LA FRANCE PRÉCONISE UNE SOLUTION POLITIQUE A LA CRISE SALVADORIENNE

M. Eagleburger, sous-secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis pour les affaires européennes, qui fait actuellement une tournée dans plusieurs capitales européennes, a eu ce mardi matin 17 février un entretien de deux heures avec M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, au cours d'un petit déjeuner de travail.

Interrogé sur ce sujet, le porte-parole du Quai d'Orsay a répondu : « *M. Eagleburger a fait part à M. François-Poncet des informations recueillies du côté américain sur les appuis extérieurs, notamment en matière de livraisons d'armes, dont bénéficie la guérilla salvadorienne. Du côté français, on étudie ces informations. Si elles étaient confirmées, la France ne pourrait que condamner de telles ingérences.* »

« *Il est rappelé à cette occasion*, a-t-il ajouté, *que le gouvernement français, préoccupé par la situation dans cette région du monde, réprouve les violences dont l'ambassadeur de France à San Salvador a été victime en 1979 et souhaite qu'une solution politique soit trouvée dans le cadre du Salvador.* »

[Cette déclaration fait allusion à l'enlèvement, en 1979, de M. Michel Dondenne, ambassadeur de France au Salvador, qui a été retenu prisonnier pendant plusieurs semaines. Depuis cette date, la France n'a plus de mission diplomatique au Salvador, mais un agent consulaire, une Française, ancienne employée de l'ambassade et mariée à un Salvadorien. En revanche, le Salvador a toujours son ambassade à Paris et un nouvel ambassadeur a récemment présenté ses lettres de créance à M. Giscard d'Estaing.]

En Italie

LES « BRIGADES ROUGES » REVENDIQUENT L'ASSASSINAT DU DIRECTEUR D'UN HOPITAL DE MILAN

Milan (A.F.P.). — Le directeur de l'hôpital polyclinique de Milan a été tué à coups de feu mardi matin 17 février. Le professeur Luigi Marangoni venait de sortir de chez lui et prenait sa voiture pour se rendre à l'hôpital lorsque des hommes se sont approchés et ont ouvert le feu sur lui. Blessé grièvement à la tête, le professeur Marangoni devait succomber peu après.

L'attentat a été revendiqué par par les Brigades rouges dans un appel téléphonique au quotidien « Il Corriere d'Informazione ».

Au Maroc

PLUSIEURS DIZAINES D'ÉTUDIANTS DES UNIVERSITÉS DE RABAT ET DE FÈS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS

(De notre correspondant.)

Rabat. — Une quarantaine d'étudiants en sciences de l'université de Rabat ont été arrêtés, vendredi 13 février, après une nouvelle intervention des forces de police faisant suite à une grève des cours de soixante-douze heures, apprend-on ce mardi. La grève de l'Institut des statistiques et de l'économie appliquée de Rabat se poursuit.

A Fès, d'autre part, quatre-vingt-dix étudiants ont été arrêtés et certains auraient été déférés à la justice après des incidents sur le campus, provoqués par des bagarres entre étudiants intégristes et étudiants de gauche. — R. D.

REPLI DU DOLLAR SUR DES MARCHÉS TRÈS NERVEUX

Après leurs flambées du lundi 16 février, les cours du dollar se sont repliés sur des marchés des changes très nerveux, l'amplitude des variations reflétant les incertitudes des opérateurs. C'est ainsi qu'à Francfort, la monnaie américaine, qui avait bondi lundi de 2,20 DM à 2,25 DM, est revenue mardi à 2,20 DM, puis 2,23 DM pour s'inscrire à 2,21 DM en fin de matinée. La Bundesbank, qui ne s'était pas manifestée en début de semaine, a attendu, le jour suivant, que des ventes de dollars, notamment en provenance des pays arabes, se produisent, pour appuyer le mouvement de repli et l'accélérer un peu.

A Paris, l'évolution a été similaire : le dollar, qui était passé, lundi, de 5,0650 F à 5,20 F, est retombé à 5,09 F pour remonter à 5,16 F et s'établir, toujours en fin de matinée, un peu au-dessus de 5,12 F. Quant à la livre sterling, elle a suivi le dollar, revenant, à Paris, de 11,71 F à 11,58 F environ, et ceci malgré l'annonce d'un excédent record de la balance commerciale britannique en janvier (757 millions de livres, soit 8,8 milliards de francs). Les taux d'intérêt sur l'eurodollar ne montent plus et se sont même légèrement détendus.

Fait important, les tensions au sein du Système monétaire européen se sont atténuées, le cours du deutschemark à Paris, qui avait, lundi, franchement « décollé » de son cours plancher de 2,3033 F pour atteindre 2,31 F, a atteint 2,3150 F et même 2,32 F.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once s'est légèrement raffermi, remontant de 487 dollars à 497 dollars environ.

LE PRIX DES LIBRAIRES A M. CLAUDE BRAMI

Le vingt-septième Prix des libraires a été décerné, ce mardi 17 février, à Paris, à M. Claude Brami pour son roman intitulé *le Garçon sur la colline*, publié aux éditions Denoël.

Le livre primé est choisi par un jury de libraires au terme d'une opération de vote par correspondance et bénéficie d'une importante mise en place.

[Né à Tunis en décembre 1948, M. Claude Brami a interrompu ses études universitaires en mai 1968 pour écrire des romans policiers sous divers pseudonymes. En 1977, il obtient le Grand Prix de littérature policière pour un ouvrage, paru chez Denoël, intitulé la *Plus Longue Course d'Abraham Coles, chauffeur de taxi*. Ce succès l'amène à aborder un genre plus littéraire, avec un roman de l'enfance, que les lecteurs - libraires ont trouvé « *déchirant et très authentique* ». *Le Garçon sur la colline* est également un roman d'atmosphère, qui se situe, par un été torride, dans l'Ardèche. Le goût de l'auteur pour le suspense et le mystère soutient efficacement la trame du livre.

M. Claude Brami s'est également distingué comme adaptateur ou scénariste à la télévision avec des dramatiques telles que *Des immortelles pour Mademoiselle* (A 2) et *Bing-Bong* (TF 1).]